

Guide du mois de la photo

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

JEUDI 1^{er} NOVEMBRE 1990

Le Monde • Jeudi 1^{er} novembre 1990 3

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Coup de froid entre Paris et Rabat

La « mission humanitaire » qui conduira, les 8 et 9 novembre, M. Danielle Mitterrand, dans la région de Tindouf en Algérie, auprès des réfugiés sahraouis, risque de tendre encore les relations franco-marocaines qui, vues de Rabat, sont décidément entrées dans « l'ère de la froideur ». Même si l'épouse du chef de l'Etat effectue ce voyage à hauts risques politiques en tant que présidente de la Fondation France Libertés.

Dans une réponse faite à des députés qui s'inquiétaient de la campagne menée en France par des médias dont certains sont des organismes officiels, contre le Maroc et ses institutions « sacrées », le ministre marocain chargé des relations avec le Parlement vient d'annoncer « les mesures que le gouvernement envisage de prendre à ce sujet ». C'est dire que, du côté du palais royal, l'irritation est à son comble, et qu'on ne la cache plus guère après des mois de silence crispé.

La très tardive annulation, début octobre, des manifestations culturelles prévues en France dans le cadre de l'année du « Temps du Maroc », pour cause de crise du Golfe, n'avait trompé personne. La sortie presque concomitante du livre de Gilles Perrault, « Notre ami, le Roi », féroce pamphlet contre les « mauvais maîtres de gouverner de Hassan II », avait donné à penser à certains responsables marocains que l'on n'était pas mécontent, en haut lieu à Paris, de voir ainsi « épinglé », sans y être directement mêlé, un régime qui, derrière la façade très polie du multipartisme, en prend à son aise avec le respect des droits de l'homme.

La toute récente nomination, comme ministre délégué à la justice, de M. Georges Kiejman, ardent défenseur de la veuve et des enfants du général « félon » Oufkir, maintenant, sans raison, au secret, avait encore ajouté à cette exaspération du souverain chérifien. Reste que celui-ci n'en finit pas de soupçonner Paris de lui préférer, comme partenaire, son voisin algérien et de s'agacer des innombrables remarques irrespectueuses qui lui reviennent aux oreilles à propos de ses écarts de conduite protocolaires, par exemple de ses retards à répertier.

A titre d'avertissement, les autorités locales ont déjà pris quelques mesures de rétorsion. Ainsi, la presse française, accusée de mener cette danse anti-marocaine, disparaît-elle peu à peu des kiosques de vente. Quant à la chaîne francophone par satellite TV5-Europe, qui devait diffuser l'émission littéraire « Caractères » avec notamment pour invité Gilles Perrault, elle vient d'être interrompue « pour des raisons techniques ».

A Paris, par les voix de MM. Chirac, Pons et Pasqua, le RPR s'inquiète « des coups portés à l'amitié franco-marocaine » et insiste sur « le respect dû à la personne d'un souverain qui incarne son peuple aux yeux du monde ». A Rabat, la presse pro-gouvernementale s'est mise en campagne pour défendre la monarchie chérifienne. Et depuis plusieurs semaines, le quotidien « le Matin du Sahara » publie des fac-similés de journaux de l'époque du protectorat qui rendaient compte des manifestations anti-françaises dans ce royaume, aujourd'hui justement montré du doigt...

M 0147 - 1101 0 - 5.00 F



Une date historique pour le tunnel

Jonction réussie sous la Manche

Les équipes qui forent le tunnel sous la Manche sont entrées en contact, mardi 30 octobre, à 20 h 30, par l'intermédiaire d'un forage test de 5 centimètres de diamètre et de 100 mètres de long. Il faudra encore de trois à quatre semaines de travail pour que les équipes française et britannique se rejoignent. L'ouvrage devrait être mis en service le 15 juin 1993. Le consortium Eurotunnel a prévu de lancer une augmentation de capital de 5 milliards de francs à la fin de cette semaine.



Lire page 34 - section D, l'article de DOMINIQUE DHOMBRES « Les derniers mètres du tunnel sous la Manche » et nos informations page 10 sur le nouveau projet de statut de la Corse.

L'Etat garde le contrôle du nucléaire

Framatome retourne dans le secteur public

Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires, retrouve une majorité d'actionnaires publics après une bataille de dix-huit mois avec la Compagnie générale d'électricité (CGE) : trois groupes nationalisés - le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), EDF et le Crédit lyonnais - détiendront 51 % de son capital, aux côtés des salariés (5 %) et de la CGE, contrainte par les pouvoirs publics d'abaisser sa part de 52 % à 44 %. Le président, M. Jean-Claude Lory, conserve ses fonctions.

Le ministère de l'économie et la Compagnie générale d'électricité (CGE) sont parvenus à un accord sur le dossier Framatome, un des plus difficiles depuis le début du second septennat de M. François Mitterrand : la CGE, qui s'était octroyée 52 % du capital du constructeur de chaudières nucléaires, en reprenant à la fin mars les 12 % détenus par Dumez, revend 7 % des actions qu'il possède au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et au Crédit lyonnais.

Les actionnaires publics, qui ne détenaient plus que 45 % du capital de Framatome, remontent donc à 52 %, permettant à l'entreprise de réintégrer le secteur public qu'elle avait quitté il y a trois ans du fait de la privatisation de la CGE. Par la suite, ces montants seront légèrement dilués, une augmentation de capital réservée aux salariés étant prévue afin de leur permettre de monter de 3 % à 5 %.

Finalement, le nouveau tour de table de Framatome sera le suivant : le CEA (via sa filiale CEA-Industrie) et EDF - réunis au sein d'une holding - seront actionnaires à hauteur de 46 %, aux côtés du Crédit lyonnais (5 %) soit un total de 51 % pour le public ; la CGE détiendra 44 % des actions et les salariés 5 %, soit 49 % pour le privé.

Contraint de reculer en-dessous de la majorité du capital de Framatome, la CGE vend sa participation à un bon prix, puisqu'elle encaisse 700 millions de francs, parmi lesquels 490 millions de francs équivalant au paiement des 7 % cédés.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Lire la suite page 33 - section D

Baisse des taux de la Banque de France

Une diminution
d'un quart de point
page 42

La crise religieuse en Inde

Des dizaines de morts
en Uttar-Pradesh
page 6

Manifestations lycéennes

Les coordinations appellent
à des rassemblements
le 5 et le 12 novembre
page 12 - section B

1 130 000 000 de Chinois

Les autorités veulent renforcer
le contrôle des naissances
page 6

Reprise américaine

Un rebond inattendu
page 33 - section D

ILE-DE-FRANCE

Un nouveau plan de lutte
contre le bruit à Orly
page 14 - section B

Les annonces immobilières
sont en pages 38-39 - section D

« Sur le rif » et le sommaire complet
se trouvent page 42 - section D

La bataille de Fort Bragg

Au siège de la « garde d'honneur de l'Amérique », la population se mobilise pour aider les soldats du Golfe à vaincre l'ennemi : l'ennui

FORT BRAGG
(Caroline-du-Nord)

de notre envoyée spéciale

Les « boys » sont partis. Dans Hay street, la rue « chaude » désertée, les « egos » girls du « Ricky's lounge » et du « Pump saloon » en sont réduites à faire des mots croisés, les restaurants cassent les prix et trois vendeurs de voitures ont déjà mis la clef sous la porte. Fayetteville, les yeux fixés sur l'horizon mouvant des sables saoudiens, attend le retour des siens.

Près de 30 000 soldats sur les 41 000 stationnés dans la base voisine de Fort Bragg participent selon des chiffres officiels à l'opération « Bouscaillet du désert », soit près de 15 % de la population locale. Rendus aux écureuils, les quelques 300 kilomètres carrés de pinèdes de l'immense base ont l'air abandonnés eux aussi. Pour tant des unités supplémentaires ont été mises en état d'alerte et les indiscretions en provenance du commandement central font état de nouveaux départs massifs

à court terme. Une catastrophe pour le canton, le plus « militarisé » du territoire américain qui, entre Fort Bragg, la base aérienne de Pope et celle de Camp Lejeune, tire 56 % de ses ressources des installations militaires.

Aux soldats, les commerçants reconnaissent ! Bannières étoilées, tee-shirts vengeurs, banderoles proclamant « Nous sommes fiers de nos troupes » depuis le mois d'août, la petite ville n'est plus qu'une kermesse héroïque. C'est dans ce coin perdu de Caroline-du-Nord que bat le pouls de l'opération « Bouscaillet du désert ». Chaque jour le « Paraglider », la section militaire du

« Fayetteville Observer-Times », le « Dragon Pulse » et les multiples médias autorisés, faute de véritable action ratissent les moindres nouvelles du « front », de la climatization des tentes aux derniers cas de diarrhée, en passant par la victoire par 81 à 72 en basket de la 16^e brigade de police militaire contre l'équipe des Olayons saoudiens.

Collecte de livres de poche, de vidéos, de frisbies, de jeux de cartes, Fayetteville ne sait qu'inventer pour soulager l'ennui de la troupe. Le contact est constant, le doute hors de mise.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 3

- M. Saddam Hussein met en garde les Etats-Unis
- M. Bush déclare au Congrès que « sa patience diminue »
- Après le retour des otages, le gouvernement rend hommage aux diplomates français
- Bonn et le sort de ses ressortissants
- Vif débat au Japon sur l'envoi de militaires dans le Golfe

pages 3 et 4

Jacques
Duquesne
Catherine
Courage

La fille de Maria Vandamme

roman



Grasset

La dérive des RG

M. Joze est contraint de s'interroger sur la déontologie d'un service très sensible

L'inspecteur Jean-Marc Dufourg ment, mais ses affabulations obligent à ouvrir une détestable boîte de Pandore. S'il est vrai qu'aucune mission destinée à « piéger » MM. Arpaillange et Guilhaume ne lui a été confiée par « une hiérarchie inconsistante » selon la méchante formule de l'ancien garde des sceaux, il n'en reste pas moins que, depuis quelque temps, certains policiers des Renseignements généraux ont allégrement franchi une frontière déontologique en n'hésitant pas à faire de la vie privée de certains l'un de leurs champs d'investigation. Trois anecdotes en témoignent.

Il y a quelques mois, l'ancien directeur central des RG, aujourd'hui « patron » de la DST, M. Jacques Fournet, reçoit dans son bureau une personnalité, socialiste comme lui. Entre ses mains, une note « blanche » des RG - sans mention d'origine ou de source - faisant état du séjour nocturne de son visiteur dans un lieu de la rue Saint-Denis que la morale réprouve. Et M. Fournet de le mettre en garde et de l'inviter à plus

d'ascèse. Plus récemment, des policiers de la sous-direction des courses et jeux des RG prennent prétexte d'une enquête sur un importateur de machines à sous pour traquer, photographier et écouter téléphoniques à l'appui, les « mauvaises fréquentations » - en l'occurrence un patron de boîte de nuit à Pigalle - d'un magistrat, d'un journaliste et d'un membre du cabinet du ministre de l'Intérieur lui-même. Certains de ceux qui ont réalisé ce travail ne manquent pas de présenter le départ récent de l'un des membres du cabinet de M. Joze comme l'une de leurs réussites, alors qu'il est motivé par une classique promotion administrative.

Enfin, les inspecteurs d'un groupe « enquêtes » créé en 1989 dans cette même sous-direction se sont arrogés le droit, alors qu'il ne sont en rien chargés du contrôle administratif interne, de surveiller leurs collègues dans leurs comportements à l'égard des patrons de casinos ou des parieurs du PMU.

EDWY PLENIEL

Lire la suite page 11

Les ambitions des élus écologistes

A quoi servent les Verts ?

Les Verts peuvent-ils devenir un parti adulte ? Un an et demi après leur entrée dans les mairies d'une trentaine de grandes villes, les élus écologistes ne sont encore parvenus que rarement à investir d'autres terrains que celui de l'environnement. Ils préparent toutefois les futures échéances politiques en essayant d'élargir leurs thèmes militants.

Au cours de leur assemblée générale annuelle, prévue les 2 et 3 novembre à Strasbourg, M. Antoine Waechter prônera ainsi « une philosophie du partage » tandis que plusieurs de ses opposants mettront l'accent sur la nécessité d'une « décroissance des consommations matérielles ». Les Verts veulent, en effet, offrir aux électeurs une vision du monde différente de la « logique productiviste » à laquelle obéissent, selon eux, tous les autres partis, à droite comme à gauche.

Lire page 9 les articles d'OLIVIER BIFFAUD et JEAN-LOUIS SAUX

DÉBATS

Golfe

Nouvelle donne au Proche-Orient

par David Dadonn

UN Etat peut être riche, arabe, musulman, reconnu par tous les pays membres de l'ONU et disparaître. Les Israéliens sont particulièrement subjugués par ce phénomène unique dans les relations internationales. Dans une certaine mesure il est encore plus extraordinaire que l'invasion de la Pologne par l'Allemagne le 1^{er} septembre 1939. L'Allemagne d'alors était plus forte militairement que toute l'Europe réunie et pouvait donc oser la défer impuissante. L'Irak d'aujourd'hui, par contre, ne tiendrait pas devant la coalition de deux pays voisins comme la Syrie et l'Iran, et a fortiori, devant une coalition européenne. Et cependant il y aura bientôt cent jours que l'Irak occupe le Koweït, le pille, irakise sa population et rien ne permet d'affirmer que l'avenir politique de Saddam Hussein soit pour autant compromis.

Ce n'est pas seulement la disparition si rapide – et probablement définitive – d'un Koweït indépendant qui fascine, mais également, dans la perspective israélienne, deux constatations majeures liées à la réaction internationale.

La première est relative à la vulnérabilité du front occidental. En faisant abstraction du rôle des Etats-Unis, il est difficile d'imaginer l'Europe seule faire la guerre à l'Irak au nom du droit international. Quant aux Etats-Unis, bien qu'ils soient condamnés à la fermeté pour ne pas compromettre leur position d'unique superpuissance, ils semblent avoir un grand besoin de l'alliance des pays arabes anti-irakiens au point d'adopter, par des démarches sans précédent,

leur politique étrangère à ce besoin. Ainsi ils ont annulé la dette militaire de l'Egypte et évité pour la première fois depuis 1982 d'opposer un veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, condamnant Israël et contenant un élément opérationnel.

Les leçons du Koweït

La deuxième constatation touche à ce que j'appellerai la frivolité d'une fraction de l'opinion publique occidentale. Il n'est pas nécessaire d'être un grand stratège pour énumérer les raisons principales de l'invasion du Koweït : convoitises pétrolières, lutte pour le leadership du monde arabe, désir d'élargir le débouché sur la mer et besoin d'occuper une armée gigantesque qui se morfond depuis 1988. Or l'Irak prétend – en substance – qu'il a occupé le Koweït pour sauver la Palestine. Et cela suffit pour qu'il se trouve aujourd'hui en train de se démentir auprès des instances internationales et des chancelleries pour convaincre ses amis qu'il n'y a pas de lien entre l'invasion du Koweït et la question palestinienne.

Ces constatations sont, cela va sans dire, instructives pour la population israélienne. Et koweïtienne aussi, sauf que pour cette dernière il est un peu tard pour tirer les leçons.

Il est beaucoup question de réhabilitation de l'ONU, ces jours-ci. Pas en Israël. Ces organismes, qui aux yeux des Israéliens ont pratiqué la politique de deux poids deux mesures au détriment d'Israël depuis trente ans, se mobilisent

maintenant tout entier pour prouver à Saddam Hussein qu'Israël ne bénéficie pas d'un traitement de faveur. Comme si ce qui importait le plus au monde aujourd'hui, c'est l'opinion de Saddam Hussein.

Le Koweït a succombé parce qu'il ne s'est pas armé face aux menaces extérieures. Si un Etat arabe, entouré d'Etats arabes et vivant en paix avec eux est envahi du jour au lendemain, Israël peut-il se permettre de sous-estimer une telle éventualité, même après la paix avec les Palestiniens ? On croit aisément aujourd'hui – au plus haut niveau – que le temps n'est pas encore venu pour réduire la vigilance et les effectifs militaires.

Imiter l'URSS

En corollaire à la crise du Golfe, des changements politiques s'opèrent dans la région. Les gouvernements arabes opposés à l'Irak se rapprochent certes des Occidentaux, mais ils se sentent menacés, chez eux. Cela est valable pour l'Egypte et la plupart des Etats du Golfe. Plus l'occupation du Koweït se perpétue, plus grand sera d'ailleurs leur sentiment de vulnérabilité.

Chez les Palestiniens, nous assistons à une radicalisation qui fait que l'intifada n'est plus la guerre des pierres, mais une guerre tout court. Le fanatisme nationaliste et religieux qui n'est manifesté dans la plupart des attentats contre les civils israéliens ces dernières semaines nous ramène au climat des émeutes des années 30, sous le protectorat britannique.

Dans l'opinion publique israélienne, l'opposition à une négociation avec l'OLP semble être devenue un fait irréversible. L'image d'Arafat ne s'est pas non plus améliorée, dans le monde arabe. Il n'y a pratiquement plus qu'un Yéménite en Mauritanie, et bien sûr en Irak qu'Arafat est reçu sans une certaine gêne. Le Liban n'est pas, malgré les apparences, parvenu à la fin de ses convulsions, mais il a un semblant de souveraineté, un semblant de paix, derrière lesquels s'installe confortablement la domination syrienne. La résignation occidentale a-t-elle surpris Hafez El Assad ?

A la lueur de ces changements, nombreux sont les Israéliens qui se demandent si le temps n'est pas venu pour l'Occident, et en particulier pour l'Europe, de procéder à une révision de sa politique proche-orientale, qui a très peu évolué depuis une quinzaine d'années. Ne convient-il pas aujourd'hui d'adopter à l'égard du conflit israélo-arabe une politique audacieuse, nouvelle, réaliste, conforme aux nouvelles données et susceptible de correspondre à la réalité israélienne ? Pour une fois, nous recommandons de suivre l'approche rénovatrice de l'Union soviétique.

► David Dadonn est conseiller de l'ambassade d'Israël à Paris.

TRAIT LIBRE



Education

Démocratiser le lycée

par Sylvie François

LES incidents qui se sont produits dans quelques établissements scolaires sont graves et suscitent, à juste raison, l'inquiétude des lycéens, des parents et des enseignants concernés. Certains tentent d'en tirer profit pour faire oublier les efforts engagés par le gouvernement. Or ces efforts viennent après deux années d'austérité forte pour l'éducation nationale. Depuis 1988, au contraire, la gauche a su relancer les créations d'emplois ; le gouvernement saura, sans aucun doute, prolonger, voire amplifier ces efforts.

Mais l'avenir des jeunes lycéens ne se joue pas seulement autour de cette querelle de chiffres. Notre société reste brutale, et l'avenir n'a pas de sens pour beaucoup de jeunes encore exclus par l'échec. Les lycées vivent aujourd'hui une véritable mutation : en cinq ans, leurs effectifs se sont accrus, selon le cas, de plus de 30 % ou plus de 50 % des jeunes arrivent aujourd'hui en terminale. Le système éducatif est ainsi sur la bonne voie pour réussir à mener 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat avant l'an 2000. Mais ce succès modifie aussi la population lycéenne : de nouvelles catégories d'élèves ont accès à la classe de seconde, et beaucoup de lycéens sont civiquement majeurs.

La rénovation est déjà engagée à l'école dans l'application de la loi d'orientation sur l'éducation votée en 1989. Il est temps d'oser la démocratisation au lycée : une stratégie de changement claire est indispensable pour donner à chaque jeune les outils d'une insertion professionnelle réussie et organiser dans les établissements une vie qui prépare, par-delà la réussite scolaire, tous les lycéens à leur vie de citoyens, d'hommes et de citoyens.

Le système est encore organisé comme si tous les élèves étaient identiques, avaient les mêmes besoins et les mêmes chances au départ. Cette vision théorique, bien éloignée de la réalité que vivent les enseignants, est porteuse d'inégalités sociales. Or c'est bien le recours aux ajustements locaux qui peut assurer la démocratisation de l'enseignement. Cette perspective doit être politiquement et techniquement assumée. Faute de quoi, la droite verrait son projet politique se réaliser dans les faits : l'alignement sur le modèle américain.

La formation de ghettos scolaires de luxe en face de ghettos pour jeunes défavorisés.

La création de zones d'éducation prioritaire, le développement de vrais projets d'établissements sont des premières réponses importantes à ce défi. Mais, au-delà, il faudrait placer la notion de contrat éducatif au cœur de la gestion du service public. Les enseignants qui s'engagent dans les lycées dans un projet de rénovation pédagogique, les personnels administratifs et techniques qui y travaillent à leurs côtés, les élèves, ont besoin que l'administration sache afficher clairement, et après discussion avec eux, une gestion prioritaire et programmée sur deux, trois ou quatre ans des moyens nécessaires, une reconnaissance des efforts collectifs poursuivis et des missions réellement assurées par chacun.

Des élèves majeurs

C'est à ce prix que tous pourront sortir d'une vision purement consumériste de l'école et reprendront confiance dans l'institution. C'est à ce prix aussi que pourront se mettre en place dans chaque lycée des solutions pédagogiques différenciées pour que, selon les objectifs de la loi d'orientation, 100 % des jeunes obtiennent une qualification de base à l'issue de leur scolarité.

Aujourd'hui, l'entrée en seconde est, pour trop de jeunes, une cause de désespoir parce que les initiatives visant à renforcer la liaison collège-lycée sont rares et parce que la réponse à l'hétérogénéité des classes s'est trop souvent réduite à l'augmentation des taux de redoublement. Des actions d'aide et de soutien ont pourtant été engagées ici ou là. Elles demeurent limitées et isolées, faute d'une formation suffisante de tous les professeurs en cette matière et faute d'une reconnaissance officielle de cette stratégie. Avant de réformer les filières du lycée, il faudrait voir comment y développer une politique générale de soutien et de différenciation pédagogique et comment éviter l'enfermement de certains lycées dans la « diplomatie aigüe ».

Mais les jeunes n'ont pas seulement besoin d'une réussite scolaire. Il est important de reconnaître leur potentiel d'initia-

tives et de faire vivre les structures existantes.

La loi d'orientation prévoit la création et la généralisation des conseils de délégués d'élèves. Si l'on veut que les jeunes se sentent tous responsables du respect de la vie sociale dans leur lycée, cette mesure doit être mise en œuvre rapidement. Les lycéens demandent qu'on les consulte sur l'organisation de la vie scolaire, l'aménagement des locaux, les activités éducatives, l'ouverture de l'établissement. Des innovations ont fait leurs preuves en ce domaine : formation des délégués-élèves, transposition du règlement intérieur en charte des droits et obligations concertée avec les jeunes, recours à des sanctions d'intérêt général pour les manquements aux obligations à l'égard de la collectivité scolaire. Le développement de ces mesures mérite d'être encouragé. Entre le laisser-faire et l'encadrement trop strict, on peut ainsi trouver les moyens de faire effectivement participer des jeunes souvent majeurs à la vie de l'établissement et de la cité.

Favoriser la vie en groupe

Enfin, on sait très bien que d'excellentes conditions matérielles ne suffisent pas à assurer un enseignement de qualité et une vie sociale réussie. Mais, inversement, lorsque certains lycées conjuguent exigence et vertu des locaux, manque de salles de travail et de réunion pour les professeurs, absence de lieux de réunion pour les jeunes, la tâche de chacun est plus difficile, et le découragement n'est pas loin.

Les régions doivent assumer leur pleine responsabilité en ce domaine. Elles doivent se montrer capables de construire et de rénover les bâtiments en tenant compte de ce qu'un lycée doit favoriser la vie en groupe et n'est pas un lieu de passage.

Il n'est pas étonnant que les problèmes de certains quartiers et de certaines villes se posent aussi dans l'école. Celle-ci ne peut cependant assumer seule tous les problèmes de la société. S'il faut oser la démocratisation du lycée, il faut sans relâche approfondir la démocratie dans la ville et dans la société tout entière.

► Sylvie François est secrétaire nationale à l'éducation et à la recherche au Parti socialiste.

Personnes âgées

Longue vie à nos centenaires !

par René Laforestre et Robert Moulias

LA population des centenaires est celle qui croît le plus vite en France. A peine deux cents il y a trente ans, ils sont trois mille aujourd'hui et seront six mille en l'an 2000.

Ce foisonnement croissant n'est que le sommet de la vague de l'avancée du grand âge. Pourquoi en avoir peur ? Le vingtième siècle a fait deux cadeaux très remarquables à l'humanité, parmi tant d'autres : ne pas mourir dans l'enfance et retarder la vieillesse.

Ce retard de la vieillesse au profit d'un état adulte prolongé n'est pas encore pris en compte par nos gouvernants. Les expressions de « troisième » et « quatrième âge » ou les phrases telles que « il est retombé en enfance » doivent être rejetées et combattues. Cela ne peut que traduire l'attitude malthusienne de notre société à l'égard des personnes âgées.

On ne peut, en aucun cas, assimiler le grand âge à la maladie. Vieillesse et maladie sont deux états bien distincts, même s'il existe une pathologie propre au grand âge. Ce décalage, mal compris, veut dire simplement que l'on est malade plus tard, que l'on

meurt plus tard. S'il n'y avait pas le sida, cette évolution serait bien plus marquée.

Chez le très âgé, la dépendance due à la maladie est plus brève, ainsi que l'intervalle de temps entre maladie incurable et décès. Bien plus, les dépenses de santé baissent après quatre-vingt-cinq ans. Elles sont particulièrement faibles chez le centenaire. Il n'est donc pas certain que l'avancée en âge augmente les dépenses indéfiniment. Si l'espérance de vie gagne un an tous les quatre ans, d'après les statistiques, l'âge d'entrée en dépendance recule d'un an tous les deux ans, selon nos observations. Cela traduit un gain appréciable de vie autonome pour les personnes âgées. De ce fait, les conséquences financières institutionnelles, médicales, sociales et psychologiques de la prise en charge de la population très âgée doivent être corrigées et bénéficier d'un éclairage nouveau.

La politique de l'autruche

Les centenaires sont le plus souvent des individus qui n'ont jamais été malades et qui donc n'ont pas « profité » du progrès médical. Le vieillissement physiologique est probablement inscrit dans le génome et programmé, mais force nous est de reconnaître qu'il n'existe pas de critère précis de la vieillesse et du processus du vieillissement. La qualité de l'hygiène de vie qui favorise le maintien d'une vie équilibrée, donc d'une bonne santé, serait-elle l'explication la plus plausible d'une grande longévité ?

Les centenaires nous transmettent au travers de leurs vécus et divers témoignages qui contribuent à sauvegarder une partie de notre patrimoine commun. Ils savent retrouver les détails précis d'événements qui les ont émerveillés ou marqués. Leur durée à l'égard de toute médiocrité montre les aïeux des souffrances passées. Le temps leur pèse parfois, mais la parole reprend vite le dessus. Chaque seconde pour nos centenaires est comme l'appropriation d'un temps infini sans commune mesure avec le temps saucissonné qui sert à rythmer les actes de notre vie quotidienne.

Ce résultat extraordinairement positif de notre civilisation est paradoxalement d'une inquiétude

extrême. D'abord parce que l'augmentation de l'espérance de vie est perçue comme un « vieillissement » de la population et que le déficit des naissances, autre cause majeure de ce « vieillissement », est occulté au profit de l'accumulation de personnes « âgées », mais non pour autant « vieilles ». Si la personne « vieille » est celle qui a subi un déclin des fonctions physiques et mentales, avec maladies associées à l'âge, alors il n'y a pas vieillissement mais déclin du vieillissement. Il faudra bien un jour – le plus tôt possible – en tirer les conséquences économiques et sociales. Il ne sera pas possible demain de laisser une population valide sans rôle économique et de se priver de son expérience. Il ne sera pas possible non plus d'exiger des actifs actuels de supporter les charges d'autres adultes interdits de travailler, ni de faire accepter une restriction de ressources à des personnes mises à l'écart par l'arbitraire de la loi et non pour leur perte de capacité.

Le grand âge sans infirmité, cette révolution heureuse de notre profil d'existence, se fait dans une atmosphère d'obscurantisme. La médecine des personnes âgées, la gériatrie, a des règles et un besoin de structures très différentes de la médecine classique, si elle veut préserver la dépendance. Or la gériatrie n'est pas enseignée aux médecins dans la plupart des facultés, faute d'enseignants qui soient des professionnels de la discipline. Alors que les personnes âgées représentent et représenteront de plus en plus la majorité des dépenses de santé, la recherche gériatrique reste ignorée ou quasi ignorée de l'INSERM et du CNRS. Alors que la dépendance des personnes âgées rendues infirmes par la maladie est la principale préoccupation de nos institutions sanitaires et sociales, il n'y a pas d'organisation, ni de sa prévention, ni du financement de la dépendance. La politique de l'autruche risque de transformer en cauchemar le fait le plus positif de notre civilisation : vivre valide vingt ou vingt-cinq ans de plus que naguère.

► Robert Moulias est chef de service de gériatrie à l'hôpital Charles-Foix d'Ivry-sur-Seine. René Laforestre est gériatologue dans cet hôpital.

Le Monde

Édité par la SARL, Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
André Fontaine (1984-1989)
Jacques Fauvet (1989-1990)
André Laurens (1990-1991)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Grisey, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Jacques Amalio,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herremann,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE,
75001 PARIS CEDEX 10
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télécopieur : (1) 40-45-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-45-25-28
Télécopieur : (1) 40-45-30-10

LA CRISE DU GOLFE

Alors que l'attitude de MM. Mitterrand et Gorbatchev est jugée « positive »

M. Saddam Hussein met en garde contre une attaque américaine imminente

Le président irakien a mis en garde mardi 30 octobre contre « les intentions agressives de l'ennemi américain et de ses alliés au cours des prochains jours » et demandé à ses généraux de se tenir en état d'alerte.

Selon l'agence officielle irakienne, M. Saddam Hussein, qui s'exprimait lors d'une réunion extraordinaire du commandement général des forces armées, a également fait état de « préparatifs en vue d'éventuels combats dans des villes du gouvernorat du Koweït ». Quelques heures plus tôt, il avait déclaré à la chaîne de télévision américaine CNN que Dieu était de son côté et que Bagdad ne se déroberait pas à la guerre.

Tandis que M. Saddam Hussein fustigeait les Etats-Unis, son ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, se félicitait des propos tenus lundi par MM. Gorbatchev et Mitterrand, contenant

selon lui des « éléments positifs » au sujet d'un règlement pacifique des problèmes de la région et de « la reconnaissance qu'un lien existe entre eux bien que cela ne soit pas dans le sens souhaité ».

« L'Irak accueille avec un esprit d'ouverture les efforts déployés par l'Union soviétique et la France, en se basant sur l'initiative du président Saddam Hussein du 12 août (...) et accepte le dialogue avec qu'importe quelle partie étrangère ou arabe qui n'aurait pas un a priori agressif », a-t-il ajouté.

Interrogé sur la position de la Chine, M. Tarek Aziz a indiqué que l'Irak « accueille favorablement l'intention du ministre des affaires étrangères chinois de se rendre prochainement à Bagdad et dans d'autres capitales de la région ». « Il nous semble maintenant, a-t-il dit, que les positions de Moscou, Paris et Pékin vis-à-vis de la situation dans le

Golfe et dans la région en général sont différentes par leur nature, leurs moyens et leurs objectifs de l'attitude de Washington et de Londres dont les objectifs impérialistes sont tout à fait contraires aux intérêts de la nation arabe. »

Le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Marwan Qassab, s'est également félicité que M. Gorbatchev ait prononcé lundi, lors de sa visite en France, une « solution arabe » à la crise du Golfe.

Lors de la conférence de presse qu'il donnait en commun avec le président soviétique, M. Mitterrand avait rappelé qu'il avait souhaité dès le début de la crise une telle solution arabe. Il n'a pas ajouté lundi comme il le fait d'habitude que toute solution de cette nature est rendue impossible par la division du monde arabe.

Le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le Koweïtien Abdullah Bishara, en

visite à Madrid, a estimé qu'il y avait actuellement « une conviction générale selon laquelle il n'y a pas d'autre solution que l'utilisation de la force pour que Saddam Hussein abandonne ». Il s'est dit partisan de lancer un ultimatum au président irakien pour qu'il se retire du Koweït.

A Damas, la radio officielle syrienne a estimé mardi qu'une révision des positions arabes était « nécessaire », alors que « les aides énormes » fournies par les Etats-Unis à Israël constituent selon elle « un acte de guerre américain contre la nation arabe ». La presse irakienne s'abstient totalement depuis quelques jours de faire allusion au rôle de la Syrie dans la crise du Golfe. Ce silence contraste avec les attaques qui se poursuivent contre l'Egypte et coïncide avec le durcissement des accusations de Damas contre Washington. (AFP, Reuters.)

Dans un discours particulièrement ferme

M. George Bush a déclaré aux chefs de file du Congrès que « sa patience diminue »

Le président George Bush a déclaré, mardi 30 octobre, avec une rare fermeté aux chefs de file du Congrès que sa patience diminuait et qu'il n'excluait pas l'option militaire contre l'Irak.

Alors que l'administration américaine multiplie les déclarations de fermeté, semblant à la fois accentuer la guerre psychologique contre l'Irak et préparer l'opinion publique à une éventuelle guerre dans le Golfe, M. Bush a expliqué aux parlementaires américains qu'il entendait pour l'instant poursuivre sa politique de sanctions et de démonstration de force.

M. Bush a d'autre part assuré les parlementaires inquiets d'une possible attaque américaine sans consultation préalable avec le Congrès qu'il continuerait de consulter sur sa stratégie dans le Golfe. Mais il a précisé que les développements de cette crise tendent à rendre de plus en plus évident que la patience américaine pourrait ne pas être tenue. « Notre intention est toujours d'ob-

tenir une solution pacifique », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, soulignant que la guerre n'était pas inévitable, comme le quotidien Los Angeles Times l'a écrit mardi en citant un haut responsable américain.

Mais, lors d'une rencontre de plus d'une heure à la Maison Blanche avec les chefs de file du Congrès, le président a expliqué que « sa patience diminue » et qu'il aimerait voir les Nations unies accentuer leur pression contre Bagdad, a indiqué le sénateur républicain du Maine, William Cohen. « Il n'exclut pas l'usage de la force », déclarait pour sa part le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, le démocrate Claiborne Pell, soulignant également que M. Bush était « très préoccupé » par la situation des otages américains en Irak et au Koweït.

Alors que le gouvernement américain tentait jusqu'à ce moment de « l'importance des otages », il a soudainement accentué l'attention sur ce problème par la voix du

secrétaire d'Etat James Baker qui a accusé lundi l'Irak de mener une « guerre politique et économique » contre les Américains qu'il dément.

Rencontre Baker-Chevardnadze

Le secrétaire d'Etat James Baker rencontrera samedi 3 novembre un nouveau marathon diplomatique qui le mènera successivement à Bahreïn, en Arabie saoudite, en Egypte, en Turquie, en France, en Grande-Bretagne puis dans une ville non déterminée d'Europe où il rencontrera le ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Chevardnadze, le 9 novembre prochain. Ce voyage, selon le porte-parole du département d'Etat, Margaret Turvel, sera la continuation des efforts déployés depuis le 2 août par M. Baker pour « trouver une solution diplomatique pacifique » au conflit. « Il n'y a pas de calendrier américain », a-t-elle ajouté, démentant en partie une information du Los Angeles Times selon laquelle

M. Baker discuterait de la date éventuelle d'une offensive alliée contre Bagdad.

Tout en approuvant entièrement la décision d'envoyer dans la région du Golfe le corps expéditionnaire le plus important depuis la guerre du Vietnam (210 000 hommes actuellement), les parlementaires ont clairement indiqué qu'ils n'ont aucune intention de se laisser entraîner dans un nouveau Vietnam. Enfin, le commandant en chef de l'opération « Bouclier du Désert », le général Norman Schwarzkopf, a souligné à plusieurs reprises qu'une offensive américaine coûterait cher en hommes. Déjà quarante-deux Américains ont été tués accidentellement depuis le début des opérations, dont dix marins, mardi matin 30 octobre, dans une explosion de chaudière à bord du navire amphibie *Iwo Jima*. En outre, une marine a été tuée mardi lorsque le jeep qui le transportait s'est renversé au cours d'une patrouille dans le désert saoudien. (AFP, Reuters, AP.)

Après le retour des ressortissants français

Le gouvernement rend hommage au dévouement des diplomates

Au lendemain du rapatriement de 262 ressortissants français bloqués en Irak et au Koweït depuis le 2 août, Paris a élevé, mardi 30 octobre, une « forme protestation » auprès de l'Irak « pour le fait que les diplomates français ont été contraints de quitter l'ambassade à Koweït ».

Les sept diplomates en question, dont le chargé d'affaires Jean-Pierre Galtier, avaient regagné Paris dans la nuit de lundi à mardi avec les ex-otages. Assiégés depuis le 26 août dans la chancellerie par des soldats irakiens, ils vivaient dans des conditions extrêmement épuisantes (seuls, parmi les Occidentaux, les Britanniques et les Américains maintiennent encore des diplomates à Koweït).

La note de protestation a été remise à l'ambassadeur d'Irak, M. Abdel Razzak el Hachimi, mardi matin au Quai d'Orsay. Cette note précise que les diplomates n'étaient plus en mesure d'exercer leur mission en raison des agissements des autorités irakiennes. La France y réaffirme que l'ambassade reste ouverte et que « les relations diplomatiques entre la France et le Koweït sont du seul ressort de ces deux Etats ». La note rappelle enfin que, pour Paris, l'annexion du Koweït par l'Irak est « nulle et non avenue ».

« Ceux qui sont restés là-bas »

Le porte-parole du Quai d'Orsay a d'autre part rappelé que 262 Français avaient été rapatriés d'Irak et du Koweït. 210 se trouvaient en Irak, 150 d'entre eux étaient à Bagdad ou dans d'autres villes, et 60 servaient de « boucliers humains » sur des sites stratégiques.

Sur les 52 Français rapatriés du Koweït, 4 étaient retenus sur des sites stratégiques. « Tous ceux qui souhaitent rentrer sont rentrés », a souligné le porte-parole, qui a ajouté que 24 Français avaient décidé de rester au Koweït et 14 autres en Irak. Il s'agit soit de personnes possédant la double nationalité, soit de personnes qui ont des « attaches particulièrement fortes » avec l'un ou l'autre de ces pays, ou bien de couples mixtes.

Les sept diplomates qui ont tenu à Koweït jusqu'à lundi, malgré les

difficultés éprouvées – les réserves d'eau avaient, notamment, été vidées il y a quinze jours par les Irakiens –, ont, pour leur part, été reçus par M. Roland Dumas qui a rendu hommage à leur « dévouement ». « Par leur présence (...), leur sens du dévouement et leur sens de l'Etat, ils ont su répondre à une situation des plus délicates », a déclaré le ministre, qui a salué M. Galtier, le chef de file, les deux gardes, l'attaché militaire et les deux attachés commerciaux qui « ont su assister nos compatriotes et manifester la fermeté de la politique étrangère de la France ».

« Certains deviennent fous »

« Je tiens à vous dire, pour tout le monde et au-delà de cette assemblée, qu'il n'y a jamais eu de tractions avec le gouvernement irakien et, quelle que fut la peine que nous éprouvions, la rigueur morale s'imposait », a souligné M. Dumas, qui s'est déclaré « heureux de ce dévouement ». « Nous sommes plus heureux encore de l'avoir obtenu dans les conditions que je viens de relater. » « Il n'y a pas eu, il n'y aura pas de changement dans l'attitude adoptée par le gouvernement français à l'égard de l'Irak ». Le chef de la diplomatie française a, en outre, évoqué les pensées qui vont vers « ceux qui sont encore là-bas, injustement, illégalement, inhumainement retenus ».

C'est également vers ces derniers que les pensées d'anciens otages restent tournées, les témoignages confirmant la dureté de leur détention. Un ex-otage a ainsi déclaré que certains des ressortissants étrangers retenus sur des sites stratégiques étaient « en train de devenir fous ». M. Paul Merlet (un médecin), son épouse et leur fils étaient prisonniers en Irak, dans une usine où les bureaux avaient été transformés en dortoirs : « Il n'y avait pas de fenêtre, rien du tout, pas de moyen du tout pour sortir ». « Certaines personnes restaient dans leur chambre toute la journée, elles étaient complètement déprimées. Il fallait même forcer certains pour qu'ils mangent », a-t-il raconté. « Certains sont en train de devenir fous et se parlent à eux-mêmes. »

Un autre ex-otage français, M. Jean-Michel Leteur, a pour sa part déclaré : « Il y a des Italiens qui étaient en grève de la faim et qui devaient être ramenés chez eux, un Américain qui est en train de perdre un bras et qui doit être rapatrié au plus vite, et il y a des gens qui perdent la raison. »

« J'ai vécu dans un isolement quasi total au Koweït, où je me suis caché depuis le 2 août, nourri et logé par des Koweïtiens », raconte un ancien prisonnier, qui a vécu avec des étrangers dans un réduit de 20 mètres carrés grâce à l'aide de ceux qu'il appelle des « magasins ». « Nous avons pensé nous évader, mais les Koweïtiens nous ont dissuadé car les plages sont minées. » « Nous ne mettrions jamais le nez dehors, de peur d'être arrêtés par les soldats irakiens qui quadrillent la ville », se souvient un autre Français retenu au Koweït. « Nous avons vécu dans l'angoisse en permanence, sans nouvelles, en demandant ce qui allait advenir de nous le lendemain », poursuit-il.

La bataille de Fort Bragg

Suite de la première page

A peine si l'un des élus locaux, le sénateur Sanford, s'est hasardé, sans trop de risques, n'étant pas cette année en réélection, à émettre quelques critiques s'interrogeant publiquement sur le coût (1,5 million de dollars par jour) de ce déploiement gigantesque, embourbé dans les sables autant que dans les atermoiements de la diplomatie américaine, au moment où l'on s'entretenait au Congrès pour définir un impossible budget. Peine perdue. Seuls les quartiers noirs, derrière Hay Street, attentifs aux coupes prévisibles des aides sociales pour maintenir l'effort de défense, ont eu un frémissement d'intérêt : ailleurs le tollé a été général.

D'autant que l'approche des législatives du 6 novembre aidant, il est de très bon ton chez les parlementaires en perte de vitesse de faire un pèlerinage patriotique dans les dunes saoudiennes. Parfois un miracle survient dans les sondages, c'est ce qui est arrivé au représentant républicain Danny Smith de l'Oregon qui au retour d'une visite à Bagdad a accusé dans une émission de radio son adversaire démocrate de « faire la part belle à Saddam Hussein », le tout avec un enregistrement de la voix de Hitler en fond sonore : Smith est repassé largement en tête.

« Bouclier du désert » a même eu l'effet électoral pervers de remettre à la mode les enquêtes sur le passé militaire des candidats. Le vice-président Dan Quayle qui évita le Vietnam grâce à ses relations, se sent moins seul cet automne : on vient d'apprendre que le « va-t-en-guerre » Roy Dyson du Maryland était objet de conscience, et que le volontaire moraliste gouverneur de New-York, Mario Cuomo a échappé à la guerre de Corée grâce à des sursis étudiants.

« De toute façon, comme le dit « Kojak », un colosse noir ancien des forces spéciales au Vietnam, ici personne ne se pose de questions, les gens vivent sur le mythe de « Bragg », le siège de la fameuse

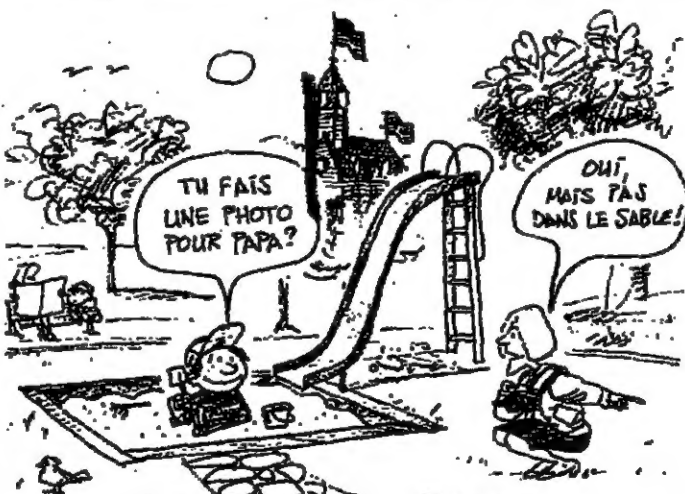
82^e division aéroportée, la « garde d'honneur de l'Amérique » qui, de la Normandie à Panama sans oublier « nâms » et la Sicile, a fait l'histoire » et il ajoute à peine ironique : « En plus c'est chez nous que Rambo s'entraîne dans les films, nous avons une réputation à soutenir... »

Pas de sang pour du pétrole

« Pas de sang pour du pétrole, ne risquons pas notre peau pour le Texas » : à la télévision, les slogans criés par quelques milliers de contestataires à New-York, Boston ou San-Francisco l'ont laissé de marbre. Le doute qui taraude l'Amérique (selon un sondage de Newsweek, 45 % des Américains soutiennent en faveur d'une intervention armée si l'Irak n'évacue pas le Koweït) n'a pas atteint la maison de brique de Sicily Drive, au cœur de « Bragg » où Laura attend avec ses deux petites filles le retour de son mari, le médecin major de la 82^e aéroportée, Bogdan Lamgren.

« Où est papa, maman ? » « En Arabie, il fait son métier, empêche les méchants de bouger. » A trente ans, Laura est presque un « vétéran », à travers Bogdan, elle a déjà « fait » la Grenade et Panama. Pour la Grenade elle a pleuré, pour Panama elle a prié, cette fois, elle a juste ouvert l'encyclopédie pour « voir où c'était ». Sur le fond, Laura n'a pas de problème : « C'est l'idiot de dire qu'il s'agit seulement de défendre le pétrole, le Koweït a le droit d'exister. L'armée américaine est une armée de métier du service de la liberté. »

Ce qui la gêne, et avec elle la plupart des autres femmes de soldats, c'est plutôt la « forme », cette drôle de guerre des sables à laquelle personne n'est préparé. « Déjà plus de trente morts sans bouger, j'ai presque plus peur des accidents que de la guerre, ça au moins ils savent le faire », dit Karon, la jeune mariée. Aussi en dépit de l'annonce d'une rotation possible des troupes en novembre,



toutes s'attendent à devoir « tenir le coup un an ».

Et ce n'est pas si simple, la durée imprévisible de « Bouclier du désert » est venue tout bouleverser. Fort Bragg a dû mettre sur pied un système d'assistance aux familles. 24 heures sur 24. Une nouveauté, dont l'idée a été lancée en 1984, explique d'un ton clinique la responsable étendue : « On s'est rendu compte qu'en associant les familles aux opérations, les troupes étaient plus performantes. »

Oubliée la désolitude de l'armée lors de l'intervention à la Grenade, où, faute d'informations, plusieurs femmes crurent tout simplement que leur mari avaient déserté leur foyer ! Aujourd'hui, l'état-major organise des séminaires sur le « stress du départ » et d'autres sur la « gestion d'un budget ». A Fort Bragg, 40 % des soldats sont mariés et nombreux sont ceux qui exercent, à mi-temps, un deuxième métier. Le « manque à gagner » depuis le mois d'août a contraint certaines femmes à démolir leur maison pour payer leur loyer. Et ce sont elles les bénéficiaires de la kermesse étoilée qui pavise la ville.

Moral des troupes avant tout, les dédications très dévouées commerçants ont été créées en accord avec les médias locaux un système d'échange permanent avec l'Arabie

saoudite : petites annonces dans les journaux, ligne de téléfax. Les deux stations de télévision se partagent le travail, l'une envoie des équipes tourner des vidéos sur le front, l'autre filme sur place à Fayetteville les familles.

Le tout est projeté dans quatre salons improvisés du centre commercial de « Cross Creek Park », promu quartier général de l'« arrière ». A longueur de journée, le même leitmotiv : « Il fait chaud, je t'aime. » Quelques plantureuses parfois, proffées d'un air crâne derrière les Ray-Bans : « Plus question d'aller en vacances à la plage ! » Et de réels moments d'émotion, comme cette mère présentant son nouveau-né à l'écran, ou ces demandes en mariage spontanées.

L'ennui et les rigueurs saoudiennes aidant, l'armée a même dû se résoudre à multiplier par deux le nombre de bagues de fiançailles disponibles sur catalogue. Et la poste est déjà saturée. Enfin comme pour étouffer dans l'œuf tout découragement devant cette guerre enlisée, le Fayetteville Observer-Times a publié, sous le titre « Verdun », un article définitif exaltant les vertus de l'attente et comparant les dunes saoudiennes aux tranchées des poilus de 14-18, avant de conclure citant Philippe Pétain : « Ils ne passeront pas ! ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

LA CRISE DU GOLFE

Pressé d'agir en faveur des otages allemands

Le gouvernement de Bonn est dans une situation délicate

La libération de l'ensemble des otages allemands met le gouvernement allemand dans une situation délicate. Le chancelier Kohl a souscrit, lors du dernier sommet européen de Rome, à la déclaration commune des Douze condamnant toute initiative isolée de négociation, gouvernementale ou privée, pour obtenir la libération des otages. Le chancelier a réuni à nouveau lundi 29 octobre les principaux dirigeants de la majorité et de l'opposition pour évoquer le problème des citoyens allemands retenus en Irak. Comme il l'avait déjà fait la semaine passée, M. Kohl s'est opposé à l'idée d'une mission de l'ancien chancelier Willy Brandt à Bagdad.

BRANDT

de notre correspondant

Le candidat social-démocrate à la chancellerie contre M. Kohl, M. Oskar Lafontaine, qui participait à la réunion des dirigeants de la majorité et de l'opposition, a déclaré que « tout devait être fait, en dessous de l'échelon gouvernemental, pour obtenir la libération des otages », ce qui revient à approuver une éventuelle mission de M. Brandt. Ce dernier, qui séjourne actuellement aux États-Unis, n'a pas fait connaître ses intentions.

Sollicité par les familles d'otages pour aller en Irak afin d'obtenir la libération de quelque trois cents Allemands, M. Brandt avait posé deux conditions à ce voyage. Il voulait, d'une part, que son éventuelle mission aboutisse au départ d'un nombre conséquent d'otages de toutes nationalités et, d'autre part, que le gouvernement fédéral donne son aval à cette opération.

Sur le premier point, sa rencontre, au début de la semaine passée, avec l'ambassadeur d'Irak à Bonn ne l'a pas convaincu. Sur le second, une réunion des principaux leaders politiques de la majorité et de l'opposition, organisée le 24 octobre à Bonn par le chancelier Kohl, a conclu que le voyage de M. Brandt à Bagdad n'était pas opportun. Le chancelier Kohl avait réitéré au cours de cette réunion son opposition à « toute action isolée » pour récupérer les otages.

On évoque aussi à Bonn la possibilité d'une mission qui pourrait être confiée à M. Brandt par l'ONU, en sa qualité de président de l'Inter-nationale Socialiste. L'inquiétude s'accroît au sujet du sort des ressortissants allemands retenus en Irak. Une issue dramatique pour eux aurait sans aucun doute un effet important dans la campagne électorale qui entre dans sa phase décisive. Cela incite donc M. Kohl à associer l'opposition à toute déci-

sion dans ce domaine.

La position de Bonn dans la crise du Golfe est plutôt délicate : l'invasion du Koweït, le 2 août, a surpris une Allemagne entièrement accaparée par les derniers préparatifs de son unification. Les événements du Proche-Orient n'avaient dans les médias qu'un faible écho et la classe politique, comme une grande partie de l'opinion publique, trouvait de grandes vertus à une Constitution interdisant l'envoi de troupes allemandes en dehors de la zone couverte par l'Alliance atlantique.

Le gouvernement de Bonn fut cependant surpris la semaine dernière par des enquêtes journalistiques démontrant que de nombreux industriels allemands - et non des moindres - avaient contribué pendant des années à la mise au point d'armes chimiques et biologiques par l'Irak.

Le chancelier Kohl ne pouvait alors que répondre favorablement à la demande pressante du gouvernement des États-Unis : contribuer financièrement, de manière significative, à l'action militaire engagée dans le Golfe sous l'égide des Nations unies. Le chef de la diplomatie américaine, M. James Baker repartait donc, le mois dernier, de la capitale fédérale avec un chèque de trois milliards de deutschemarks qui venait alourdir les charges engagées par la réalisation de l'unité allemande et les compensations accordées à l'URSS pour le retrait progressif de ses troupes de l'Afghanistan.

La nouvelle situation de l'Allemagne, qui a retrouvé sa souveraineté pleine et entière le 3 octobre, lui interdit dorénavant la « situation en retrait » qu'elle affectionnait jusqu'à dans les zones de crises extrac-européennes.

Une opinion publique hostile à tout interventionnisme

Les obligations internationales découlant de ces nouvelles responsabilités sont bien perçues par les dirigeants politiques de toutes tendances, qui sont disposés à mettre en œuvre, au cours de la prochaine législature, une procédure de réforme constitutionnelle autorisant l'Allemagne à participer à des « forces de paix » sous l'égide des Nations unies. Mais ces idées n'ont pas encore fait leur chemin dans une opinion publique plutôt hostile à toute politique interventionniste.

Le 19 octobre, plusieurs dizaines de parents d'otages allemands manifestèrent devant la chancellerie à Bonn, reprochant au gouvernement de ne rien faire pour obtenir leur libération. Ils ne comprennent pas qu'en la circonstance il ne soit plus possible à l'Allemagne d'agir comme elle l'avait fait pour obtenir la libération des otages allemands retenus au Liban : négocier discrètement avec les rivaux et accepter leurs exigences financières.

LUC ROSENZWEIG

Vif débat à la Diète japonaise sur l'envoi de troupes à l'étranger

TOKYO

de notre correspondant

Le projet de loi sur la création d'un corps de coopération permettant d'envoyer des militaires à l'étranger dans le cadre de missions pacifiques patronnées par les Nations unies, actuellement débattu à la Diète, n'a désormais guère de chance d'être adopté avant la fin de la session parlementaire, le 10 novembre. Son amendement semblait difficile en si peu de temps, le gouvernement pourrait être contraint de le retirer.

C'est en tout cas ce qu'a conclu, mardi 30 octobre, le grand arbitre du jeu politique, M. Shin Kanemaru. Le chef de la puissante faction de M. Takeshita a évoqué la levée de bouillottes que suscite ce projet parmi les voisins du Japon, victimes autrefois de l'expansionnisme et inquiètes d'une éventuelle résurgence de la puissance militaire nipponne outre-mer.

Ce projet, qui devait permettre au Japon d'envoyer quelques deux mille volontaires, dont des soldats, dans le Golfe pour appuyer la force multinationale, a provoqué des cassures au sein du camp conservateur. Il a aussi mobilisé contre lui la quasi-unanimité de l'opposition et de l'opinion publique, comme en témoignent des manifestations répétées et la chute de la popularité du premier ministre, M. Kaifu.

L'impression d'un débat parlementaire mal engagé pourrait conduire à une crise politique. Le retrait du texte risque en outre d'attiser au Japon une nouvelle vague de critiques de la part de ses partenaires occidentaux, en particulier des États-Unis, pour son inca-

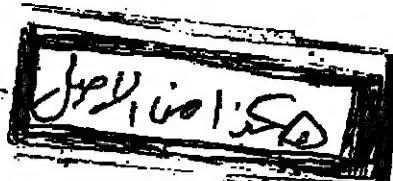
pacité à assumer ses responsabilités internationales.

Tokyo, qui s'est engagé à fournir une contribution de 4 milliards de dollars à l'effort occidental dans le Golfe - dont 1 milliard a été versé, le restant devant être versé l'exercice 1990-1991, vient d'annoncer le ministère des finances - est soumis à de fortes pressions américaines pour participer, non seulement financièrement, mais aussi en personnel à la force multinationale.

Controverses sur l'interprétation de l'article 9 de la Constitution, interdisant au Japon le recours à la force, et sur la loi de 1954 créant les forces d'auto-défense (euphémisme pour désigner l'armée japonaise) qui procurent l'envoi de troupes à l'étranger, tergiversations sur l'armement des soldats faisant partie du corps de coopération, sur les zones où ils pourraient être envoyés, sur leur rôle et sur les opérations d'appui logistique auxquelles ils pourraient participer : le premier ministre, qui a pourtant une réputation d'orateur, n'a guère convaincu. D'autant moins que les divergences au sein de la majorité l'ont obligé à préciser sous forme écrite la « position unifiée » de son gouvernement.

Socialistes et communistes sont opposés à ce projet et le Komito (parti bouddhiste), au départ plus flexible, a fini par rejoindre leurs rangs, sous la pression notamment de son électeur féminin. Le petit Parti social-démocrate s'aligne plutôt sur la position des conservateurs mais, selon un sondage, 13 % seulement des députés sont favorables au texte controversé.

PHILIPPE PONS



PROCHE-ORIENT

LIBAN : toutes les milices ont donné leur accord de principe à l'évacuation de Beyrouth

Le Hezbollah sur l'échiquier politique

Toutes les milices présentes dans Beyrouth et sa banlieue ont accepté le principe de leur retrait. Le comité ministériel du gouvernement libanais chargé de négocier les modalités de l'évacuation du Grand Beyrouth et de déterminer les limites de cette zone d'une quinzaine de kilomètres de rayon autour de la capitale, a indiqué, mardi 30 octobre, que « toutes les formations » ont donné leur accord. D'autre part, au sein de la communauté chiite, les mouvements Hezbollah (pro-iranien) et Amal (pro-syrien) sont parvenus mardi soir à un accord de cessez-le-feu « total, global et à tous les niveaux », à la suite d'une médiation de la Syrie et de l'Iran.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Au fond d'une ruelle boueuse et défoncée, d'où la vue ne s'étend que sur des squelettes d'immeubles aux pierres rongées par les balles et les temps, les sacs de sable accumulés et les rebordis de terre protecteurs sont désormais abandonnés.

Sur la ligne de démarcation qui sépare, dans la banlieue de Beyrouth, chrétiens et chiites, les intégristes pro-iranien du Hezbollah ont déjà commencé à se replier et à livrer leurs positions à l'armée libanaise, appuyée par l'armée syrienne. La prochaine étape sera l'abandon complet au plan militaire de cette banlieue surpeuplée, demi-sanc-

tuaire que le Hezbollah avait pris, au fil des ans, à son grand rival au sein de la communauté chiite, le mouvement Amal, jusqu'à l'entrée des troupes syriennes en mai 1988.

Comme les autres responsables politiques, les dirigeants du Hezbollah se montrent très conciliants. « Nous ne sommes pas contre l'instauration de l'autorité de l'État », affirme Hadj Abou Yasser, chef du bureau politique du mouvement. « Nous n'avons pas de problème vis-à-vis du Grand Beyrouth. » Accentuant une évolution, déjà largement amorcée depuis la mort de l'imam Khomeiny et les changements survenus depuis en Iran, le Hezbollah se veut aujourd'hui libanais et discute les modalités et les mécanismes de son retrait avec le gouvernement de M. Selim Hoss. « Le plus important pour nous », dit Hadj Abou Yasser, « est d'obtenir des garanties sur la liberté d'action politique et la liberté d'action de la résistance contre Israël. »

Cette revendication de la liberté d'action politique concerne directement le conflit d'influences et d'intérêts dans la communauté chiite, la plus nombreuse du Liban, qui oppose le Hezbollah au mouvement pro-syrien Amal, jusqu'ici son représentant officiellement sur l'échiquier libanais. Le Hezbollah devrait obtenir au moins un poste de député dans les nominations à venir et le mouvement même voir figurer dans le gouvernement non pas un de ses membres mais un sympathisant.

Une émancipation de la communauté chiite qui pourrait, à terme, bénéficier aux intégristes, qui reçoivent toujours une aide importante de l'Iran et qui sont beaucoup mieux structurés, organisés et idéologiquement plus solides que le mouvement Amal. Dans cette perspective, le Hezbollah, qui a abandonné ses slogans pour l'instauration d'une République islamique au Liban, pourrait devenir le point d'appui politique de l'Iran dans le seul pays arabe où une communauté chiite importante peut jouer un rôle.

Violentement hostile, au départ, aux accords de Taïf, à propos desquels s'était vu écarté, le Hezbollah en fait maintenant une analyse plus nuancée : « Nous pouvons traiter positivement Taïf, en ce qui concerne la réunification du pays, la restauration de la sécurité, l'allègement des souffrances du peuple », affirme Hadj Abou Yasser.

Au-delà du discours, toutefois, le Hezbollah reste prudent, sinon méfiant, comme toutes les milices concernées par le déploiement de l'armée dans les zones qu'elles contrôlaient. Dans les rues animées de la banlieue, tous les miliciens en armes et en uniforme ont disparu : un « ordre », révèle l'un d'eux. Ils sont, en civil, encore très présents à tous les carrefours, nonchalamment appuyés contre un mur, sirotant leur café, surveillant les allées et venues des uns et des autres et intervenant fermement quand le besoin s'en fait sentir.

Reste la question des otages

Le retrait des équipements lourds a commencé, mais les miliciens ont quand même reçu chacun plusieurs armes individuelles avec ordre de les garder. On n'est, jamais, au Liban, trop circonspect et nul n'a oublié ici le sauvagement barbarement de la bousculade par l'armée libanaise en 1984, sous la présidence de M. Amine Gemayel, ce qui avait abouti à la prise de contrôle de Bey-

rout-Ouest par les milices. A cette époque, c'est au maréchal-piqueur que les miliciens défendaient la chaussée de la corniche-Mazraa pour retrouver, en dessous, les armes cachées deux ans auparavant. Nul doute que dans toutes les milices le réflexe est le même, et Hadj Abou Yasser le dit clairement : « S'il n'y a pas de paix réelle, tout le monde reprendra les armes. »

En attendant, le Hezbollah organise son repli et, entre ses armes lourdes, s'est fait de la banlieue des dizaines de militants qui sont recherchés par l'armée syrienne et qu'elle a envoyés chez les Palestiniens de l'OLP, à l'est de Safed. Une façon comme une autre de renforcer ses liens avec son allié stratégique dans la lutte contre Israël. Ce qui montre que Hezbollah et Palestiniens partent de bons contacts, malgré l'intervention palestinienne en faveur d'Amal dans le conflit inter-chiite de l'Qilim-El-Touhah.

La liberté d'action contre Israël, revendiquée par le Hezbollah, engage des intérêts qui dépassent le seul Liban, mais les intégristes savent aussi les limites d'une résistance qui, trop anarchique, leur aliénerait la population du sud du Liban, si des représailles israéliennes se montraient trop fréquentes ou trop violentes.

Sur la question des otages, Hadj Abou Yasser, comme tous les dirigeants du Hezbollah, ne dira rien, sinon que son mouvement n'a rien à voir avec cette affaire. Mais la normalisation de la situation dans la banlieue sud, qui mettra fin à la fiction du sanctuaire intouchable, laisse à penser que ceux-ci sont désormais l'enjeu des seules relations d'États et ils devront sans doute encore attendre que l'Iran, la Syrie, les États-Unis et la Grande-Bretagne trouvent un terrain d'entente pour leur libération.

En jouant le jeu de l'État libanais, les intégristes chiites changent, en tous les cas, de stratégie et s'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact qu'aura leur présence sur l'échiquier politique libanais, il est toutefois sûr qu'il faudra compter avec eux pour la poursuite de la normalisation au Liban, au sujet de laquelle, avoue Hadj Abou Yasser, « beaucoup d'obstacles demeurent ».

FRANÇOISE CHIPAUX

ISRAËL : après de nouveaux attentats

Le gouvernement veut limiter le nombre de Palestiniens venant des territoires occupés

Après une série d'attentats, en général commis sur des lieux de travail, le gouvernement israélien, invoquant la sécurité et la lutte contre le chômage, veut diminuer le nombre de Palestiniens autorisés à se rendre en Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Sept mille résidents des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, porteurs de ce qu'on appelle la « carte verte », sont déjà interdits de séjour à l'ouest de la « ligne verte », la frontière d'avant 1967. Ce chiffre pourrait doubler, voire passer à vingt mille, dans les trois prochains jours, avec l'inscription au fichier des « interdits » qui figurent nombre de Palestiniens condamnés durant l'Intifada.

Le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, entend ainsi désamorcer les nombreuses critiques qui lui sont adressées pour avoir « rouvert » les territoires au début de la semaine, après quatre jours d'un « boicottage » destiné à enlever une vague de violences et contre-violences entre Israéliens et Palestiniens.

La série d'attentats paraît loin d'être arrêtée. Mardi 30 octobre, un Palestinien a été tué par des civils israéliens, près de Naplouse, alors qu'il était en train de charger, en juin dernier, le travail aux Juifs, aux Palestiniens et aux Arabes. Une sourdine mise aux désaccords - presque la routine - une compréhension française pour la position israélienne dans la crise du Golfe, une « prise de contact intéressante » : « Ça commence bien », commentait-on, mardi 30 octobre, chez les Israéliens, au soir de la deuxième journée de la visite à Paris de M. Lévy et de ses entretiens avec M. Michel Rocard et M. Roland Dumas.

« Le travail aux Hébreux »

Le plan de M. Arens est accompagné d'un slogan militaire à ceux des Israéliens qui ont connu la Palestine avant la création de l'État : « Avoda Ivrit », le travail aux Juifs, aux Palestiniens et aux Arabes. Dans le Yishouv, le « foyer » juif de la période mandataire, syndicalistes et partis de gauche discutaient pour savoir s'il fallait ou non embaucher de la main-d'œuvre arabe. Aujourd'hui, à droite et à gauche, pour scander à nouveau le fameux « Avoda Ivrit », on évoque aussi bien la sécurité qu'un chômage en hausse constante (plus de 10 % de la population active est sans emploi) et l'explosion de la demande de travail avec la vague d'immigrants d'URSS. A vrai dire, il y a peu de chance que la seule incantation

vienne bouleverser les données d'une situation économique et politique assez complexe.

La moitié, au moins, des cent vingt mille Palestiniens qui viennent chaque jour gagner leur vie en Israël n'a pas de permis de travail. Ces gens forment une main-d'œuvre de journaux particulièrement appréciés dans des secteurs à l'emploi saisonnier comme le bâtiment, l'hôtellerie et l'agriculture. Ils accomplissent aussi les plus basses besognes pour les salaires les plus bas, en s'acquittant de toutes les cotisations sociales prévues pour des prestations (santé, retraite) auxquelles ils n'ont pas droit.

Si les employeurs déclarent aujourd'hui qu'ils feront tout pour privilégier les demandeurs d'emploi Israéliens, il n'est pas sûr qu'ils dépassent le

stade de la déclaration d'intention. Il n'est pas sûr non plus que le gouvernement souhaite faire monter la tension en créant du chômage dans les territoires occupés, ce qui, dans les années, systématiquement dévoré le développement des entreprises locales afin de protéger l'industrie israélienne.

Certes, à certains postes - surveillance, manutention légère - les nouveaux immigrants juifs soviétiques ont, ici et là, pris la place des Palestiniens. Mais le mouvement serait marginal : à peine mille emplois sur plus de cent mille, dit la presse israélienne. Selon le mot d'un expert, « le slogan avoda Ivrit », dans la situation actuelle, est de la mythologie, et l'attente de voir le jour ou les Israéliens seront éboués à Tel-Aviv ».

ALAIN FRACHON

La visite en France de M. David Lévy

Entre Paris et Jérusalem des désaccords en sourdine...

Les relations entre la France et Israël seraient-elles sur le point de revêtir un nouveau ton - où l'arabisme ne dominerait désormais plus - après la prise en charge, en juin dernier, par M. David Lévy ? Une sourdine mise aux désaccords - presque la routine - une compréhension française pour la position israélienne dans la crise du Golfe, une « prise de contact intéressante » : « Ça commence bien », commentait-on, mardi 30 octobre, chez les Israéliens, au soir de la deuxième journée de la visite à Paris de M. Lévy et de ses entretiens avec M. Michel Rocard et M. Roland Dumas.

Cette visite - la première de M. Lévy en tant que ministre des affaires étrangères - aura surtout permis à ce dernier de plaider la cause d'une « position particulière » dans le conflit du Golfe. Celle d'un pays, a dit M. Lévy à ses interlocuteurs, qui est le seul à être directement menacé par Saddam Hussein, alors que les décisions que prend, de son côté, la coalition anti-irakienne les plus graves, à un moment où les Israéliens ont vu leur champ d'action se réduire par la nécessité de ne pas gêner l'alliance anti-Saddam.

Tout auprès de M. Rocard que de M. Dumas, M. Lévy a également insisté sur l'inquiétude que l'« épreuve de crise » suscite chez les responsables Israéliens, à savoir que « tout le monde parle » un beau jour en laissant Israël seul face à un Sad-

dam Hussein renforcé par le simple fait qu'il n'aurait pas été défait ; autrement dit que la coalition anti-irakienne se dissout en laissant intacte, derrière elle, le potentiel militaire de Bagdad. M. Lévy semble avoir trouvé, à Paris, une oreille attentive à ces inquiétudes. Il s'est, en tout cas, déclaré satisfait à l'issue de son premier contact avec M. Dumas.

Signe des temps : si le Golfe n'a pas réussi à occulter les points de désaccord persistants - très loin d'être négligeables - entre les deux pays à propos de la question palestinienne, ces divergences n'ont donné lieu à aucun drame, et leur formulation a, semble-t-il, essentiellement tenu du réticent, personne ne se faisant d'illusion sur sa capacité de faire bouger l'autre en quelques heures. « Il ne faut pas laisser les points de désaccord neutraliser les relations bilatérales », a-t-il cessé de répéter M. Lévy, qui devait encore raconter, jeudi soir, M. François Mitterrand avant de quitter Paris vendredi matin.

Cette visite aura également été marquée par une innovation : une demande de contribution financière à Paris pour aider à l'installation des Juifs soviétiques en Israël. Il ne s'agit, toutefois, encore que d'une « idée » lancée par M. Lévy, dont les modalités - et surtout les chiffres - devraient faire l'objet d'études ultérieures, a-t-on souligné de source israélienne.

Y. H.

IRAN

Nouvelles pendaisons de « trafiquants de drogue » et de « bandits »

Dix-neuf personnes, dont une femme, reconnues coupables de trafic de drogue par un tribunal islamique, ont été pendues, mardi 30 octobre, dans la ville sainte chiite de Machad. Selon le journal Keyhan, ces trafiquants ont été exécutés dans le cadre de la loi du 21 janvier 1989, qui prévoit la peine de mort pour toute personne détenant plus de 30 grammes d'héroïne ou plus de cinq kilogrammes d'opium. De son côté, l'agence officielle IRNA a annoncé l'exécution, mardi également, dans la ville de Zabol, de vingt-deux personnes reconnues coupables de banditisme.

A Téhéran, le fils de l'imam Khomeiny a déclaré mardi que « le silence de l'Iran sur l'application du décret condamnant à mort Salman Rushdie est un complot impérialiste dangereux et dirigé contre les intérêts de la révolution ». Il a demandé au ministre iranien des affaires étrangères de prendre position sur ces diatribes, ajoutant : « Nous considérons toujours les États-Unis et la Grande-Bretagne comme nos ennemis jurés. » (AFP).

BIBLIOTHEQUE

61, R

présente

BIBLIOTHEQUE

pouvant

de vos bes

5011010101

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

ACTUELLEMENT
ET JUSQU'AU
5 NOVEMBRE
DE 10 H A 19 H
AU SALON
"MEUBLES
& DECORS"
PARC DES EXPOSITIONS
PORTE DE VERSAILLES
Stand 5A6 (bât. 5 - Allée A)

ET DANS
NOS
30
MAGASINS

A PARIS

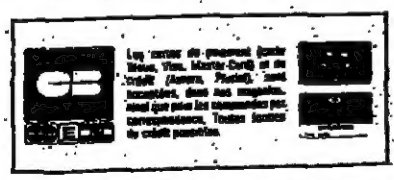
61, rue Froidevaux - 75014

"en Montparnasse" (à 300 m de la gare)
Ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et
du mardi au samedi inclus de 9 h 30 à
19 h 30 sans interruption.

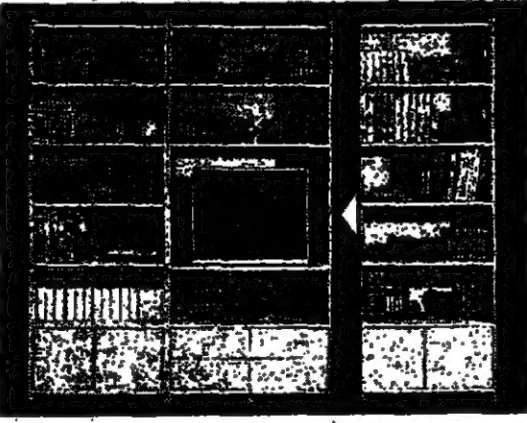
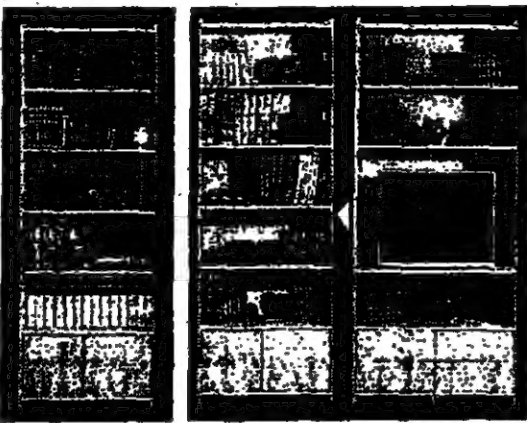
RENT: Denfert-Rochereau - Métro: Denfert-
Rochereau - Gailly - Edgar-Quinet - Bus
28, 38, 58, 68 - S.N.C.F.: Gare Montparnasse
ARRIVÉE 61298: 13, rue Nationale 20 (200 m
avant la sortie Ardenne-ouest). Tél.: 54.30.05.47.
VERSAILLES 78000: 64-70, rue des Châlières.
Tél.: 39.53.68.02.

BARBIZY 64200: 11, rue des Haies. Tél.:
59.24.08.74 - BORDEAUX 33000: 11, rue Bon-
nard. Tél.: 50.44.39.42 - BRIVE 19000 (Point
Expo): 30, rue Louis-Latrade. Tél.: 55.74.07.32 -
CHATEAUBRIANT 45000: 15, rue de la Chapelle. Tél.:
54.07.21.22 - CLERMONT-FERRAND 63000:
22, rue S. Clemenceau. Tél.: 73.83.57.55 - DIJON
21000: 100, rue Monge. Tél.: 80.42.02.45 - GENEVE
12000: 100, rue de la République. Tél.: 76.42.55.75 -
LILLE 59000: 38, rue Esquermoise. Tél.:
20.55.59.39 - LIMOGES 87000: 57, rue Jules-
Norris. Tél.: 55.78.35.42 - LYON 69000: 9, rue
de la République (métro: Hôtel-de-Ville/Louis-
Prud'homme). Tél.: 78.28.58.51 - MARSEILLE 13000:
109, rue Paradis (métro: Estrangin). Tél.:
91.37.50.54 - MONTPELLIER 34000: 8, rue
Séran (près gare). Tél.: 57.58.31.32 - NANCY
54000: 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél.:
83.32.64.94 - NANTES 44000: 10, rue Gambetta
(près rue Cadinière). Tél.: 40.74.58.35 - NICE
06000: 2, rue Offenbach. Tél.: 93.88.84.55 -
ORLÉANS-FLEURY-LES-AUBRAIS 45400: 103,
rue André-Bessaux - RN 20 Nord (ouverture le
15 nov.). Tél.: 38.73.53.75 - PERPIGNAN 66000:
Km 3, route de Prades (zone commerciale). Tél.:
58.55.55.52 - POITIERS 86000: 42, rue de Mon-
te-A-Vent. Tél.: 49.41.58.46 - QUIMPER 29000
(Point-Expo): 17, av. de la Libération. Tél.:
98.90.68.39 - REIMS 51000 (Point-Expo): 39 bis,
av. de Paris. Tél.: 26.04.05.01 - RENNES 35000:
10, quai Emile-Zola (près du musée). Tél.:
99.78.58.39 - ROUEN 76000: 43, rue des Char-
rettes. Tél.: 35.71.96.22 - SAINT-ETIENNE
42100: 40, rue de la Montat. Tél.: 77.25.91.46 -
STRASBOURG 67000: 11, rue des Bouchers. Tél.:
88.36.73.76 - TOULOUSE 31000: 1, rue des Trois-
Rois (près place St-Sauveur). Tél.: 61.22.92.40 -
TOURS 37000: 5, rue Henri-Barbousse (près des
halles). Tél.: 47.38.63.88.

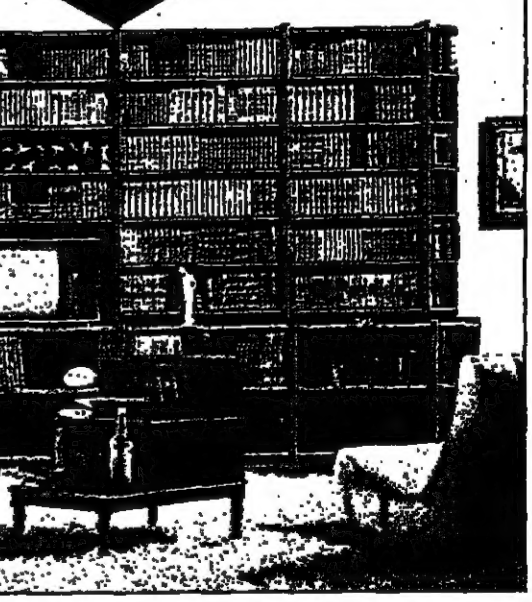
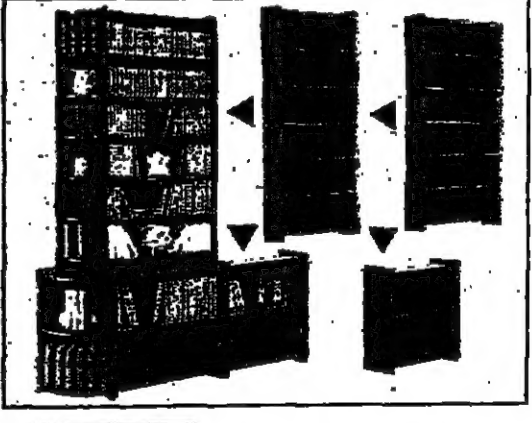
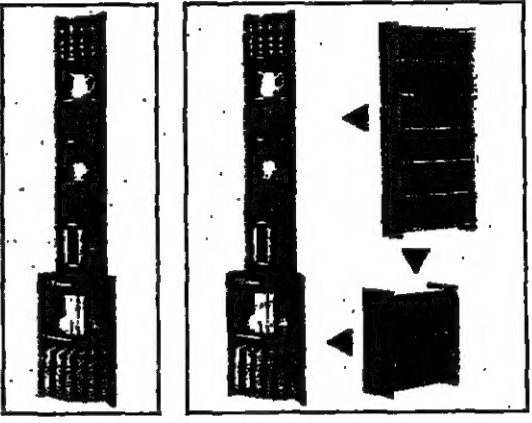
Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.
• CREDITS PERSONNELS (après acceptation de la banque)
• DEVIS GRATUITS • EXPOSITIONS FRANCO DANS TOUTE
LA FRANCE • REPRISE EN CAS DE NON-CONVAINCANCE



présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



PAR SIMPLES
**JUXTAPPOSITION
ET
SUPERPOSITION**
SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMEGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne
clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en ac-
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
plus de 30 ans.



DEMANDE DE CATALOGUE
24 H/24 SUR ENREGISTREUR
☎ (1) 43.20.73.33

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

Je voudrais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma
part votre catalogue: 80 pages toutes en couleurs, avec photos,
dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de
chaque modèle. Merci. (mod 5)

☐ M.
☐ Mme NOM PRÉNOM
☐ Mlle
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
PROFESSION TEL.
Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

ASIE

CHINE : un milliard cent trente millions d'habitants en 1990

Les autorités soulignent l'«urgence» d'un renforcement du contrôle des naissances

Les Chinois du continent étaient au nombre de 1 133 682 501 au 1^{er} juillet 1990, selon les résultats du quatrième recensement mené depuis la fondation de la République populaire. Ce chiffre, annoncé mardi 30 octobre, représente vingt millions d'âmes de plus que ne le prévoyaient les planificateurs pour l'aube de la dernière décennie du siècle. Le *Quotidien du peuple* a souligné mercredi l'«urgence» d'un renforcement du contrôle des naissances, encore «inefficace dans beaucoup de zones».

PÉKIN

de notre correspondant

Au cours d'une conférence de presse mercredi 31 octobre, M. Zhang Sai, directeur du Bureau des statistiques, a précisé que de quinze à dix-sept millions de Chinois naissent tous les ans jusqu'en 1996, le taux de fertilité devant en principe commencer à décroître par la suite. Il a reconnu que la Chine avait partiellement échoué à freiner la croissance de la population, tout en soulignant que le pays comptait «deux cent millions de Chinois de moins» qu'il ne l'aurait fait sans le strict contrôle imposé depuis les années 70.

Le taux de croissance de la population, jadis de 17 pour mille, reste cependant de 14,7 pour mille. Ce qui permet de douter que l'objectif réajusté pour l'an 2000, une population maximale de 1,125 milliard d'habitants, puisse être respecté.

Les autorités ont indiqué que la marge d'erreur retenue était de 0,6 pour mille, et qu'aucun cas de fausse déclaration n'avait été signalé. Les modalités du recensement, affirme Pékin, garantissent l'impartialité aux parents d'enfants non-déclarés. Dans l'attente des analyses annoncées, deux chiffres ressortent d'ores et déjà.

Tout d'abord, celui de la population dite «flottante», c'est-à-dire des migrants qui parcourent le pays à la recherche d'emplois temporaires. Ils sont 21 millions. Ils sont le produit direct de l'introduction de l'économie de marché dans le système planifié. Le chiffre fourni est cependant nettement inférieur aux 50 millions annoncés de source officielle précédemment, à tel point qu'un journaliste chinois s'est cru autorisé à demander s'il n'était pas «sous-estimé». M. Zhang Sai l'a naturellement nié.

D'autre part, la dépense dont bénéficient les minorités ethniques de se

conformer à la politique de l'enfant unique à laquelle sont soumis les Chinois de souche (Hans) leur a permis d'enregistrer une croissance de 32,5 % par rapport au recensement de 1982. Les Hans ont franchi la barre du milliard et les populations non-chinoises comptent désormais 91 millions d'âmes, contre 67 millions il y a huit ans.

Bien que ces premiers résultats ne portent que sur le continent, Pékin n'a pu s'empêcher d'imprimer une connotation dominante à leur publication : «La Chine a une population de 1,16 milliard d'habitants», tirait en «une» le *Quotidien du peuple* mercredi, en incluant dans ce chiffre Taiwan, Hongkong et Macao.

A l'unisson du journal, qui voit dans le recensement réalisé en un temps record «la preuve de la supériorité du socialisme», le directeur du Bureau des statistiques a souligné «qu'aucun autre pays du monde n'aurait pu mobiliser sept millions d'agents recenseurs avec un temps de préparation d'une année seulement, contre cinq ans en général dans les autres pays».

Intervenant au cours d'un symposium, un démographe chinois, le professeur Tian Xueyuan, a estimé impératif de relever le taux des amendes pour maternité non autorisée. Cette mesure viserait à dissuader plus efficacement les paysans qui, enrichis par les réformes économiques, n'hésitent plus dans de nombreux cas à violer le règlement, quitte à acheter littéralement le droit à un enfant «hors plan» de manière à s'assurer une descendance mâle plus nombreuse.

FRANCIS DERON

L'écrivain dissident Wang Ruowang a été libéré

L'écrivain dissident Wang Ruowang a été libéré à Shanghai, a-t-on appris, mercredi 31 octobre, de source informée à Pékin. L'écrivain, âgé de soixante-deux ans, serait en bonne santé. (AFP, Reuters, UPI)

Membre du PCC depuis les années 30, ce vétérinaire communiste, connu pour son franc-parler, avait été exclu du parti à deux reprises, en 1957, pendant la campagne contre les «droits», puis en janvier 1987, avec l'arrestation de son épouse et de son fils. L'écrivain, qui avait suivi le litige de la secrétaire générale du PCC, Hu Yaobang, pendant les deux décennies passées en prison, disait-il ironiquement en 1986, «j'ai pu m'entraîner».

Batailles rangées à Ayodhya entre intégristes hindous et forces de l'ordre

Les affrontements religieux en Inde ont fait, mardi 30 octobre, une trentaine de morts. Des batailles rangées ont eu lieu à Ayodhya, où les hindous veulent reconstruire un temple dédié à Rama sur les lieux où a été édifée une mosquée en 1528.

AYODHYA

de notre envoyé spécial

La chasse aux «Kar Sevaks», les fous du dieu Rama, fut ouverte à l'aube. Elle ne cessa qu'au crépuscule. Ce fut une journée de bruit, de mort, de fureur et, surtout, de fanatisme. Pour les forces de l'ordre et le gouvernement, la date du 30 octobre, dans cette petite ville de l'État d'Uttar-Pradesh, est celle d'un échec dont les conséquences, encore imprévisibles, seront, de toute façon, graves pour la paix entre communautés religieuses. Les autorités ont réagi parfois avec panique, souvent avec incompetence et, au niveau individuel, avec passivité, voire complicité.

Plusieurs milliers de policiers et d'éléments des forces paramilitaires avaient été déployés dans les villes jumelles d'Ayodhya et de Faizabad : des milliers de soldats étaient en état d'alerte ; plus de quatre-vingt mille arrestations préventives avaient été opérées et ce dispositif de sécurité sans précédent s'est révélé inefficace : armés de la seule force de leur loi ou, si l'on veut, de leur fanatisme, les commandants de ces troupes lancinantes à la gloire de Rama, des milliers de «Kar Sevaks» ont convergé sur Ayodhya et, passant au travers des mailles du filet, ont atteint leur but ou, du moins, ont remporté une victoire symbolique : la mosquée Babri Masjid, dont les hindous croient qu'elle occupe le lieu-même de naissance du dieu Rama, a été endommagée sous les coups répétés d'une escouade de militants hindous.

Le drapeau du Vishwa Hindu Parishad (VHP), organisation hindouiste extrémiste, initiateur de «la croisade d'Ayodhya», fut planté sur le sommet des dômes de l'édifice. Pendant environ quinze minutes, une cinquantaine de «Kar Sevaks» sont restés dans l'enceinte interdite, dont les portes leur avaient été ouvertes – tout concourt à l'affirmer – par des policiers hindous solidaires. La nuit précédente, la route menant de Lucknow, la capitale de l'Uttar-Pradesh, à l'État le plus peuplé de l'Inde (environ cent dix millions d'habitants), à Ayodhya était par-

semée de barrages policiers. À 18 heures, le couvre-feu avait été instauré à Lucknow, où une grève générale de trois jours a été déclarée à l'appel du BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite), et tous les sauf-conduits permettant de gagner la ville sainte ont été annulés.

Une «chouannerie» religieuse

Mardi soir, la rumeur de la «victoire» remportée par les «Kar Sevaks» se répandit rapidement. Presque désertée par les forces de l'ordre, la route de Lucknow était aux mains de la population. À intervalles réguliers, des barrages de pneus flambaient, des centaines de gens, avides de nouvelles en provenance d'Ayodhya, tentaient d'arrêter les voitures et le nom de Rama était toujours un cri de ralliement. C'était comme une gigantesque «chouannerie» religieuse. Dans les ruelles-labyrinthes de la ville et aux abords du temple, la «chasse» battait son plein.

Le premier incident sérieux se produisit lorsqu'un autobus, bourré jusqu'au toit de militants de Rama, foudra et détruisit un barrage de fer interdisant une des voies d'accès. Les policiers comprirent alors que leur tâche serait ardue. Toute la journée, les rues d'Ayodhya retentirent du bruit des explosions de grenades lacrymogènes, de tirs à balles réelles et des appels au «sacrifice» pour Rama. Lapidés à coups de briques, des

détachements de policiers – certains armés, d'autres pas – prirent peur et firent feu sur les toits et les terrasses de la ville religieuse ; des hordes épouventées fuirent en tous sens. L'audace et l'inconscience furent payantes : une à une, les barrières s'effondrèrent, les policiers devant abandonner des jeeps – aussitôt incendiées – et des miradors surmontés de caméras de télévision, censées prévenir toute infiltration.

Les responsables de la sécurité ne pouvaient que reconnaître «l'échec» d'un dispositif et d'une politique, ce qu'ils firent un peu plus tard. Le premier ministre de l'Inde, M. V. P. Singh, s'était personnellement engagé à faire prévaloir la loi et l'ordre à Ayodhya, à empêcher aussi le BJP – parti à l'origine d'une crise grave en retirant son soutien au gouvernement – de remporter une nouvelle victoire politique. La plupart des chefs du BJP et du VHP ont été arrêtés et, cependant, comme une lame de fond, le mouvement continuait. M. S. S. Dixit, vice-président du VHP (et ancien chef de la police de Lucknow), exultait : «Si vous n'êtes pas hindous, vous ne pouvez pas comprendre. Rama est dans notre sang ! C'est une destruction symbolique qui a eu lieu aujourd'hui. Que la mosquée soit déplacée ou détruite, le temple de Rama sera construit, nous ne nous arrêterons pas, assurait-il. Mais ce mouvement peut nous échapper ; à

ce moment-là, il ne sera plus temps de négocier avec le gouvernement».

Mais le mouvement n'a-t-il pas déjà échappé à tout contrôle ? A Lucknow, M. Mukhtar Anish, ministre du gouvernement d'Uttar-Pradesh et l'un des chefs de la communauté musulmane (15 % de la population de l'État et 30 % de celle de Lucknow) insiste sur cette peur nouvelle des musulmans : «Le mouvement est allé au-delà de ce qui était prévisible». Et M. N. D. Tiwari, ancien chef-ministre de l'Uttar Pradesh et leader du parti du Congrès, ajoute : «Cela ressemble à un mouvement de masse. Il y a eu une telle tension entre hindous et musulmans depuis la partition de l'Inde. C'est un affrontement entre fondamentalismes».

Ce qui s'est passé à Ayodhya peut être vu comme le vent sur de la brèche et convaincre les musulmans que l'État indien n'est pas en mesure de protéger efficacement leurs intérêts. Pour M. V. P. Singh, engagé dans une bataille de survie politique (depuis la défection du BJP qui apparaît déjà très compromise, cette nouvelle crise de confiance tombe mal. Le premier ministre compte présenter le vote, qui doit avoir lieu le 7 novembre à l'Assemblée nationale, comme une sorte de référendum pour ou contre le sécularisme dont il se veut le champion. Or, les morts d'Ayodhya, même s'il ne s'agit pas du massacre redouté, risquent de peser lourd. LAURENT ZECCHINI

INDONÉSIE

La guerre psychologique prend le relais de la guérilla au Timor-Oriental

Au Timor-Oriental, où une poignée d'hommes se battaient depuis quinze ans contre des milliers de soldats indonésiens, la guérilla a vécu toute de combattants. Mais ces derniers mois, une guerre psychologique plus élaborée, relayée par la jeunesse timoraise qui se fait ouvertement l'écho de sentiments séparatistes exprimés depuis 1975 par quelques centaines de partisans armés du Front de libération du Timor-Oriental (FRETILIN), a pris le relais.

Cette situation est reconnue localement tant par les autorités civiles mises en place par Djakarta que par les milieux militaires indonésiens. Gouverneur de Timor oriental depuis 1981, M. Mario Viegas Carrascalao, parle carrément d'échec. «Nous devons admettre que nous sommes perdus», dit-il, en se prononçant non pour un statut spécial mais «en faveur d'une décentralisation administrative».

Le nombre des manifestations anti-indonésiennes, plutôt isolées en début d'année, n'a cessé de croître au fil des mois lors de visites de dignitaires étrangers ou lors de la commémoration d'événements liés à l'annexion de l'ancienne colonie portugaise par l'Indonésie en 1976 où à l'occasion de fêtes religieuses.

Deux incidents, en octobre, dans des établissements d'enseignement secondaire, se traduisant par une vague d'arrestations sans précédent dans les milieux étudiants, témoignent non seulement de l'ampleur du mouvement de contestation, qui paraît parfaitement organisé, mais suggèrent pour la première fois que la jeunesse timoraise ne craint plus de s'exprimer publiquement contre l'annexion de Timor-Est.

Plusieurs diplomates occidentaux, asiatiques et du Pacifique, rentrant récemment de l'ampleur du mouvement de contestation, ont été stupéfaits par l'atmosphère régnant ces derniers temps à Dili, capitale de l'ancienne colonie portugaise. «Dili baigne dans un climat de rébellion», a commenté l'un d'entre eux. Le nouveau commandant en chef des forces armées indonésiennes, le général Warouw, affirme que les manifestations étudiantes de ces dernières semaines sont directement liées «avec la montagne», une formulation utilisée par les officiels pour désigner le FRETILIN, et le chef de son noyau armé (FALANTIL) Gusmao Xa Na Na.

Xa Na Na, ont affirmé le général Warouw, diverses sources ecclésiastiques ainsi que le gouverneur de Timor-Est, à plusieurs reprises ces derniers mois adressé des caresses aux lycéens leur demandant de «refuser l'éducation indonésienne et de boycotter les écoles».

Le mot d'ordre, qui selon les autorités locales est destiné à préparer la jeunesse avant la visite d'une délégation parlementaire portugaise prévue pour l'an prochain, est à l'origine des incidents du 8 octobre au lycée Fatmema, du 15 octobre au lycée San-Paulus. Dans le premier cas, les élèves ont chahuté une personnalité venue leur vanter les bienfaits de la politique indonésienne. Dans le second cas, les lycéens se sont violemment opposés aux forces de l'ordre appe-

lées dans l'école pour trouver les responsables de graffiti anti-indonésien barbouillés dans la nuit sur les murs de l'établissement.

Selon le général Warouw et le gouverneur de Timor-Est, les élèves de San-Paulus ne sont pas à l'origine des slogans qui ont motivé l'intervention de la police et des forces armées, qui a dégénéré en une bataille rangée à laquelle un étudiant et un policier ont été grièvement blessés. L'incident, que le gouverneur n'hésite pas à qualifier de «provocation», a entraîné l'arrestation d'une trentaine de personnes et la fermeture de l'établissement pendant une semaine. Selon les milieux ecclésiastiques, les arrestations ont été effectuées essentiellement parmi la jeunesse, organisée «en seize mouvements clandestins» et chez les fonctionnaires appartenant au gouvernement local.

Le FRETILIN, affirme le général Warouw, ne compte plus aujourd'hui que de 150 à 170 hommes armés et ne constitue plus ni une menace ni un problème de sécurité. En face, l'armée indonésienne continue à déployer au minimum 10 000 hommes, selon le gouverneur et les milieux ecclésiastiques. Un prêtre, bien informé sur les questions militaires, affirme qu'il y avait en tout seize bataillons de 500 à 600 hommes chacun, dont douze composés d'unités territoriales déployées sur toute la province (620 000 habitants) et quatre d'unités combattantes, installées par petits groupes en divers points stratégiques (est et centre-ouest).

Contrairement à une fuite éperdue dans les montagnes et dans la jungle, poursuivis inlassablement par des troupes d'élite, les derniers partisans du FRETILIN ont été «invités à se rendre sans crainte». «L'invitation», relevait en fin de semaine les milieux ecclésiastiques de Dili, reste pour le moment «lettre morte», dans l'attente d'une évaluation de la sincérité des autorités. L'an passé, les forces armées évaluèrent le nombre des membres du FRETILIN armés à 300 hommes. (AFP)

■ CORÉE DU SUD : arrestation d'opposants. – Les autorités ont arrêté quarante personnes et en recherchent près de cent cinquante autres, soupçonnées d'avoir créé une «Alliance des travailleurs socialistes de Corée du Sud» en vue d'organiser des soulèvements armés dans le pays, ont annoncé, mardi 30 octobre, les services secrets sud-coréens. Selon ceux-ci, plus de mille six cents personnes auraient rejoint clandestinement ce mouvement. (UPI)

DIPLOMATIE

Suscitant des spéculations sur le rôle de l'armée

M. Gorbatchev reporte sa visite en Allemagne

MOSCOU

de notre correspondant

M. Mikhaïl Gorbatchev ne se rendra «probablement pas en Allemagne avant le 7 novembre», annonce, mardi 30 octobre, le porte-parole présidentiel, M. Vitali Ignatenko. On avait avancé à Bonn, depuis quelques jours, les dates du 4 au 6 novembre.

Même si ces dates n'avaient jamais été confirmées à Moscou, les déclarations de M. Ignatenko ne peuvent que relancer les interrogations sur les difficultés intérieures de M. Mikhaïl Gorbatchev. Ce changement de programme pour le président soviétique est en effet le deuxième en quelques jours, après le report du sommet des chefs d'État du pacte de Varsovie, qui devait avoir lieu les 3 et 4 novembre à Budapest. Signe d'une gêne certaine, Moscou avait mis plusieurs jours avant de réagir à l'annonce faite dans la capitale hongroise de ce report du sommet du pacte, qui devait transformer l'alliance militaire moribonde des pays de l'Est en alliance politique. Le ministère des affaires étrangères avait finalement indiqué que le sommet du pacte se tiendrait après la session de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe prévue à Paris du 19 au 21 novembre.

M. Gorbatchev doit signer, à

Bonn, un traité avec l'Allemagne. Certains se demandent à Moscou si les modifications du calendrier de M. Gorbatchev ne sont pas dues à des résistances de la part des militaires qui, dans un dernier sursaut, souhaiteraient obtenir un minimum de garanties au sommet de la CSCE à Paris avant d'entériner définitivement une Allemagne unifiée dans l'OTAN. Valentin Faline, le chef du département international du Comité central, grand spécialiste de l'Allemagne, reconnaissait mercredi, dans le magazine *Stern*, que la ratification du traité «2 + 4» sur les aspects extérieurs de l'unification allemande, «n'était pas de soi» au Parlement soviétique. L'ancien ambassadeur soviétique à Bonn précisait que ces réserves émanaient surtout des milieux militaires.

Mais le report des voyages de M. Mikhaïl Gorbatchev s'explique aussi par le fait que les préparatifs de l'anniversaire de la révolution, le 7 novembre, sont très houleux. Le président soviétique a confirmé que les parades, auxquelles sont attachés les militaires, auraient bien lieu dans les principales villes du pays. Mais, dans la plupart des Républiques en proie à l'agitation nationaliste, on a qualifié d'illégal ce décret présidentiel et de nombreux nationalistes ont fait part de leur intention d'empêcher, coûte que coûte, les cérémonies du 7 novembre. (Interim)

DROITS DE L'HOMME

Au Musée international de la Croix-Rouge à Genève

«L'enfant dans la guerre»

GENÈVE

de notre correspondant

Dans un long couloir grisâtre d'où toute lumière du jour est bannie, répercutés sans fin au moyen d'un jeu de miroirs, cent cinq photos d'enfants sont exposées. Nous sommes au Musée international de la Croix-Rouge, réalisation mettant en jeu toutes les ressources de l'audiovisuel, des arts plastiques et de l'icongraphie, pour illustrer l'acharnement des hommes à se détruire et de quelques-uns à les protéger.

On ne sort pas de la guerre dans ce boyau. Les garçons et les filles qui figurent sur les photographies, dans un ordre chronologique inexorable, n'en sont en tout cas pas sortis pour la plupart. Tués, disparus. Ou affamés sans recours. Ou mutilés dans la chair et l'âme. Mais que l'on s'imagine pas une galerie de l'épouvante. Le directeur du musée, Laurent Merli, et son conservateur, Jean-Pierre Guarni, ont voulu que les clichés qu'ils ont sélectionnés soient plus évocateurs qu'effrayants.

Les images n'en sont pas moins bouleversantes, comme celle de ce bébé qui conduit une file d'aveugles en robe longue traditionnelle, chacun appuyant le main sur l'épaule de celui qui le précède, pendant la guerre civile chinoise en 1946. D'autres sont, hélas, devenues tristement classiques, telle

celle du jeune enfant à casquette levant les bras sous la menace des armes nazies à l'entrée du ghetto de Varsovie. Ou encore celle du petit garçon et de la petite fille fuyant, paniqués, sur une route du Vietnam après un bombardement au napalm, le 8 juin 1972.

Sur le paroi opposée, sont affichés des textes de droit international concernant la protection de l'enfant. On nous rappelle ainsi que la SDN a proclamé, en 1924, une «déclaration des droits de l'enfant» appelant «l'humanité à donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur» et que, le 20 novembre 1989, après dix ans de débats et de procédures, l'ONU a adopté une «convention relative aux droits de l'enfant» qui vient enfin d'entrer en vigueur le 2 septembre. Il y est notamment prévu que «conformément à l'obligation qui leur incombe en vertu du droit humanitaire international de protéger la population civile en cas de conflit armé, les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants qui sont touchés par un conflit armé bénéficient d'une protection et de soins». En face, des photos d'enfants pris dans la tourmente des guerres qui ont sévi cette année-là : Timor, Cambodge, Rhodésie, Afghanistan.

ISABELLE VICHNIAC

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : après le sommet européen de Rome

Le combat solitaire de M^{me} Thatcher

Le combat n'effraye pas M^{me} Thatcher et le mot d'*« isolement »*, tant employé à l'occasion du récent sommet européen de Rome à propos de son pays et d'elle-même, n'est pas pour lui déplaire. Elle n'y voit pas obligatoirement une injure. Et puis, ce n'est pas la première fois qu'elle se retrouve seule contre onze. Ce serait plutôt le scénario habituel...

LONDRES

de notre correspondant

La « Dame de fer » joue, cette fois-ci, la partie peut-être la plus difficile de sa carrière. Selon certaines confidences recueillies par ses proches, elle a le sentiment qu'elle est le dernier rempart contre le déferlement du « fédéralisme » honni. Elle ne fait confiance à personne chez les Tories pour reprendre le flambeau. Elle n'est pas sûre de ses troupes, et pour cause.

Les sondages montrent régulièrement qu'une majorité au sein de son propre parti est prête à aller beaucoup plus loin qu'elle en direction de l'Europe. Ses ministres se taisent, gênés, lorsqu'elle se lance, une fois de plus, dans une attaque *ad hominem* contre M. Jacques Delors, avec lequel ils ont, pour nombre d'entre eux, à discuter au jour le jour de problèmes pratiques. Ses anciens lieutenants la trahissent ouvertement, qu'ils soient à l'extérieur ou à

l'intérieur du gouvernement. M. Michael Heseltine, qui a démissionné avec éclat en 1986 de son poste de ministre de la défense en raison de ses convictions pro-européennes et qui se pose en successeur potentiel à la tête des conservateurs, fait sillon comble lors de ses déplacements à l'intérieur du pays.

M^{me} Thatcher a le sentiment désagréable d'avoir raison seule contre tous et de ne pas être écoutée. Elle ne trouve aucun charme à une Europe qui serait une forteresse économique protégée par des tarifs douaniers, limitée à ses membres actuels, et s'orientant vers une sorte d'Etat fédéral à forte tendance bureaucratique. Elle souhaite, au contraire, déborder les limites des Douze par une formule souple, qui permettrait d'associer assez rapidement l'Autriche, la Suisse et certains pays d'Europe centrale, nouvellement démocratiques.

Une vision « gaullienne »

Cette vision est plus « churchillienne » ou « gaullienne » qu'on ne le dit parfois. Il s'agit de permettre à des nations venues du fond des âges de continuer à exister librement et souverainement sur le Vieux Continent, en leur donnant les moyens de la prospérité économique, sous la forme du libre-échange le plus complet possible, et de la sécurité collective, sous la houlette de l'OTAN. Le rôle de la CEE se réduit donc, ce qui n'est pas rien à ses yeux, à promouvoir la liberté du commerce et des

services, en Europe d'abord, entre celle-ci et le reste du monde ensuite.

Cette perspective exclut évidemment la création d'une Banque centrale européenne et, plus encore, d'une monnaie unique. Chaque pays doit, selon elle, rester maître de sa monnaie et de sa politique fiscale. Autant dire que la deuxième et la troisième étapes du plan Delors sont, à ses yeux, inacceptables. Elle a voulu, à Rome, marquer son opposition totale à ce processus en affirmant qu'elle ne soumettrait jamais, pour ratification, au Parlement britannique un tel abandon de souveraineté. Elle l'a proclamé — et sur quel ton ! — pour tenter de lier les mains à son successeur, quel qu'il soit.

M^{me} Thatcher n'est pas loin du général de Gaulle et de ses « cabris » lorsqu'elle parle de ce « pays brumeux de toqués » qu'est pour elle l'Europe fédérale. On aurait tort de considérer avec dédain son plaidoyer passionné pour l'Europe des patries. M^{me} Thatcher se sent aussi européenne que MM. Kohl, Mitterrand ou Delors. Simplement, elle a une autre idée de l'Europe, fondée avant tout sur le respect de l'idée de nation, l'attachement à la démocratie parlementaire, la certitude que le libre-échange produit inévitablement, à terme, la prospérité économique.

Il s'agit aussi d'éviter que les Etats-Unis, objet de la préoccupation principale du premier ministre britannique, ne s'embarquent dans le protectionnisme en raison des pratiques commerciales, douteuses selon eux, des Japonais et des Européens. Les premiers protègent indûment leur marché intérieur dans tous les domaines. Les uns et les autres subventionnent leur agriculture au-delà du raisonnable...

L'obsession de M^{me} Thatcher n'est pas nouvelle : il faut éviter que les Américains ne se désengagent totalement, sur le plan militaire, du Vieux Continent et ne se replient sur eux-mêmes, en fermant leurs frontières aux produits du reste du monde, comme ils l'ont fait dans l'entre-deux-guerres. Cela s'est révélé désastreux pour la paix et l'économie mondiales. Cette leçon d'histoire n'a pas été perdue pour M^{me} Thatcher, comme pour bon nombre de Britanniques de sa génération. Mais ces préoccupations ne font plus recette auprès des classes d'âge qui suivent. Le combat d'arrière-garde de « Maggie » s'annonce difficile.

PETER GREEN

DOMINIQUE DHOMBRES

TCHÉCOSLOVAQUIE

Les forcenés du nationalisme linguistique slovaque

Le chef du Parti national slovaque a lancé mardi 30 octobre un appel au calme après quatre jours de tensions nationalistes en Slovaquie : où plusieurs dizaines de jeunes observent une grève de la faim.

BRATISLAVA

correspondance

Ils sont une quarantaine, plutôt jeunes, l'air un peu perdu, assis sur un tas de couvertures militaires vert olive. Un parachute blanc leur sert de tente, mais ne les protège ni du vent violent ni de la pluie qui tombe sans discontinuer. Grévistes de la faim, ils campent devant le Conseil national slovaque depuis le vote, jeudi 25 octobre, d'une loi érigant le slovaque en langue officielle de la Slovaquie (le Monde du 30 octobre).

Pour eux, cette loi est trop laxiste : elle autorise l'usage des langues minoritaires dans les bureaux et services dans les régions où les diverses minorités de Slovaquie comptent plus de 20 % de la population locale.

Il y a cinq millions d'habitants en Slovaquie (sur 16 millions que compte le pays), dont 500 à 600 000 Hongrois dans le sud, et des communautés de Tatars, Polonais, Ukrainiens et Allemands. Soixante mille élèves hongrois reçoivent un enseignement dans leur langue maternelle.

Les grévistes entendent rester jusqu'à ce que le Parlement adopte une législation plus stricte. « Lorsque je rentre dans un magasin dans le sud, on m'aborde en hongrois. Pourtant, je suis sur ma terre natale », explique Emil Kasa, plombier de vingt-neuf ans. Les grévistes se disent consternés par la condition des 3 % de Slovaques qui habitent des régions à dominante hongroise. « Nous resterons », affirme Jozef Stora, étudiant en chimie de dix-neuf ans. Mais les protestataires ont été abandonnés par leur héros, le Parti national slovaque, qui, avec Matias Slovenska, organisation culturelle slovaque, avait fait la proposition la plus extrémiste.

« La situation actuelle devrait cesser, la justice s'est prononcée », explique Anton Brako, un des chefs du Parti national slovaque. Pour Gabor Zsolt, vice-premier ministre du gouvernement slovaque, et Hongrois d'origine, les grévistes ne sont que des pions dans le combat des extrémistes pour le soutien du peuple slovaque. « Ce n'était qu'une lutte de pouvoir déguisée en question linguistique », dit-il.

Mais si le problème de la langue semble résolu, les Slovaques ont toujours des différends avec les Tchèques et avec Prague. Dans les

vingt mois à venir, Tchèques et Slovaques doivent plancher sur le dossier de la Fédération.

« Personne ne sait jusqu'à quel point les Slovaques vont s'identifier à l'Eus tchécoslovaque. Si leur sensibilité est adoucie, ils accepteront de vivre en Tchécoslovaquie, mais dans le cas contraire, il serait impossible de maintenir l'union par la force », estime Boris Lazar, philosophe et membre de Public contre la violence.

PETER GREEN

DOMINIQUE DHOMBRES

L'EVENEMENT

cette semaine

DOSSIER
Les folies de l'administration

INVESTIGATION
Meurtre aux Renseignements généraux

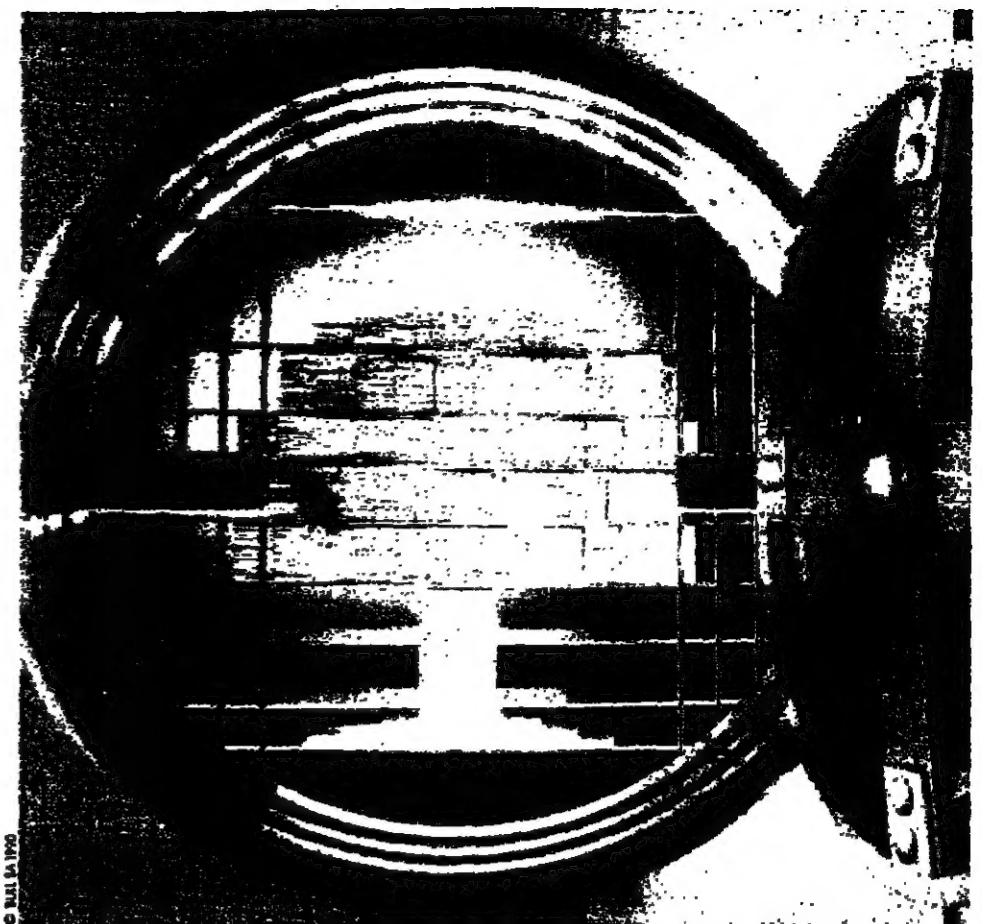
REPORTAGE
La crise du Golfe vue de Bagdad

PORTRAIT
Teddy Kollek, l'homme qui passe entre l'Intifada

ENQUETE
Le pouvoir militaire en France

CONSUMMATION
Le service public au banc d'essai

VARIETES
Les aveux de Julio Iglesias



BANQUIERS, INVESTIR DANS L'ARBRE, C'EST VOTRE INTERET.

BULL, VOTRE PARTENAIRE POUR DEVELOPPER VOS SERVICES A LA CLIENTELE.

- La solution intégrée AGENCE BANCAIRE facilite le traitement de vos opérations et la prise en compte des souhaits de vos clients.
- La solution BRAHMS* permet à vos chargés de clientèle de piloter la gestion Marketing et Commerciale de leurs portefeuilles de clients.
- Les solutions Libre-Service Bancaire optimisent vos relations clients grâce aux automates, bornes de consultation et bornes interactives.

BULL, DES SPECIALISTES DE LA BANQUE A VOTRE SERVICE.

- Plus de 250 personnes en France et 700 dans le monde exclusivement dédiées au secteur bancaire.
- Des partenaires sélectionnés pour leurs compétences dans votre domaine.

BULL, DES REFERENCES BANCAIRES PRESTIGIEUSES SUR TOUS LES CONTINENTS.

- En France, en Europe et dans le monde, des banques nationales ou régionales, grandes ou petites, d'affaires ou de dépôts font confiance à Bull.

BULL, L'APPUI D'UN GRAND DE L'INFORMATIQUE MONDIALE.

- 1^{er} fournisseur européen de systèmes d'information.
- leader des systèmes d'information distribués et ouverts.

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull

* Non déposé, développé et commercialisé en partenariat avec Arthur Andersen.

Direction Commerciale France
Tour Bull - 92039 PARIS LA DEFENSE CEDEX 74
Pour tout renseignement, appelez le : 01 69 05 30 30

EUROPE

URSS : les troubles en Moldavie

Les autorités roumaines sont embarrassées

Les responsables moldaves ont déclaré, mardi 30 octobre, le couvre-feu dans le sud du pays, une région habitée par les Gagauzes, lesquels tentent de faire sécession. Ces 150 000 chrétiens de souche turque ont proclamé leur indépendance en août dernier et avaient décidé de procéder à l'élection de leur propre Parlement. Cette initiative a conduit les autorités moldaves à décréter l'état d'urgence la semaine dernière et à demander l'envoi de soldats soviétiques. Le Parlement moldave a d'ailleurs décidé de priver de leurs mandats de parlementaires, pour « activités anti-constitutionnelles », dix des treize représentants gagauzes.

BUCAREST

correspondance

Les menaces contre l'intégrité de la Moldavie soviétique, où les régions peuplées de Gagauzes veulent établir une république autonome, mobilisent l'opinion publique roumaine et placent les autorités de Bucarest dans une position délicate. Des manifestations d'ampleur encore limitées se sont succédées, depuis le 24 octobre, dans les grandes villes du pays, en soutien à « l'intégrité du territoire moldave ». Les partis d'opposition ont durci leur position, rappelant que la Moldavie est une « terre roumaine », alors que le gouvernement, prompt à enfoncer le clou du nationalisme lorsqu'il s'agit de ses relations avec les Hongrois, est resté pratiquement silencieux.

Le Parlement roumain a, de son côté, fait part, la semaine dernière, de « sa profonde inquiétude » face à cette menace de création de « pse-



do-républiques illégitimes.

Lundi 29 octobre, le président de la République, M. Ion Iliescu, qui, à de nombreuses reprises, a assuré que la Roumanie ne revendiquait pas la Moldavie, a convoqué les représentants des partis politiques pour tenter de calmer le jeu. Le même jour, selon le quotidien *Romania Libera*, le ministre roumain de l'intérieur, M. Doru Viorel Ursu, partait précipitamment pour Moscou. Après cette concentration, la présidence a diffusé un communiqué embarrassé, expliquant, en substance, que la Roumanie est solidaire des forces politiques qui se battent pour l'intégrité du territoire moldave, mais que celles-ci doivent régler, seules, ce problème.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Un monument aux victimes du régime totalitaire

Des anciens du Goulag, ou leurs parents, le portrait d'un proche disparu, ou fusillé, accroché autour du cou, ont inauguré, mardi 30 octobre, place Dăbâlski à Moscou, devant le siège du Comité d'État à la sécurité, le KGB - un monument à la mémoire des « millions de victimes du régime totalitaire ».

A l'appel de la société Memorial, dont les témoins étaient à l'historien Iouri Afanassiev, le poète Evouchenko, l'écrivain Adamovitch, - quelques milliers de personnes ont défilé jusqu'à cette sinistre Loublanka, sur laquelle veille la statue de Feliks Dzerjinski, compagnon de Lénine et fondateur de la Tcheka, la première police politique du régime soviétique.

A la nuit tombée, deux anciens des camps staliniens ont retiré le drap blanc qui recouvrait le monument, un simple rocher des îles Solovki, dans la mer Blanche, au nord de la Russie, où furent détenus les prisonniers politiques dès l'époque de Lénine.

Sur la plaque, une dédicace : « Aux millions de victimes du régime totalitaire ». - (AFP, UPI).

■ L'URSS pourrait demander une aide alimentaire d'urgence. - Selon les estimations de la Commission européenne citées mardi 30 octobre par un haut fonctionnaire de Bruxelles, la situation économique de l'URSS est « très alarmante », et la chute du PNB, de l'ordre de 2 %, devrait s'accroître l'an prochain. Selon ce fonctionnaire, la Commission s'attend à recevoir « dans les prochaines semaines » une demande d'aide d'urgence en nourriture et en médicaments.

■ ALLEMAGNE : le Bundestag approuve le retrait des troupes soviétiques. - Le Bundestag a ratifié, mardi 30 octobre, à une très large majorité, deux traités portant sur le retrait, d'ici à 1994, des troupes soviétiques du territoire de l'ex-RDA. Ces traités prévoient la prise en charge partielle du financement de l'opération par l'Allemagne. Les députés Verts, de l'Alliance 90 et du PDS (ex-Parti communiste est-allemand), qui souhaitaient le retrait intégral de toutes les forces étrangères stationnées en Allemagne, se sont abstenus. - (AFP).

■ GRÈCE : l'ex-ministre socialiste des transports placé en détention provisoire. - L'ancien ministre socialiste des transports et des communications, M. Georges Petros, a été placé, mardi 30 octobre, en détention provisoire. Il est accusé de complicité dans le scandale Koskotas, du nom du ban-

HONGRIE : les leçons d'une crise

La grève des chauffeurs de taxi a mis en lumière les maladroites du gouvernement

La crise des 26, 27 et 28 octobre fera date dans l'histoire de la Hongrie post-communiste. Le mouvement de protestation spontané, qui a éclaté contre l'augmentation brutale (plus de 70 %) des produits pétroliers, paralysant pendant plusieurs jours le pays entier, restera comme la première épreuve sérieuse du gouvernement de centre-droit au pouvoir depuis des élections libres au printemps dernier.

BUDAPEST

correspondance

Le ralentissement des livraisons soviétiques, les répercussions de la crise du Golfe et aussi le passage à une économie de marché rendaient, tôt ou tard, inévitable le relèvement du prix des carburants. Mais faire passer du jour au lendemain de 36 forints à 62 forints (environ 6 francs) le prix du litre de « super », avec des salaires au moins quatre fois inférieurs aux salaires français, constitue une erreur politique du premier ordre. Surtout quand cette hausse brutale intervient après plusieurs démentis officiels sur une éventuelle augmentation des carburants.

Décidément, estime-t-on à Budapest, le gouvernement multiplie les maladroites, comme celle d'avoir annoncé, à la veille des derniers

quiers grec qui avait détourné 200 millions de dollars en 1988, partiellement utilisés dans le financement de la campagne électorale de l'ex-premier ministre socialiste, M. András Papandréou, impliqué dans ce même scandale, l'ancien ministre de la Justice, Agamemnon Koutsouras, a déjà été placé en détention provisoire. - (AFP).

■ TURQUIE : M. Husnu Dogan nommé ministre de la défense. - M. Husnu Dogan, ancien ministre de l'Agriculture et ministre d'État dans le cabinet de M. Yildirim Akbulut, a été nommé lundi 29 octobre, ministre de la défense en remplacement de M. Saif Girey, qui a démissionné le 18 octobre. Né en 1944 à Malatya, M. Dogan, cousin de M. Ozal, est député d'Izmir depuis les législatives de 1987. - (AFP).

élections municipales, la hausse du prix de plusieurs produits de base. Ce qui explique, du moins en partie, le taux élevé des abstentions (70 %) dans certaines circonscriptions et la désaffection générale pour les affaires politiques.

En dépit de toute sa bonne volonté, le gouvernement de M. József Antall déçoit l'opinion publique, y compris les propres électeurs du premier ministre.

Le déroulement des événements du week-end confirme, en outre, la disparition des structures syndicales traditionnelles ; l'apparition de nouveaux interlocuteurs du pouvoir, sans aucun passé politique, qui ne sont ni de gauche, ni de droite et tentent exclusivement pour de meilleures conditions de vie, annonce une transformation des rapports entre employeurs et salariés à tous les niveaux.

Cette première mini-crise de la jeune démocratie hongroise, qui s'est finalement déroulée sans incident majeur pour aboutir à un compromis, pourrait être bénéfique pour tout le monde. A condition que les « forces vives » de la nation, celles qui exercent le pouvoir et celles qui se trouvent dans l'opposition, arrivent à un consensus.

THOMAS SCHREIBER

■ L'opposition Gabor Demszky élu maire de Budapest. - L'assemblée municipale du Grand Budapest a élu mercredi 31 octobre maire de la capitale M. Gabor Demszky, trente-huit ans, l'un des chefs de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ, opposition libérale), rétablissant ainsi une fonction supprimée depuis quarante-trois ans. M. Demszky était l'un des opposants les plus actifs sous le régime communiste de János Kádár. - (AFP).

■ Commémoration de la mort en Hongrie, en 1956, du photographe français Jean-Pierre Pedrazzini. - M. Roger Théron, directeur général de l'hebdomadaire *Paris-Match*, M. Pierre Brochand, ambassadeur de France en Hongrie, et des représentants de l'État hongrois ont dévoilé, mardi 30 octobre, une plaque à la mémoire du photographe français Jean-Pierre Pedrazzini, tué pendant la révolution de 1956 sur la place de la République à Budapest. - (AFP).

AFRIQUE

TUNISIE : pour protester contre les irrégularités des procédures judiciaires

Les avocats déclenchent une grève d'avertissement

L'état de droit, que les officiels célèbrent volontiers, serait-il mis à mal ? Les avocats tunisiens, qui ont décidé d'observer, le 1^{er} novembre, une grève de protestation de deux heures, ne semblent pas loin de le penser. Lors d'une récente assemblée générale, souvent houleuse, ils ont manifesté leur irritation grandissante face aux embûches qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur profession et aux irrégularités dont ils sont souvent les témoins.

TUNIS

de notre correspondant

Cette grève trouve son origine dans trois affaires récentes. Il y eut d'abord le mystérieux procès à huis clos devant le tribunal militaire de l'ex-secrétaire d'État à la sûreté, M. Mohamed Larbi Mahjoubi, linéolé en août, et d'une ressortissante libyenne, auquel le bâtonnier et un autre avocat commis par la famille du premier furent empêchés d'assister. Les accusés - on ne sait pas très bien de quoi, même s'il fut question pour M. Mahjoubi de mauvaise gestion - furent condamnés à quatre ans de prison.

Puis survint la condamnation, également à quatre ans de prison, par une juridiction de droit com-

mun, d'un avocat, M. Bechir Essid, opposant notoire arrêté depuis un an, qui s'est longtemps distingué par les relations étroites qu'il entretenait avec le colonel Kadhafi. Accusé d'association de malfaiteurs et d'atteinte au prestige du président de la République, son procès mit en évidence de multiples irrégularités (perquisitions policières sans commission rogatoire, entre autres) relevées par la défense, qui se heurta « au comportement officieux et humiliant » du président du tribunal, dont les avocats ont décidé de boycotter désormais les affaires qui lui seront confiées.

Les islamistes au prétoire

Enfin le cas d'un autre avocat, M. Zemmami, dirigeant du mouvement islamiste Ennahdha, condamné à trois mois de prison avec sursis pour avoir prononcé un prêche sans autorisation dans une mosquée, a retenu aussi l'attention de ses confrères. Non pas pour ses activités politico-religieuses mais parce qu'il avait été arrêté dans la rue, à l'entrée du palais de justice, alors qu'il était déjà vêtu de sa robe, puis jugé dans les vingt-quatre heures.

M. Zemmami n'est pas le seul dirigeant ou militant islamiste à comparaître devant les tribunaux. Ces dernières semaines, plusieurs dizaines de ses amis ont été

condamnés à des peines variant le plus souvent entre six et dix-huit mois de prison, pour distribution de tracts ou pour manifestations non autorisées sur la voie publique et violences.

Vendredi, c'est le porte-parole officiel du mouvement Ennahdha, M. Ali Laaridj, qui a été interpellé dans la banlieue de Tunis. Selon le journal gouvernemental *la Presse*, il venait de tenir « une réunion non autorisée », réunissant « des éléments connus pour leurs antécédents judiciaires relatifs à des actes de violence et de sabotage ». Ennahdha a aussitôt répliqué en déclarant, dans un communiqué, qu'il s'agissait là d'agissements rétrogrades (...) contraires aux droits de l'homme et significatifs de la grave dégradation de la situation politique dans le pays.

M. Laaridj a été relâché lundi, mais son interpellation risque d'accroître la tension qui se fait jour, à nouveau, depuis l'été, entre le pouvoir et les islamistes. Lundi, de deux à trois cents jeunes islamistes ont manifesté dans le centre de Tunis. Des heurts, brefs mais violents, les ont opposés aux forces de l'ordre. Place de l'Indépendance, un car de police a été incendié : une première dans l'histoire des manifestations de rues à Tunis, qui semble significative d'une assurance et d'une détermination nouvelles des jeunes protestataires.

MICHEL DEURÉ

CÔTE D'IVOIRE : au lendemain de l'élection présidentielle

Le pouvoir reproche au Parti socialiste français son soutien au candidat de l'opposition

C'est à se demander si la Côte d'Ivoire a vraiment vécu, dimanche 28 octobre, un événement historique avec sa première élection présidentielle à deux candidats. Les vainqueurs ont eu, jusqu'à présent, le triomphe modeste. Les vaincus pensent leurs plaies d'amour-propre et, accessoirement, s'emploient à obtenir la libération des militants interpellés le jour du scrutin. Tous se préparent déjà à la bataille des élections législatives du 25 novembre.

ABIDJAN

correspondance

Mercredi 31 octobre, dans la matinée, on ne disposait encore que de résultats incomplets édictant M. Félix Houphouët-Boigny, le président sortant, d'un peu plus de 80 % des suffrages exprimés et le candidat de l'opposition, M. Laurent Gbagbo, d'un peu moins de 19 %. Avance insuffisamment importante pour que le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Kozoa Bédié, adresse ses félicitations au chef de l'Etat, avant même la cérémonie de proclamation des résultats.

En définitive, la seule intervention, plutôt intempestive, de ces lendemains d'élections, aura été celle, dans la nuit de lundi à mardi, à la télévision, du ministre

de l'intérieur, M. Léon Konan Koffi. Alors qu'on attendait de lui des chiffres complets, il a préféré se livrer à une violente attaque contre M. Gbagbo, décrivant le chef du Front populaire ivoirien (FPI) comme un agitateur professionnel, qui, à la tête de « bandes fanatiques », n'aurait pour seul projet que la déstabilisation de l'Etat. Le ministre a cru bon, dans le même discours, d'interpeller ceux qu'il a appelés « nos amis français, qui, pour des raisons qui les regardent, soutiennent M. Gbagbo » et de les inviter à tenir compte de l'exemple donné « par leur propre président, M. François Mitterrand », qui n'est arrivé à la magistrature suprême qu'après un long passé de luttes politiques.

La rose comme emblème

A qui s'adressait ce message, à peine codé ? Le ministre n'en a rien dit, mais l'identité de ces « amis » pris en flagrant délit d'infidélité est un secret de Polichinelle. Cela fait un certain temps que, dans les allées du pouvoir, on reproche à certains milieux en France et, en particulier, au Parti socialiste, de manifester un intérêt excessif pour les activités de la jeune opposition ivoirienne. L'opposition gouvernementale a récemment trouvé de quoi s'alimenter avec la participation au premier congrès du FPI, le 14 septembre,

de M. Jean-Yves Auteux, député PS de la tendance Chevènement. Fait encore plus remarqué : la présence, à l'ouverture de ce même congrès, d'un représentant de l'ambassade de France à Abidjan.

Simple démarche d'information, parfaitement normale dans un pays désormais multipartite, faisait savoir l'ambassade. Le député français ne niait pas, en revanche, que son parti avait décidé de donner un coup de main au petit frère ivoirien, qui, comme lui, a choisi la rose comme emblème : assistance en matière de formation et soutien de nature politique. Le PS aidera le FPI à intégrer l'Internationale socialiste. Le pouvoir aura tout de même attendu deux mois et la victoire de M. Houphouët-Boigny pour dire combien il trouve cette fraternisation insupportable.

CLAUDE CIRILLE

RWANDA

Les négociations dans l'impasse

« Il ne peut être question de négocier directement avec nos agresseurs, aussi longtemps que leur départ du territoire rwandais n'interviendra pas comme partie intégrante d'un quelconque règlement. » Cette déclaration du président Juvénal Habyarimana, faite lundi 29 octobre à Kigali, tranche singulièrement avec l'attitude conciliante dont le chef de l'Etat rwandais avait su faire preuve jusqu'ici. L'espoir de négociations rapides avec les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) se sera donc évanoui aussi vite qu'il était né.

De même, l'accord de cessez-le-feu, annoncé la semaine dernière, n'a jamais été respecté. Selon la radio rwandaise, les troupes gouvernementales ont continué l'assaut contre les maquisards et réussi, mardi, à reprendre le contrôle de Kagamba, poste-frontière avec l'Ouganda, que le FPR tenait depuis un mois. Des sources diplomatiques indiquent que l'armée rwandaise a également repris le contrôle des localités de Nyagatiro, Kabarore et Gabiro. D'après ces mêmes sources, l'armée ougandaise a renforcé ses effectifs à la frontière afin d'empêcher un retour massif des rebelles en Ouganda, d'où avait été lancée l'offensive du FPR le 1^{er} octobre. - (AFP).

■ AFRIQUE DU SUD : un touriste tué à Soweto. - Un touriste néo-zélandais a été tué d'une balle dans l'estomac, à Soweto, près de Johannesburg, mardi 30 octobre, lorsqu'il s'est égaré en voiture dans la cité noire. - (AFP).

■ Prétorien établit des « relations officielles » avec la Pologne. - L'Afrique du Sud et la Pologne sont convenues, mardi 30 octobre, à Vienne, d'établir entre elles des « relations officielles ». Selon cet accord, des « missions permanentes d'intérêt » polonaises et sud-africaines doivent être ouvertes respectivement à Prétorie et à Vienne.

Une représentation permanente sud-africaine a déjà été ouverte, en avril, à Budapest. - (AFP).

■ CENTRAFRIQUE : pas de sanction contre M. Tiangaye. - La cour d'appel de Bangui, rénée mardi 30 octobre, a déclaré « irrecevable » la plainte déposée par le ministre public contre l'avocat

Nicolas Tiangaye. Le jeune juriste, qui figure parmi les signataires de la « lettre ouverte au président Kolingba » demandant le multipartisme, était poursuivi pour délit d'audience et risquait la radiation du barreau. La cour d'appel a estimé que ce délit, pour être sanctionné, aurait dû être immédiatement relevé par le président du tribunal au cours de l'audience, ce qui n'a pas été le cas. - (AFP).

■ TOGO : le président Eyadéma favorable au multipartisme. - Le président Gnassingbé Eyadéma a invité, mardi 30 octobre, la commission constitutionnelle chargée de réviser la Constitution à proposer « un projet de texte qui traduise la fois les aspirations profondes du peuple sans perdre de vue l'évolution internationale dans lequel nous évoluons, afin que notre pays passe à l'étape du multipartisme politique ». Cette commission doit soumettre un avant-projet de Constitution avant la fin de l'année. Un référendum constitutionnel est prévu en décembre 1991. - (AFP).

AFRIQUE

ocats déclenchent
de d'avertissement

POLITIQUE

Le Monde • Jeudi 1^{er} novembre 1990 • 9

Avant l'assemblée générale des 2 et 3 novembre à Strasbourg

A quoi servent les Verts ?

Dotés d'un potentiel électoral aussi important que leur organisation est faible et leurs propositions souvent limitées à une vision « environnementaliste » de la société, les Verts savent qu'ils n'ont plus que très peu de temps - d'ici aux élections régionales de 1992 et aux législatives de 1993 - pour faire la preuve qu'ils peuvent, un jour, devenir un parti adulte, généraliste, susceptible de répondre aux questions du plus grand nombre d'électeurs.

Dans la perspective de leur assemblée générale annuelle, qui doit se réunir les 2 et 3 novembre à Strasbourg, la motion présentée par l'actuel chef de file du mouvement, M. Antoine Waechter, comme celles de plusieurs de ses opposants, s'efforcent ainsi d'élargir le champ d'intervention habituel des Verts, en prenant par exemple « une philosophie du partage » ou une « décroissance des consommations matérielles », qui ne recourent pas forcément les préoccupations de l'ensemble de leur électorat.

Un an et demi après leur entrée dans les mairies d'une trentaine de grandes villes, l'expérience des élus écologistes montre que, si l'exercice du pouvoir ne les a pas changés et si les mieux enracinés d'entre eux ont même gagné en crédit, les Verts sont encore bien loin d'avoir réussi à investir d'autres terrains que celui de l'écologie urbaine.

Humour vert : à la fin de 1989, quelques mois seulement après leur arrivée à l'hôtel de ville, les Verts de Montpellier offraient une tronçonneuse d'or au maire socialiste de la capitale régionale du Languedoc-Roussillon, M. Georges Frêche, coupable d'avoir décidé d'abattre les platanes de la vieille place de la Canourgue.

Peu après, l'unique conseiller Vert de Paris, M. Jean-Louis Vidal, usait du même genre, et pour des raisons similaires. Adresse, cette fois, de M. Jacques Chirac. Le fameux équilibriste « ni gauche ni droite » était sans doute, une fois encore, respecté. Mais la « quatrième formation politique de France », comme les Verts se présentent eux-mêmes dans les documents préparatoires de leur prochaine assemblée générale, a-t-elle d'autres ambitions que la sauvegarde de la chlorophylle ? Dix-huit mois après l'entrée des écologistes dans les mairies d'une trentaine de grandes villes, il semble que rien ne soit encore certain.

Certes, les Verts peuvent s'estimer satisfaits. Ils prétendaient faire de la politique autrement. Ils ont montré qu'ils n'étaient pas « biodegradables » dans les milieux du pouvoir. Aux mairies qui leur proposaient parfois de profiter de quelques-uns des menus privilèges que confère l'exercice d'un mandat, ils opposaient un refus poli mais ferme. A Paris, par exemple, M. Vidal préférait troquer le vote de fonction qu'on lui offrait contre un micro-ordinateur et la rénovation par la Ville de deux charges de mission.

Ils voulaient encore « jouer la mouche du coche » dans les municipalités. Ils y ont généralement assez bien parvenus. « Si on les écoute, on ne ferait rien », peste le maire de Tournai, Jean Royer, qui compte deux élus écologistes dans son conseil municipal. « Les Verts lui donnaient des boutons », se souvient un proche de Louis Longueque, le maire de Limoges récemment décédé.

A Lyon, les interventions volontaires procédurales du trésorier national du mouvement, M. Etienne Tété, seul conseiller Vert à la com-



munauté urbaine, provoquent régulièrement les sarcasmes des deux côtés de l'hémicycle et l'impertinence, à la tribune, du président de l'Assemblée, M. Michel Noir.

Bref, à gauche comme à droite, on ne cache guère la somme d'incompréhensions et les allergies que suscitent ces élus d'un nouveau genre, politiquement incalculables, volontiers intransigeants, assez incorruptibles, minoritaires et fiers de l'être. Comme le dit le conseiller municipal de Compiègne, M. François Fédier (PS), « l'écologie est un problème trop important pour être confié aux écologistes ».

Souvent enfermés dans leurs spécialités

Pourtant, une fois « arrivés aux affaires », les Verts ne se sont guère aventurés sur d'autres terrains que celui de l'environnement. Faute de trouver une plus grande cause, les écologistes de Limoges ont ainsi bataillé pour l'utilisation de papier recyclé par les services municipaux. A Bordeaux, le premier souci de M. Michel Duchène, adjoint à l'environnement, fut d'organiser la collecte des réfrigérateurs usagés afin d'éliminer les CFC, ces gaz qui altèrent la couche d'ozone.

A Orléans comme à Mulhouse, les Verts ont proposé la création d'un service de l'environnement autonome. Et de leur côté, hormis Lille, où M. Pierre Mauroy n'a pas hésité à confier à un élu écologiste le poste très sensible d'adjoint à l'animation des quartiers, les maires de gauche et de droite préfèrent souvent enfermer leurs élus Verts dans leurs spécialités : les espaces verts, la pollution, les économies d'énergie, le tri des déchets, etc.

Il est vrai que, hors de ces domaines d'intervention, certains

élus mal formés peuvent rapidement atteindre leur seuil d'incompétence, et pas seulement parce qu'en raison de leur faible nombre ils n'ont pas le loisir de participer à toutes les commissions municipales. A peine élu, un conseiller Vert de Saint-Nazaire fit ainsi sensation dans le personnel communal en jugeant excessives les dépenses prévues pour « faire travailler dans un certain confort » les mille quatre cents salariés de la mairie. Plus modestement, à Tours, M^{me} Blandine Landré reconnut s'en remettre aux avis des élus socialistes pour les aspects économiques et financiers de la politique municipale, parce que, dit-elle, « on n'est pas très ferré sur la question ».

Certains élus Verts se plaignent cependant d'être relégués dans « des problèmes d'environnement à la petite semaine ». C'est le cas à Rennes notamment, où les Verts avaient obtenu près de 14 % des suffrages en 1989. Organisés par petits groupes, ils travaillent sur l'énergie, l'urbanisme, les transports, mais aussi sur l'immigration, la santé, l'éducation. Pour le début de l'année prochaine, ils se sont fixés pour objectif d'organiser un référendum, ou du moins une vaste consultation, sur le projet de métro léger auquel ils sont opposés.

A Paris, en liaison avec les groupes d'arrondissement, M. Jean-Louis Vidal défend également une vision de l'écologie urbaine élargie aux problèmes de logement et de la circulation. « La principale intérêt de mon élection est de celle de quatre conseillers d'arrondissement est d'avoir permis le réveil du tissu associatif », explique-t-il.

Sollicités de toutes parts, les cinq élus écologistes de Paris jouent un rôle analogue à celui que tiennent les Verts communistes, tandis que les conseillers socialistes sont, à

leurs yeux, prisonniers de la participation de quatre d'entre eux au gouvernement. « Avec sa politique d'urbanisme, Jacques Chirac ouvre un véritable boulevard à l'opposition », estime M. Vidal, en se promettant d'obtenir 20 % des suffrages lors des élections régionales de 1992.

Une condition de survie

Pour les prochaines années, l'enjeu est bien là, en effet. Attentifs à des problèmes concrets (les embouteillages, les difficultés de stationnement, la cherté des logements, le bruit) qui empoisonnent la vie des habitants des grandes villes, les Verts peuvent espérer capitaliser l'important potentiel de sympathie dont ils disposent.

Déjà, la plupart des élus écologistes estiment que leur seule présence dans les conseils municipaux a souvent permis que quelques-unes de leurs idées soient « entendues » par les maires les plus libéraux. A tel point parfois, comme à Montpellier, que leur marge de manœuvre se rétrécit singulièrement.

Quand ils ne parviennent pas à peser de l'intérieur de la mairie, ils organisent la contestation à l'extérieur : en quelques semaines, les élus

écologistes de Lille ont ainsi publié une dizaine de numéros de leur journal, l'Oignon, pour éprouver le projet d'un centre d'affaires et mettre en valeur l'insuffisance de la concertation sur cette vaste opération liée à l'arrivée du TGV dans le Nord. Les Verts ont aussi gagné en notoriété et crédibilité. « Depuis le début de l'année, j'ai dû assister à une centaine de réunions publiques », estime à Strasbourg, la présidente de l'Association nationale des élus écologistes, M^{me} André Buchmann.

Enfin, même ceux qui avaient accepté d'intégrer une majorité municipale ont su tenir leurs distances. « Les Verts ont dû voter 80 % ou 90 % des délibérations », affirme M. Bruno Duval, adjoint du maire socialiste d'Orléans, à propos du bilan de cette nouvelle cohabitation. Il s'agit d'une expérience en cours dont on ne peut prévoir l'issue. Nous ne sommes pas accablés à nos propres points. « Cette volonté d'indépendance, comme l'indique un autre élu, est aussi une condition de survie : « S'il apparaissait qu'on a été récupéré, il y aurait d'autres Verts contre nous aux prochaines élections ».

JEAN-LOUIS SAUX
(Avec la collaboration de nos correspondants en province.)

Guy Hascoët, le rectiligne

LILLE
de notre envoyé spécial

Dans leur petit bureau, aménagé en duplex dans une tour de l'hôtel de ville, les élus Verts de Lille s'amuse encore du jeu de tour qui leur vient de jouer à leur maire.

De retour d'un voyage à l'étranger, au début du mois d'octobre, Pierre Mauroy, en effet, découvre dans la presse régionale une série d'articles alarmistes sur un massacre que la ville s'appropriait à commettre en plein cœur du jardin Vauban, un parc public de la métropole du Nord. Les services municipaux avaient accepté - sans doute un peu trop vite - la proposition de Pierre Lefranc, président de l'Institut Charles-de-Gaulle, d'édifier à cet endroit un monument à la mémoire du général, pour célébrer, le 22 novembre prochain, le centième anniversaire de la naissance du fondateur de la V^e République.

Les Verts ne veulent pas attacher à la mémoire du général de Gaulle. Mais ils n'apprécient guère les deux grosses pierres du mémorial, symboles de la Résistance, entourées d'une esplanade, où les troupes, en chaque occasion, seraient appelées à défiler. Ayant vu vent du projet, les élus écologistes ont donc su faire mousser l'affaire. En quelques jours, un comité de défense a été monté en liaison avec une association respectable, la renaissance du Lille ancien.

Le socle de l'écologie politique

Aussi, lorsqu'il effectue une visite sur le terrain, en compagnie de Guy Hascoët, conseiller municipal Vert de Lille, qui représente ce jour-là l'adjoint à l'environnement, un autre Vert, Dominique Plénck, M. Mauroy fait la grosse voix : « Vous direz à votre ami que je préfère avoir mes adjoints avec moi sur le terrain, plutôt que de les voir se répandre dans la presse. » Qu'importe ! A la fin de la visite, le mémorial sera finalement déplacé dans un coin du jardin où il ne fera point d'ombre à la nature.

Un an et demi après l'entrée des Verts à la mairie de Lille, les relations ne sont pourtant pas si mauvaises entre les écologistes et le légataire universel du socialisme populaire. « Il y a des moments où ils s'agitent, mais ils sont sympathiques. Il vaut mieux les avoir dedans que dehors », professe M. Mauroy. C'est bien là, au demeurant, l'un des problèmes des Verts. « On a la tête sur le billot ; il faut mesurer le niveau du risque qu'on vit en permanence », confie Guy Hascoët.

Conseiller délégué chargé des transports urbains, de la lutte contre le bruit et des économies d'énergie, membre du bureau de la communauté urbaine de Lille,

président délégué de l'Association pour un réseau d'études et de mesures de la pollution atmosphérique et de l'Observatoire communautaire de l'environnement, Guy Hascoët mesure sans doute ce risque un peu plus que les autres. Aux yeux des socialistes, il est considéré comme le plus fréquentable.

« Ils ne comprennent pas comment on fonctionne, dit-il. Ils cherchent toujours à deviner qui manipule qui. Ils n'ont pas compris que nous faisons partie d'une génération qui n'a pour socle que l'écologie politique », l'itinéraire personnel de Guy Hascoët est en effet en net recul rectiligne : animateur d'un club nature dès l'âge de treize ans, il milite ensuite à la fédération de protection de la nature de la Sarthe, son département d'origine.

Muni d'un DUT d'hygiène de l'environnement, il se retrouve chômeur en 1981, avant de bénéficier d'un stage « jeunes volontaires ». C'est ainsi qu'il se retrouve à la Maison de la nature et de l'environnement de Lille, qu'il ne quittera qu'au soir de son élection à la mairie le 19 mars 1989.

Cette maison, créée par M. Mauroy après les élections municipales de 1977, où déjà les écologistes et l'extrême gauche avaient obtenu près de 13 % des suffrages, est aujourd'hui le siège de cinquante-sept associations. Elle a assuré le brassage de plusieurs milliers d'adhérents, venus pile-mêle des luttes contre le nucléaire, le Larzac, les voies rapides urbaines ou des combats pour les droits des femmes, l'insouciance, etc.

Aujourd'hui représentant de la ville à la commission technique paritaire chargée des relations avec les agents communaux comme à la commission d'examen des chauffeurs de taxis, le nouvel élu est confronté à d'autres réalités. Au sein de son mouvement, il défend l'idée que les Verts sont encore trop frileux sur le plan social. « Notre électoral de demain se trouve encore au PS, au PC, chez les communistes. C'est pourquoi nous devons défendre une position éthique inattaquable vis-à-vis du Front national », explique-t-il.

Principal animateur de la motion « Enraciner les Verts », qui était arrivée en seconde position, l'an dernier, lors de l'assemblée générale de Marseille, Guy Hascoët a toutefois décidé de passer son tour cette année pour mieux centrer son activité de militant sur Lille et le Nord-Pas-de-Calais, jouer l'action sur le terrain plutôt que de se perdre dans les débats interminables des Verts au niveau national. « Nous étions deux cent cinquante adhérents dans la région l'an dernier, rappelle-t-il. Nous sommes quatre cents cette année. Nous devons être un millier dans dix-huit mois ».

J.-L. S.

Michel Duchène, le caporal anarchiste

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Parce que son père n'avait jamais pu s'offrir la puissante voiture dont il rêvait, Michel Duchène n'a eu de cesse d'acheter des véhicules rapides. Revanche ! Parce que Antoine Waechter lui a fait remarquer récemment, entre La Rochelle et Bordeaux, qu'il avait du toupet de piloter un bolide, Michel Duchène a mis en vente sa Saab Turbo. Discipline ! Michel Duchène vient tous les jours en bicyclette à son bureau de la mairie de Bordeaux où il est adjoint de Jacques Chabard-Delmas, chargé de l'environnement et de la protection de la nature. Conviction ! A trente-huit ans, ce cadre des Verts qui soigne son style - jamais le mot cadre n'a été aussi bien porté par un écologiste - ne compte manifestement pas en rester là. Ambition !

Les diverses facettes du « père » Duchène - l'ainé de ses trois garçons a plus de la moitié de son âge - plongent dans la perplexité en laissant apparaître les divers choix de la personnalité de l'intéressé. Sa vie, riche d'engagements successifs et contradictoires, est si peu rectiligne qu'elle ressemble à un parcours du combattant. On allait le dire, c'est évidemment par l'armée que Michel Duchène a commencé. L'armée dont il a entendu parler pendant son enfance, au cours de ses dix premières années passées en Algérie où ses parents vivaient d'une douzaine d'hectares de vignes.

Revenue en France pour cause de nationalisation des terres, la famille Duchène s'installe en Dordogne, où Michel n'est pas un élève irréprochable. A dix-sept ans, bien avant le baccalauréat, il quitte l'école et s'engage dans l'armée. Pour cinq années, qu'il achève, à la troisième pour s'engager dans la vie militaire et Coder-découder de sa spécialité, le caporal-chef Duchène retourne à la vie civile.

Par réaction, sans doute, il remplace la discipline des casernes, dont il garde un triste souvenir, par l'admiration pour Sacco et Vanzetti. Michel Duchène a un drapeau noir dans

la tête. Il lit Maurice Joyeux et combat pour l'anarchie au milieu des années 70. Comme il faut faire un « retour » à la production, le caporal anarchiste découvre l'usine en même temps que la CGT dont il est un représentant syndical. Les communistes lui mènent la vie dure.

Son étrange cheminement le conduit, enfin, à l'aube de la décennie 80, chez les militants antinucléaires pour les heures de gloire et les drames d'un mouvement de société tout entier consacré à la lutte pour l'environnement, qui donne naissance, bon gré, mal gré, aux Verts en 1984 (le Monde daté 19-20 novembre 1989). Michel Duchène est bien du nombre.

Préserver son autonomie

Et voilà le petit gamin de Tlemcen devenu, depuis les élections municipales de mars 1989, adjoint du maire de la capitale pinède et unique représentant des Verts à la communauté urbaine de Bordeaux (CUB). La récupération des réfrigérateurs usagés (une quarantaine par jour) pour destruction du frigon, c'est lui. L'aménagement semi-pionnier d'un quartier chic de la cité d'Aquitaine au grand dam de certains commerçants, c'est encore lui. « Vivre et circuler en ville », c'est une étude lancée par un groupe de travail sur les déplacements urbains dont il est membre. La récupération sélective des ordures ménagères, à l'image de l'écopoubelle de Dunkerque, c'est un dossier Duchène. La bataille qui s'engagera, un jour ou l'autre, sur la construction d'une usine d'incinération des déchets, ce sera encore Michel Duchène puisqu'il ne voit pas l'utilité de ce projet.

Mais l'écologie n'est pas tout pour ce militant waechterien des Verts, volontiers classé à droite par certains de ses pairs mais qui aime trop la gauche pour savoir qu'il faut se refuser à elle pour préserver son autonomie. Rien n'est simple. Il parle de moralité et de solidarité en politique. Les temps sont durs...

OLIVIER BIFFAUD



POLITIQUE

Alors que le bureau politique de l'UPF confirme sa volonté de déposer une motion de censure

Le gouvernement et les députés socialistes à la recherche d'un compromis sur le projet de contribution sociale généralisée

Les députés socialistes et le cabinet du premier ministre se livrent à d'ultimes tractations sur le projet de contribution sociale généralisée, contre lequel le bureau politique de l'UPF a confirmé, mardi 30 octobre, sa volonté de faire déposer une motion de censure au terme du débat prévu le jeudi 15 novembre. Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a décidé de s'associer à cette motion de censure si le gouvernement ne retire pas son texte, que M. Georges Marchais a jugé « contraire aux intérêts de notre peuple ».

La marge de manœuvre des députés socialistes, confrontés à une coalition anti-CSG allant de M^{me} Marie-France Stirbois à M. Georges Marchais, est étroite. À force de vouloir dissocier ce que la droite appelle l'« impôt Rocard » et M. André Lajoinie l'« impôt Sécu » (lire ci-dessous), le risque est grand, pour eux, d'apparaître comme faisant partie de cet hétéroclite front du refus. Le prési-

dent du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, l'a bien senti. Fabiusien, fraîchement élu, soucieux de manifester son autonomie, il n'a pas souhaité, mardi 30 octobre, contrairement à ce que voulait M. Jean Planche, membre du courant de M. Chevènement, demander aux députés socialistes de voter pour départer les partisans d'une déductibilité de la CSG du revenu imposable (la contribution sociale généralisée se transformant alors en cotisation) de ceux qui y sont hostiles.

Le résultat aurait pu être interprété de fâcheuse façon si le clan des fabusiens, favorable à la déductibilité, l'avait emporté alors que le premier ministre ne veut pas d'une telle disposition.

M. Auroux a préféré proposer une motion de synthèse permettant à l'ensemble du groupe de préserver une unité de façade en cette période de dispersion. C'est ainsi qu'il a suggéré, à la fin de la réunion du groupe, d'envoyer une délégation à l'hôtel Matignon pour trouver des « solutions de compromis positif ». Mais la rencontre qui a eu lieu aussitôt, mardi soir, entre le directeur de cabinet de M. Michel Rocard,

M. Jean-Paul Huchon, et la délégation conduite par M. Auroux a sur-tout mis en évidence la volonté du chef du gouvernement de ne céder ni aux pressions des communistes ni à celles des socialistes les plus critiques.

M. Huchon a, en effet, indiqué à ses interlocuteurs que le premier ministre ne modifierait pas sa position : pas question de déductibilité ni de progressivité directe de la CSG.

L'UDC pose trois conditions

En revanche, M. Rocard accepterait la création d'un fonds pour les personnes âgées dépendantes qui serait alimenté par le surplus de recette fiscale attendu, de l'ordre de 3 milliards de francs. Selon M. Jean Le Garrec, il y aurait là les bases d'un « accord définitif » entre les députés socialistes et le gouvernement. Le bureau du groupe devait se prononcer mercredi.

L'opposition, de son côté, se mobilise contre le projet. Au terme d'une réunion du bureau politique de l'UPF, mardi 30 octobre, au siège du RPR à Paris, M. Alain Juppé, député de Paris, secrétaire général du RPR,

et M. François Bayrou, député UDC des Pyrénées-Atlantiques, délégué général de l'UDF, ont réitéré l'« hostilité unanime » de cette instance à la CSG en invitant « l'ensemble des groupes parlementaires des formations membres de l'Union pour la France » à se prononcer contre et, « dans le cas où le gouvernement engagerait sur ce vote sa responsabilité, à déposer et à voter une motion de censure ».

Au Palais-Bourbon, le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, a estimé que le gouvernement serait bien inspiré de retarder le débat « de deux ou trois mois » pour proposer en même temps que l'institution de la CSG « un plan de maîtrise des dépenses de santé et un débat sur l'évolution du régime des retraites ». Il a précisé que la « quasi-totalité » de son groupe voterait la motion de censure « à l'exception, peut-être, d'un ou deux » de ses membres, si le gouvernement n'acceptait aucune des trois conditions qu'il pose : « Un plan de maîtrise des dépenses de santé, un débat sur le régime des retraites et l'affectation des recettes de la CSG à la diminution des cotisations familiales ».

P. S.

Le débat sur le statut de la Corse

La droite insulaire se prépare à prendre la direction du futur exécutif autonome

Le conseil des ministres devait examiner, mercredi 31 octobre, en fin d'après-midi, le projet de loi de M. Pierre Joxe tendant à doter la Corse d'un statut de quasi-autonomie (le Monde du 27 octobre). Ce projet prévoit des élections régionales pour le printemps 1992 et le débat, dans l'île, préfigure déjà une campagne électorale dont l'issue a toutes les chances d'être favorable à la droite.

AJACCIO

de notre correspondant

Le projet de M. Joxe est désormais connu en Corse, où les quotidiens régionaux en ont publié, depuis le 29 octobre, le texte intégral ou des extraits significatifs. Il contient des dispositions importantes, qui viennent encore améliorer, dans le sens de l'efficacité, les instruments de décentralisation mis en place avec le statut particulier de 1982, tels que le conseil exécutif de sept membres élu par l'Assemblée de Corse pour diriger la nouvelle collectivité territoriale ainsi créée.

À l'exception de M. François Giacobbi, sénateur (MRG), président du conseil général de la Haute-Corse, qui se déclare défavorable à l'institution d'un tel conseil, on n'a entendu aucune voix d'opposition à l'Assemblée de Corse, ni à l'Assemblée de la Haute-Corse, ni à l'Assemblée de la Basse-Corse.

Au contraire, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR), président de l'Assemblée de Corse, va jusqu'à dire : « Mais c'est ce que nous demandions ».

Le débat public porte, en revanche, sur l'article 1, qui apporte à « la communauté historique et culturelle vivante qui constitue le peuple corse », la garantie de « la préservation de son identité culturelle et à la défense de ses intérêts économiques et sociaux spécifiques ».

Les craintes d'une dérive

Tout comme MM. Giacobbi et de Rocca-Serra, MM. Emile Zucarelli, député de la Haute-Corse, maire de Bastia, président du MRG, et Nicolas Alfonsi, maire de Piana, ancien député (app. PS) expriment leurs craintes d'une dérive vers la dissolution de l'unité nationale, estimant qu'il n'y a qu'un seul peuple au sein de la République, le peuple français.

Les parlementaires radicaux de gauche ne cachent pas leur intention de tenter de convaincre suffisamment de députés ou de sénateurs pour saisir le Conseil constitutionnel, afin de lui demander la suppression de cet article si le projet de loi est voté.

La querelle n'est pas seulement sémantique, mais personne ne pose la vraie question : « Que se passera-t-il si, un jour, les nationalistes deviennent majoritaires à l'Assemblée de Corse ? Que comptent,

alors, au regard des risques dénoncés aujourd'hui comme en 1982, les deux mots fatidiques dans un texte législatif ? » De là à penser que la campagne électorale pour les élections du printemps 1992 est déjà engagée, il n'y a qu'un pas.

Les héritiers de l'indivisibilité de la République ne se posent-ils pas en défenseurs de la « francité » de la Corse face à ceux qui travailleraient pour la succession et leurs complices objectifs ?

Peut-on rêver d'un meilleur thème de campagne dans une île si massivement française, qui serait appelée à rejeter dans la minorité les partisans de la « reconnaissance du peuple corse », car ce qu'elle serait opposée à la France. Il ne s'agit pas seulement des autonomistes, des nationalistes et des socialistes, mais aussi des modérés, qui spéculent sur le retour définitif à la paix civile, au nombre desquels M. José Rossi, député (UDF), président du conseil général de la Corse-du-Sud, qui vient d'être élu maire de Grosseto-Porticcio, grosse commune de la rive sud du golfe d'Ajaccio, abandonnant de ce fait ses fonctions d'adjoint au maire du chef-lieu.

La prime majoritaire

Ceux qui manifestent le plus fort leur attachement à la France ne semblent guère pouvoir constituer une liste commune susceptible d'être élue dès le premier tour. La droite - RPR et UDF - sera divisée.

Il y a toutes chances, cependant, pour qu'elle soit réunie au second tour, assurée qu'elle serait alors d'emporter une large majorité grâce aux six sièges prévus en prime à la liste arrivée en tête. Le MRG paraît devoir se regrouper, le PS faire cavalier seul.

Quant aux nationalistes, dont le débat interne se poursuit sur la place publique par l'appel à une clarification lancé au FLNC et aux autonomistes, comment pourraient-ils améliorer leurs positions en, à tout le moins, conserver leurs six sièges, s'ils ne se présentent pas seuls aux élections ?

Nous sommes, il est vrai, à au moins dix-sept mois de l'échéance, et la loi n'est pas encore votée ; mais les développements du débat public sont, sans doute, les signes avant-coureurs du maintien des conservateurs, favorisés par le mode de scrutin, à la direction des affaires corse.

PAUL SILVANI

□ BORDEAUX : une précision de M. Chaban-Delmas. - Le maire RPR de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, a réagi, mardi 30 octobre, au rapport de la chambre régionale des comptes, qui fait état d'« errements » dans la gestion de la communauté urbaine de Bordeaux (le Monde du 30 octobre), en affirmant que « depuis six ans tout est en ordre ». « Tout commentaire en vue de nuire sera donc entiché d'un intention politicienne », a souligné l'ancien premier ministre.

Un entretien avec M. André Lajoinie

La CSG remettrait en cause « l'un des acquis sociaux fondamentaux de la Libération », nous déclare le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a répondu à nos questions pour expliquer la prise de position des députés communistes sur la CSG. Selon lui, « l'impôt-Sécu remettrait en cause l'un des acquis sociaux fondamentaux de la Libération ».

« Dans sa réponse écrite à M. Marchais, M. Mauroy présentait la contribution sociale généralisée comme une mesure de justice sociale en soulignant qu'elle constituerait un avantage pour quatorze millions de personnes. Il affirmait qu'un refus de cette mesure reviendrait, par exemple, à priver un couple de salariés payés au SMIC d'une augmentation de pouvoir d'achat de 1 000 F en 1991. N'iez-vous cette analyse ?

« Ces chiffres sont faussés, les syndicats eux-mêmes le relèvent. Il s'agit d'une opération d'« intox » de la part du gouvernement. Comme l'ont dit le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances, le taux de la contribution passerait rapidement de 1 % à 2,3 %, voire 4 %, et si l'on fait les calculs à partir d'un taux de 2 %, par exemple, c'est presque tous les salariés qui sont touchés. Si l'on met le doigt dans cet engrenage, on favorise une mesure d'in-

justice sociale au profit du patronat, car l'objectif est de décharger le patronat de ses contributions à la protection sociale, comme la droite l'a toujours demandé.

« Voulez-vous dire que M. Rocard a conçu cette contribution pour faire plaisir au patronat ?

« C'est une illustration du « capitalisme tempéré » cher à M. Rocard et à M. Soisson : tout pour l'entreprise !

« On a l'impression que vous en faites une bataille symbolique...

« Le projet du gouvernement porte atteinte à l'un des acquis sociaux fondamentaux. Cet « impôt-Sécu » remettrait en cause le système de protection sociale issu de la Libération. Tel qu'il a été imaginé dans le programme du Conseil national de la Résistance et adopté sous l'autorité du ministre communiste Ambroise Croizat, ce système très original, sans équivalent, a non seulement été un facteur de croissance et de développement de notre pays mais un facteur de civilisation. Nous n'acceptons pas qu'il soit démantelé.

« Le projet du gouvernement vous paraît-il amendable ?

« Non, nous demandons son retrait. Sans nier qu'il y ait des problèmes de financement de la Sécurité sociale. Nous sommes disposés pour examiner les moyens d'y remédier et nous avons des propositions à faire. Nous avons

déjà déposé une proposition de loi visant à taxer les revenus de la spéculation financière au même taux que celui supporté par les salariés, soit 13,6 %, ce qui rapporterait immédiatement 42 milliards de francs.

« Affabulation ! »

« M. Mauroy affirme que si vous votez une motion de censure déposée par la droite vous reviendriez sur l'engagement que vous aviez pris à l'égard du Parti socialiste, aux dernières élections municipales, de ne jamais confondre vos voix avec celles de la droite...

« Pas du tout. C'est de l'affabulation ! Que le Parti socialiste ait eu ce désir-là, à l'époque, c'est sûrement vrai. Mais ce n'est pas la vérité. Les deux partis, dans leur déclaration commune, avaient « confirmé - je cite - leur opposition fondamentale aux formations de droite et d'extrême droite » et souligné qu'ils « s'opposeraient à toutes les initiatives de celles-ci pour revenir au pouvoir ». Mais, le vote d'une motion de censure, ce ne serait pas le retour de la droite au pouvoir. C'est le président de la République qui est maître du jeu ; il peut renommer le même premier ministre ou en changer. Notre objectif n'est pas de renverser le gouvernement, mais de le faire renouer à son projet.

« Quand le premier secrétaire du PS demande au secrétaire

général du PCF de « mesurer toutes les conséquences » de votre choix, on perçoit dans son propos une menace sous-jacente. Si vous censurez le gouvernement, vous ne craignez pas des représailles de la part des socialistes aux prochaines municipales ?

« Aux dernières municipales, les socialistes ont bénéficié plus que nous des désistements. Faites le compte des municipalités à direction socialiste qui ont été élues grâce à nous, et vous verrez que la balance n'est pas égale. C'est pareil pour les députés. M. Mitterrand, lui-même, n'aurait pas été élu président de la République sans nous... Tout cela, c'est de la petite politique...

« Êtes-vous certain que tous les membres de votre groupe suivront votre consigne ?

« C'est l'engagement qu'ils ont pris et je ne doute pas de leur engagement.

« Votre prise de position n'est-elle pas liée aux débats controversés que suscite la préparation de votre vingt-septième congrès à l'intérieur de votre parti ?

« J'entends dire ça. Ce n'est pourtant pas nous qui avons inventé la CSG... »

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT



LA VIE EN TROIS LETTRES

12 Les lycéens prévoient deux nouvelles manifestations. - Devant les assises : suicides par procuration.

12 Tennis : Lacombe tiré à Bercy.
13 La télévision hongroise signe un accord avec la Sept.

13 Musiques : Youssou N'Dour à l'Olympia.
14 Paris-Île-de-France.

L'affaire Doucé et l'action des renseignements généraux

M. Joxe propose la création d'un Conseil supérieur de l'activité policière

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, s'est déclaré favorable, mardi 30 octobre, à la création d'une commission de contrôle parlementaire sur les renseignements généraux. Affirmant qu'il « souhaite participer à la réflexion du Parlement et à l'information de l'opinion », M. Joxe a aussi décidé de reprendre à son compte la proposition de création d'un Conseil supérieur de l'activité policière « suggérée par les principaux

syndicats de policiers eux-mêmes ». Conseiller d'Etat et ancien procureur général près la cour d'appel de Paris, M. Robert Bouchery est chargé d'ici un mois de « faire des propositions sur l'organisation, les moyens et les missions d'une telle instance ». « Au-delà des fautes de quelques-uns », ajoute M. Joxe, la police nationale, forte de la considération de la population, n'a rien à craindre

du débat public. » Accompagnée de la confirmation du passage en conseil de discipline, le 19 novembre, de trois policiers des RG parisiens impliqués dans l'affaire Doucé, cette contre-attaque du ministre de l'intérieur survient après que l'opposition a vivement critiqué le fonctionnement des RG, jusqu'à réclamer pour certains de ses porte-parole leur dissolution. Elle suit également l'an-

nonce par MM. Pierre Arpaillange et Philippe Guilhaume de leur intention de déposer plainte après les déclarations de l'inspecteur Dufourg portant atteinte à leur honneur et à leur vie privée. Mercredi matin, la plainte de l'ancien garde des sceaux avait été enregistrée à Paris, tandis que le parquet attendait encore le dépôt de celle de M. Guilhaume. D'autre part, le parquet du tribunal de Paris a

pris des réquisitions suppléatives pour homicide volontaire à la suite de la découverte du corps de Joseph Doucé en forêt de Rambouillet. M^{me} Catherine Courcol, juge d'instruction parisienne, n'était jusqu'alors saisie que d'une information concernant l'enlèvement, le 19 juillet, du pasteur déchu et militant homosexuel. L'extension de sa saisine devrait permettre de relancer les investigations policières et les gardes à vue.

Les députés socialistes sont favorables à la commission de contrôle

Soucieux de ne pas donner l'impression que les socialistes craignent la transparence, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, s'est déclaré, mardi 30 octobre favorable à la création d'une commission de contrôle parlementaire sur les renseignements généraux. Entendu à l'Assemblée nationale par le groupe socialiste, M. Joxe s'est prononcé en faveur d'une « transparence maximale » afin que le débat soit ouvert et public. Après l'annonce de M. Pierre Joxe, les députés se sont

élevés sans se faire prier en déposant une proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur le rôle « passé, présent et à venir des RG ». Cette dernière précision étant donnée avec gourmandise par le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec,

qui songe peut-être à un certain cambrilage des locaux de SOS-Racisme durant la période de la cohabitation. La semaine dernière, l'opposition avait manifesté le souhait de créer une commission d'enquête parlementaire sur le même sujet. Cette demande avait été refusée au motif que l'affaire Doucé y était évoquée. Or, la commission d'enquête ne peut être réunie pour enquêter sur des faits qui font l'objet de poursuites judiciaires (1). Le RPR avait donc transformé cette demande en proposition de résolution de création d'une commission de contrôle. M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), rédacteur de ces demandes, déclarait mardi, non sans ironie, qu'il était « heureux » de l'initiative prise par le groupe socialiste : « Joxe ne peut plus résister à la pression. Il sait qu'il est

devenu urgent d'apporter la lumière sur un certain nombre de choses. Le RPR a bien fait de le pousser dans ses retranchements. » L'Assemblée nationale se trouve donc saisie de deux demandes similaires. La commission de contrôle parlementaire, contrairement à la commission d'enquête, ne se rapporte pas à des « faits déterminés », mais tend, comme c'est la vocation du Parlement, à « examiner la gestion administrative, financière ou technique des services publics ou entreprises nationales en vue d'informer l'Assemblée ». Les propositions de résolution seront envoyées devant la commission des lois, qui désignera vraisemblablement un seul rapporteur, qui devra rendre son rapport dans le mois de session ordinaire suivant leur dépôt. A l'examen de ce

rapport, l'Assemblée décidera de la création d'une commission de contrôle composée, à la proportionnelle de groupes, de trente députés. Comme pour la commission d'enquête, le secret est requis. Cette commission de contrôle dispose d'un large pouvoir : elle peut pénétrer sur place, obtenir de tous les renseignements utiles à sa mission, habilitation à se faire communiquer tous documents de service « à l'exception de ceux revêtant un caractère secret et concernant la défense nationale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat ». Toute personne que la commission souhaitera entendre « est tenue de déférer à la convocation qui lui est délivrée ». Comme les commissions d'enquête, les commissions de contrôle sont temporaires : elles prennent fin avec le dépôt de leur rapport et, au plus tard, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date du dépôt de la résolution qui les a créées.

Une fois le rapport secret de la commission rédigé, avec, si cela est jugé nécessaire, tout ou partie des déclarations faites durant les auditions, le président de l'Assemblée nationale en reçoit un exemplaire. L'Assemblée peut alors décider par un vote spécial et après s'être constituée en comité secret, de ne pas accepter de rendre public tout ou partie de ce rapport. Cette demande de comité secret doit être présentée dans un délai de cinq jours francs à compter de la publication du dépôt au Journal officiel. Si elle n'a pas été faite, le rapport est imprimé et distribué au public pourra alors juger sur pièces.

La plainte de M. Arpaillange, ancien garde des sceaux

« Un service mandaté par une hiérarchie inconsistante »

Dans une déclaration transmise à l'AFP, l'ancien garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, aujourd'hui premier président de la Cour des comptes, a annoncé, mardi 30 octobre, son intention de déposer plainte après les propos tenus à son sujet par l'inspecteur des renseignements généraux Jean-Marc Dufourg. (Nos dernières éditions du 30 octobre). Ce dernier avait affirmé publiquement avoir été chargé de recruter un jeune homosexuel qui devait être « mis entre les pattes » de M. Arpaillange ainsi que de M. Philippe Guilhaume, PDG d'A2 et FR3 - qui a également annoncé, lundi, son intention de porter plainte.

« émanant d'un service de police mandaté par une hiérarchie inconsistante, a pour but de me salir et de me discréditer », écrit M. Arpaillange. Avant de quitter la Chancellerie, des rumeurs de presse m'ayant alerté, j'avais cru nécessaire de faire part de mon indignation au ministre de l'intérieur et de mon émoi au président de la République. Il est évident que cela n'a pas suffi à faire taire les calomnies. Durant mon passage au gouvernement, j'ai appris douloureusement qu'en politique il pouvait ne pas y avoir de limites à la dureté. Mais toute ma vie j'ai cru à la souveraineté de la justice et aux prérogatives de l'Etat de droit. Aussi aujourd'hui, devant l'outrage qui

m'est fait, je dépose une plainte entre les mains du Procureur de la République. Véritable coup de griffe, la petite phrase de M. Arpaillange sur « un service de police mandaté par une hiérarchie inconsistante » a été peu appréciée au ministère de l'intérieur, et notamment à la Direction générale de la police nationale où on la juge fautive et injuste. « Je comprends et je partage l'indignation de M. Joxe. Je pense que l'issue des enquêtes judiciaires et administratives en cours le convaincra qu'aucun service de police n'a été mandaté pour se livrer aux actes qu'il reproche et que chacun condamne. »

PIERRE SERVENT

(1) L'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 précise en effet : « Il ne peut être créé de commission d'enquête que les faits ont donné lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps que ces poursuites sont en cours. »

A retardement

par Edwy Plenel

MEUX vaut tard que jamais. Tel est le sentiment des organisations syndicales policières après l'annonce par M. Joxe de son accord sur la création d'un « Conseil supérieur de l'activité policière ». L'engagement est en effet ancien. Dès 1982, le rapport de M. Jean-Michel Belorgey sur les réformes de la police suggérait la mise en place d'une commission d'information sur les activités des services de police afin de répondre à « une demande collective d'information » et de garantir « auprès de l'opinion, le fonctionnement, dans la légalité et la conformité à la tradition républicaine, de l'ensemble des services de police ». Depuis, les syndicats de policiers avaient repris cette proposition en réclamant une « transparence » qui permette de sortir de cette relation ambivalente de l'opinion avec une police qui fascine et effraie à la fois.

Pour la première fois dans son double séjour place Beauvau avant 1986 et après 1986, le ministre de l'intérieur vient ainsi de contredire sa propre méthode. Dans un ministère sans cesse bousculé par l'instabilité, l'événement et l'imprévu, M. Joxe avait imposé une logique de programmation et de réflexion inscrivant son action dans la

durée. Or, depuis le début de l'affaire Doucé, il semble agir sous la pression. D'abord silencieux, il contre-attaque le retardement, alors que la polémique est publique et après que ses collaborateurs, et notamment le directeur général de la police nationale, M. François Roussely, ont longuement fait son siège.

A l'évidence, M. Joxe est encore hésitant dans la recherche du second souffle de son œuvre policière, après la réussite du plan de modernisation pluriannuel 1985-1990. L'incertitude qui pèse sur son avenir ministériel, eu égard des rumeurs de remaniement, y est sans doute pour beaucoup. Mais c'est aussi que son ambition d'inscrire désormais l'activité policière dans une conception plus large de la « sécurité intérieure » est quelque peu brimée à l'Hôtel Matignon, d'autant plus qu'elle amène sur les prérogatives de ses collègues de la défense sur la gendarmerie et de l'économie sur les douanes.

Dérive

Suite de la première page

Le résultat en sera, en l'espace d'un an, quatre mutations de commissaires des courses et jeux, pour des motifs divers que leurs inquisiteurs tentent de présenter comme des sanctions alors qu'aucun procédure disciplinaire n'est en cours. Ces trois exemples illustrent un problème plus général que celui posé par les méthodes musclées de l'inspecteur Dufourg. Ce n'est pas sans quelque naïveté ou hypocrisie que certains membres de l'opposition semblent découvrir l'action multiforme des RG en dénégant avec véhémence une « police politique » ou un « cabinet noir ». Nous en sommes loin, heureusement. La majorité des policiers des RG se livrent à un travail d'information générale du gouvernement, opérant à découvert, sans masques ni coups d'ordres, avec dans certains cas une indéniable capacité d'analyse et de réflexion.

Enfin, son souci de transmettre à la police judiciaire des renseignements fiables l'a amené à dénuder le champ d'activité des RG à des domaines où la tentation existe de prendre des raccourcis : à quel bon des filatures et des vérifications fastidieuses si une écoute bien placée ou le recrutement par la contrainte d'un « indic » peuvent les remplacer avantageusement ?

Malgré ces marges, la direction centrale des RG a parfois, ces dernières années, renoué avec une tentation ancienne : celle d'étendre au travail en « milieu ouvert » (la presse, le monde politique, l'économie, voire la police) les méthodes particulières admises pour les investigations en « milieu fermé » (la violence politique, la grande délinquance, le terrorisme). Écoutes téléphoniques administratives, viol de correspondance, infiltrations, visites à domicile grâce à « Riquet », surnom d'un inspecteur de police retraité spécialiste des effractions, etc. : de telles méthodes ont été utilisées par certains chasseurs de renseignements dans un état d'esprit où seul le résultat compte, au détriment de la déontologie.

AN NOM DE L'EFFICACITÉ

Le paradoxe est que ce n'est pas tant aux RG parisiens que ces dérives ont été sensibles, si l'on excepte l'absence de vigilance sur le comportement de l'inspecteur Dufourg, le 15 juin dernier, avait encore reçu un message de félicitations de son directeur pour ses « excellentes qualités professionnelles ». Directeur des RG parisiens depuis septembre 1989, M. Claude Bardon, qui était auparavant numéro deux de la direction centrale, est en effet un policier connu pour son souci de la déontologie, du profes-

Quelles se nomment Brigade opérationnelle centrale (BOC), comme ce fut le cas à la fin des années 70, ou Groupe de direction, comme c'est encore le cas, des « équipes » particulières font ainsi leur apparition de façon récurrente. Un dérapage qui repose sur l'ambiguïté même des RG, service partagé entre le renseignement opérationnel et l'information ouverte, deux domaines où les frontières déontologiques devraient être enfin clairement fixées.

E. P.

RELIGIONS

Mgr Marcinkus quitte le Vatican

La retraite du « banquier de Dieu »

Le pape Jean-Paul II a finalement accepté, mardi 30 octobre, la démission présentée « avec insistance » depuis plusieurs années par celui qu'on appelait « Son Eminence le banquier de Dieu ». Pro-président, depuis 1981, de la commission pontificale pour la cité du Vatican, le cardinal Paul Casimir Marcinkus, né il y a presque 69 ans aux Etats-Unis, se retirera dans sa paroisse d'origine à Chicago.

ROME

de notre correspondant

Mgr Marcinkus, qui fut au centre du plus retentissant des cracks financiers d'Italie au cours de ce siècle, a « remercié » le pape de l'avoir déchargé de ses dernières responsabilités, et il a fait savoir qu'il retournerait avec plaisir à de simples tâches pastorales.

« On ne gouverne pas l'Eglise avec des Ave Maria », disait un jour l'homme par qui le scandale devait jaillir sur le Saint-Siège. Ce principe, conjugué à d'évidentes capacités d'organisateur et un solide appétit de puissance, devait d'abord conduire le prélat à s'imposer tout en haut de la hiérarchie vaticane. Ordonné prêtre en 1947, il aban-

donne très vite sa paroisse pour travailler à la section anglaise de la secrétairerie d'Etat. Remarqué par Paul VI, il obtint, au début des années 60 la haute charge de préparer les - rares - voyages du chef de l'Eglise à l'étranger. Mais les choses sérieuses commencent en 1969, avec sa nomination comme secrétaire de l'Institut pour les œuvres religieuses (IOR). Deux ans plus tard, « le grand Américain », comme l'appellent déjà certains de ses envieux collègues, devient président de cet organe de gestion et de placement des finances de l'Eglise.

Martyr ou complice ?

Il travaille beaucoup, d'ine souvent en ville, réorganise, restructure et, après avoir étudié de près les marchés financiers du globe, il décide que le meilleur moyen pour l'Eglise de faire fructifier ses ressources, consiste à diversifier ses placements. L'Italie n'offre plus de rendements suffisants, il faut investir à l'étranger. Plusieurs dizaines de millions de dollars appartenant à l'IOR seront ainsi confiés, d'abord au banquier véreux Michele Sindona, puis à la banque Ambrosiano de Roberto Calvi.

On connaît la suite. L'établissement financier finira par une faillite frauduleuse, des milliers de clients

perdront définitivement leurs fonds et Roberto Calvi sera retrouvé pendu sous un pont de la Tamise, à Londres. Assassiné ou suicidé, cela ne sera jamais établi avec certitude. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le cardinal américain a signé des lettres de recommandation en faveur du banquier, qu'il l'a aussi aidé à se faire prêter des sommes fabuleuses que personne n'a jamais revues. En 1983, la justice italienne l'incolpe de coresponsabilité dans le crack et la spoliation des petits actionnaires. Scandale sans précédent, un premier mandat d'amener est rédigé au nom du « banquier de Dieu ». Commence alors une pathétique partie de cache-cache entre le Saint-Siège qui refuse de livrer son prélat et la justice transalpine qui réédite le mandat d'amener en 1986. Rien à faire.

Craignant une arrestation, Paul Marcinkus ne sort plus des murs du Vatican. L'Eglise se jugeant en l'espace aussi victime que les autres éprouvés à l'Ambrosiano, organise sa défense et fait valoir qu'aux termes du concordat de 1929 l'IOR est une institution étrangère qui jouit de l'extra-territorialité. Finalement, la Cour de cassation, puis, la Cour constitutionnelle en 1988, feront droit à cette requête. Par pure « morale chrétienne » - et aussi parce que les retombées du scandale

international rognent sérieusement le denier du culte recueilli dans les églises, - le Vatican accepte de payer 125 millions de dollars pour rembourser les malheureux clients de l'Ambrosiano. Fin du chapitre financier.

En 1989, sous la houlette de Jean-Paul II qui a apparemment gardé sa confiance au cardinal Marcinkus, mais qui a néanmoins appris des « erreurs » commises par lui, les statuts de l'IOR sont réformés. Le prélat américain sort de scène en juillet de la même année. L'Institut est désormais géré par un aéroport international de banquiers laïques où les éminences sont minoritaires et confinées dans un rôle de consultant. Ne reste plus alors au financier en soutane que l'administration de la cité du Vatican, où d'ailleurs il fera merveille puisque ses comptes seraient redevenus bénéficiaires.

« Un flot de prospérité dans un océan de pertes », confirme un connaisseur. Paul Marcinkus, martyr ou complice des financiers véreux ? Au Saint-Siège, on le juge essentiellement coupable d'ingénuité. A Chicago, l'archevêque Joseph Bernardin a déclaré qu'il accueillait « avec orgueil et chaleur », celui qui, selon lui, « a servi le Vatican, avec une grande distinction et une forte intégrité personnelle » pendant quarante années.

PATRICE CLAUDE

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

La date du débat à l'Assemblée ayant été avancée

Les lycéens prévoient deux nouvelles manifestations les 5 et 12 novembre

En décidant, mardi 30 octobre, d'avancer au 5 novembre, jour de la rentrée des congés de la Toussaint, la discussion sur le budget de l'éducation nationale, le gouvernement tente de désamorcer l'agitation dans les lycées. La date du 12 novembre initialement prévue pour le débat parlementaire était vite devenue une date symbole, un objectif mobilisateur pour des lycéens dispersés par les vacances, bref une rampe de lancement idéale pour une manifestation de grande ampleur. D'autant que le SNES, Syndicat national des enseignants du second degré, majoritaire dans les lycées, promettait d'être de la partie.

Forcées de modifier leurs plans, les deux coordinations lycéennes rivales, qui s'étaient structurées ce mouvement insaisissable, se sont réunies à nouveau mardi 30 octobre, à Paris. L'une, animée par la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL), proche de SOS-Racisme, convoquait une conférence de presse dans une brasserie de la place de la République pour présenter une plate-forme de revendications précises.

Objectif Elysée

L'autre, qui est animée principalement par des lycéens des Jeunes communistes, de jeunes trotskistes et de jeunes socialistes du courant de M. Chevènement, investissait pendant cinq heures un amphithéâtre de l'université Paris, III (Censier) pour réunir des délégués venus des établissements d'une trentaine de départements et constituer un bureau composé d'un

lycéen de chaque département présent.

Les deux coordinations appellent à des manifestations dans les départements dès la rentrée du 5 novembre; elles maintiennent en outre la date du 12 novembre pour une grande manifestation nationale. Mais les objectifs de cette seconde manifestation risquent d'accentuer les clivages entre les deux courants lycéens. La coordination animée par la FIDL veut en faire une « marche nationale pour l'éducation », sans en préciser encore le trajet. L'autre coordination veut frapper un grand coup : après la rencontre avec le ministre de l'éducation nationale le 22 octobre, puis avec le premier ministre le 26 octobre, les lycéens veulent défiler de la Bastille à l'Elysée.

Le SNES, pour sa part, hésite sur l'importance du soutien à apporter au mouvement lycéen. Dans une lettre adressée à ses adhérents, mardi 30 octobre, il les appelle à se mobiliser pour soutenir les lycéens dès le lundi 5 novembre. Mais il n'est pas encore question, pour l'instant, de manifestation nationale à leur côté le 12 novembre, comme cela avait été envisagé.

Certaines revendications des lycéens de la FIDL exposées mardi 30 octobre, notamment la constitution d'une « convention des délégués de classe qui travailleraient en commun avec le Conseil national des programmes et des rythmes scolaires », semblent embarrasser les militants du SNES. Au moins débordent-elles largement le cadre strictement quantitatif sur lequel se retrouvaient jusqu'à présent lycéens et professeurs.

Ch. G.

Le « syndrome Pasqua-Pandraud »

par Jean-Louis Andréani

LES lycéens de 1990 forment-ils la première génération rebelle au charisme du président de la République ? Il est bien loin le temps de la cohabitation, entre 1986 et 1988, quand les lycéens et les étudiants d'alors criaient « Tonton, tiens bon ! ». Le plus poignant de l'affaire est que les jeunes membres du courant de M. Jean-Pierre Chevènement ont voté pour l'organisation d'une marche sur l'Elysée, le 12 novembre. Ce qui ne fait d'ailleurs que confirmer le malaise, de moins en moins dissimulé, de ce courant du PS, face au bilan de presque dix ans de mitterrandisme (le Monde du 30 octobre). Dans ces conditions, on imagine l'état d'esprit des lycéens et collégiens de banlieue non socialistes...

Cet état d'esprit, le gouvernement l'imagine tellement bien que Matignon prend très au sérieux le mouvement et surtout les potentialités qu'il recèle. Malheureusement pour le gouvernement, les lycéens semblent totalement insensibles à l'effet Götter, qui jusqu'à maintenant a contribué à modérer les revendications sociales (le Monde du 23 octobre). La fronde lycéenne inquiète sans doute plus Matignon que le débat sur la contribution

société généralisée (CSG). Deux syndromes hantent l'esprit des conseillers de M. Michel Rocard : « Pasqua-Pandraud » et les « infirmes ». Le « syndrome Pasqua-Pandraud », c'est celui de la répression policière qui, lors de l'hiver 1988, brava la jeunesse contre le gouvernement de M. Jacques Chirac au moment des manifestations contre le projet Devaquet. Des consignes ont été données aux forces de l'ordre pour écarter, autant que possible, tout dérapage de ce côté-là.

Le « syndrome infirmes », par référence au mouvement de l'automne 1988, c'est celui de la difficulté à négocier avec un mouvement informel, soumis à une dynamique incontrôlable, peu organisé et peu rompu à ce genre de discussion.

Dans l'immédiat, le pouvoir s'attend, le 5 novembre, à une rentrée d'autant plus difficile qu'il y a de désordre dans les revendications lycéennes. Matignon n'a guère, pour le moment, qu'une réponse très partielle au problème : valoriser et expliquer ce qui a déjà été accordé et assurer une mise en application rapide des mesures décidées.

Une proposition de France Plus

Des internats pour les enfants défavorisés

Tout en dénonçant les mécanismes d'exclusion qui conduisent certains jeunes à se replier sur leur groupe, M. Arzaki Dahmani, président de l'association France Plus, a souhaité, mardi 30 octobre, que le ministre de l'éducation nationale construise des internats pour les élèves « défavorisés » issus des cités où « la misère, la drogue et le chômage conduisent inéluctablement à la délinquance », ces « espaces protégés » devant leur permettre d'échapper au déterminisme de l'échec.

M. Dahmani réclame aussi des mesures de soutien scolaire, une transformation des offices publics d'HLM, ainsi qu'une meilleure intégration des jeunes dans la police et dans l'armée.

JUSTICE

Devant la cour d'assises de l'Essonne

Suicide par procuration

Le 15 juin 1988, à Etampes, deux hommes aux nerfs fragiles ont répondu favorablement à la demande d'un ami qui souffrait de la même maladie qu'eux : le mal de vivre. Puisqu'il voulait en finir, ils ont fait les gestes qu'il attendait. A leurs yeux, c'était une forme d'euthanasie. Mais, pour la justice, c'est un assassinat. Et, mardi 30 octobre, l'avocat général a demandé à la cour d'assises de l'Essonne d'infirmer huit à dix ans de réclusion criminelle à l'auteur principal et cinq ans d'emprisonnement au complice.

La justice a son langage, celui de la logique, celui de Descartes et souvent celui de Montesquieu. Elle parle de mobiles, d'intérêts matériels et de faits concrets. Elle raisonne sur des unités de mesure : des heures, des mètres, des francs ou des milligrammes de poison. Mais il lui arrive d'avoir à juger des hommes qui appartiennent à un autre univers. Un monde où l'on a déjà du mal à s'exprimer avec des mots.

Jean-Louis Chasseloup, trente-six ans, ne sait pas les utiliser. Il ne sait pas dire comment il a réagi aux amputations successives qui l'ont privé d'une jambe che l'âge de six ans. Il n'a jamais su très bien pourquoi la même étrange maladie lui a fait perdre un œil ; et, jusqu'à l'adolescence,

il a cru que sa jambe repousserait. Il ne sait pas dire sa déception. Un témoin, compagnon de cette misère morale, a choisi le langage brutal de la dérision : Chasseloup, c'était « l'Patte d'aluminium ». Et il ajoute, sur le ton de Coluche : « Ça l'handicapait pour dégriser les filles ».

Pourtant, il a eu deux liaisons, dont l'une a donné naissance à une fille. Mais elles aboutiront à deux ruptures, aussitôt suivies de deux tentatives de suicide. Il s'est réfugié dans l'alcool, mais, pour cette grande de bar d'Etampes, « il était toujours à l'écoute des autres » et, pour les copains, « il était incapable de refuser quoi que ce soit ». Il voulait être médecin ; il est devenu infirmier psychiatrique.

Né dans un bidonville de l'Oise, à Montataire, Jean-Claude Martin, quarante-deux ans, utilise mieux les mots. Il sait dire qu'il a été « dans une maison de correction », mais il ne parle pas de ce que la loi appelle « un père inconnu », qu'une bonne âme lui a révélé un jour être un grand délinquant. En revanche, il se retient pour évoquer sa mère, « alcoolique et plus ou moins prostituée ». Et il parle de sa délinquance : rien que des petits vols et des sacroqueries, mais commis avec un tel sens de la récidive qu'il a effectué un total de près de quatre ans de prison. Il a goûté à toutes les drogues « pour fuir [sa] folie » ; et il a subi une post-cure dans l'établisse-

ment psychiatrique où Chasseloup était infirmier. Selon l'expert psychiatrique, c'est « un caractère pathologique, un déséquilibre ». Un jour, il a voulu s'ouvrir le ventre avec un canif.

Jean-Claude Sanson, quarante ans, appartient à cet univers de la dépression permanente. Lui aussi pensionnaire du centre psychiatrique Barthélemy-Durand d'Etampes, un spécialiste de l'établissement, le présente comme possédant une « tendance suicidaire tenace, rebelle à tout traitement ». Martin en souffrait : « J'entendais Jean-Claude pleurer jour et nuit, je filippais ». Alors, un jour, ils sont tombés d'accord.

Deux piqures

Dans un bar, ils ont réglé les détails. Sanson leur donnait à chacun la moitié de ses 30 000 F d'économies. Le lendemain, Chasseloup a fait les piqures : une pour endormir, puis une deuxième contenant un mélange mortel. Martin tenait le garrot. Une main a même serré la gorge. Ils le tiennent mais l'expertise a relevé des traces sur le larynx, même si ce geste n'a pas provoqué le décès. Un voisin de cette impasse « Saint-Fargueau d'Etampes, où tous les anciens du centre psychiatrique semblaient s'être réunis, est dans un tel état qu'il est encadré par deux infirmiers psychiatriques lorsqu'il déclare à la barre : « Sanson m'a

dit qu'il voulait mourir parce qu'il en avait marre ». D'ailleurs, le désespéré a laissé une lettre où il a écrit, en prenant le langage des notaires : « Je soussigné, décide de mettre fin à mes jours parce que je ne supporte plus la souffrance que j'endure ».

S'agit-il donc d'euthanasie, « la bonne mort » réclamée par ceux qui souffrent, ou bien les motifs ne peuvent-ils être approchés que par ceux qui ont connu « la descente aux enfers » ? Quand la justice ne comprend plus, elle demande l'avis des experts, et c'est le psychiatre Daniel Zaguir qui a soulevé un coin du voile : « On peut se demander s'ils n'ont pas réalisé par procuration leur propre suicide ». En notant que Chasseloup lui avait dit : « Ce type, c'était un peu moi », le spécialiste ajoutait : « En répondant à la demande de Sanson, qui lui renvoyait sa propre image, il diffusait son propre suicide ». L'avocat général, M^{re} Paulette Bouxin, tout en stigmatisant l'échec de Chasseloup, avançait elle-même une explication similaire en déclarant : « Il a survécu à ses deux tentatives de suicide. Nous ne savons pas ce que pensent ceux qui sont revenus de l'autre côté du miroir. Peut-être a-t-il voulu éviter cela à sa victime ».

Verdict mercredi 31 octobre. MAURICE PEYROT

EN BREF

Prise en otage par deux étudiants, la femme de M. Michel Pelegrin a été délivrée. Les deux autres demandés ont été retenues par l'OPFRA avant un examen plus approfondi. Soit une dizaine d'années, soit une bonne âme lui a révélé un jour être un grand délinquant. En revanche, il se retient pour évoquer sa mère, « alcoolique et plus ou moins prostituée ».

La Cour de cassation annule le renvoi aux assises de la boulangère Reims. La chambre criminelle de la Cour de cassation a cassé, mardi 30 octobre, l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims du 23 juin qui renvoyait M^{me} Joëlle Garnier, boulangère à Reims, devant la cour d'assises. Celle-ci avait abattu un jeune voleur de croissants, Ali Raï, vingt-deux ans, d'une balle dans la tête le 12 février 1989 (le Monde du 15 février 1989). La Cour de cassation a estimé qu'il n'était pas établi que l'accusée ou son avocat aient eu la parole en dernier lors des débats, ainsi que l'exige le code de procédure pénale.

Affaire Sanson : cassation partielle du renvoi devant la cour d'assises. La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, mardi 30 octobre, le pourvoi formé par trois des quatre inculpés dans l'affaire du détournement de l'héritage de M^{me} Suzanne de Sanson contre l'arrêt rendu le 4 juillet par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence (le Monde du 6 juillet). M^{me} Joëlle Pesnel, accusée de séquestration de personnes et d'abus de confiance, M^{me} Robert Boissonnet, avocat à Toulon, inculpé d'abus de confiance, et Dominique Lafarge, enquêteur de police, inculpé d'omission de porter secours, seront donc jugés par la cour d'assises du Var. En revanche, la Cour a annulé les dispositions de l'arrêt du 4 juillet qui concernent M^{me} Alain Jourdan, notaire à La Garde, inculpé de complicité d'extorsion de signature. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes devra donc statuer à nouveau sur ce cas.

Deux scouts morts de froid en Savoie. Deux scouts âgés de dix-sept et vingt ans sont morts mercredi 30 octobre, à l'hôpital des Salins de Grénois des suites d'une hypothermie. Les jeunes gens, originaires de Noiry-le-Sec (Seine-Saint-Denis), avaient été surpris, dans la nuit de lundi à mardi, par une tempête au-dessus de Pralognan-la-Vanoise (Savoie). Ils faisaient partie d'un groupe de neuf scouts, encadré par deux moniteurs, qui s'étaient égarés dans le brouillard lors d'une course en montagne. C'est en vain que les médecins des Salins ont tenté, durant plusieurs heures, de ramener à la normale leur température corporelle qui était tombée au-dessous de 19 degrés.

FAITS DIVERS

A Sartrouville (Yvelines)

Hold-up au commissariat

On se procure des armes, sinon dans un commissariat ? Dans la nuit de lundi à mardi 30 octobre, deux individus masqués et armés de pistolets prennent donc d'assaut celui de Sartrouville (Yvelines). Rapidement maîtrisés, les deux policiers de permanence sont sommés d'ouvrir les armoires blindées qui regorgent de pistolets-mitrailleurs, d'armes de poing et de munitions. Bien que sous la menace des armes, menottés face contre terre, ils refusent.

Faute de mieux, les « braqueurs ».

du commissariat délestent les fonctionnaires de leurs revolvers, s'emparent d'une petite dizaine de chargeurs d'armes automatiques et d'un poste émetteur-récepteur portable. Ils repartent tranquillement, non sans avoir coupé les fils du téléphone et fait disjoncter le système électrique. De retour au commissariat, les policiers en patrouille nocturne dans les rues de Sartrouville trouveront leurs collègues enfermés... dans les cellules de garde à vue.

E. In.

SPORTS

TENNIS : l'Open de Paris

Henri Leconte abandonne sous les sifflets

Blessé au genou droit, le Français Henri Leconte a dû abandonner au premier tour du tournoi de tennis de Bercy face à l'Espagnol Sergi Bruguera (1-6, 6-2, 5-2, abandon). mardi 30 octobre à Paris. Le Suédois Mats Wilander s'est quant à lui incliné face au Suisse Jakob Hasek (6-3, 6-2). Le jeune Français Guillaume Raout, vingt ans, sorti des qualifications, a créé la surprise en éliminant le quarante-septième joueur mondial, l'Uruguayen Marcelo Filippini (2-6, 6-4, 6-3).

Impitoyable Bercy ! Un soupir y devient un cri ; quelques applaudissements ressemblent à un triomphe. Au moindre bruit, tout le Palais omnisports entre en résonance. Alors, lorsque à la fin du septième jeu du dernier set, Henri Leconte est allé serrer la main de l'Espagnol Sergi Bruguera, abandonnant son premier et dernier match du tournoi, les milliers de sifflets qui sont montés des travées ont dû lui faire mal : « J'ai l'habitude, ici, je suis blindé », disait en souriant Leconte, après le match. Il n'a pas oublié les huées qui l'avaient accompagné durant toute sa rencontre contre John McEnroe, il y a deux ans, pas plus sans doute que le soutien inconditionnel que lui avaient réservé les spectateurs l'an dernier.

Curieux public, curieux Leconte. L'un semble la réplique de l'autre. Tantôt éblouissant, tantôt insupportable. Avant même la sortie de Mats

Wilander et de Jakob Hasek, qui l'ont précédé sur le court central, l'ancien finaliste de Roland-Garros est déjà acclamé. Pendant le premier set, chacun de ses coups est applaudi comme ailleurs on saluerait une balle de match. Entre les jeux qui s'enchaînent en sa faveur, la foule s'échauffe, prête à exploser au second set.

Et puis, comme trop souvent au cours de sa carrière, Leconte craque. « Un mauvais appel sur une réception », expliquera-t-il. Les fautes directes succèdent alors aux volées faciles expédiées dans le filet. Les murmures de déception l'assistent place aux sifflets. Sept doubles fautes, dans la deuxième manche, c'en est trop pour ses supporters. « Sers à la cuiller ! », glousse une voix. Enfin, vient l'abandon, impitoyablement sanctionné par les spectateurs. « Ils ne peuvent pas comprendre, c'est normal. Quand c'est un Français, pour eux c'est encore plus dur », explique Leconte. Il y a quelques années, il les aurait fustigés. Eux aussi changent, peut-être.

NATHANIEL HERZBERG

RUGBY : défaite des All Blacks face à une sélection basque. Les All Blacks néo-zélandais, actuellement en tournée en France, ont été dominés par une sélection de la côte basque (18-12), mardi 30 octobre à Bayonne. Cette défaite — la deuxième depuis le début de la tournée — face à un adversaire présumé largement inférieur intervient à quatre jours du premier test-match contre l'équipe de France, samedi 3 novembre à Nantes.

Rencontres

Dans le cadre de l'exposition - atelier

NAISSANCE D'UN BATEAU

Journées d'information et de recrutement sur les métiers de l'industrie nautique

du 6 au 10 novembre de 10h30 à 12h30 et de 14h à 16h,

en présence des constructeurs, architectes, techniciens, formateurs...

Passage des métiers

(cette brochure)

cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corneille Carliou 75019 Paris Métro Porte de la Villette Informations : (1) 46 42 13 13

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Pour lutter contre l'effet de serre

Les Douze ont décidé de réduire leurs émissions de gaz carbonique

La Communauté économique européenne annoncera devant la deuxième conférence mondiale sur le climat, qui vient de s'ouvrir à Genève, son intention de mettre en œuvre un programme de limitation des émissions de gaz carbonique, le principal responsable de l'effet de serre et donc du réchauffement de la planète.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres de l'environnement et de l'énergie des Douze, qui tenaient une session conjointe lundi 29 octobre à Luxembourg, se sont mis d'accord pour qu'en l'an 2000 les émissions de gaz carbonique de la Communauté soient stabilisées à leur niveau de 1990, c'est-à-dire à environ 2,3 tonnes d'équivalent carbone par habitant et par an.

C'est un accord politique qui, au moment où le Japon vient de faire savoir son intention de parvenir à un résultat analogue, devrait permettre à la Communauté de conserver son rôle directeur dans le débat international en cours. Mais il est loin de tout résoudre. « Il marque le début d'une phase intense de négociations internes et externes », a commenté M. Brice Lalonde, ministre français de l'environnement.

Il reste à s'entendre sur la portée de l'effort à accomplir par chacun des Etats-membres, les niveaux de développement industriel étant différents, celui de la pollution aussi.

et il faudra en tenir compte. Sans faire de chaque un blanc aux pays méridionaux de la CEE (le ministre belge a fait remarquer qu'en Grèce les émissions de CO₂ par habitant atteignent pratiquement le niveau français), l'effort qui leur sera demandé, ainsi qu'à l'Irlande, sera inférieur à celui qui devra être fourni par les pays industrialisés du nord de la CEE. Une difficulté particulière s'est posée à propos du Royaume-Uni qui, tout en acceptant de souscrire à l'objectif communautaire d'une stabilisation au niveau 90 en 2000, n'entend pas pour autant modifier son projet national de stabilisation à ce même niveau 90 avant l'an 2000.

Le maintien de cette position paradoxale signifierait que les autres Etats-membres « riches » devraient prendre en charge une partie de l'effort incombant normalement au Royaume-Uni. Pour sa part, la France a décidé de stabiliser dès à présent ses émissions de CO₂ à un niveau inférieur à la moyenne communautaire prévue pour l'an 2000.

En décembre, la Commission européenne soumettra aux Douze des propositions sur les moyens à mettre en œuvre pour que les Etats membres parviennent à réduire de manière coordonnée et cohérente leurs émissions de CO₂. M. Carlo Ripa di Meana, commissaire chargé de la politique de l'environnement, évoque des taxes sur l'énergie qui frapperaient les centrales au charbon et au pétrole et épargneraient au contraire celles fonctionnant au gaz ainsi que les centrales nucléaires.

PHILIPPE LEMAITRE

La rénovation de la place du Tertre

Querelle d'arbres à Montmartre

Les trente et un arbres de la place du Tertre, à Montmartre, dont l'abattage est prévu pour cause de réfection, sont au cœur d'une querelle entre la mairie du dix-huitième arrondissement et un certain nombre d'associations de défense du site. Pétitions, badges, tracts dénonçant le projet, circulent dans le quartier du Sacré-Cœur, malgré la promesse que « la place sera refaite à l'identique ».

La « village » est en émoi. Le projet récemment présenté par MM. Roger Chénard (UDF), maire du dix-huitième arrondissement et Alain Juppé, député du secteur, et qui a reçu un avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France, prévoit de refaire le pavé et la voirie, bien dégradés, de la fameuse place envahie par un folklore et un tourisme qui, année après année, comme le souvenir des grands anciens.

Refaire le macadam et les voies de communication, personne ne conteste le bien-fondé de cette initiative. Mais les choses se gâtent quand on apprend que cette opération nécessite l'abattage des arbres (27 sophoras et 4 acacias) dont l'ombre est chère au cœur des Montmartrois et à leurs visiteurs. « L'amélioration de l'état arboricole de cette place passe par la rénovation totale de la plantation », écrit M. Guy Surand, directeur du service des Parcs et jardins de la Ville de Paris, dans un rapport adressé à M. Alain Juppé. Mais ce même rapport indique que sur les trente et un arbres existants, dix sont sains et neuf « semi-dépérissants ».

« Ce sont dix arbres qu'il faut conserver, neuf à soigner et douze à replanter », affirment les associations de défense. Il faut donc débarrasser les pieds des sophoras des chapes de béton et des caillasse qui les étouffent en empêchant la filtration de l'eau, les entourer de

grilles et élaguer les troncs, dit-on à deux pas de la basilique. Pour M. Alain Juppé, qui est encore allé récemment aux lieux, « c'est toute la terre végétale de la place qui doit être remplacée, et aucun arbre existant ne pourra résister à un tel chambardement ».

Victimes de produits chimiques

Selon M. Juppé, cette terre n'a jamais été changée ni aérée depuis des dizaines d'années, et son appauvrissement a été aggravé, au fil des ans, par toutes sortes de débris et de produits chimiques jetés au pied des arbres par les peintres et les estamineux installés sur la place. M. Juppé propose donc qu'une fois un nouveau terrain établi en haut de la Butte, on plante 24 sophoras d'une hauteur de 5 mètres et suffisamment espacés (6 mètres au lieu de 4 mètres actuellement) pour leur permettre de croître rapidement et convenablement. « C'est la seule façon, précise-t-il, de redonner à cet endroit son charme et sa vocation. » Et de conclure : « Dans tous les espaces verts du monde on plante toujours des arbres du même âge et de même taille quand on rénove les jardins ».

« Les sophoras de la place du Tertre ont aujourd'hui plus de 15 mètres de hauteur. Sont-ils trop grands, trop verts, trop beaux ? », réplique le comité de sauvegarde des arbres de la place du Tertre. On est, ici, d'autant plus sensible à la sauvegarde des arbres montmartrois que l'on se souvient du récent passage des tronçons neufs sur le terrain de boules du « maquis » et que la RATP a obtenu le feu vert pour jeter bas deux très beaux arbres qui faisaient obstacle aux travaux nécessaires à la construction du nouveau funiculaire qui entrera en service en 1991.

JEAN PERRIN

Une également notre rubrique Paris-Île-de-France, page 14.

La lourde condamnation de pollueurs au pyrène. - Trois ferrailleurs qui vidaient des transformateurs électriques et se sont ainsi débarrassés clandestinement de 2 800 litres de pyralène en le laissant s'infiltrer dans le

sol ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Grenoble à des amendes de 10 000 F, 20 000 F et 50 000 F. Ces peines sont très supérieures à celles qui sont couramment infligées pour ce type de délit.

A l'occasion d'un forum à Agen

Le gouvernement promet une aide accrue aux organisations non gouvernementales

AGEN

de notre correspondant

Le Forum international de la coopération volontaire, qui s'est tenu récemment à Agen, a rassemblé près de quatre cents personnes représentant cent soixante organisations non gouvernementales (ONG). Au cours des trois jours de travaux et de débats, le ministre de la coopération et du développement, M. Jacques Pelletier, a confirmé que M. Mitterrand souhaitait une réunion d'ONG, à Paris, à la fin de l'an prochain, sur le thème « Environnement et développement ».

Il a estimé que le budget de son ministère, en progression constante depuis 1988, lui donne « les moyens des ambitions que nous nourrissons à l'égard de l'Afrique ». C'est ainsi que le chapitre « Encouragement au volontariat » atteindra l'an prochain 142 millions de francs (+ 11,2 %) et que les crédits destinés aux ONG progresseront de 30 %.

Les services de M. Pelletier vont continuer en 1991 à cofinancer des projets avec les ONG, mais le ministre a attiré l'attention de ses interlocuteurs : « L'augmentation des financements des pouvoirs publics ne peut conduire à une multiplication désordonnée des projets ». Il a également annoncé d'autres mesures techniques et financières « pour vous donner les moyens de poursuivre votre action dans de meilleures conditions tout en préservant votre liberté ».

AI. R.

Des CRS contre les « rodéos » de Vincennes. - Des « renforts de CRS » vont être affectés, vendredi 2 novembre, dans le secteur du château et du bois de Vincennes, après les incidents qui ont eu lieu le week-end dernier. Six véhicules avaient été incendiés sur l'esplanade du château au cours d'un « rodéo » de voitures volées.

COMMUNICATION

Journaux internationaux, programmes de la Sept

La télévision hongroise joue l'ouverture

La télévision publique hongroise (MTV) s'ouvre aux programmes européens et vient de signer un accord avec la SEPT. M. Elemér Hankiss, son président, de passage à Paris, fait de cette ouverture un véritable credo.

Elemér Hankiss a beaucoup hésité avant d'accepter la présidence de la radio-télévision hongroise. Professeur de science politique à l'université de Budapest, cet homme de soixante-deux ans, érudit, francophone et parfaitement indépendant, n'avait aucune envie de se « compromettre » dans l'audiovisuel, craignant même d'y perdre sa crédibilité d'universitaire. « Ce monde est si peu sérieux », disait-il en souriant. Pourtant, après trois mois d'après négociations entamées après les élections du mois d'avril et le pacte conclu entre les deux grands partis, il a fini par accepter une parenthèse dans sa carrière d'enseignant et le rôle de président.

C'est donc ainsi qu'Elemér Hankiss, obtenu la garantie d'un « pouvoir absolu pendant six mois » et carte blanche pour proposer une loi réglementant l'audiovisuel. « Une loi qui assure de façon graduelle et prudente l'ouverture au privé... en évitant les erreurs commises par d'autres pays européens ».

« Le public a découvert le monde »

Certes, MM. Berlusconi, Murdoch, Maxwell n'ont guère attendu le feu vert réglementaire pour proposer leurs services. « Ils sont tous venus à Budapest », raconte M. Hankiss, mais il leur faudra patienter et attendre les appels d'offres lancés au printemps prochain pour des chaînes privées. Le secteur public, qui s'est déjà ouvert à des capitaux étrangers, ne leur ouvrira pas, quant à lui, la moindre petite fenêtre. Priorité aux banques et aux autres télévisions publiques, la SEPT, par exemple. Son PDG, M. Jérôme Clément, en approuve d'avance l'idée. Car le sonci prioritaire de M. Hankiss est de préparer l'indépendance financière de la télévision publique hongroise.

Un plan original est en cours qui viserait à accumuler et à faire fructifier un capital important de terres, d'immeubles et d'actions et à développer un maximum d'activités commerciales, de la production télévisuelle ou publicitaire au doublage ou à la location de studios pour le cinéma.

Restait à enrichir le reste de l'antenne et contrebalancer les produits anglo-saxons qui inondent déjà le petit écran. Elemér Hankiss a donc entrepris la tournée des chaînes françaises, lesquelles ont promis coproductions ou échanges de programmes. La SEPT a sans doute été la plus concrète puisqu'elle a signé avec lui un accord de retransmission d'une heure quotidienne de programmes. « Des programmes magnifiques, artistiques, culturels », commente M. Hankiss. De quoi se faire envier de bien des téléspectateurs français...

ANNICK COJEAN

REPÈRES

BANDE DESSINÉE

Jacques Martin quitte Casterman

Jacques Martin, l'auteur d'une quarantaine d'albums de bandes dessinées dont les aventures du jeune Romain Aïx et de son compagnon Enak, du reporter Lefranc et du héros médiéval Jhen a divorcé des éditions Casterman. Le père d'Aïx leur a intenté trois procès afin de « défendre ses droits sur ses séries et son patrimoine ».

Jacques Martin, âgé de soixante-neuf ans, avait commencé à travailler pour la maison d'édition franco-belge en 1957 en publiant chez elle les premiers albums d'Aïx. Il reproche aujourd'hui à son éditeur de ne pas « assurer suffisamment la promotion de ses œuvres, pourtant fixée par contrat ». Faux procès, estime la direction de Casterman. Tout en reconnaissant l'importance des œuvres de Jacques Martin, elle estime qu'il « prend ombrage de ne pas être exclusivement l'auteur de la maison et ne sait pas partager une renommée ». Le divorce devrait coûter cher à Casterman : les aventures d'Aïx représentent une vente de 400 000 exemplaires par an, celles de Lefranc 100 000, et celles de Jhen environ 80 000.

Consommant la rupture, Jacques Martin a publié la première aventure de son nouveau héros, Orion, intitulée Le Lac sacré, chez Bagheera, nouvel éditeur de BD.

SATELLITES

Les pertes de TDF

Les avaries successives des satellites TDF 1 et TDF 2 qui ont perdu en quatorze mois quatre de leur douze tubes de télévision, coûtent cher à leur propriétaire, Télédiffusion de France (TDF). Dans une interview au Figaro, son PDG, M. Xavier Gouyou-Beauchamps, déclare qu'elles se font « déjà sentir dans les comptes de 1990 ». Encore incapable d'estimer les recettes commerciales des deux satellites, TDF prévoit 300 millions de francs d'amortissement exceptionnel en 1990. « Si l'on devait y avoir une perte complète de l'ensemble du système TDF 1-TDF 2 », ajoute M. Gouyou-Beauchamps, sa valeur actualisée en 1990 étant de l'ordre de 1,4 milliard de francs, cela représenterait une amputation d'environ 40 % du capital et des réserves de TDF. Filiale de France Télécom, TDF emploie 4 000 personnes et réalise 3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires hors satellite dans la diffusion hertzienne, la radio-massagerie, la diffusion de données ou le câble.

CULTURE

Le sage et son double

Yousou N'Dour invente les mélanges musicaux de demain. Il est passé par Lisbonne, il sera à l'Olympia, le 2 novembre

LISBONNE

de notre envoyée spéciale

Un concert accroché à l'extrême le 29 octobre à la tournée européenne du chanteur sénégalais. La grande salle du Colisée des Recreios, ancien cirque aux peintures écaillées au cœur de Lisbonne. De vieux serveurs en blouse grise proposent gentiment des bières tièdes dans les couloirs. Les Cap-Verdiens, les Angolais, les Guinéens de la capitale n'ont pas mis le nez dehors. Il pleut. Près d'une soirée maussade ? C'était sans compter sur Yousou N'Dour et ses dix complices.

La section rythmique entre en scène : Babacar Faye aux percussions, Falco Niassy à la batterie et Assane Thiame au tam-tam, étrange petit tambour « à aisselle ». Des centaines de spectateurs sortent de

l'obscurité des loges et des balcons. Ils ont entre vingt-cinq et quarante-cinq ans, sont attentifs à la sono-mondiale et fans de Peter Gabriel, le protecteur initial de Yousou N'Dour. Les rythmes complexes, continuité sourde et tapures brusques, les aiment. Un grand jeune homme mince s'avance alors. La voix de Yousou est spéciale, un registre à part, haute sans être aiguë, comme suspendue à un fil invisible. Yousou appartient à la caste des griots.

Retenant la leçon du passé, lui si réservé s'est entouré de bouffons surdoués. Yousou, qui sourit peu sur scène, chante, en wolof et en anglais, dans le « mbalax » sénégalais, avec distanciation. Il joue du tambourin, parfois des tambours. Par leur jeu de scène, ses compagnons amplifient le mystère de sa voix, son sex-appeal, son raffinement, cet assemblage qui a fait de ce jeune homme né dans la médina de Dakar, il y a vingt-neuf ans, un prodige et une star.

Il y a Assane Thiame, le petit joueur de tama, fidèle depuis l'Etoile de Dakar. Le premier orchestre fondé en 1974. Avec ce minuscule tambour calé haut sur le corps, frappé par une baguette recourbée, Thiame souligne les incongruités de la voix de Yousou passant du grave à l'aigu avec un son en cascade. Il y a Babacar Faye, le compositeur, qui prolonge à la basse et aux claviers les élégances suggérées. Et surtout, il y a Gallo Tiello, le danseur en habit d'Arlequin noir. Souple comme un élastique, il tourne sa combinaison bigarrée à la hauteur de son sexe, riant comme un diable joyeux. Gallo Tiello est le double exprimé du sage et musulman Yousou.

Aucune chance de trouver un quelconque album de Yousou N'Dour dans Lisbonne, capitale en panne de disques. Mais, en travaillant avec Peter Gabriel et en suivant la tournée d'Amnesty International avec Sting, l'enfant chéri de Dakar s'est taillé une réputation et le public reprend sans gêne les refrains puisés dans The Lion, sorti l'année dernière chez Virgin, et dans Set, son disque le plus récent (lire encadré). Des guitares tricotées de Saba (un credo en l'Afrique musicale), à la kora synthétique de Sinebar (un hymne antidrogue), en passant par le doux saxophone de Medina, ou les jallissements de Set (un appel à la jeunesse), l'unité musicale est impeccable, belle, prenante. Le dandy défenseur de l'éthique africaine mène sa barque de ses longs bras ouverts, et termine après deux heures époustouflantes par un très joli duo nonchalant avec le saxophone de Issa Cissza.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Yousou N'Dour, le 2 novembre, à 20 h 30 à l'Olympia. Tél. : 47-42-82-45.

Set : balle de match

Mis en place chez les disques au début du mois d'octobre, Set est sorti en quinzaine album de Yousou N'Dour, le second chez Virgin. Le plus achevé, le plus novateur. The Lion, produit par Georges Acrony en 1989, avait un gros budget. On y retrouvait, entre autres, le batteur Manu Katché et l'ami Peter Gabriel. Le résultat — ni trop ni trop peu — avait déçu.

Sans changer de cap, Set redresse la barre. Synthétiseurs lancinants, guitares insistantes sur un rythme étrangement sacré, pour dénoncer l'Occident qui prend l'Afrique pour une poubelle. « Nous composons avec Habib Faye (le bassiste) ; les morceaux sont ensuite traités sur scène. La cassette de Set est sortie en décembre 1989 au Sénégal. Puis nous avons passé un mois et demi au studio ICP de Bruxelles. » Les treize titres seront alors enregistrés quasiment en live. Treize musiciens s'ajoutent au Super Etoile de Dakar et introduisent des sonorités neuves, accordéon, violoncelle... Le son du tama est incroyablement mis en valeur. Avec un budget relativement court (800 000 F, moitié moins que pour The Lion), Yousou N'Dour a réalisé un album d'une grande richesse musicale.

V. Mo.

Set, CD, cassette, album, Virgin.

NOUVEAUTE
NANCY
1900
Rayonnement
de l'Art Nouveau



304 pages 150 illustr. 290 F
tirage de tête limité à 699 ex. num.
papier vergé, coffret reliure 1 390 F
65 planches couleur collées à la main

G. KLOPP
82 88 56 18 BP 66
71 02 THIONVILLE

(Publicité)
**L'ESPACE
DU BIEN-ETRE**
SEANCE DE RELAXATION
OU TONIQUE
Ouvert de 11 heures à 18 heures
avec ou sans rendez-vous
Métro : Etoile
Tél. : 42-27-40-82

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Un nouveau plan d'exposition au bruit pour l'aéroport parisien

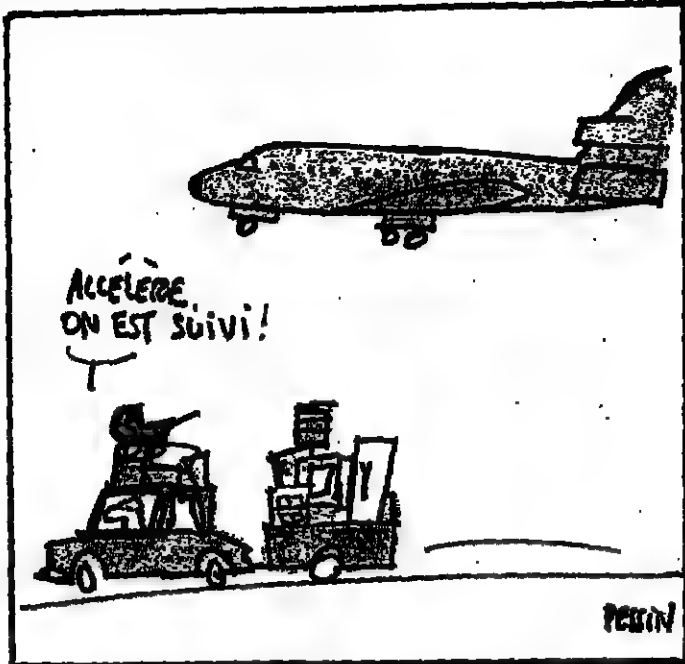
Les communes riveraines d'Orly veulent être entendues

Le nouveau plan d'exposition au bruit (PEB) pour l'aérodrome d'Orly vient d'être rendu public par l'Aéroports de Paris (ADP). Ce document, après accord du ministre des transports, remplacera au début de 1991 le premier PEB en vigueur depuis 1975. Une refonte était nécessaire à cause de l'évolution des activités d'Orly et du développement de l'habitat dans son environnement.

Par rapport à 1975, plusieurs changements sont intervenus. Les avions bruyants, dits de la première génération (Boeing-707, DC 8, etc.), auront disparu du ciel d'Orly d'ici quinze ans. Les avions de la deuxième génération représenteront alors 30 % du trafic et ceux de la troisième génération 70 %.

Les vols au-delà de 23 h 30 devraient disparaître presque totalement avec le départ de l'Aérospatiale et la création d'une aérogare pour charters à Roissy-Charles-de-Gaulle, les charters étant les plus fort demandeurs de dérogations horaires.

Certaines trajectoires de décollage et d'atterrissage prévues en 1975 ont été supprimées, soit parce qu'elles étaient mal adaptées ou sources de trop de nuisances, soit parce qu'elles étaient liées au projet de la piste 6 dont



la construction a été abandonnée. Enfin, l'aéroport de Paris a décidé de s'automatiser. Alors que les hypothèses de 1975 prévoyaient 245 000 mouvements annuels et 23 millions de passagers, il s'en envisage plus aujourd'hui que 200 000, mais avec un flux de 30 millions de passagers (1). M. Jean-Pierre Beysson, directeur général d'ADP, avait d'ailleurs expliqué au séminaire de l'Association internationale des aéroports civils, à Bruxelles en février dernier : « Nous devons vivre en paix avec notre environnement. Si nous ne trouvons pas rapidement un compromis entre les avantages économiques que nous procurons aux régions dans lesquelles nous sommes établis et les inconvénients qu'elles subissent par nos activités, il est à craindre que notre développement ainsi que l'expansion du trafic aérien ne traversent une période très difficile dans les prochaines années. »

La faon dont a été élaboré le PEB procède de la même démarche. Le premier plan conçu de façon technocratique – et qui concernait 73 900 personnes – avait été édicté par l'Etat. Le second, qui n'en est pas plus question de discuter sur les zones A et B (lire notre encadré), l'indice

inférieur délimitant la zone C fait l'objet d'échanges de vues. Les trente-deux municipalités des villes concernées dans le Val-de-Marne, l'Essonne et les Hauts-de-Seine ont été invitées à donner leur avis. La commission consultative de l'environnement (CCE) de l'aéroport, où siègent élus, associations de défense des riverains, représentants des transports aériens et représentants de l'Etat, a été consultée. Une enquête publique dans chacune des communes, en novembre prochain, achèvera le tour de table.

Le ministre des transports devra arbitrer

Le ministre des transports, qui doit ensuite arbitrer, pourra alors constater l'importance des modifications apportées au nouveau PEB. Il ne concerne plus maintenant que trente-deux communes (dix-huit dans l'Essonne, treize dans le Val-de-Marne, une dans les Hauts-de-Seine) au lieu de quarante-deux (vingt-six dans l'Essonne, quinze dans le Val-de-Marne, et une dans les Hauts-de-Seine). La surface de la zone A passe de 4,3 kilomètres carrés à 2,6 kilomètres carrés et celle de la zone B de 17 à 11 kilomètres carrés. La zone C en revanche s'agrandit. Dans le plan de 1975 avait un indice de 84 (2), elle couvrait 36 kilomètres carrés. Aujourd'hui

avec l'indice 82 elle englobe 33 kilomètres carrés et avec le 81, elle atteint 38 kilomètres carrés, mais ADP, qui considère que « la sensibilité des gens s'est accrue », souhaiterait l'indice 80 (proposé par le préfet de région) qui se traduit par une zone C de 44 kilomètres carrés.

« Les nuisances diminuent, les contraintes augmentent et la qualité de la vie aussi », dit ADP. Ce à quoi les maires répliquent : « Pourquoi tendre la zone de protection si les nuisances doivent diminuer ? » Ils souhaitent desserrer l'état des contraintes pour faire face aux demandes de logement sans cesse croissantes. Comme à Valenton, où « la commune se voit interdire tout logement social, alors qu'il y a, au bas mot, 700 demandeurs ». Comme à Ablon, où la ville étant située en totalité dans la zone C, on ne peut plus prévoir la moindre construction collective.

Pertes financières

Mais cet arrêt des constructions entraîne aussi des pertes financières. Alors, être ou ne pas être dans la zone C, voilà la question pour les trente-deux maires. Ils se rejoignent, toutes tendances confondues, pour estimer que « le PEB règle le droit à construire dans une zone déjà construite, sans régler les problèmes de nuisances », et donc « qu'il est inopérant et qu'il ne constitue pas une réponse adaptée ».

Ils souhaitent négocier les fréquences des trajectoires, les vols de nuit (avec couvre-feu à 22 heures au lieu de 23 h 30), et exigent l'arrêt des dérogations ainsi que l'emploi de mesures coercitives à l'égard des compagnies qui ne respectent pas les règles (3).

FRANÇOIS GOUGE

(1) Orly reste le premier aéroport parisien avec 24,3 millions de passagers pour 194 000 mouvements en 1989, devant Roissy-Charles-de-Gaulle qui a eu 20,7 millions de passagers pour 204 000 mouvements.

(2) Les indices ayant été recalculés en fonction de nouvelles hypothèses de travail, les anciens et les nouveaux ne correspondent pas. L'indice 81, par exemple, ne représente pas la même valeur en 1975 et en 1990.

(3) Le Parlement va devoir se prononcer, dans les prochaines semaines, sur le texte qui prévoit des sanctions pécuniaires pour les pilotes qui ne respectent pas les trajectoires réglementaires et ne mettent pas en cause la sécurité des personnes mais l'environnement. Jusqu'à présent, il ne s'agit que d'une simple lettre d'observation.

Le rapport annuel du Comité de décentralisation

Une région hors normes

Le développement de la région Ile-de-France échappe-t-il à tout contrôle et à l'aménagement du territoire est-il, ici, un vain mot ? Cela fait quatre ans que, rapport annuel après rapport annuel, le Comité de décentralisation présidé par M. Jacques Voisard pose la question.

A l'heure où l'Etat et le conseil régional d'Ile-de-France se chahoutent sur la mise en œuvre de la révision du schéma directeur d'aménagement de la région-capitale, le rapport du Comité de décentralisation, qui vient d'être remis au premier ministre (le Monde du 27 octobre), arrive à point nommé pour rappeler que le débat engagé pose d'abord la question de l'aménagement du territoire. « Il faut avoir le courage de remettre en question nos postulats de développement qui seraient notamment l'absence de limites administratives, le champ réservé d'implantation de grands groupes internationaux et, plus généralement, des activités de tertiaire supérieur », écrit M. Jacques Voisard.

« Un mouvement de dérive à haut risque »

Selon le rapport remis au gouvernement, il apparaît, en effet, que la part de l'Ile-de-France dans la création d'emplois se maintiendrait au cours des prochaines années à hauteur de 33 %, augmentant encore sa croissance démographique et aggravant ainsi les déséquilibres observés avec les autres régions. Ce « repli » de l'Hexagone sur l'Ile-de-France estimée – à tort – comme la seule porte ouverte sur le monde, va de pair, selon les techniciens de l'aménagement du territoire, avec la tentation de séparer son développement de celui des autres régions.

Ce comportement, affirme le rapport, « correspond de fait à un abandon de tout effort pour maîtriser l'évolution d'une société urbaine diffuse au sein même de l'espace parisien et dans les départements limitrophes ». Il précise : « Chaque mètre carré de bureaux supplémentaires dans le centre-ouest de l'agglomération entraîne en outre une population nouvelle en quête d'emploi, à laquelle son niveau de qualification ne peut assurer qu'un niveau de vie modeste et des conditions de vie difficiles. » Et le rapport d'indiquer : « Depuis quelques années, c'est ce type de population que l'on voit entraîné dans un mouvement de dérive à haut risque sur le plan social et politique. »

Entre l'Est où se développent les activités de production et l'Ouest où s'installe le tertiaire, il existe désormais une ségrégation croissante qui pose les dramatiques questions des

transports, du logement et d'urbanisme des banlieues dégradées. Rappelons qu'avec près de 10,7 millions d'habitants en 1990, l'Ile-de-France représente 18,83 % de la population totale de la France métropolitaine. Depuis 1982, sa population a augmenté de 0,7 % chaque année contre une moyenne nationale de 0,5 %. En outre, la population satellisée par l'Ile-de-France, résidant dans les départements limitrophes et travaillant dans la région, a augmenté de plus de 1 % par an.

Face à une situation explosive, M. Michel Rocard décidait, en 1990, après la publication d'un Livre blanc préconisant la révision du schéma directeur d'aménagement de la région, d'ouvrir « le grand chantier de l'Ile-de-France ». D'autres signes indiquaient qu'il n'y avait pas de retour en arrière. L'Etat, on le sait, maîtrise le développement de la région-capitale : signature de contrats de plan Etat-région, augmentation des crédits du ministère chargé de l'aménagement du territoire, création d'une délégation interministérielle à la ville.

Mais faisant fi de toutes ces initiatives, des projets ambitieux sont sortis des cartons : aménagements de Roissy, Massy, Bercy-Tolbiac, Boulogne-Billancourt et surtout la future opération de la Défense portant sur 150 hectares et annoncée au mois d'août dernier par M. Michel Delebarre, ministre de l'Équipement et des transports. Au total, ce sont 8 millions de mètres carrés de bureaux qui seront construits au cours des prochaines années en Ile-de-France.

A ce propos, le Comité de décentralisation affirme : « On peut redouter un nouveau gel de la politique d'aménagement du territoire qui se trouverait privée de ses plus puissants leviers. » Il précise : « Une part croissante des crédits d'investissement de l'Etat serait rendue captive des projets de la région parisienne. Le béton prenait le pas sur les investissements indispensables au niveau national (éducation, formation, recherche, culture) dans le cadre d'une enveloppe budgétaire qui ne peut croître durablement. » Il conclut : « Les aménageurs et les promoteurs vont consacrer l'essentiel de leurs moyens à investir dans ces programmes, laissant l'élan des marchés immobiliers dans les autres régions de l'Hexagone. »

JEAN PERRIN

Paris vu de New-York

Paradis-sur-Seine

L'Amérique nous avait habitués à jeter sur notre pays un regard moins clément. Tout change. Flora Lewis, dans un article du New York Times, repris dans le Herald Tribune du lundi 29 octobre, suggère que l'organisation de la ville de New-York s'inspire des résultats très satisfaisants de Paris, en ce qui concerne les conditions de vie. Enthousiaste pour l'efficacité des véhicules « Propreté de Paris », la journaliste s'extasia devant les brosses automatiques qui frottent les sols parisiens. A croire que les rues de New-York ne sont plus praticables.

Viennent ensuite des compliments sur les fleurs fraîches que l'on trouve à chaque carrefour et le métro « propre et calme, où les gens n'ont pas peur de rentrer ». En soulignant la sécurité ambiante de la capitale, l'auteur rappelle qu'il n'y a pas, à Paris, des clochers allongés au pied de chaque immeuble, ni un climat de terreur dans les rues. Les New-Yorkais en sont, paraît-il, à parler de leur ville avec un ton effrayé qui suggère – mais en pire – la vie à Londres vue par Dickens.

La différence de qualité de vie entre Paris et New-York vient, d'après Flora Lewis, qui a vécu dans les deux métropoles, de l'administration de la ville et de l'attitude du public. Ce serait le résultat de la politique menée par M. Jacques Chirac « qui a commencé par montrer qu'il pouvait prendre en main le pays en réalisant un travail de première classe à Paris ». Paradoxalement, l'auteur ne pense pas que, pour autant, le maire de Paris sera un jour président de la République, « bien qu'il y aspire depuis près d'une génération ». En attendant, « les New-Yorkais devraient peut-être choisir des politiciens plus ambitieux afin de pouvoir soutenir la comparaison avec la Ville-Lumière. »

ADELINE CHENON

INITIATIVES

La leçon de vin

Jacques Vivet est un bon vivant, c'est évident. Il est vrai qu'on a sans doute rarement vu grincer les dents d'un homme qui aime le vin. Jacques Vivet est gourmé de vins. Affable et jovial, l'expert sait aussi se faire pédagogue et il organise régulièrement des cycles d'initiation à l'art du goût.

Autour de lui, une quinzaine de néophytes, jeunes adultes des deux sexes, qui ont visiblement soif d'apprendre. Si le plaisir est venu par une simple curiosité personnelle, d'autres y ajoutent certaines raisons professionnelles, comme Eric, pétilante recrue du Quai d'Orsay, qui sait que ses interlocuteurs étrangers apprécieront sûrement de lui une bonne connaissance du fleuron de la civilisation française.

Développer les performances de son palais et acquérir en quelques heures des réflexes et un vocabulaire, tel est le but de ces séances où la théorie nourrit les indispensables travaux pratiques. Etude des cépages et du processus de la vinification, revue des différentes appellations et des concordances entre les vins et les mets, constitution et gestion d'une cave : le sujet est inépuisable, le professeur irrésistible, et les élèves se montrent passionnément attentifs.

Tous les sens en éveil – bien qu'un peu ingrats : après sa journée de travail, est-on aussi frais et dispos que recommandé ? – les candidats-gourmés se familiarisent encore avec les différentes étapes de l'examen auquel ils auront à soumettre leur breuvage, avant qu'il ne débute effectivement. Les verres posés sur une feuille de papier blanc qui, à défaut de

nappe immaculée, permettra de mieux toutes les nuances du liquide coloré, l'office peut alors vraiment commencer. Attraper son goblet, qui par la jambe – comme il convient – qu'il par le pied – à la rigueur, – on entreprend d'abord de le faire légèrement bouger pour admirer les reflets de la robe et permettre au bouquet de se dégager. Quand le vin est ensuite lentement mis en bouche, comment le maître de cérémonie, il faut le garder, le mâcher, le triturer longtemps. La vin est-il agressif ? Soyons ? La perception aromatique se prolonge-t-elle une fois qu'on a avalé ? La bouche est-elle ensuite pâteuse ou au contraire disponible pour de nouvelles aventures gustatives ? Pénétrons mais dubitatif, les apprenants s'appliquent à remplir correctement leur fiche de dégustation. Il faut décidément en reprendre un peu, car ce vin, nerveux, âpre et très tannique, ne se laisse pas décrire aussi facilement. C'est d'ailleurs pourquoi il est « terriblement pédagogique », explique Jacques Vivet, toujours disert. Puis soudain le professeur dégage la bouteille du tissu qui l'occultait. Et l'assemblée subjuguée, de se recueillir nez à nez avec un saint-esthète 1988. Ce château haut-muronné, qui a le culte de figurer en très bonne position quand il fait partie de dégustation en aveugle de crus classés, on n'est pas prêt de l'oublier.

CAROLINE HEFFTER

► Cinq mardis consécutifs, de 18 h 30 à 20 heures, 280 francs. Centre André-Matru, 78, boulevard Raspail. Réservations et inscriptions : 43-25-96-30.

Lutte contre le vandalisme dans les cimetières

Les caméras du Père-Lachaise

Au cimetière du Père-Lachaise, chaque nuit ramène son cortège de dessins obscènes, inscriptions blasphématoires, graffiti vengeurs, démontages de bronze, chapardages de plaques, bris de vitraux, vols de statues, fractures de dalles... Le commissariat du vingtième arrondissement reçoit en moyenne une à deux plaintes par mois pour dégradation de sépulture. Le 16 décembre 1989, seize tombeaux avaient été dévastés par une équipe sauvage. Six mois plus tard, éclatit l'affaire de Carpentras.

Ces deux événements ont accéléré la mise sous haute surveillance du Père-Lachaise. Désormais, du crépuscule à l'aube, ses portes principales, ses avenues transversales, ses chemins de quinconce sont semés d'embûches pour les amateurs d'effractions : ici, près de la rue du Repos, 400 mètres de cellules à détecteur infrarouge reliées à des écrans d'alerte ; là, au-dessus des murs d'enceinte, des grilles aux piques fort peu engageantes ; plus loin, à proximité de l'entrée principale, une caméra grand angle qui balaye tout le secteur de la tombe de Jim Morrison. Lieu de rendez-vous des rockers. Dans le parc, deux maîtres-chiens patrouillent, assistés par des inspecteurs des parcs et jardins de la Ville de Paris.

Les mailles du filet

Ce dispositif décourage les moins téméraires, mais ne suffit pas à dissuader les rigolos. Pour cette raison, M. Jean-Jacques Le Forestier, chef de circonscription, souhaite remplacer peu à peu les vieux métaux inesthétiques et dangereux par d'invisibles cellules à infrarouges. « Malgré les nouvelles mesures, nous avons intercepté depuis dix mois envi-

ron cent cinquante personnes qui circulent nuitamment dans le cimetière. Au moins autant ont dû passer au travers des mailles du filet », soupire-t-il. Sauf à transformer le cimetière en bunker avec grilles et fortifications partout, il est quasi impossible de surveiller chaque mètre carré des 44 hectares, chaque plaque des 70 000 sépultures, chacun des deux millions et demi de visiteurs annuels.

Le coût de ce système de protection s'élève pour 1990 à 1 million de francs. L'effort devrait se poursuivre encore sur quatre ans. Au total et sur l'ensemble des cimetières parisiens intra et extra muros, environ 15 % du budget global, soit 5 millions de francs sur 35, sont désormais investis dans les dépenses de sécurité.

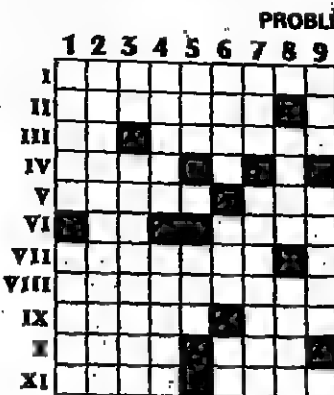
Par rapport au Père-Lachaise, les cimetières de Montmartre (11 hectares) et de Montparnasse (21 hectares) sont des lieux de tout repos : pas d'intrusion nocturne ni de vandalisme systématique, pas d'affaire de meurtre ou d'histoire de vol. Pourtant, là aussi, les murs de clôture vont être renforcés, rebasés et surmontés de grilles aux endroits les plus accessibles.

Hors de la capitale, le cimetière de Bagneux (62 hectares) est une zone à haut risque en matière de profanation. Parmi les 116 divisions, 23 sont sacrilèges. En 1980, des inscriptions nazies sur des tombes juives avaient déjà amené la surélévation d'une partie de l'enceinte. Après les événements de Carpentras, deux rondes supplémentaires des inspecteurs de la Ville de Paris ont été mises en place et dans le même temps les priorités ont été modifiées : au lieu de la réfection des locaux initialement prévue, ce sont les 17 kilomètres de pourtour qui seront en partie équipés de grilles.

YASMINA SAFFAR

AGENDA

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Femme qui sait soigner les chèvres. - 11. Nourriture peu substantielle. Peut-être s'écrouler à un épi. - 14. Aussi familier. - 15. Grosse, peut-être mise avec les cornichons. Pour être perché dans le Jura. - 16. Symbole. On peut la prendre quand on attend. - 17. Faire de la recherche. - 18. Qui a donc du chemin à faire. - 19. Une vieille corbeille. Endroit où l'on peut couper le courant. - 20. Foyer d'insulaires. Devise. - 21. Se charge de son père. Peut enlever.

VERTICALEMENT
1. Place en même temps qu'il saut. Pour être traité de banane si ce n'est pas une famille. - 2. Juste retour des choses. - 3. Agrément d'autrefois. Une façon de rêver tout éveillé. - 4. C'est comme Noël pour les musulmans. Gréffée. - 5. Partie de campagne. Une pour celle qui est à son club. - 6. Nous prive d'un plaisir. Matière pour une main parfois joliment gantée. Basse d'accord. - 7. Un point. Pour les prendre; il faut savoir négocier. - 8. Pour l'ouvrir il faut le boucher. Chaud quand elle est bleue. - 9. Battus. Qui peut courir.

Solution du problème n° 5380
Horizontalement
1. Raccourci. - 11. Époux. - 12. Muet. Lait. - 13. Puit. Eden. - 14. Aérer. Eau. - 15. R. Réussir. - 16. Las. As. El. - 17. If. Is. - 18. Etourneau. - 19. Urne. Epis. - 20. R. Lustré.
Verticalement
1. Rempailleur. - 2. Apurée. Tri. - 3. Cœur. Sion. - 4. Cutter. Fuel. - 5. Os. Rds. - 6. Udd. Usines. - 7. Ruades. Sept. - 8. Crieuse. Air. - 9. Enlèveuse.

GUY BROUTY

FOIRES ET SALONS

NOVEMBRE
Du 1^{er} au 4 et du 9 au 11 : Nantes (Loire-Atlantique), Salon de l'habitat, tendance 90.
Du 1^{er} au 11 : Grenoble (Isère), Foire d'automne.
Du 1^{er} au 12 : Lille (Nord), Salon de la caravane, du camping-car et du mobil-home.
Du 8 au 10 : Troyes (Aube), FATEX, salon national du travail à façon textile (se tient à Paris).
Du 9 au 11 : La Rochelle (Charente-Maritime), Salon des antiquaires.
Du 9 au 11 : Nantes (Loire-Atlantique), Neige sans frontières, Salon des sports d'hiver.
Du 9 au 12 : Mulhouse (Haut-Rhin), Foire mulhousienne de l'antiquité et de la brocante.
Du 9 au 12 : Nevers (Nièvre), Journées de l'automobile et des affaires.
Du 9 au 18 : Pontoise (Val-d'Oise), Foire-exposition.
Du 10 au 13 : Nîmes (Gard), NIMAGINE, salon des artisans d'art.
Du 12 au 16 : Paris, PRONIC, salon des équipements pour l'électronique (*).
Du 15 au 17 : Nantes (Loire-Atlantique), salon JURISTIA.
Du 15 au 19 : Chambéry (Savoie), Salon des antiquaires et brocanteurs.

Du 17 au 25 : Lons-le-Saunier (Jura), Foire d'automne.
Du 20 au 24 : Lyon (Rhône), EXPO THERM, salon des sciences et techniques de l'énergie (*).
Du 22 au 26 : Marseille (Bouches-du-Rhône), AUTO-TECH, équipements de garages et accessoires automobiles.
Du 23 au 26 : Metz (Moselle), salon des antiquaires.
Du 23 au 26 : Nantes (Loire-Atlantique), Salon de l'antiquité et de l'objet de collection.
Du 24 novembre au 2 décembre : Grenoble (Isère), ARTISA.
Du 23 novembre au 1^{er} décembre : Paris, Salon International de la carte.
Du 28 novembre au 2 décembre : Grenoble (Isère), NATURIS-SIMA.
Du 30 novembre au 4 décembre : Chambéry (Savoie), Salon de l'hôtellerie et des métiers de bouche de Savoie.
DÉCEMBRE
Du 7 au 10 : Dijon (Côte-d'Or), Salon de l'artisanat d'art et du cadeau.
Du 8 au 16 : Nîmes (Gard), Salon des antiquaires.
Du 8 au 16 : Toulouse (Haute-Garonne), Salon des artisans d'art.
(*) Biennale.

PARIS EN VISITES

JEUDI 1^{er} NOVEMBRE
« Circuit inhabituel à Montmartre : chies d'artistes, jardins secrets et curiosités de la rue du Chevalier-de-la-Barre en passant par les arènes gallo-romaines jusqu'à Pigalle », 11 heures, 14 h 30 et 17 heures, sortie du métro Anvers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« La rue Saint-Honoré, de la galerie Véro-Dodet aux Salins-Innocents », 14 h 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).
« La Mosquée, Histoire de l'Islam », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermitte (M. Poincaré).
« Ruelles et jardins du vieux Belleville », 14 h 30, sortie métro Télégraph (Régénération du passé).
« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 14 h 40, sortie au sommet du funiculaire (Paris autrefois).

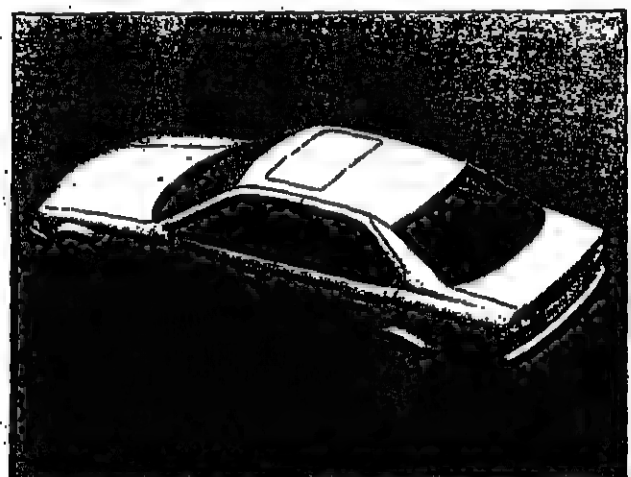
« Sous la coupole de l'Académie française », 15 heures, 23, quai de Conti (D. Bouchard).
« Le Musée Carnot », 15 heures, 83, rue de Monceau (Tourisme culturel).
« Mystérieuse Notre-Dame de Paris. Franc-maçonnerie, Rose-Croix, bouddhisme. Le langage des roses dévoilé », 15 heures, sortie métro Cité (J. Houffier).
« L'île de la Cité », 15 heures, portail central de Notre-Dame (Paris et son histoire).
CONFÉRENCES
80, boulevard Lefebvre-Maubourg, 14 h 30 : « L'Inde, le quinquennat et l'histoire », 16 h 30 : « La bouddhisme et la Thaïlande », 18 h 30 : « La Crète et la Grèce », par M. Brumfeld (Rencontre des peuples).

AUTOMOBILE

Les « Lions » vont prendre la piste

Quelque peu contrariée par les événements du Golfe, l'expédition organisée par Peugeot à travers les déserts et qui devait passer par le Grand Erg occidental, le Tanzaout, le Hoggar, la Tripolitaine, le désert de Libye, la mer Rouge, le Sinaï, pour rejoindre la Jordanie et Amman, partira, comme il était prévu, le 4 novembre prochain. Toutefois, le circuit n'ira pas au-delà de la frontière libyenne qui devait être franchie le 19 novembre, pour crocheter vers le nord et le Grand Erg oriental. But de l'opération : mettre à l'épreuve la production de Peugeot soumise à des conditions extrêmes de route et de conduite.
Les véhicules, pris dans les chaînes de production des 205, 309, 405 et 605 devraient, tous modèles confondus, soit vingt voitures, parcourir dans l'affaire 180 000 kilomètres. Aucune transformation profonde ne devrait modifier les structures classiques des voitures mises à la piste. Une assistance technique (surtout que sanitaire) assurera néanmoins, si l'on peut dire, l'entretien mécanique.
En lançant cette opération, Peugeot ne cherche pas à compenser une absence du Dakar qui partira en décembre et auquel, cette année, Citroën participe au nom du groupe. Il s'agit là en fait d'un vieux rêve complicité, comme la marque aux chevrons l'avait déjà fait à travers le China, voici deux ans.
Jacques Calvez, le PDG de PSA (Peugeot-Citroën), devrait participer à la dernière étape de l'expédition qui de Taroudant, au Maroc, aura alors, si tout va bien, rejoint Tozeur, en Tunisie. La modification du parcours, entraînée par la situation au Proche-Orient, aura multiplié par deux les itinéraires envisagés à l'origine... C. L.

BMW série 3 : une nouvelle génération



La firme allemande BMW achève la refonte de sa gamme. La nouvelle série 3, qui conserve les moteurs actuellement en exploitation (1 600 et 1 800 centimètres cubes, 2 litres et 2,5 litres), entrera en France durant le premier semestre de 1991 dans des versions à quatre portes. La ligne de ces berlines s'est affinée, l'allure générale est compacte. On ignore encore les tarifs qui seront appliqués. Les modèles actuels des versions à deux portes continueront d'être fabriqués jusqu'en mai de l'année prochaine par la marque.

EN BRIEF

Quatrième Festival vidéo-py à La Villette. - Le quatrième Festival vidéo-py, organisé par l'Association La Licorne, qui regroupe des soignants en pédo-psychiatrie et des praticiens de l'enfance, se déroulera à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette les 9, 10 et 11 novembre. Au cours de ces trois journées, deux cents films seront diffusés. Les projections et tables rondes seront, cette année, axées autour des trois thèmes suivants : « Sida et vie quotidienne » (vendredi 9), « Echéco scolaire » (samedi 10), « Ethnopsychiatrie » (dimanche 11). Secrétariat du Festival : 8 rue du Château, 92600 Asnières; tél. 47-93-75-35.
Ateliers de photographie au musée Carnavalet. - Le musée Carnavalet organise des ateliers expérimentaux de photographie, du 14 heures à 17 heures, les samedis des mois de novembre-décembre 1990 et janvier 1991. Animés par Laurence Bastin, diplômée des Beaux-Arts et photographe professionnelle, ces ateliers s'adressent à des jeunes de quinze à vingt-cinq ans, débutants ou amateurs, et proposent une réflexion analytique autour des travaux d'Edouard Boubat et de Lewis Hine, exposés au musée du 6 novembre 1990 au 3 février 1991, ainsi bien qu'une approche pratique de la prise de vue et du travail de développement. Les frais de stage sont de 200 francs pour quatre séances. Les stagiaires apportent leur appareil photo et une pellicule noir et blanc de trente-six poses.

Renseignements et inscriptions auprès du musée, 23-29, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : (1) 42-72-21-13 ou 42-72-08-53.
Eric HENNET de GOUTEL, 16 heures.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-André (Loiret-Cher), le vendredi 2 novembre, à 15 h 30.
47, rue Saint-Georges, 75009 Paris.
28, rue Alexandre-Dumas, 44000 Nantes.
- M. Georges Jouvint, son épouse, M. Maurice Courtois et ses fils, M. et M^{me} Jean-Pierre Courtois et leurs fils, ses frères, belle-sœur et neveux, M^{me} veuve André Panset, M. et M^{me} Jean Mazel et leurs enfants, ses belles-sœurs, beau-frère et neveux, M. René Galtier, M^{me} Catherine Martin, sa filleule, M^{me} Dominique Colombello, sa fidèle collaboratrice, ont la tristesse de faire part du décès, le 30 octobre 1990, dans sa soixantième année, après une longue lutte contre un cancer, de
Jeannine JOUVINT, ancienne collaboratrice de Pierre Mendès France.
La levée du corps aura lieu le jeudi 1^{er} novembre, à Longjumeau (Essonne), 96, rue Pierre-et-Marie-Curie, à 10 heures.
L'inhumation aura lieu après le service religieux au vieux cimetière de Villeneuve-lès-Avignon, dans le caveau de famille.
Elle est toujours restée fidèle à l'idéal de justice, de fraternité et de liberté.
Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU Monde

Naissances
Bernard et Dominique DUBUCL-LEVY, Marion, ont la joie d'annoncer la naissance de
Caroline,
le 30 septembre 1990.
1010 tour Eve, 92800 Putaux.
- Elisabeth NYSTROM, Mathias et Albert DAHAN ont accueilli avec bonheur
Romain DAHAN,
samedi 27 octobre 1990.
28, rue Jean-Mermoz, 92380 Garches.
Décès
- M. Pierre Arnould, son mari, M^{me} Claudine Franck-Arnould, leur fille, font part du décès de
Suzanne ARNOULD, née Franck,
le 21 septembre 1990, à l'âge de soixante et onze ans.
Le Vieux Mas, 72, avenue Bougainville, 06140 Vence.
- La famille Et les amis de
Marie-Jean BÉRAUD-VILLARS, font part de son décès survenu le 30 octobre 1990.
La cérémonie religieuse aura lieu à l'église Notre-Dame de Boulogne, 2, rue de l'Eglise, Boulogne (Hauts-de-Seine), le vendredi 2 novembre, à 10 h 35.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Pierre Levy, Le docteur et M^{me} Michel Dupont et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Dumoulin et leur fils, M. et M^{me} Yves Braun et leurs enfants, La famille, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de
Pierre LEVY, croix de guerre 1939-1940, survenu le 26 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-sixième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, rue Emile-Dubois, 75014 Paris.
- Xavier Friocourt Et les cofondateurs de l'association Couple et dialogue, accueil et orientation pour foyers dissociés, M^{me} Colcombet, présidente, Annick Bruhaes, directrice, ont la tristesse de faire part du décès de
Jean LIBMANN, magistrat honoraire.
Il a consacré sa compétence et sa générosité à l'association jusqu'à ses derniers jours.
89, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris.
- Le président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Le bureau, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique, Le personnel, Ses collègues Et amis, ont la tristesse de faire part du décès de
M. Placide RAMBAUD, directeur d'études.
- Jean-Claude Barreau, président du conseil d'administration, Jean-Cyril Morlot, vice-président du conseil scientifique, Gérard Calot, directeur, Et les personnels de l'Institut national d'études démographiques, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 30 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de
Alfred SAUVY, ancien directeur de l'INED, président du conseil scientifique de l'INED.
(Le Monde du 31 octobre.)
- M^{me} Germaine Wolff, son épouse, M^{me} Jeanine Martray, sa fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Edgar WOLFF, agrégé de philosophie, docteur es lettres, survenu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, le 23 octobre 1990.
Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité au cimetière de La Ferté-Macé (Orne).
Cet avis tient lieu de faire-part.

Manifestations du souvenir
- La Consistoire israélite de Paris communique qu'une cérémonie à la mémoire des soldats morts pour la France sera organisée le lundi 5 novembre 1990, à 18 h 30, à la synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9, par le Comité du souvenir et des manifestations nationales.
Soutenances de thèses
- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mardi 6 novembre, à 14 h 30, salle C-22-04, centre Pierre-Mendès-France, M^{me} Marion Galle : « Le processus de décision en matière de pollution. Une étude du jeu conflictuel comme mode de régulation ».
- Université Paris-III, le jeudi 8 novembre, 9 heures, salle Bourjac, M. Younis Elamin : « Le statut de l'enseignement du français en Afrique. Agents constitutionnels socio-linguistiques et pédagogiques ».
- Université Paris-IX (Dauphine), le vendredi 16 novembre, à 15 h 30, salle D 520, M. Saïfouh Tembelly : « On-dettes et analyse fonctionnelle dans les domaines lipéochitiques ».
- Université Paris-IV, le vendredi 16 novembre, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. Jean-Louis Cheronneux : « La théorie platonicienne du plaisir et le problème du bien. Préparation historique à l'intelligence du platonisme ».
- Université Paris-IV, le vendredi 16 novembre, à 9 heures, amphithéâtre A, faculté de médecine, 63, rue Gabriel-Péri (Kremlin-Bicêtre), M. Jean-François Hocquette : « Le récepteur de l'hormone de croissance chez l'homme ».

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Habert-Berthelot-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33
Imprimerie : du « Monde », 12, r. M. Groussier 94821 Ivry Cedex

Le Monde PUBLICITE
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Michèle Orléans, directrice du développement
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 40-65-91-82 ou 40-65-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-65-64-70 - Société filiale du Journal Le Monde et RCP Paris SA.
Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM
ABONNEMENTS PAR MINUTE
36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Tél. : 208.806 F
ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Tél. : 208.806 F
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, envoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus. **SERVICE À DOMICILE** : Pour tous renseignements : (1) 40-60-34-70. Changements d'adresse définitifs ou temporaires : nous abonner nous inviter à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire toutes nos lettres en capitales d'imprimerie. PP Paris RP

Le Monde

SECTION C

ARTS SPECTACLES

LE MOIS DE LA PHOTO 90



Photo publicitaire, par Shoji Ueda.

LE SIXIÈME « MOIS DE LA PHOTO » DE PARIS

L'emprise des signes

Roland Barthes parlait de la photographie avec une saveur gourmande. Il saluait les vertus d'étonnement de cet art inclassable qui, avant d'être un outil de communication, de diffusion ou d'expression, était d'abord, selon lui, un instrument d'analyse et d'émotions. Pour le dixième anniversaire de sa disparition, le Mois de la photo s'est tout naturellement placé sous l'égide de ce sémiologue amoureux des images. A une époque où elle était encore méconnue, il contribua par sa notoriété, la clairvoyance et le crédit de son discours à tirer la photographie du ghetto où elle s'enlisait.

Pays de l'écriture et société par essence codifiable, le Japon, que Barthes abordait en touriste heureux et où il découvrit une « civilisation brechtienne », est le premier thème du Mois. Il est illustré par une quinzaine

d'expositions qui, du dix-neuvième siècle à la création publicitaire contemporaine en passant par l'âge d'or de l'entre-deux-guerres, révéleront les multiples aspects de la tradition nipponne, peu connue en France.

Inspiré de la réalité sociale, le deuxième thème traite de l'idéologie des images, de leur subjectivité et de l'iconographie comme moyen de lutte et d'information. Autant de sujets sur lesquels Barthes disserta à partir du portrait de *Kennedy priant*, ou de la série sur les exclus, de Lewis Hine. Nul doute qu'il l'ait fait aussi sur l'Angleterre en temps de crise montrée par Bill Brandt.

A travers la légende hollywoodienne du cinéma, le théâtre et la mode, le mythe du spectacle est l'objet du troisième thème, circonscrit autour des figures des

années 60, devenues mythiques. Refuge de l'imaginaire et de l'inconscient collectif, la photo de famille est célébrée pour la première fois à La Villette, tandis qu'au Musée Carnavalet, Edouard Boubat présente ses quarante ans de vues parisiennes.

Paré en 1990 de plumes « sémiologiques », le Mois de la photo, organisé par Paris-Audiovisuel, animé par Jean-Luc Monterosso et Henry Chapier, convie à une fête allègre et foisonnante. L'hommage rendu à Roland Barthes n'a pas pour ambition d'illustrer sa pensée, mais il tente, subjectivement, d'en comprendre et d'en perpétuer l'esprit.

PATRICK ROEGERS

Le Paris d'Edouard Boubat

22



De Montmartre, où il a passé son enfance, au pont des Arts, Edouard Boubat retrouve dans Paris le temps qui passe, le temps perdu et les visages aimés. Comme s'il marchait sur un fil, ce voleur de lumière, au verbe séducteur, opère en état de grâce. Au Musée Carnavalet, il offre un bouquet d'images magiques, inédites, indatables : un enchantement.

L'Angleterre de Bill Brandt

27

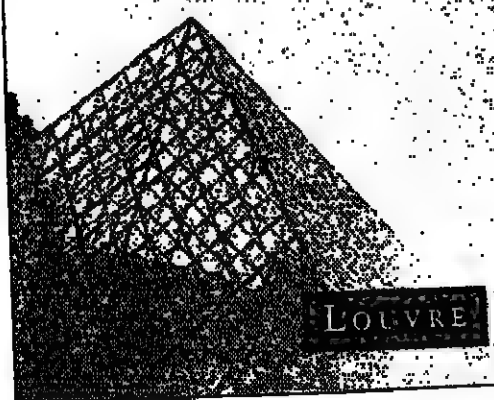


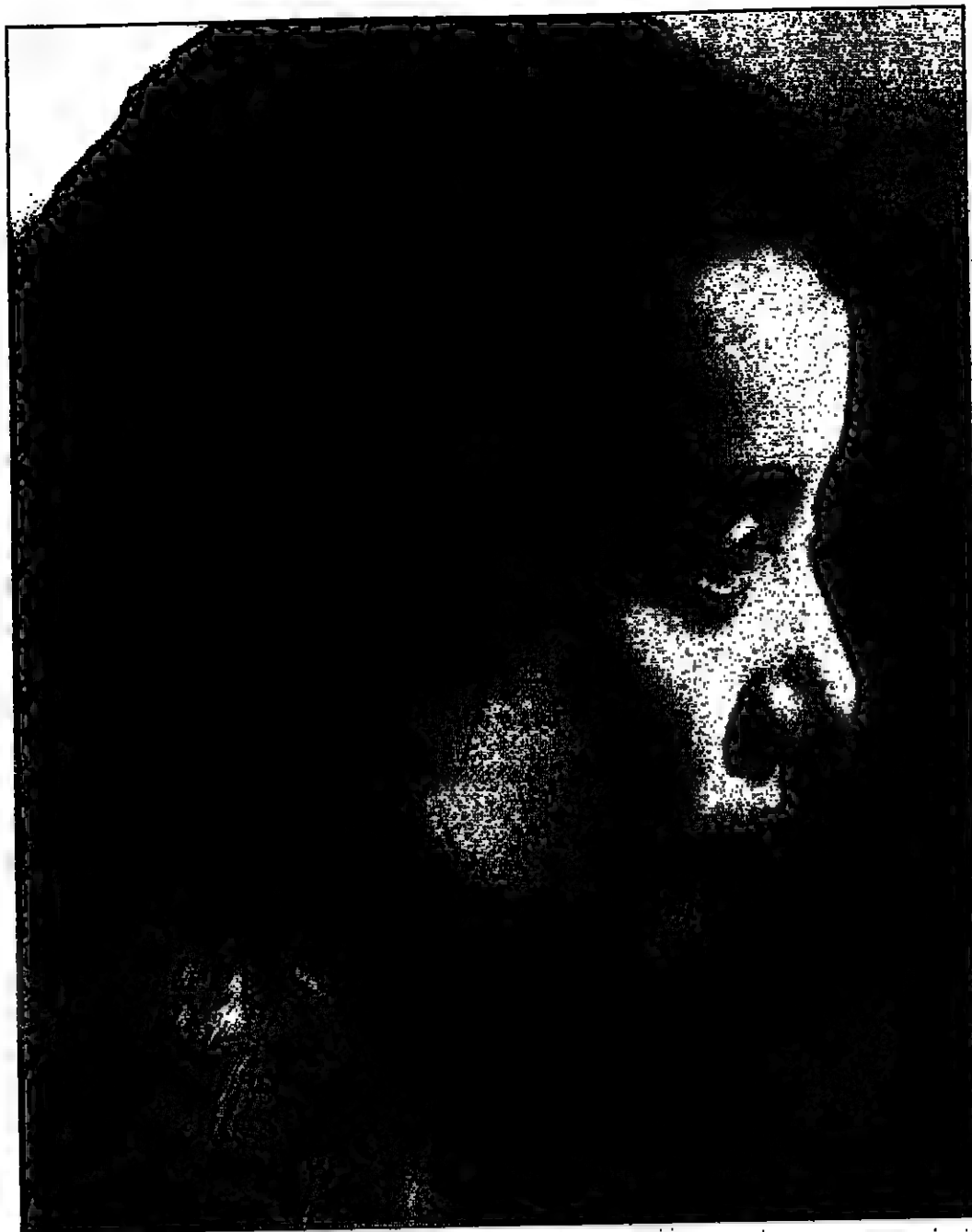
De la high society aux crassiers du Nord en crise, une vision rêvée, inventée, presque sarracène de l'Angleterre des années 30 à 45 signée Bill Brandt. Débarqué tardivement - il avait alors vingt-sept ans - dans son propre pays, il entreprend de révéler aux Anglais une image d'eux-mêmes jusqu'alors occultée.

Au Louvre le soir...

vous pouvez visiter
les collections de peinture
jusqu'à 21 h 45
les jardins (taxis Sully et
Denon en alternance)
et mercredis (en totalité).

Accès par la pyramide
Tél. : 40 20 51 51





En deux cents photographies, en majorité présentées en France pour la première fois, l'exposition organisée par la Mission du patrimoine rend hommage à trois des figures majeures qui ont marqué la photographie japonaise de l'entre-deux-guerres : Nojima, Yasui et Nakayama. Peut-être ne seront-ils plus ignorés par les historiens et autres spécialistes occidentaux.

JAPON, années 20. Sous les coups de boutoir d'artistes et d'intellectuels chaque jour plus nombreux, l'académisme vacille; l'heure n'est plus à « japoniser » presque mécaniquement. Les regards se tournent vers l'Occident, riche d'écoles nouvelles.

Le pictorialisme est de celles-là. Premier mouvement photographique qui, au début du siècle, franchit les frontières, il prône la distanciation par rapport au réel et un traitement savant et démechanisé de l'image photographique. Les pictorialistes japonais, informés par les revues et autres publications occidentales, ne se contentent pas de refaire du Kihya, du White, du Demachy, du Puyo, stars occidentales du genre. Shiotani, Fukuhara, Umesaki, autant de précurseurs nippons, savent y incorporer une approche éthérée, élégante de la nature et leur sens délicat des matières jusqu'à ce que les techniques et valeurs pictorialistes s'harmonisent avec leur culture — qu'ils ne remettaient pas fondamentalement en cause.

Pendant l'ère Taisho (1912-1926), caractérisée par la montée en puissance du Japon sur la scène mondiale

« LA PHOTOGRAPHIE JAPONAISE DE Adieu

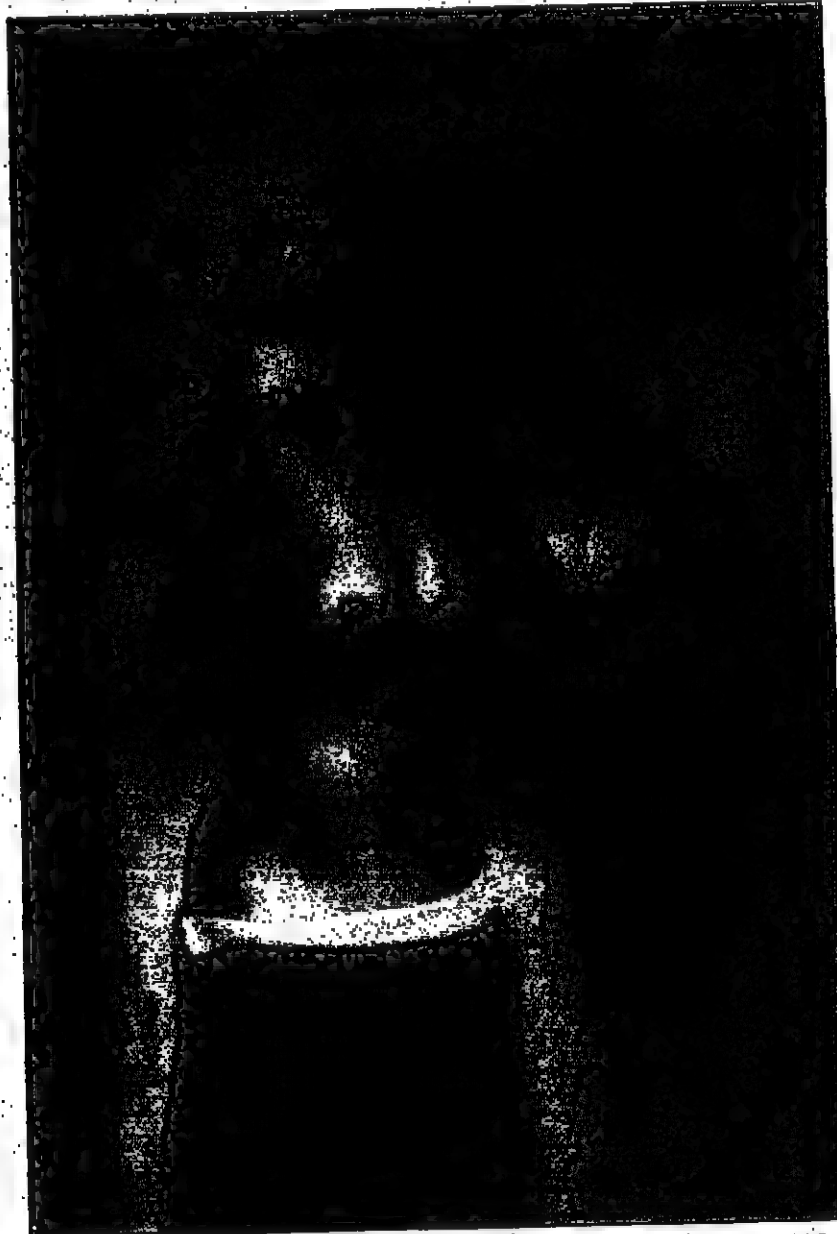
et d'importants troubles sociaux, Shiotani et ses confrères délaissent l'actualité. Plutôt que la documentation ou le témoignage, ils privilégient la rêverie, l'éclipse. A l'événement historique, précis et daté, ils préfèrent l'immuable, la permanence. Soucieux des textures et des pigments — épreuves au charbon, à la gomme bichromatée, — attentifs aux dégradés de lumière et d'ombre, ils estompent les contours, recourent à la retouche. Ils donnent libre cours à leur amour mélancolique du paysage, à leur sens subtil de l'enchantement.

Fukuhara, de passage à Saiko, sent qu'une rive ombragée pour être toutes les rives doit être suggérée plutôt que canoniquement reproduite. Nojima, mécène, éditeur et parfait praticien, sait que le mimétisme n'est pas assez distancé pour conférer au visage aimé une aura qui ne peut être qu'innuitivement perceptible.

Les émules japonais de Coburn, Steichen, Dubreuil et Kasebier, par leur gamme de gris et la légèreté de leurs contrastes, par leur propre symbolique, confirment que le pictorialisme — qui fut en Occident la résultante d'une réaction à des pratiques antérieures contestées — fut au Japon en osmose avec une tradition artistique depuis longtemps aux antipodes du réalisme trop abrupt, trop sec.

Puis, au Japon comme ailleurs, le siècle nouveau s'impose. Il devient vital pour les artistes de « renverser les idoles », de « faire voler en éclats les concepts de l'art traditionnel ». Les avant-gardes prennent d'assaut la photographie d'art dès les débuts de l'ère Showa, peu après que l'empereur Hirohito fut monté sur le trône, en 1926. La nouvelle photographie, au sortir de sa mue, prend ses aises au début des années 30, grâce surtout à Nojima et à Nakayama, grâce aussi aux clubs photographiques encore plus nombreux, actifs et influents que par le passé.

Nakayama joue un rôle capital dans l'introduction au Japon des révolutions plastiques initiées par dada,



Peintre, éditeur, mécène, Yasuzo Nojima bouscule la tradition. Influencé par les maîtres européens, il opte pour le naturalisme comme le montre, dans ces cinq photos, sa vision hardie, sans affectation, éminemment suggestive, de la femme des années 1931 à 1933.

PARIS/LE MOIS DE LA PHOTO

L'ENTRE-DEUX-GUERRES AU PALAIS DE TOKYO

kimonos

les futuristes, le Bauhaus et les surréalistes. Après avoir passé sept ans aux États-Unis, où il avait ouvert son premier studio, et séjourné en France, où il avait rencontré Foujita, Man Ray, Prampolini, Nakayama revient au pays natal en 1927, riche des idées les plus novatrices, désireux d'expérimenter à son tour les richesses de son médium de prédilection, et particulièrement le photogramme et le photomontage.

La présentation à Tokyo et à Osaka, en 1931, de l'exposition « Films und Foto », créée à Stuttgart en 1929, accélère elle-même les mutations esthétiques en terre nipponne. Dans le même temps, l'industrie photographique commence enfin à être dynamisée. Nakayama, Yasui et d'autres adeptes du modernisme multiplient plongées et vues obliques, solarisations, effets spéciaux et inédits; ils imposent le « retour à la photographie », un art qui va même s'exacerber dans la pure fantaisie, l'abstraction la plus décaillée. Il faut voir les scènes de danse et de théâtre de Nakayama, ses études de pipes et d'allumettes, ou son festival du démon.

Si Nojima commence sa carrière par des paysages inspirés du fauvisme, il épure ensuite sa vision, jusqu'à atteindre une densité parfaitement contrôlée. Ses nus magistraux des années 30, sans apprêt, sont des miracles de plénitude charnelle. Ils évitent aussi bien la joliesse séductrice que la dramatisation érotique. Dans une anthologie du nu, ils supportent la comparaison avec ceux de Stieglitz, Weston et Alvarez Bravo.

Nojima peut être d'ailleurs défini comme le Stieglitz du Japon. Il est amateur d'art au sens plein du terme, il ouvre plusieurs galeries, il soutient des créateurs de diverses disciplines et crée une revue, *Koga*, qui conforte définitivement la percée de l'avant-garde.

En dix-huit numéros publiés entre mai 1932 et décembre 1933, *Koga* devient la tribune japonaise de la photographie moderne tant par ses éditoriaux et ses traductions de textes de Moholy-Nagy et Roh que par le

choix des photographes éditées, comme Yasui et Hanaya. *Koga* voit se côtoyer tous les novateurs : partisans de la nouvelle objectivité, créateurs de vues instantanées riches de sympathie - à la façon de Strand ou de Kertész - et praticiens des expérimentations les plus fantastiques.

Nojima fait aussi des portraits, des natures mortes, des paysages. Son Japon est exempt de tous les poncifs qui en dénaturent souvent la beauté, qui en dénigrent la spiritualité. Son œuvre, à l'opposé des pratiques décoratives, est riche de matières autant que d'âme. De pareils photographes ne sont pas légion.

Fort de tous les savoirs, nourri par des revues et des expositions qui sont incontestablement stimulantes, les modernistes ont juste le temps d'échapper à l'ancien monde et de proposer quelques bribes du nouveau. Rapidement, la montée du fascisme et les pressions nationalistes mettent fin à l'expression libre, considérée évidemment comme subversive. Les créateurs qui s'étaient évadés du monde factuel pour découvrir un univers antirationaliste, doivent renoncer à leurs aventures et extases artistiques. Ils doivent rentrer dans le rang du conformisme patriotique.

Avec la guerre meurt l'euphorie qui avait sorti la photographie japonaise de ses carcans. Cette mort fut d'autant plus regrettable que les meilleurs praticiens nippons avaient su insérer les apports de Man Ray, Moholy-Nagy et Kertész dans leurs propres rêveries et fantasmagories. Ils n'auraient pas assimilé et enrichi la photographie occidentale de l'entre-deux-guerres comme ils l'ont fait si elle avait été rivée à l'instant décisif ou à une rigueur visionnaire contraire à leur sensibilité.

PIERRE BORHAN

« La photographie japonaise de l'entre-deux-guerres. Du pictorialisme au modernisme ». Présentée par la Mission du patrimoine photographique. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 16°. Du 16 novembre 1990 au 4 février 1991. Catalogue de 126 pages (86 reproductions). 200 F.



(Publicité)

La Saison de Tokyo à Paris
organisée par
la Mairie de Tokyo et la Mairie de Paris
présente

« LA PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE JAPONAISE »

au Pavillon des Arts - Porte Rambuteau
Les Halles - Terrasse Lautréamont
Paris 1^{er}

DU 11 OCTOBRE
AU 10 NOVEMBRE

et

« TOKYO : REGARDS SUR LA VILLE »

à la Mairie du 16^e
71, avenue Henri-Martin, Paris 16^e

DU 6 NOVEMBRE
AU 26 NOVEMBRE

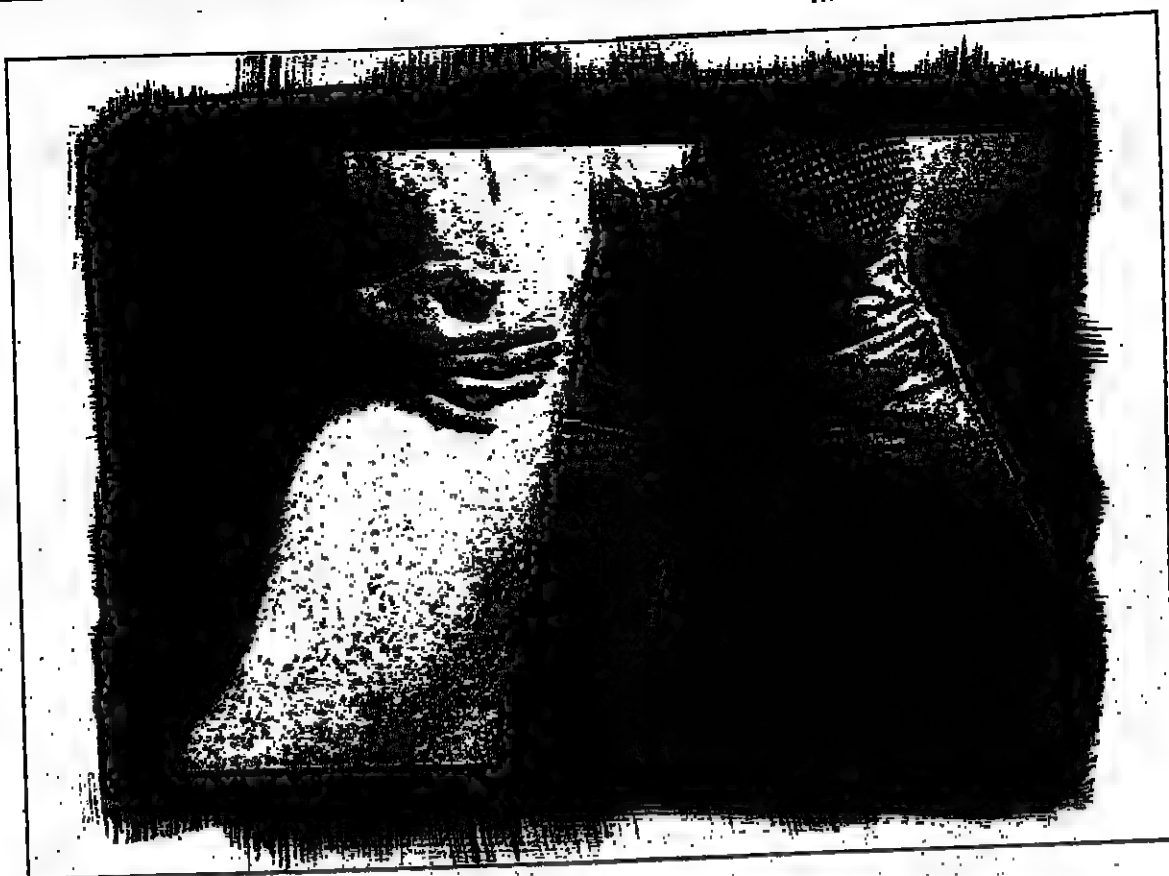
Sous la patronage de Tokyo Metropolitan
Cultural Foundation et Air France
avec la participation de Nikon



المدى

PARIS/LE MOIS DE LA PHOTO

Une jeune Espagnole, Isabelle Munoz, saisit les corps dansants à Buenos-Aires ; un jeune Parisien, Gilles Berquet, crée des « vues voyeuses », un autre, Philippe Chancel, préfère les portraits d'artistes ; un jeune Vietnamiens, Foc Kan, traque les vedettes. Quatre noms, quatre regards d'une génération sincère.



Ci-dessus :
« Le Tango »,
par
Isabelle Munoz.

Ci-contre,
à gauche :
« Mathilda May »,
lors de la première
« Une place
pour 16-26 »,
par Foc Kan.

Ci-contre,
à droite :
« Les vedettes »,
par Gilles Berquet.



IRIS/LE

Le qu...



octobre au 27 nov

17-3
L'ESPRESSO
Le Monde

PARIS/LE MOIS DE LA PHOTO

UNE GÉNÉRATION ENTRE SPECTACLE ET MYTHE

Le quatuor de la sincérité

ISABELLE MUNOZ :
Sédution, sensualité

Carmen jubilante et belle, Isabelle Muñoz naît à Barcelone le 26 février 1951. Captivée par la photo dès l'âge de treize ans, elle vit en marge du milieu photographique espagnol. Outre Lewis Carroll et Brassai, elle aime Duane Michals, Ralph Gibson et Robert Mapplethorpe, qui la séduisent par la sensualité et la plasticité de ses tirages.

En free lance, elle fait de la photo commerciale mais réalise aussi des nus féminins en studio. Elle est sensible à la beauté des procédés anciens et apprend le tirage au platinium et à l'albumine lors de stages aux États-Unis. Son premier modèle est une de ses sœurs, mais elle emploie bientôt des danseuses car « ils sont libres de leurs mouvements et perdent la conscience de leur corps ». Les couples qu'elle met en scène la mènent tout naturellement au tango. « Quand j'étais petite, je voyais danser mes parents, dit Isabelle Muñoz. C'était magnifique. Le tango est une danse très machiste. Elle est née dans la rue, puis s'est civilisée, et ce qu'on voit maintenant, c'est du tango pour touristes. Comme le flamenco, le tango est d'abord un acte de séduction.

» J'ai commencé cette série à Madrid en 1988. Puis je suis allée à Buenos-Aires et j'ai travaillé avec de vrais danseurs dans des vieux bordels et des cafés populaires où il est interdit de photographier. Ce ne sont pas des lieux pour touristes. Les gens y vont uniquement pour danser. Seuls comptent le tourbillon du vêtement et la violence du geste. Je ne cadre que des fractions de corps. Le visage n'est jamais visible. Il ne faut pas vous montrer mais garder du mystère.

» Dans un bar, il y avait une vieille pute en robe rouge, avec son gigolo. On aurait dit Madame Bijou de Brassai. Elle dansait sublimement. En la voyant, les hommes se prenaient pour Rudolph Valentino. Mon air préféré est Silvano. Je l'avais sur cassette et les couples dansaient pour moi. Lorsqu'un passage me plaisait, je figeais le mouvement. Ce n'est pas du reportage, aucune photo n'est recadrée. Il y a aussi une petite série sur les voyeurs. Ils ne me ont pas vue.

Le rapport des corps, l'énergie du mouvement, le gel du temps décomposé, produisent une chorégraphie

singulière mêlant érotisme et séduction. Ce fort moment de théâtre, accablé par la volupté du tirage, n'a encore jamais été exposé. Jean-Pierre Lambert le révèle dans un nouveau local du Marais (1).

GILLES BERQUET :
obsessions

Né à Saint-Mandé le 3 mars 1956, Gilles Berquet quitte Paris pour le Midi et entre à l'École des beaux-arts de Montpellier. Le règne de « Support-Surface » provoque la réaction de ce mordu de BD. Avec un agrandisseur, Berquet se met à photographier ses petites amies, nues, au lit, le plus souvent après avoir fait l'amour avec elles.

» Mes premières photos sont pleines de souvenirs, dit Gilles Berquet. Elles procédaient d'une obsession : fixer les gens qui passaient dans ma vie. Il y a un rapport entre la prise de vue et l'acte sexuel. Les modèles sont mes complices. J'utilise la photo par sincérité envers ce que je vois. Ce n'est pas du défilé mais une part profonde de moi-même. Voir est pour moi un acte d'amour.

Dans son appartement-studio, Berquet vit entouré d'accessoires (gaines, corsets, soutiers à très hauts talons) qu'il fabrique lui-même. Et de clichés de ses maîtres : Irving Klaw, Gjon Mili. Ses références picturales sont Mollinier, Belmer et Man Ray. « La photo sert à exprimer mes obsessions, ce que je n'ai jamais réussi en peinture.

A trente-cinq ans, Gilles Berquet a bien de la chance. Ses vues voyennes, fondées sur la décomposition du mouvement, sont présentées pour sa première exposition par Gilles Dusein, avec les Polaroids de repérage d'Helmut Newton, qu'il admire, les Prostituées de Brassai, des inédits de Mollinier et une ahurissante série du Canadien Donigan Cumming sur Nettie Harris, une octogénaire de Montréal dans un ensemble sulfureux intitulé Strip-tease de l'intime (2).

FOC KAN :
coups de coudé

» La perversion rend heureux, disait Barthes. L'idée sied à Foc Kan, né le 17 janvier 1949, au Nord-

Vietnam. Venu en France avec ses sept frères et sœurs, il est conquis par le cinéma et la BD qu'il pratique comme auteur et dessinateur. La photo, qu'il utilise pour sa documentation, devient vite son activité principale. Il a pour seules références Diane Arbus, Weegee et le magazine Photo (3).

» J'ai débuté par la nuit, dit Foc Kan. Je me baladais dans Paris et « shootais » les sans-abri couchés dans des boîtes en carton. Ce n'était pas dangereux, mais il y avait la peur. Je suis passé ensuite aux soirées privées. Je captais l'ambiance et le look des gens. Personne n'en voulait. Alors, j'ai commencé à faire du « people ». Autrement dit la « traque » des vedettes. C'est différent du « paparazzo » qui file une ou deux stars très connues. Pour le « paparazzo », la bonne photo est une photo qui se vend.

Ses premières victimes sont Orson Welles et Samuel Fuller à la Cinéma-thèque. « J'ai rarement rendez-vous. Ce ne sont pas des portraits. Je ne suis accrédité par aucun canard. Moi je me bats à coups de coudé. C'est la cohue, la compétition, le chaos pour soi. Pour Grace Jones, au Palace, je n'étais pas invité, j'ai dû passer par les cuisines. Elle était cernée de gardes du corps. Quel sport !

Foc Kan vend ses images à Globe ou à VSD. Il est indépendant et diffuse certains sujets par agences. La journée, il court au labo et dans les rédactions. Un cliché vaut 800 francs le quart de page. En dix ans, Foc Kan s'est créé un style. Il ne montre pas les gens à leur avantage. Mais il est plus ironique que méchant. Ni parasite ni « paparazzo », il se considère comme un « ouvrier spécialisé », sans garantie d'emploi. Et rêve de revenir à sa passion première : le cinéma.

PHILIPPE CHANCEL :
mercenaire des médias

Le trajet de Philippe Chancel diffère à peine de celui de Gilles Berquet et de Foc Kan. Né le 28 mars 1959 à Paris, il apprend la photo à l'âge de douze ans. Après une licence d'économie à Nanterre, il se lance, en 1981, dans le photo-journalisme, collabore brièvement à Paris Match puis reprend son indépendance et s'intéresse au milieu de l'art.

» Je n'ai pas de vraie culture photographique, dit Chancel. Mes premiers maîtres furent les reporters et les grands portraitistes américains. La technique m'a toujours passionné. J'ai abordé la mise en scène pour combler mes frustrations. L'idée de mon travail est née d'une rencontre, en 1984, avec Speedy Graphito. Tout a démarré par la rédaction d'un roman-photo en BD publié dans l'Écho des Savanes.

Dans ses portraits d'artistes, Chancel lie la spontanéité et l'appât de la photo mise en scène. Il y rajoute l'influence du clip, du rock, de la télé, de la pub, de la BD. Son style fond, pêle-mêle, Leslie Krims, Kiki ex-Picasso, Mondino, Pedro Almadovar et Greenaway. Tout à la fois portrait et référence à une œuvre souvent encore inconnue, aucune image pourtant ne ressemble à une autre.

» Je n'aime pas le mot « branché », dit Chancel. C'est l'expression d'une époque. Je suis sincère. Il ne s'agit pas d'un phénomène de mode mais d'abord d'une envie personnelle. Avec chaque artiste, c'est une rencontre amicale. On parle du projet à réaliser. En une image, j'essaie de montrer en même temps ce qu'il fait et ce qu'il est. De Combas à Di Rosa, les nouveaux petits-enfants de Duchamp forment une grande famille. Performer, stylistes, designer, vidéaste, graphiste ou graffeur, ils incarnent la « génération business » sapée, zappante, médiatique, gérant bien ses intérêts. Sous son air déluré, l'ensemble est plus classique qu'il n'y paraît. Chancel lui-même ne nie pas la filiation de Brassai ou du regretté Hans Namuth. Hésitant entre le magazine et le musée, les 60 cibachromes géants de ce « mercenaire des médias » sont « installés » dans un dispositif sophistiqué à l'Espace Emergence (4).

P. R.

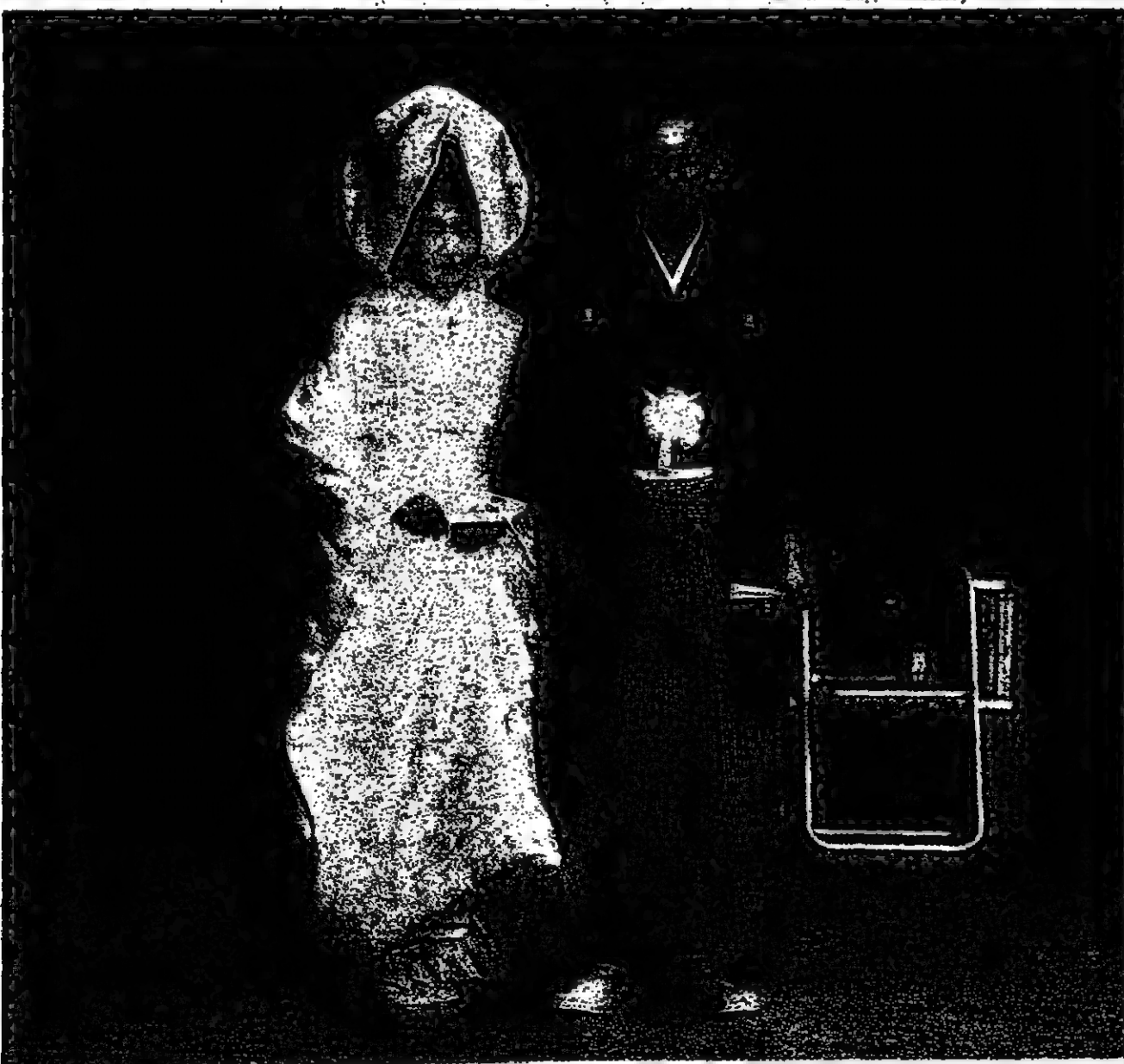
(1) Isabelle Muñoz, *Tango*, présenté par Jean-Pierre Lambert. Cour Intérieure, 109, boulevard Beaumarchais, 9^e. Du 7 novembre au 6 décembre.

(2) Gilles Berquet, *Strip-tease*. Galerie Urbi et Orbi 48, rue de Turin, 9^e. Du 13 novembre au 6 décembre.

(3) Foc Kan, *Paris show-biz*, la société du spectacle. Closier des Lilas 17, boulevard du Montparnasse, 6^e. Jusqu'au 30 novembre.

(4) Philippe Chancel, *l'Art éclairé*. Espace Emergence, 16, rue du Faubourg-Montmartre, 9^e. Du 10 novembre au 8 décembre.

(Publicité)



du 18 octobre au 27 novembre 1990

Exposition réalisée par les AGF avec le concours de Fuji et Central Color
Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 8 h30 à 17 h30 87, rue de Richelieu 75002 Paris

L'ESPACE AGF

PRÉSENTE

JEAN-MICHEL VOGÉ

" DES JAPONAIS "

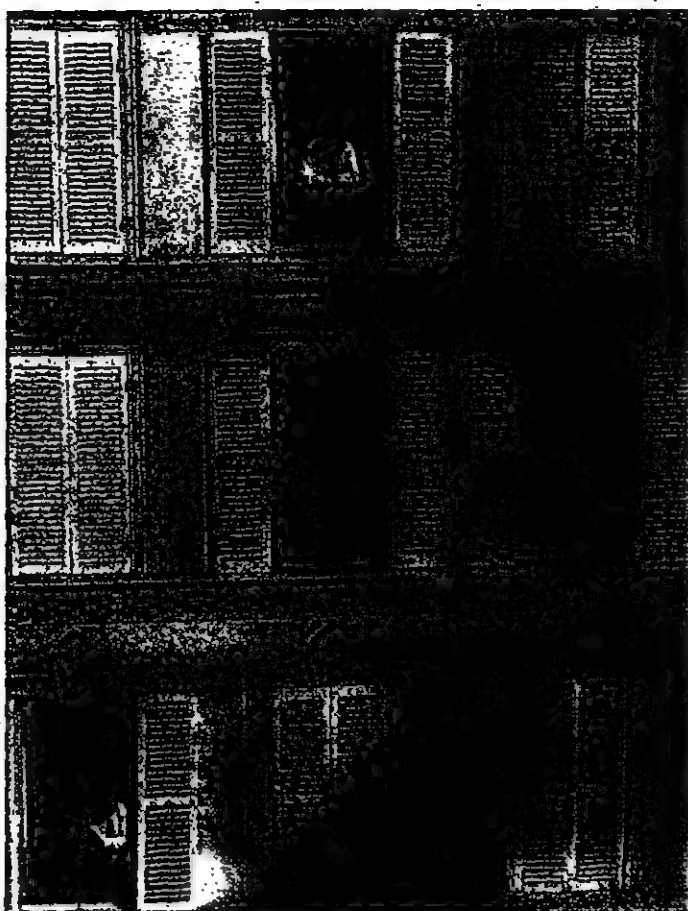


assurances



PHOTOS EDOUARD BOUBAT

« Maubert, 1952 ».



« Quartier latin, mai 1968 ».



« Jardin du Luxembourg, 1952 ».

RENCONTRE AVEC EDOUARD BOUBAT, REÇU PAR LE MUSÉE CARNAVALET

Le piéton de Paname

Paris a changé, sauf la Seine. Et Edouard Boubat. Voilà quarante ans qu'il parcourt la capitale, entre deux voyages, pour y débiter une vieille dame, un enfant sur les toits, ou la pluie, en manteau du soir. Explications humanistes, d'un poète amoureux de la lumière.

« **A**VEC sa minceur et son nez de héron timide marchant sur du verglas », comme l'écrivait Jacques-Henri Lartigue en 1982 dans son *Journal*, Edouard Boubat est trop souvent décrit comme un humaniste naïf ou un mystique contemplatif alors qu'il est avant tout un esprit éveillé, un reporter de la proximité, toujours en quête du bonheur simple.

Entre deux voyages, Paris a été bien plus qu'une escale pour ce voyant d'un autre monde, apte à franchir des milliers de kilomètres pour saisir un visage. Ce fut son port d'attache, où il flânait « comme un bouchon sur la vague », avec grâce, sans rendez-vous. Réceptif au hasard, étonnamment fidèle à lui-même, il y croise depuis quarante ans un monde pittoresque, tendre ou insolite que baigne la lumière.

En promenade autour de chez lui, Boubat regarde en l'air, fait quatre pas dans les nuages, et poursuit son chemin. A travers le Paris des bistrotiers, des soirs de pluie, des vieilles dames tristes, mais aussi des gavroches dansant sur les toits à Ménilmontant, il exalte, sans excès d'anecdotes, sa faculté de comprendre et de s'émerveiller.

« De Saint-Ouen au pont des Arts, vous avez parcouru la capitale de long en large. Paris est pour vous une équipée, une odyssée. Quels rapports entretenez-vous avec cette ville où vous êtes né en 1913 ? »

— Enfant, je jouais dans la rue. Nous habitions à Montmartre, rue Cyrano-de-Bergerac. C'était une curieuse rue. Elle s'achevait par un escalier en fer qui montait vers le ciel. En haut, il y avait un studio de cinéma. Cela me fascinait. Je rêvais d'entrer dans ce lieu magique. Par chance, mon meilleur copain était le fils du gardien du studio. J'ai ainsi découvert un décor qui était comme le prolongement de la rue. Cette sensation d'émerveillement ne m'a jamais quitté. Tout était si lié qu'en continuant nos jeux nous avons même figuré dans un film.

— Paris a-t-il beaucoup changé ?

— Tout a changé. L'ancien Paris des films de Carné n'existe plus. L'atmosphère a disparu. Mais il reste la Seine. Elle n'est jamais la même. Et les rencontres sont toujours possibles. La photo est un métier de rencontres. C'est ce qui la différencie de la peinture. Par tempérament je suis plutôt un sauvage. Je suis fait pour être seul. Mais j'ai besoin des autres. Un photographe seul ne peut rien faire. Cela dit, il n'y a pas que Paris qui change. La France a bien bougé aussi. Et l'Inde et le Japon. C'était bouleversant de découvrir l'Espagne et le Portugal dans les années 50.

— Vous avez beaucoup voyagé tout au long de votre vie. Quand avez-vous fait toutes ces photos sur Paris ?

— Durant vingt ans, j'ai visité le monde pour *Réalités*. J'ai été partout voir ce qu'on ne voyait pas. Mais je ne suis pas un promeneur professionnel. Je n'ai jamais eu envie de vivre ailleurs. Paris est mon berceau. J'adore les arbres, la nature. Mais ma vraie vie est à Paris. La plupart des photos ont été faites pour le plaisir. Avec un petit appareil portable. Je me

balade. Je photographie sans but. Je passe comme un chat. Le plus souvent les gens ne me voient pas. Je remets volontiers mes pas dans mes pas, comme Atget. C'est notre père à tous.

— Tout m'attire. J'aime par-dessus tout la lumière d'Ile-de-France, qui est toujours changeante. C'est une des grandes joies de ma vie. La photo offre une liberté totale. Je laisse faire les choses. Lorsqu'elles arrivent, on est traversé par elles. Rien ne vaut le bonheur de l'instant. Ma démarche a toujours été celle d'un poète. Un ami américain m'a dit : « A Paris, on a des souvenirs partout. » Et c'est vrai pour moi aussi.

— Votre premier reportage pour *Réalités* en 1951 était consacré aux « petits artisans de Paris ».

— C'est comme ça que j'ai débuté à vingt-huit ans. Il y avait déjà la nostalgie des choses qui disparaissent. Le temps joue un rôle essentiel. Dans le catalogue de Carnavalet, j'ai écrit un petit texte intitulé *la Sortie du temps*. Je suis comme tout le monde, pressé par le temps. Mais il y en a de deux sortes. Il y a le temps réel qui nous étreint. Et il y a ces instants sublimes où on est saisi par quelque chose de plus intérieur. C'est ce que j'appelle la sortie du temps. C'est un mystère et un des attraits de la photo.

— Regardez ce portrait des deux petites filles en tablier. Il date de 1952. Depuis, elles ont grandi. L'eau a filé sous les ponts. L'autre jour, je passe place Maubert. J'avais pris des photos le dimanche et j'étais impatient de les voir au labo. Une dame bon chic bon genre m'accoste : « C'est bien vous qui avez photographié ces deux petites filles ? » Je dis oui, c'était en 1952. Elle rétorque : « Et bien, c'était devant ma boutique d'antiquités. Une des petites filles est devenue Miss France et ensuite clocharde. » Est-ce vrai ? Est-ce la même ? Et de laquelle des deux petites filles s'agit-il ? En une seconde, le passé avait resurgi sur ma route. Mais il est revenu aussi pour les deux petites filles. L'image les ramène en arrière. Elles se revoient dans leur petit tablier blanc. Pourtant la photo n'a duré qu'une seconde. Et elles ont continué à jouer aussitôt après. C'est ça la photo. Juste un instant. Un entre-deux dérobé à la continuité du temps.

— Ce que vous décrivez là, c'est au fond votre conception de la photographie.

— On est happé par son sujet. Pour faire cette photo, je n'ai rien eu à faire. Mais dans ce « rien », tout est compliqué. Une photo, c'est fulgurant. On ne peut pas se reprendre. C'est l'élan qui compte. Il faut réussir d'un seul coup. Bien sûr, on peut faire plusieurs prises. Mais il n'y a qu'une fois où tout se tient. Les deux fillettes n'ont pas posé. Elles se sont « posées » devant moi, comme deux moineaux. Tout a disparu maintenant. Seul reste cet instant où elles se sont arrêtées. Je considère la photo comme un don. C'est un cadeau tombé du ciel. Il faut seulement savoir le recevoir. Et être là au bon moment. Le miracle ne se répète pas tous les jours. On ne rencontre qu'une fois la femme de sa vie.

— Vous dites que « le monde s'use, les clichés s'essent, notre regard, lui, ne s'use pas ». Comment préservez-vous, malgré les ans, cette partie d'innocence et d'étonnement ?

— J'attends toujours la photo à venir. Chaque regard est notre premier regard et je voudrais que chaque photo soit ma première photo. On dit que je suis un rêveur. Je connais surtout la fragilité de la vie. J'ai vu la solitude et la misère. J'ai été au Vietnam. Voyez Van Gogh. Même dans la pire détresse, il ouvre la fenêtre et regarde le soleil. La télévision nous abreuve de malheurs du matin au soir. Je pense que chaque jour il y a au moins une belle chose à voir. Je dirais que pour chaque homme, dans chaque jour qui passe, il y a quelques instants de clarté. Cela ne veut pas dire que j'ignore le reste. Bien au contraire.

— L'exposition comporte plus de cent vues de Paris, de 1946 à nos jours. Incitent-elles à vous redécouvrir ?

— En fouillant mes archives, j'ai retrouvé des photos que je n'avais pas tirées. Il y a aussi des vues récentes. Quand j'ai débuté en 1951, la photographie était une aventure. Et cela reste l'aventure de ma vie. Tout mon travail est autobiographique. J'ai connu tous les gens que je montre. Quelquefois seulement dix minutes. Et parfois des années. Je ne suis pas à côté de mes images. Je me trouve dedans, tout en m'effaçant. Et plus on s'efface, plus on apparaît.

— J'aimerais dire ceci : la photo est un art pauvre. Il suffit d'un filin, d'un appareil qui marche. Une photo n'est qu'un petit bout de papier. On prend ce qu'il y a devant soi. En peinture, il y a le cadre, le format. Une toile c'est grand. Et unique. Mais je n'ai pas honte d'être photographe. Beaucoup de mes confrères auraient voulu être peintres. J'aime la peinture et je la connais. Mais mon amour de la peinture ne me donne pas honte d'être photographe. Grâce à la photographie, j'ai voyagé partout. J'ai vu des gens. Chacun m'a apporté quelque chose. Ce qui m'appartient appartient aussi aux autres. Toutes ces photos des années 50 ou 60, heureusement que nous les avons faites. Elles n'intéressaient personne à l'époque. On ne se souciait pas de ce qui allait disparaître. Aujourd'hui, elles resurgissent sur une affiche, une carte postale, dans une exposition. C'est comme une résurrection. Comment dire ? Une exhumation. C'est un beau mot.

Propos recueillis par PATRICK ROEGERS

* *Le Paris de Boubat, de 1946 à nos jours*. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 3^e. Du 6 novembre au 6 janvier 1991. Nocturne le jeudi jusqu'à 20 heures. Le catalogue rassemble des textes de François Cavanna et de Françoise Reynaud, 122 illustrations, 140 pages, 255 F.

Mois de la Photo

IMAGES INVENTÉES
80 pages
Prix : 140 F
Coédition Paris-Musées,
Société des Amis du
Musée d'Art moderne
et Paris Audiovisuel
Exposition au Musée
d'Art moderne
de la Ville de Paris
du 17 novembre 90
au 3 février 91

LE PARIS DE BOUBAT
140 pages
Prix : 255 F (relié)
205 F (broché)
Coédition
Paris-Musées et
Paris Audiovisuel
Exposition
au Musée Carnavalet
du 6 novembre 90
au 3 février 91

LEWIS HINE
128 pages
Prix : 195 F
Coédition
Paris-Musées et
Paris Audiovisuel
Exposition
au Musée Carnavalet
du 6 novembre 90
au 6 janvier 91

**NADAR, CARICATURES
ET PHOTOGRAPHIES**
160 pages
Prix : 175 F
Exposition
à la Maison de Balzac
du 14 novembre 90
au 17 février 91



Paris-Musées éditeur et diffuseur des publications liées aux musées de la Ville de Paris

SPECTACLES
NOUVEAUX

Andromaque

de Racine, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Doris Vindret, Julien Piana, Dominique Tarranet et Sophie Guéron.

Oreste aime Hermione, qui aime Pyrrhus, qui aime Andromaque qui aime son fils. Un « classique du programme » pendant les petites vacances de novembre. Centrale-théâtre, 2, av. Sully-Prud'homme, 52000 Châtellain-Malabry. A partir du 5 novembre. Les lundis, jeudis, vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 46-93-70-00. 30 F et 40 F.

Anna Paula Talia

de Marie Bellour, mise en scène de Guillaume Morel, avec Valérie Adani et Guillaume Morel.

Une mère, une actrice, une vieille fille, racontent leur expérience de la vie. Amour maternel, sexe, déchirements, mort. Amour tout court. Arane, 168, rue Saint-Maur, 11^e. A partir du 5 novembre. Les mardis, mercredis, vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 43-39-19-70. 60 F et 80 F.

Colles

de Jean-Yves Ploy, d'après les interviews de Maria Colles, mise en scène de Dominique Lardinois, avec Elizabeth Macquon.

Voir notre photo légende ci-contre. Théâtre d'Aubervilliers Groupe Tse, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 6 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-34-67-67. De 80 F à 110 F.

Le Cerceau

de Victor Slavkine, mise en scène de Claude Régy, avec Yveline Allard, Jean-Dominique Chatain, Mikoud Khent, Michel Lonsdale, direction de la musique Martine Vard, Piano François Martin et intermédiaire café-concert : Olivier Denicot.

C'est invité par le Festival d'automne que le metteur en scène soviétique Vassiliev faisait découvrir cette histoire d'intellectuels quadragénaires rêvant d'évasion géographique et d'amour. Par la force des comédiens il renouvelait un thème pourtant galvaudé. C'est encore le Festival d'automne qui parvint à la version française de Claude Régy.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 6 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-21-18-61. De 90 F à 120 F.

Chatterton

d'Alfred de Vigny, mise en scène de Jacques Destoop, avec Emmanuel Deschamps, Virginie Billecoux, Marc Cassot, Daniel Sauty.

Le poète rejeté par la bourgeoisie. Un mélodrame dans le style des romantiques allemands et, comme chez eux, à la limite des excès parodiques. Nouveau Théâtre Moutetard, 73, rue Moutetard, 5. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-33-43-00. 70 F et 110 F.

Fen

de Caryl Churchill, mise en scène de Paul Gohu, avec Diane Calais, Claude Decolles, et Catherine Thiebaud.

Portrait en couleurs vives, truculentes et violentes d'un monde paysan devenu quasi anachronique. Ammandiers de Paris, 110, rue des Amandiers, 20. A partir du 2 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-68-42-17. De 40 F à 80 F.

L'idée fixe

de Paul Valéry, mise en scène de Bernard Murat, avec Pierre André et Bernard Murat.

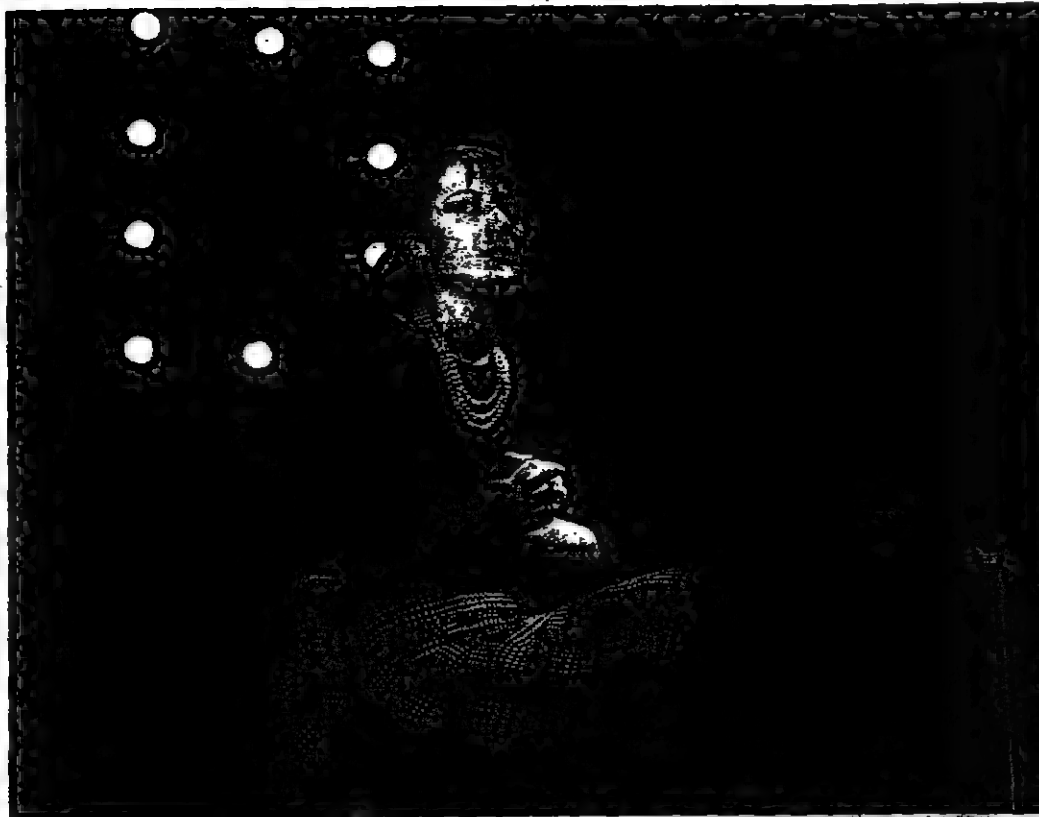
Reprise du dialogue ironico-philosophique entre un penseur amoureux et un médecin désabusé, qui agitent les grands mystères du désir et de la raison.

Théâtre Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, 17. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. De 100 F à 220 F.

La Nuit de Mino Ludenas

de Copi, mise en scène de Michel Pignatelli, avec Nathalie Desmard, Jean-Claude Dumey, Pierre Giraud, Laurent Narsing et Lionel Finet.

Copi a créé la dame assise. Madame Lucienne, c'est autre chose : elle est bloquée dans son fauteuil roulant. Mais c'est toujours l'univers absurde de Copi, les abîmes



vertigineux de son humour, de l'amour qu'il a de l'humain.

Théâtre de la Main-d'Or-Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11. A partir du 5 novembre. Du lundi au samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-06-67-69. Durée : 1 h 30. 75 F et 110 F.

Pour en finir avec le jugement de Dieu

d'après Antonin Artaud, avec Valérie Pournes, Remy Bénéteau, Dominique Casary, Mathieu Sauvage (percussions), Guy Bordenave (percussions) et Catherine Coriol (voix).

C'était Artaud vivant ses mots comme un Christ torturé, c'était l'éclair de ses yeux, et la profération passionnelle de sa révolte. C'est son plus beau texte. Roseau-Théâtre, 12, rue du Renard, 4. A partir du 2 novembre. Du mardi au samedi à 21 h 15. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 42-71-30-20. Durée : 1 h 15. De 50 F à 100 F.

La Profecía

de Manuel Corleto, mise en scène de Jean-Yves Pignatelli, avec vingt comédiens et quatre musiciens gaudiens.

La conquête du Guatemala par les Espagnols, en paroles et musiques.

La Robe verte

de Tewfik el-Hakim, mise en scène d'Hervé Dubouché, avec Denise Gence, Gilles Segal, Pierre Tabard, Abdou Fomou, Lila Pélissier, Yves Granger et Michel Estier.

Liens-Théâtre, 22, rue du Châlevert, 13. A partir du 6 novembre. Du lundi au dimanche à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 45-86-58-63. 70 F et 100 F.

Bérénice

de Jean Racine, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Nathalie Bell, Jean-François Stedier, Jean-Baptiste Maistre, Agnès van Marck, Michel Peyronel, Bernard Bloch et Olivier Dautrey.

« Que le jour reconnoisse et que le jour finisse, sans que jamais l'un puisse voir Bérénice. » Jamais, peut-être, les vers de Racine n'auront été si beaux, si purs pour nous les incertitudes de l'amour et du pouvoir, la violence et puis la soumission, blessée d'une reine. Jamais, sans doute, une comédienne, Nathalie Bell, n'aura fait verser tant de larmes.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardis, mercredis, vendredis et samedis à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. De 55 F à 130 F.

Les Clowras de Leningrad

avec Lancel.

Parodiée et mimée par la troupe Lancel, la vie bouillonnante d'émotion et de burlesque. Il n'est d'ailleurs nullement question de spectacle, mais d'une fête, détonante. Ramaleigh, 5, rue des Vignes, 16. Les mardis, vendredis et samedis à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-44-44. De 60 F à 150 F.

Les Enfants Tanneur

de Robert Walser, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Desmarie, Marie Guitier, Jérôme Michaud, Michel Raskine, Christian Ruch, Yvette Thébaud et David Witzlow.

Le théâtre à l'état pur, qui

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

Maison des arts, place Sedon-Alfred, 94000 Créteil. A partir du 2 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-80-18-88. 90 F et 110 F.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

l'histoire se passe en Egypte, dans la banlieue du Caire, et c'est la vie d'une femme qui pense sans cesse à un enfant qu'elle aurait pu avoir. Un jour, elle disparaît. C'est alors que commence la pièce et que l'histoire se reconstruit au fil d'une enquête. La première œuvre jouée en France du plus grand auteur égyptien.

de la garde, la comédie un peu lourde actuellement à l'affiche à la Comédie des Champs-Élysées.

Cartouche-Théâtre de la Tempête, tous les Champs-Élysées, 125. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-28-38-36. Durée : 1 h 30. De 45 F à 100 F.

Leve Letters

de A.-J. Garney, mise en scène de Lina Schindler, avec Anouk Aimée et Bruno Cremer.

On les regarde et on les aime, Anouk Aimée et Bruno Cremer, qui retrouvent les fragments de leur vie, font, rebâtissent leurs lettres, avant de comprendre trop tard qu'ils n'étaient que des serments d'amour.

Marigny (Paris), carré Marigny, 18. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-25-20-74. Durée : 1 h 30. 150 F et 220 F.

Marcel Marceau

avec Marcel Marceau, Blanche de Barle, Jean-Luc Gémiche, K. Scott Malcolin, Rodolphe Nossé et Fanny Peretti.

L'homme blanc qui suit transformé en espace noir en jardin public coloré, un gentil panin en pickpocket aux mille doigts, présente de nouvelles créations. Il se cogne dans un labyrinthe, passe aux aveux ou se noie dans un cabinet bathylique. Sans piper mot, toujours. Pourquoi changer un langage universel ? Gymnase Marie-Bell, 38, bd Borne-Nouvelle, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-48-79-79. Durée : 2 heures. De 70 F à 220 F.

Partage de midi

de Paul Claudel, mise en scène de Edouard Groussier, avec Nicole Garcia, Jean-Pierre Marielle, Didier Sandre et François Berland.

Interpréter les sœurs tourmentées de Paul Claudel offre des rôles magnifiques à des comédiens. Didier Sandre est le plus formidable de tous, aventurier troublant, une nuit sur la mer de Chine. Ateliers, 1, place Charles-Dullin, 19. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-08-43-24. Durée : 2 h 30. De 120 F à 240 F.

Phédre

de Sébaste, mise en scène de Daisy Amias, avec Jany Gastaldi, Bruno Sermonne, Michel Knoff, Alain Mico et Evelyn Istia.

La Phédre de Sébaste est beaucoup plus brutale, enfervée que sa petite sœur racinienne, car le le désir y est omniprésent, tendu. La mise en scène abrupte de Daisy Amias, et Jany Gastaldi, magnifique, tout naturelle.

Théâtre Gérard-Philpe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Pièce sans titre

de Federico Garcia-Lorca, mise en scène de Luis Pasquel, avec Anne Alvaro, Redjep Mitrovic, Mehmet Umay, Grégoire Ostermann, et S.-D. Berek.

Tout commence dans le confort d'une répétition du Songe d'une nuit d'été, tout s'achève dans la poussière et le malaise. Entre-temps, le metteur en scène a rallié le camp de la réalité, la vérité, le théâtre, l'incarnation du mensonge. Dehors, la guerre civile fait trembler les murs de l'Odéon. Grâce à la force lumineuse de Redjep Mitrovic, tout passe, même l'idéologie naïve de cette pièce écrite d'un seul trait par Federico Garcia-Lorca, comme un bœuf blanc.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Chaudet, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 heure. De 28 F à 145 F.

Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage

de Jules Renard, mise en scène de Bernard Murat, avec Anny Duperey et Bernard Giraudeau.

Certains se séparent parce qu'ils s'aiment trop, parce qu'ils ont peur du bonheur ; d'autres parce qu'ils se sont assez vus. Confortablement installés dans les pantoufles de Jules Renard, Anny Duperey et Bernard Giraudeau dissolvent poliment sur le thème de la rupture tout en douceur.

Edouard-VII-Sacha Guitry, 10, place Edouard-VII, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-42-53-82. Durée : 1 h 45. De 80 F à 250 F.

Platonov

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Georges Lavaurs, avec Sylvie Orlet, Marc Bettan, Annie Parat, Charles Schmitt, David Bazzani, et Jean-Philippe Salda.

Amertume abrupte et traits grotesques éclaircissent déjà la première pièce de Tchekhov. Georges Lavaurs, le soufisme avec beaucoup de style, de précision, d'élan de vie immédiate. Les comédiens, intelligents et forts, cyniques mais fragiles, fascinent si le spectateur admet que toute l'apparence slave de Platonov a été résolument écartée.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Les mardis, mercredis, vendredis et samedis à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 75 F à 120 F.

Théâtre équestre Zingaro

avec vingt-quatre acteurs, musiciens, cavaliers, danseurs, chanteurs, acrobates, jongleurs, clowns, etc.

Les voilà à nouveau dans leur caravane de bois. Musiques, trébuchets, cosques, charrettes ornées, portant mille bougies traînant par des bords placides sur leurs fardes, orgue, cloche, vin chaud servi par des valets blêmes, galopades effrénées des chevaux qui se cabrent, et dansent, et s'aiment. Et qui, acteurs magnifiquement savages, jouent avec les cavaliers, secouant leurs crinières, hissant, voler le table.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaures, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-78-75-00. De 100 F à 200 F.

Tonkin-Alger

d'Engene Datt, mise en scène de Charles Lorrain, avec Cécile Bachès, François Clavier, Didier Kersaudy, et Serge Valenti.

Il va falloir partir rejoindre le contingent en Algérie. En attendant, une bande folle de gamins qui veulent échapper à tout prix au béton, à la grisaille. En attendant, la vie continue : les filles, la jalousie, la rupture. Dans le gris omniprésent du décor, les acteurs jouent le souvenir de la peur, ces moments d'attente où tout peut basculer. C'est là le charme rare du spectacle.

Jardin d'hiver, cité Véro, 94, boulevard de Cléry, 18. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 16 heures. Tél. : 42-82-99-48. Durée : 1 h 20. 75 F et 95 F.

La sélection Théâtre à 45€ établie par : Colette Godard et Bénédicte Mathien

TGP

Phédre
mise en scène Daisy Amias
Envoutant - Télérama

Le miracle des roses
TAU 17 NOVEMBRE
Généralia Tazayès
42 43 17 17

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

THEATRE AU
CENTRE CULTUREL SUISSE
SCHAUSPIELHAUS ZÜRICH
présente

DER KONTRABASS
de Patrick SÜSKIND
avec Hubert KRONLACHNER
mise en scène : Gerd Heinz
décor : Wolfgang Mal

VENDREDI 2
ET SAMEDI 3 NOVEMBRE 90
20 H 30
REPRESENTATIONS EN ALLEMAND
ENTREE LIBRE
RUE RESERVATION : 42 71 36 38
38, RUE DES FRANCS-BOURGEOIS
(AU FOND DU PASSAGE) PARIS 3^e

représentation du soir 20h

LE CERCEAU

Slavkine • Régy
Création

THEATRE

NANTERRE
du 6 novembre
au 16 décembre 1990
Tél. : 47 21 18 61
ou 3 FNAC

AMANDIERS

GUIDE/MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Mercredi 31 octobre

Bach
Sonates et Partitas

Ysaïe
Sonates pour violon seul

Prokofiev
Sonates pour violon

Ben Haim
Sonate pour violon

Shlomo Mintz (violin)

Voir notre photo légende ci-contre.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 120 F à 180 F. Jusqu'au 8 novembre.

Haydn
Symphonie « Funèbre »

Prokofiev
Roméo et Juliette

Orchestre national de l'Opéra de Paris, Myung-whun Chung (direction).

L'orchestre de l'Opéra-Bastille n'a pas encore dans la fosse qu'il en sort déjà. Du temps où il officiait à Garnier, l'Orchestre de l'Opéra de Paris avait la réputation justifiée d'être le meilleur orchestre français. Vu l'état du National dont Jacques Loupachou a écrit ce qu'il fallait en penser à la veille de sa reprise en main par Charles Dutoit (le Monde du 13 septembre), va les curieux choix qui émaillent la programmation de l'Orchestre de Paris, il y a effectivement une place à conquérir.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-18. De 50 F à 220 F.

Vendredi 2 novembre

Beethoven
« Grande Fugue »

Concerto pour piano n° 2

Mitsuko Uchida (piano), English Chamber Orchestra, Jeffrey Tate (direction).

La pianiste Mitsuko Uchida a-t-elle été choisie par sa maison de disques parce que son talent dépasse au égal celui de ses collègues d'âge avancé, ou pour des raisons de marketing ? D'origine japonaise, éduquée en Europe, cette jeune femme serait, en effet, la première pianiste originaire de ce pays à faire une grande carrière internationale.

Ses premiers disques (une intégrale des sonates et quelques concertos de Mozart, les Sonates op. 33 et 38 de Chopin, les Études de Debussy) son premier récital à la Maison de la radio, il y a trois ou quatre ans, n'ont pas laissé de souvenirs impérissables. Mitsuko Uchida a, certes, de bons doigts, mais ses interprétations sont apparues trop dénuées d'invention et de présence musicale pour être vraiment dignes d'un tel battage publicitaire. Pour être juste, il faut noter que les avis divergent et que certains musiciens voient en elle la plus formidable interprète de Mozart de notre temps. C'est l'avis de Jeffrey Tate, qui la dirige dans une intégrale des concertos de Beethoven au Châtelet. Rendez-vous donc les 2 et 3 novembre.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 275 F.

Samedi 3

Beethoven
Quatuor à cordes n° 11,

transcrit par Mahler

Concerto pour piano n° 3

Symphonie n° 1

Mitsuko Uchida (piano), English Chamber Orchestra, Jeffrey Tate (direction).

Lire ci-dessus.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 275 F.

Lully
Petits Motets

Jill Feldman, Susan Le Blanc, Guillemette Laurens (soprano), Simon Meyerick (ténor), Bruno Cocset (basse de violon), Elisabeth Joyé (orgue).

Lully revient en force après l'extinction d'Aix par Christie/Villégier/Carchetier. Est-ce à dire que toute sa musique présente un

grand intérêt autre qu'historique ? Lully n'est pas Rameau. Son harmonie parfois trop simple, sa propension à abuser de l'hémorythmie, sa grandiloquence n'ont pas toujours de quoi séduire l'attention de bout en bout.

Versailles. Chapelle royale du château, 17 h 30. Tél. : 39-48-24. 40 F.

Lundi 5

Chopin
Quatre Ballades

Liszt
Rhapsodie hongroise n° 12

Rachmaninov
Sonate pour piano n° 2

Cécile Ousset (piano).

Cécile Ousset est française. Sa carrière qui se déroule essentiellement en Grande-Bretagne et aux États-Unis (à une époque, elle a beaucoup joué et enregistré dans l'ex-RDA) ne la laisse pas devenir, c'est une pianiste au jeu clair, à la virtuosité sans complexe. Sa sonorité est parfois un peu crue, sa virtuosité extérieure, mais son approche musicale est suffisamment réfléchie pour qu'elle puisse s'engouffrer d'avoir enregistré une excellente interprétation du Deuxième Concerto pour piano et orchestre de Brahms (Accord-Musidisc) et une version, en son temps recommandée, de l'intégrale des variations de Beethoven (IPG suppléments). Elle enregistre dorénavant chez EMI-London un répertoire qui lui va encore mieux : Ravel (Miros), Puccini et les autres (Miros), Puccini et les autres (Miros), Puccini et les autres (Miros).

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 130 F.

Mozart
Symphonies KV 45 et 41,

Symphonie n° 34

Amsterdam Baroque Orchestra, Ton Koopman (direction).

Claveciniste débordant d'imagination (au point qu'il en donne parfois le tour), Ton Koopman dirige avec la même attention portée aux détails, la même rythmique nerveuse et dansante. Dire que cela convient bien au Requiem de Mozart (il vient d'en publier, chez Erato, un enregistrement tellement débarrassé de pathos romantique qu'il en devient presque giller) serait beaucoup dire, mais la publication des symphonies qu'il a entrepris pour le même éditeur, est, en revanche, un bonheur de chaque instant. Le concert prend place au Théâtre des Champs-Élysées, tant mieux. Son acoustique un peu sèche, son subtil cabage, ne sont pas loin d'être idéaux pour ce répertoire.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 260 F.

Mardi 6

Rossini
Sonate

Vivendi-Bach

Guillevin

Tocatas, concerto et sonates

Moussorgski
Tableaux d'une exposition

Jean Guillou (orgue).

Sur son orgue flamboyant neuf, ruisselant comme un bolide de course, Jean Guillou interprète un programme virtuose, comme il le aime. Et la musique dans tout ça ?

Église Saint-Eustache, 20 h 15. Tél. : 42-25-67-07. Location Free, Perceval, Virgin Megastore. De 100 F à 250 F.

Mendelssohn
Brahms

Ravel

Rosini

Copland

Mémoires et Lieder

Arleen Auger (soprano), Roger Vignoles (piano).

L'Auditorium des Halles - et la Salle Gaveau - sont des lieux faits pour la musique de chambre, le récital ou la



Shlomo Mintz

Le 2 novembre, Palais de la musique et des congrès, 20 h 30. Tél. : 88-32-43-10. Location. De 80 F à 140 F.

JAZZ

N'Guyen Lê et J.-F. Jenny-Clark

Un guitariste est né. Depuis l'ONJ, version Antoine Hervé, N'Guyen Lê est bien repéré. Chaleureux, lyrique, inventif. Plus un style étonnant qui plaît. Avec l'éblouissant bassiste J.-F. Jenny-Clark, il forme un duo qu'il convient de voir tout de suite. Les guitaristes sont les premiers intéressés (pour la technique), les mélomanes aussi (pour l'invention), et tous ceux qui détestent être en retard d'un mètre.

Jusqu'au 2 novembre au Sunset, 22 heures. 60, rue des Lombards, 75001. Tél. : 40-28-44-40.

Miles Davis

Concert annuel. Comme Messiaen à la Trinité pour Pâques, comme l'arrivée du Tour de France aux Champs-Élysées ou le bal du 14 juillet à la Bastille : inévitable. Le même soir, « Hommage à Albert Ayler » au cinéma l'Entreprise : ce n'est pas le même public.

Le 2, Blues d'automne à Montmartre. Tél. : (16)-67-98-35-45 ou (16)-67-98-36-40.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique de Kashin n'est pas pour les ethnologues. Très proche du country rock

Le 2 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique de Kashin n'est pas pour les ethnologues. Très proche du country rock

Le 2 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique de Kashin n'est pas pour les ethnologues. Très proche du country rock

Le 2 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Le bluesman transalpin, le Joe Cocker de la Boite, ne sait faire qu'une seule chose sur scène : donner (de la voix, du geste) et encore donner.

Le 2 novembre, La Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-23-38-00. Location FNAC. 142 F.

Fugazi

Ces Américains arrivent précédés d'une réputation à faire passer les Dead Kennedys pour les Osmond Brothers. Très, très vite, très très fort, pour faire monter le mur du son.

Le 5 novembre, Espace Ormeau, 19 h 30. 50 F.

B.B. King

Ray Charles

Gene Harris

Philip Morris Jazz Band

Les légendes, les rois, les géants, on va les entendre de confiance, en hommage, le plaisir vient en plus, mais il vient toujours.

Le 5 novembre, Au Grand Rex, 20 h 30. Tél. : 42-36-43-43. Location FNAC, Virgin Megastore. De 120 F à 220 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique de Kashin n'est pas pour les ethnologues. Très proche du country rock

Le 2 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique de Kashin n'est pas pour les ethnologues. Très proche du country rock

Le 2 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique de Kashin n'est pas pour les ethnologues. Très proche du country rock

Le 2 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le bluesman transalpin, le Joe Cocker de la Boite, ne sait faire qu'une seule chose sur scène : donner (de la voix, du geste) et encore donner.

Le 2 novembre, La Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-23-38-00. Location FNAC. 142 F.

Fugazi

Ces Américains arrivent précédés d'une réputation à faire passer les Dead Kennedys pour les Osmond Brothers. Très, très vite, très très fort, pour faire monter le mur du son.

Le 5 novembre, Espace Ormeau, 19 h 30. 50 F.

B.B. King

Ray Charles

Gene Harris

Philip Morris Jazz Band

Les légendes, les rois, les géants, on va les entendre de confiance, en hommage, le plaisir vient en plus, mais il vient toujours.

Le 5 novembre, Au Grand Rex, 20 h 30. Tél. : 42-36-43-43. Location FNAC, Virgin Megastore. De 120 F à 220 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique de Kashin n'est pas pour les ethnologues. Très proche du country rock

Le 2 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique de Kashin n'est pas pour les ethnologues. Très proche du country rock

Le 2 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Black Sorrows

Groupe australien de rock américain (comme tous les groupes australiens à l'exception des Easybeats), les Black Sorrows se distinguent par

une certaine profondeur, un penchant introspectif plutôt sympathique.

Le 6 novembre, Espace Ormeau, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, New Rose. 90 F.

Tournées

Public Enemy

Dieux du rap autoproclamés, Public Enemy ne tient que par la rage qui anime le groupe. C'est elle qui les

Le 6 novembre, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-48. 120 F.

Kashin

Ils sont amérindiens, du nord du Québec. Ils chantent en montagnais, mais la musique

GUIDE/ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (date vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

All Quiet on the Western Front ?

Une sorte de Salon réunissant soixante-cinq artistes américains, jeunes et moins jeunes, pour la plupart très peu connus, sinon inconnus en France. Sur les quatre niveaux d'un immeuble aménagé pour la circonstance. Une opération qui vient à point, au moment de la FIAC. On peut aller voir. Mais c'est décevant.

Art érotique de l'Himalaya

Toute la richesse et la splendeur de l'art tantrique à travers les 101 pièces, peintures et sculptures d'exception inspirées de la donation Lionel Fournier. Qui propose le musée Guimet au premier rang international dans le domaine des arts de l'Himalaya.

Werner Bischof

Première rétrospective d'un photographe suisse mort à 38 ans, en 1954 dans un ravin de la cordillère des Andes. Entré à l'agence Magnum en 1949, il réalisa pour *Life* et *Paris-Match* des reportages sur la misère et la guerre, sur les antipodes des recherches érotiques de ses débuts, lorsqu'il était captivé par la spirale de l'escalier et des coquillages marins.

Euphronios, peintre à Athènes au VI^e siècle avant Jésus-Christ

Les peintures de vases grecs avaient des noms, dans l'antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était parmi les plus célèbres. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{re}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conférences du 11 oct. au 23 déc. les lundis à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 25 F.

Chris Killip

Entre Brandt et Koudelka, cet opérateur britannique - grand prix Cartier-Bresson 89 - a réalisé durant quinze ans un reportage sans concession sur le nord-est de l'Angleterre. Fouillant au cœur le déclin de cette région, il en rapporte des images de désespoir et de terreur. Répudiées, dans les téné-

oubliées de la croissance suscitent la honte et l'épouvante. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (comprendant l'ensemble des expositions).

Les Artistes de Worswede

Petit village des bords de la Baltique, Worswede fut à l'art allemand de la fin du dix-neuvième siècle ce que fut à l'art français une colonie de peintres et de sculpteurs, autour de Rilke et de Vogeler, y jetta les bases de l'expressionnisme.

L'œuvre gravée de Goya

Musée départemental du Finistère, 2 bis, rue Maréchal-Denis, Saint-Denis-en-Lézard, 78100. Tél. : 39-73-77-87. Tous les jours de 10 heures à 17 h 30, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier 1991.

Mémorables d'aveugle, l'autoportrait et autres ruines

Musée des arts décoratifs, galerie d'écusson, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{re}. Tél. : 42-80-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

Passages de l'image

Soit une exposition réunissant seize artistes internationaux producteurs d'œuvres issues de la photographie, du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies. Dont les œuvres tendent à s'interroger sur la nature et le rôle des images dans notre société.

Nature artificielle

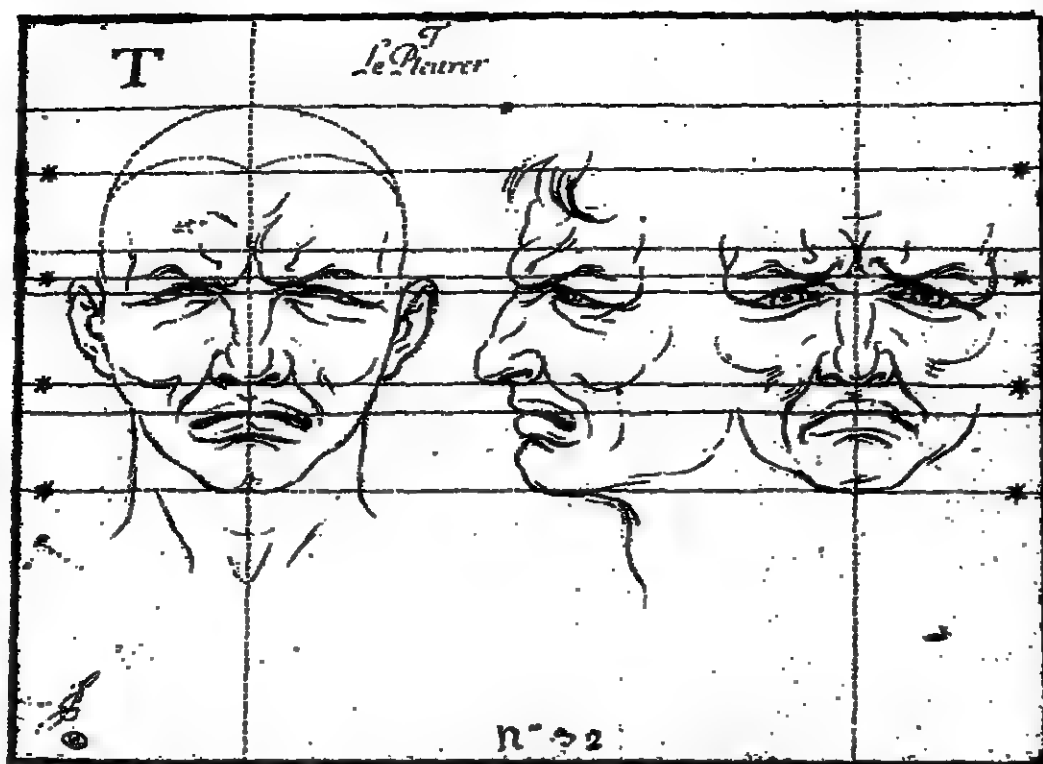
La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie des matériaux que les artistes contemporains explorent ou exploitent volontiers. À l'occasion, ou systématiquement, à des fins fort diverses. Comme en témoigne cette exposition de 35 œuvres (souvent précédées par de grandes séries de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayssou et Michel Verjux).

Daniel Pontoreau

Au commencement de la sculpture, pour Daniel Pontoreau, il y a la terre, cuite, émaillée ou non, qu'il livre en tics, en stèles ou en poteries, confrontée à d'autres matériaux : polyester, verre et acier, en cônes, en tiges ou en plaques. Tout cela se met en place dans l'espace, non sans subtilité, non sans magie.

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont



Papier points panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grandes peintures imprimées sur vingt à trente feuilles de papier peint. Presque du cinémascope, en somme.

Rétrospective Pierre Klossowski

Klossowski, ou l'histoire d'un écrivain confidentiel passant pour scandaleux, qui fit de Sade son « prochain », puis de Robert le fils de ses fantasmes, illustre d'abord ses écrits, au point que, depuis les années 70, cette activité qu'il a portée à grande échelle a devancé l'autre. L'écriture, en somme, est, pour le moins, singulière.

Solon international de l'architecture

Grande messe annuelle, le Salon international de l'architecture veut être à la construction ce que la FIAC est à la peinture. Autour des stands réservés par les villes, les régions ou les promoteurs, eux-mêmes théoriquement sélectionnés pour leur engagement en faveur de la qualité, les organisateurs déploient des expositions, débats et projections. Et de tout cela émerge l'idée nouvelle, naissante, d'un marché de l'architecture.

Vénus

Des vénus préhistoriques, magiques et symboliques, y

tissent des liens avec des

œuvres d'artistes contemporains : Marina Abramovic, Elisabeth Mörzer, Gina Pane, Michelangelo Pistoletto, Jaume Plensa, Niki de Saint Phalle, Joël Peter Witkin. Une exposition qui vient d'Abel, où elle a été présentée au cours de l'été.

GALERIES

Eduardo Chillida

Austères, rigoureuses, tendues, les sculptures d'un artiste espagnol d'aujourd'hui, qui commença par travailler la pierre et la terre, puis la pierre, mais c'est avec le métal forgé qu'il a le grand Chiffre, celui des stèles et des tables, qui se joue de l'espace et du temps, du vide et du plein.

Fautrier

Des Chardons noirs de 1926 aux paysages et aux nus des années 50, en passant par les têtes de *Partisans*, un choix d'œuvres illustre le parcours singulier de Fautrier, le peintre ami de Fautrier et père de l'art informel. Pour l'inauguration, rue des Beaux-Arts, un second espace de la galerie Di Meco.

Gotthard Graubner

Première exposition personnelle d'un peintre allemand, professeur aux Beaux-Arts de Hambourg, pour qui la couleur, fine, broyée, imprégnée dans la toile, dans le corps curieusement épais du tableau, suffit à la peinture.

Mimmo Paladino

Mimmo Paladino, le Napolitain, a été le premier de la génération des transavantgarde italiens à revenir à la peinture pratiquée selon les techniques traditionnelles. En champion d'une imagerie

« Démontrez que le dessinateur est aveugle, ou plutôt qu'il ne voit pas », par exemple à travers le Peintre de Lebrun, tel est le propos paradoxal du philosophe Jacques Derrida, « commissaire » d'une exposition de dessins du Louvre, pour le Louvre. Qui inaugure ainsi une série de « partis pris » sensés renouveler la vue et élargir l'approche de ce domaine réputé difficile.

Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis. 93000. Tél. : 42-43-08-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30, dimanche de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 12 F.

Jean-Pierre Pincemin

Les « années Support / Surface » d'un peintre qu'on ne saurait assimiler, même au début des années 70, au groupe du même nom, dont il n'épousa jamais les propos théoriques. Se situant à un degré premier plutôt que zéro de l'art, Pincemin entreprenait alors d'emprisonner les strates de l'histoire de la peinture en des compositions abstraites, sombres, somptueuses.

Thomas Struth

Toutant de la nouvelle objectivité allemande, élève des Becher, mais formé par Gerhard Richter, Thomas Struth, 36 ans, considère son travail comme un témoignage politique et social de notre époque. Prolongeant ses portraits frontaliers, paysages et vues d'architecture, l'attitude mimétique des visiteurs dans les musées évoque la *Trilogie du verrou* de Rothko.

Grenoble

Piero Dorazio est un peintre italien qui connaît la France. Un shérif qui, après s'être intéressé aux recherches des avant-gardes du début du siècle, a noué des liens avec l'école new-yorkaise, tout en demeurant fidèle aux moyens traditionnels de la peinture.

La sélection « Arts » a été établie par :

Général Bretteville, « Architecture » : Frédéric Edelmann.

David Tremlett

Cet Anglais, que l'on peut qualifier de comédien post-conceptuel, explore depuis vingt ans, discrètement, toutes sortes de voies : images-souffertes, figures géométriques, lignes ouvertes et fermées, traces de méditation. Économe, sensible, son œuvre ne manque pas de charme.

Villégé

Quand la lacération d'affiches, geste de nouveau réaliste, s'attache, avec Jacques de Villégé, artiste natif de Quimper, à arracher aux affiches les textes, plutôt que les images. Pour en faire des typographies décalées, vagues comme la mer. Une mer de débris de discours et de slogans.

André Villers

Picasso avec ses amis dans la villa La Californie, au travail à Vallauris, ou lors du tournage du film de Clouzot, portraituré par André Villers, monteur d'images oniriques, ludiques et énigmatiques touchant à tout, qui a aussi conçu des œuvres en commun avec Ben et Butor.

Galerie Thierry Salvador

28, avenue Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 42-86-67-33. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 22 novembre.

Jean-Pierre Pincemin

Les « années Support / Surface » d'un peintre qu'on ne saurait assimiler, même au début des années 70, au groupe du même nom, dont il n'épousa jamais les propos théoriques. Se situant à un degré premier plutôt que zéro de l'art, Pincemin entreprenait alors d'emprisonner les strates de l'histoire de la peinture en des compositions abstraites, sombres, somptueuses.

Thomas Struth

Toutant de la nouvelle objectivité allemande, élève des Becher, mais formé par Gerhard Richter, Thomas Struth, 36 ans, considère son travail comme un témoignage politique et social de notre époque. Prolongeant ses portraits frontaliers, paysages et vues d'architecture, l'attitude mimétique des visiteurs dans les musées évoque la *Trilogie du verrou* de Rothko.

Grenoble

Piero Dorazio est un peintre italien qui connaît la France. Un shérif qui, après s'être intéressé aux recherches des avant-gardes du début du siècle, a noué des liens avec l'école new-yorkaise, tout en demeurant fidèle aux moyens traditionnels de la peinture.

Musée de Grenoble

place de Verdun, 38000. Tél. : 78-64-09-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Lyon

Edouard Vuillard

Tous les aspects de l'œuvre trop souvent sous-estimée de ce beau peintre du tournant du siècle sont évoqués : la peinture des intérieurs bourgeois, les jardins, les portraits, les dessins, les travaux pour le théâtre, les panneaux décoratifs. Cette importante rétrospective est organisée à l'occasion du cinquantième de la mort de Vuillard par les musées de beaux-arts de Lyon et de Nantes et la fondation Caixa de Pensons de Barcelone.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-66. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 19 novembre.

Nîmes

Matta

En quelque soixante-dix dessins depuis 1937, l'œuvre d'un des enfants du surréalisme, qui se destinait à l'architecture avant de bâtir, en peinture, ses visions, entre réalité et science-fiction, sexe et politique.

Nogent-Sarntoux

Le Carré libéré

Quelque part entre Grasse et Mougins, un château. Où vient de s'ouvrir, autour d'une collection particulière - celle de Sybil Albert-Barrier - un centre d'art voué à l'« art concret ». Entendre par là l'art abstrait pouvant se réclamer de Mondrian et Malevitch. Pris de quatre-vingt artistes figurent au catalogue, de Josef Albers à Marcel Weyss en passant par Max Bill, Gottfried Honegger, Niele Toroni et Benet Vnet.

Espace de l'Art concret

château de Nogent-Sarntoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 juin 1991.

Troyes

Gina Pane

L'exposition, qui salue l'artiste disparue en mars dernier, retrace son parcours depuis la fin des années 60, moment où Gina Pane ancrerait ses recherches dans l'art corporel. Son engagement quasi mystique à l'égard de la communication, pouvait alors aller jusqu'à la blessure ou la brûlure. Lors d'actions pénibles dont la trace demeure sous forme de dessins, de photographies et de textes.

PARIS TOUR EFFEL

SALON DES ANTIQUAIRES

26 OCTOBRE / 4 NOVEMBRE 90



GALERIE ARIEL

1140, bd Haussmann, Paris 8^e

SUBIRA - PUIG

2 octobre - 9 novembre

ACCROCHAGE

ABSTRAITS & CONTEMPORAINS

1930 - 1990

GALERIE BELLIER

7, QUAI VOLTAIRE - 75007 PARIS - TEL. 42 60 74 72

MAITRES

IMPRESSIONNISTES & MODERNES

GALERIE BELLIER

32, AVENUE PIERRE I^{er} DE SERBIE - 75008 PARIS

TEL. 47 20 19 13

PARIS/LE MOIS DE LA PHOTO



PHOTOS NOYA BRANDT «Soleil d'été au Parc».



«Ramasseurs de charbon».



«Contre-allée obscure».

L'ANGLETERRE DES ANNÉES 30 VUE PAR BILL BRANDT A L'ESPACE PHOTO

Sa disgracieuse majesté

Angleterre, années 30. Un homme jeune, Bill Brandt, découvre son pays à l'âge de vingt-sept ans. Des salons de Kensington aux back streets de l'East End, des terrains de golf de province à Londres dévastée par la guerre, la réalité mise en scène par un observateur avide.

EN 1931, Bill Brandt découvre pour la première fois l'Angleterre. Il en est depuis toujours séparé puisque, après avoir été soigné en sanatorium à Davos, il a vécu à Paris, Vienne et Hambourg, où il est né vingt-sept ans plus tôt. Avec Eva, sa future femme, il s'installe au nord de Londres, dans un petit appartement, au premier étage d'un immeuble en briques, à Belsize Park.

Son ambition est de devenir photographe professionnel indépendant. Il est aidé financièrement par sa famille et profite de sa bonne fortune pour traiter uniquement les sujets de son choix. Son premier livre, *The English at Home* (1936) est une sorte de manifeste de l'Angleterre basé sur la représentation de types et stéréotypes. Observateur avide, Brandt ne montre pas les Anglais tels qu'ils sont ou tels qu'il les voit mais tels qu'il les a d'abord imaginés. Ainsi, en est-il de sévères servantes, sanglées dans leur tablier amidonné, raides comme des tisonniers. Ou de l'émblématique figure du bobby, garant de l'ordre et de la sécurité, personnification de la loi dont l'altière silhouette hante les romans de Conan Doyle et d'Agatha Christie.

En fait, Brandt agit comme un expatrié qui adopte son pays. Version imagée d'un vieux rêve, reflet d'un mirage puisé en lui-même, sa vision de l'Angleterre révèle aussi l'inverse de la patrie idéale dont il a tant rêvé. Il découvre une nation harponnée de plein fouet par la crise, un peuple divisé et sévèrement marqué par le système des castes.

A Londres pullulent taudis et logements insalubres, où les pauvres crouissent sans espoir «du berceau à la tombe»; tandis que la haute société, qui se croit encore l'aristocratie naturelle du monde, offre d'elle un visage inamovible. Explorateur et détective, Brandt se livre à une étude impitoyable des mœurs de ses compatriotes. Dans les salons de Kensington, au pub *Charlie Brown* ou dans les rues malfamées de l'East End, il réalise un reportage incisif qui est tout à la fois un voyage intérieur et une exploration, mais encore une enquête aussi méthodique et scrupuleuse qu'un rapport de police.

C'est également vrai de son second livre *A night in London Park* (1938). On y pénètre comme dans une énigme. Guetteur indiscret des scènes privées ou publiques, Brandt agit en rôdeur invisible qui se délecte du climat d'incertitude et du rayonnement magique de la nuit. Des lieux de détente aux lieux de spectacle, il décrit, sous ses multiples facettes, l'animation du Londres nocturne. Mais il n'oublie pas

pour autant de débusquer les inégalités sociales, comme le prouve sa vue d'une chambre à Westham où dort une famille entière. On ce pauvre diable fouillant les poubelles d'un restaurant sous l'œil impassible d'un maître d'hôtel sorti prendre le frais. Sans oublier les riches qui se retirent après dîner au salon pour jouer au bridge ou au black jack, tandis que le personnel somnolant clôt sa journée à l'office.

On peut évidemment se demander comment Bill Brandt, qui était de caractère timide et doux, a réussi à prendre des vues aussi indiscrettes que celles de ce couple lascivement enlacé dans une chambre d'hôtel. Ou celle des trois hommes en discussion, cernés par une lueur diffuse, montant un mauvais coup dans une *Contre-allée obscure*. Certes, Bill Brandt devait user de son charme, de sa séduction, de son pouvoir de conviction appuyé par «une voix aussi forte qu'une mite» pour prendre au flash, sans déranger, ces fabuleux instantanés.

Mais il y a une autre explication, cent fois plus simple : dans bien des cas, ses photos ne sont pas des instantanés mais de faux instants joués et reconstitués, prémédités. Pour obtenir un contrôle total de l'image, Brandt esquissait parfois des croquis et anticipait, par des dessins préparatoires, les scènes qu'il réalisait en s'inspirant d'un événement réel ou d'un livre qu'il avait lu.

Preuve que la fiction dépasse la réalité, Brandt n'hésitait pas à mettre ses personnages en scène pour obtenir exactement ce qu'il voulait. Comme il ne pouvait pas engager des modèles professionnels, il employa ses amis, ses proches et les membres de sa famille. Son principal protagoniste fut son frère, Rolf, qui lui ressemblait beaucoup et qui fut acteur à Berlin. Avec son épouse, Esther, il joue dans maintes scènes comme celle du passant qui accoste une prostituée. Dans «Contre-allée obscure», Rolf pose avec deux amis. Gardien de la nuit, vigile en uniforme, le policier dans sa ronde, par chance, apparaît magiquement pour ponctuer le spectacle que Bill Brandt ordonnait de main de maître.

Bill Brandt fit ainsi poser toute sa famille, son père, sa mère à His Majesty's Theater, dans *Huit heures un quart, le rideau se lève*, ses nièces et sa propre épouse, Eva, en robe du soir, devant une Rolls-Royce. L'une de ses vues les plus célèbres est, elle aussi, posée : la *Femme de chambre qui prépare le bain de Madame* et teste la température de l'eau avec un thermomètre. Il s'agit en fait de Pratt, domestique du banquier Henry Brandt, son oncle, fixé à Mayfair. Bill Brandt la suivit d'heure en heure et lui consacra tout un reportage intitulé *Un jour dans la vie d'une femme de chambre* qui parut dans *Picture Post*, en 1938.

L'emploi d'acteurs n'était pas rare dans les années 30. Salomon en personne utilisa, en 1929, des figurants dans un casino parce que le directeur ne voulait pas qu'on identifie les clients. Kertész épinglea son frère dans *Eugenio* et Brassai lui-même apparaît dans ses photos de nuit. Certaines vues de Brandt sont d'ailleurs un hommage complice à son ami Bras-

saï, de quatre ans son aîné, qu'il avait rencontré lors de son apprentissage chez Man Ray et qui avait publié *Paris de nuit*, en 1933. Dans toutes ces images, Bill Brandt œuvre en vrai metteur en scène et déploie un sens de la composition qui s'épanouira dans les portraits et les nus.

En 1927, Brandt se rend dans le nord du pays où il prend quelques-uns de ses instantanés les plus terribles, comme celui du *Minneur rentrant chez lui*, à Jarrow, allégorie moderne du mythe de Sisyphe. En 1940, durant le «blitz», il est réquisitionné par le Home Office. Tout comme Henry Moore, il décrit la vie qui s'organise dans les abris improvisés du métro où se masse la foule durant les alertes nocturnes. Dans la peur, la promiscuité, le sommeil, tous sont égaux. Ce reportage cède son intérêt pour le document social. Brandt y apporte une contribution essentielle, bien qu'il ait toujours récusé pour lui les termes de «reporter» ou de «photo-journaliste» qu'il estimait

peu appropriés à sa vision du monde. A trente-cinq ans, Bill Brandt quitte les instantanés improvisés ou posés pour se consacrer à l'expérimentation et aux recherches plastiques qui lui confèrent la notoriété jusqu'à sa mort, en 1983. Tous les tirages de l'exposition à l'Espace photographique de Paris sont d'époque et prêtés par M^{me} Noya Brandt. Outre douze épreuves modernes prêtées par le Victoria and Albert Museum, elle comporte aussi vingt-deux *«vintages du «blitz»»* découverts au début des années 80, qui appartiennent au Museum of London.

P. R.

* Bill Brandt : l'Angleterre des années 1930-1945. Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles - 4, 8, Grande-Galerie, place Carrée, 1^{re}. Du 23 novembre au 3 février 1991. Parution d'un tiré à part de la revue *Cinéma* et publication d'un essai sur Bill Brandt. Collection «Les grands photographes», Editions Belfond-Paris Audiovisuel, 220 p., 98 F.

AUJOURD'HUI, SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS LES RÈGLES DE L'EMPLOI VOUS SEREZ VITE HORS JEU

Aujourd'hui, formations et secteurs d'activités sont en permanente évolution. De nouveaux métiers se créent, d'autres se transforment : les compétences s'affinent, les exigences deviennent multiples. Dans ce contexte, l'avenir est à ceux qui analysent et anticipent les nouvelles données d'un jeu sans cesse plus complexe. Le Monde Initiatives a été créé pour eux, cadres et étudiants.

Pour qu'ils trouvent informations et enquêtes sur les carrières, la formation professionnelle, les études et leurs débouchés. Pour qu'ils aient à leur disposition des offres d'emploi afin d'agir à bon escient, au bon moment.

Le Monde Initiatives «Campus-Emploi», avec votre quotidien le Monde, sans supplément de prix.

Chaque mardi (numéro daté mercredi).

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

NOUVEAU SUPPLEMENT CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)

SOIXANTE ANS DE LÉGENDE HOLLYWOODIENNE AU PAVILLON DES ARTS

A la lumière des étoiles

Pour les stars, à Hollywood, aucune photo n'est fortuite, gratuite, innocente. Une photo, c'est une image, leur image. Magnifiée, manipulée, multipliée à foison pour les fans, les journaux, la promotion, la publicité. Une image diffusée avec une fausse parçmonie, idéalisée selon une vraie stratégie.

QUAND elles sont au sommet de leur notoriété, c'est-à-dire de leur rentabilité, on permet peut-être aux stars de choisir leur portraitiste, c'est un privilège. Entre 1910 et 1970, plus de trois cents photographes travaillaient à Hollywood. Certains sont sous contrat avec les studios, d'autres appartiennent à la rédaction des magazines, d'autres encore sont *free lance*, indépendants.

L'un d'eux, John Swope, a dit (1) : « C'est très facile de prendre une photo d'un magnifique acteur. Bien qu'il soit toujours conscient de la présence de l'appareil et conscient qu'on le photographie, il y est tellement habitué qu'il n'y fait plus attention... Je pense que, pour nous, le succès dépend de notre faculté à aborder ces gens sans timidité. C'est comme lorsque vous vous approchez d'un animal, si vous avez peur, l'animal le sentira immédiatement. »

L'animal hollywoodien dans sa splendeur et dans sa solitude, c'est ce qu'offre l'exposition « The Masters of Starlight », littéralement, « les maîtres de la lumière des étoiles ». Bien sûr, la plus émouvante, la plus perdue, la plus docile, c'est Marilyn. Posant pour Richard C. Miller en 1946, lorsqu'elle s'appelait encore Norma Jean, d'une explosive modestie dans sa robe de mariée (celle qu'elle portait lors de ses propres noces), ses petites mains d'adolescente potelées jointes sur un missel. Ou plus tard, en 1953, déjà traquée par le succès, offrant à Phil Stern un terrible regard de panique immobile. Ou, la même année, saisie par André de Dienes. C'est la nuit, elle porte une longue cape noire, elle s'appuie contre un arbre : devant elle, une poubelle vide. Elle semble épuisée. Le photographe se souvient qu'il était deux heures du matin, qu'elle l'a appelé, elle était très pâle, sans maquillage, c'est cette photo-là qu'elle voulait. « A la fin, raconte de Dienes, elle m'a dit d'une voix presque inaudible : « D'habitude, tu écris des légendes pour les photos, sous celle-là tu peux mettre : la fin de tout. »

La plupart des portraits sont moins tragiques, moins intimes, moins définitifs, mais tous témoignent d'une formidable obéissance aux devoirs de la charge de star, aux diktats de la célébrité, aux canons du « glamour ». Ah ! Le glamour... Durant l'âge d'or d'Hollywood, entre 1925 et 1940, quand le cinéma draine jusqu'à quatre-vingts millions de spectateurs par semaine, soit 65 % de la population des États-Unis, le « glamour » c'est la dictature de la beauté, c'est le charme stéréotypé porté à la hauteur d'un système politique, d'un culte national, c'est la mission sacrée assignée aux icônes de cette religion : les stars. Le « gla-



Marlon Brando et Mary Murphy, par William E. Cronenweth, 1953.

mour», pour les photographes des années 30, est caractérisé par « l'éclairage Rembrandt », le contraste violent des ombres et de la lumière, la sensualité diffuse, la prégnance du décor. Exemple sublime, Marlene Dietrich immortalisée par Edward Steichen en 1932.

Au premier plan, un bouquet alangui d'œillets blancs. Une silhouette sombre, souple, lovée sur une méridienne de satin clair. On devine un bracelet barbare à l'un des poignets. Et entre les bras croisés, posé comme un objet rare, un visage incroyable, à la fois offert et refusé, à demi dissimulé par la caresse oblique d'une coiffure en plumes de coq, bouche immense, luisante, regard voilé par l'ombre du chapeau mais laissant filtrer une insidieuse promesse. Le « glamour » à l'état pur.

Le « glamour » hollywoodien a aussi eu ses intégristes. Ainsi Paul Hesse, le premier à avoir photographié une star de cinéma en couleurs (c'était en 1930 et c'était Marion Davis). Il termina sa carrière en produisant des milliers d'images pieuses en relief, et donna une profusion de gros plans de vedettes d'une perfection inhumaine. Ce ne sont plus des photos, des chronos plutôt, où les traits bien-aimés de Gregory Peck, d'Ava Gardner ou de Marlon Brando sont figés dans une éternité glacée — une sorte d'apothéose pour calendrier des postes, — lisses comme une toile cirée, comme une eau morte, sans rides, sans âme, « glamourous » à pleurer.

Combien on préfère l'irruption de la vie dans les

clichés de certains de ces « maîtres », la vie dans ce qu'elle a de cruel et drôle (Kim Novak impassible — le boulot c'est le boulot, — embrassée goulument par une otarie de cirque), ou dans ce qu'elle a de miraculeusement beau. C'est Leigh Wiener qui a appuyé sur le déclencheur à l'instant précis où, dans une salle comble, lors de la cérémonie des Oscars 1960, Simone Signoret, « nommée » comme meilleure actrice pour *Room at the Top*, entend qu'elle a gagné. Dans cette foule, on ne voit qu'elle. Elle a les yeux grands ouverts, pas encore de sourire, les épaules nues, elle tient farouchement ses seins entre ses mains. La photo est parue dans *Life*. Pleine page. Et plusieurs mois plus tard, raconte Leigh Wiener, « une lettre de Simone Signoret m'est parvenue. « Vous savez, écrivait-elle, je crois que votre photographie illustre bien le vieil adage qui veut qu'aux moments critiques, on s'accroche aux choses auxquelles on tient le plus. »

En feuilletant « L'album d'une vie », l'exposition collective de l'agence Magnum consacrée à Ingrid Bergman, on comprend soudain, presque douloureusement, la boutade de Simone Signoret. Ingrid Bergman doit être dans une chambre d'enfants, derrière elle il y a des jouets. David Seymour n'a pas réussi à capter son regard, tourné vers l'intérieur. L'expression n'est pas triste, pas gaie. La femme pense seulement à ce qu'elle tient serré contre son cœur, très fort, comme si on allait le lui arracher : son album de famille. Cette exposition pourrait être sous-titrée : « Les merveilles de Janus. » On y voit deux personnes qui portent le même nom, Ingrid Bergman, photographiée sans cesse par Seymour, Capa, Cartier-Bresson, George Rodger, René Burri ou Philippe Halsman. Deux personnes si distinctes, si différentes, si touchantes dans leur avante-garde diversité.

Lorsque Ingrid Bergman tourne, répète, lorsqu'elle est sur une scène, sur un plateau, lorsqu'elle travaille, elle obéit, elle veut bien faire, elle exprime de toutes ses forces la volonté d'être ce qu'on veut qu'elle soit. Elle n'est pas elle-même, elle est l'autre, Elena, Jeanne d'Arc, Anastasia. La photo n'est qu'une seconde de repos, de répit, qui n'efface pas la tension, l'anxiété, l'inquiétude de ne pas être à la hauteur, l'allégeance au metteur en scène, la soumission à la caméra qu'elle fixe tout droit, éperdue de vertue.

Et puis, lorsque Ingrid Bergman cesse d'être une actrice, qu'elle aime, qu'elle pouponne, qu'elle est dans un jardin, qu'elle est dans la vie, elle devient libre, insolente, mal coiffée, amoureuse, magnifique. Avec des rires formidables de gourmandise et de sérénité, des bêtises partout, l'homme qu'elle veut et qui la veut. L'objectif ? Elle s'en fout, elle ne le voit plus. Les photographes... Quels photographes ?

DANIELE HEYMANN

(1) *Masters of Starlight-Photographers in Hollywood*. Édité par le Los Angeles County Museum of Art. 287 pages.

* *Masters of Starlight*, Pavillon des Arts-101, rue Ram-buteau, 75001. Du 15 novembre au 15 janvier.

* *Ingrid Bergman, album d'une vie*, Exposition collective des photographes de l'agence Magnum. FNAC Étoile - 26, avenue de Wagram, 75008. Du 7 novembre au 14 janvier.



Rien de plus simple, de plus fièrement simple que cette jeune femme photographiée par David Seymour en robe d'été, les pieds nus dans des sandales, portant avec grâce et vigueur, deux cols très semblables et extrêmement précieux : ses jumelles, Isabella et Isotta, âgées de quelques mois. Ingrid Bergman ou la maternité doublement comblée.

A peine quatre ans plus tard, la voilà méconnaissable, parce que son personnage l'exige, le métier l'exige. Elle vient de retrouver Hollywood après sa flamboyante fugue italienne avec Roberto Rossellini. Et elle ne sait pas si l'Amérique lui pardonnera. Alors, de tout son cœur, de toute sa peine, elle est Anastasia, l'hypothétique rescapée du massacre d'Ekaterinbourg, dans le drame historique d'Anatole Litvak. Pour ce rôle-là elle remportera l'Oscar.



Mademo



Bla
Parte
du Mo

PH
Étoiles

سما لفين

PARIS/LE MOIS DE LA PHOTO

LA VIDÉOTHÈQUE REND HOMMAGE A SAM LEVIN, PHOTOGRAPHE DE PLATEAU

« Mademoiselle Bardot, s'il vous plaît »

Sam Levin, l'un des grands photographes de plateau vivants du cinéma français, est fêté à la Vidéothèque de Paris. Jean-Philippe Charbonnier, qui fut son assistant, se souvient de ce fumeur de Gitanes qui magnifiait les stars en les dépouillant de tout artifice.

« J'ai rencontré Sam Levin en 1938, après une série de coïncidences, dit Jean-Philippe Charbonnier. J'avais alors dix-huit ans. Mon père avait pour ami Jacques Viot, scénariste, entre autres, des films de Marcel Carné. Il avait mis en gage au mont-de-piété un appareil photo dont il a vendu le reçu à mon père un jour où il était fauché. Mon père m'a offert cette chambre à plaque 9 x 12 en disant : « Va voir Sam Levin, il te dira comment l'en servir. »

» C'était un des meilleurs photographes de plateau avec Corbeau, Forster et Voinquel. Ses photos étaient destinées à être épinglées à l'entrée des salles. Elle servaient aussi à appâter de nouveaux producteurs pour boucler les budgets. Levin faisait aussi des portraits d'acteurs.

» Il habitait la même rue que nous. Je parcourais donc les cent cinquante mètres qui séparent nos deux maisons et me retrouvais dans une pièce ornée des visages de célébrités : King Vidor, Frank Capra, Michèle Morgan, Gabin, Carotte. J'ai trouvé ça prodigieux. J'ai expliqué à Levin l'histoire de mon appareil et, en même temps, j'avais l'œil rivé sur son studio. J'étais complètement ébloui. Il y avait des projecteurs sur pied, des gros engins que je n'avais jamais vus. Je me demandais comment faire pour entrer dans ce monde extraordinaire.

» Sam était fascinant. C'était un homme placide, qui bougeait au ralenti et parlait avec une voix très douce. Il ne gueulait jamais. Il avait un petit oeil en coin, comme un crocodile, et... grillait... des Gitanes... Sa cendre ne tom-



Appointé pour la durée d'un film, voguant d'une grande compagnie à l'autre, Sam Levin a connu l'âge d'or de la MGM et de Cinecitta et celui du cinéma français avant qu'il ne soit submergé par la nouvelle vague.



« Brigitte Bardot, elle passe devant vous. Elle se retourne et vous regarde. Vous êtes envoûtés à jamais. » (Sam Levin)

baît pas tant il était calme. Quelques jours après, je reviens lui montrer mes photos. Il me dit avec chaleur : « Si ça vous amuse, venez donc avec moi au studio. Vous m'aidez à porter tout mon fourbi. »

» Nous voilà partis dans son coupé cabriolet avec conduite à droite. On arrive aux Buttes-Chaumont. Yves Mirande tournait *Elles étaient douces femmes*, avec Françoise Rosay, Gaby Morlay, et une débutante ravissante, Micheline Presle. Je ne savais plus où me mettre. J'étais dans un état d'excitation sans nom. C'est comme si on m'avait lâché dans les coulisses des Folies-Bergère avec quarante-deux femmes nues autour de moi. Il y avait une caméra, des mecs partout, une agitation folle. Tout le monde me chahutait, c'était le plus beau jour de ma vie.

» Levin m'a ramené le lendemain et le surlendemain. Toujours avec sa cendre de cigarette qui ne tombait jamais, il m'a appris à développer, à charger les châssis 18 x 24. J'étais comme un anesthésiste assistant un chirurgien.

» Sam suivait la totalité du tournage. Lorsqu'une scène avait un intérêt photographique évident, il disait : « Photo, s'il vous plaît. » On installait sa grosse chambre

et dans le même éclairage, les acteurs jouaient le passage qui lui convenait.

» Un beau matin, Levin me dit : « Je n'ai pas envie d'aller au tournage. Allez me remplacer, mon petit père. » Il l'avait fait exprès. C'était sa façon de me jeter dans le bain. Et il m'a refait le coup avec *Volpone*, où il y avait trois cents figurants. Et plus tard, avec *la Mère en flammes*, dont j'ai assuré seul la photo de plateau. Ce fut mon premier et mon dernier travail professionnel car les Allemands ont rattrapé et ma carrière dans le cinéma s'est arrêtée.

» Sam fait son métier comme un ébéniste. Il réalise un portrait d'identité anonyme avec le même soin que celui d'une vedette. C'est un perfectionniste intègre et consciencieux, sans artifice. Il sait créer un climat de confiance indispensable. C'est pour ça que ses portraits de Brigitte Bardot sont les meilleurs qu'on ait jamais faits. »

P. R.

* « Le cinéma français des années 35 à 60. » Vidéothèque de Paris, nouveau Forum des Halles-2, Grande galerie, 1^{er}. Jusqu'au 15 novembre.

Black & White

Partenaire Officiel du Mois de la Photo.



A consommer avec modération.

« PHOTOS DE FAMILLE » A LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

Trois mille clichés pour un autoportrait

Réalisée grâce à la coopération de quelques centaines de familles, cette exposition - la première du genre à Paris - explore le grand domaine de l'intime, du privé, et entrouvre les portes d'une mémoire collective en nous livrant un véritable portrait de nous-mêmes.

EN 1989, la consommation globale des photographes amateurs du monde entier s'est élevée à deux milliards de pellicules, soit l'équivalent de cinquante milliards de photographies ! Une phénoménale quantité d'images suscitées très souvent par les cérémonies familiales, les réunions amicales et les vacances. Paradoxalement, cette profusion de clichés reste invisible, dédaignée des structures officielles et du milieu photographique qui les ignore. Chargée de constituer une mémoire collective des êtres et des événements, la photo de famille a pourtant des origines qui remontent à la naissance même de la photographie. Son apparition a permis à une bourgeoisie en pleine ascension d'affirmer son identité et sa réussite sociale. Les petites cartes de visite photographiques inventées par Disderi en 1854 sont à la base même des premiers albums de famille. Elles y sont rapidement rejointes par le flot d'images nées de l'apparition du « Kodak » (comme on dit « Frigidaire ») et des appareils populaires qui mettent définitivement la photo à la portée de tous.

Les millions de photos de famille, images docu-

mentaires modestes, témoignent du « Ça a été » de Barthes. Elles constituent les archives familiales, du premier sourire de l'enfant au dernier cliché de vacances. Le passage du temps s'y inscrit fortement. A peine réalisés, ces clichés appartiennent déjà au passé et dégagent aussitôt nostalgie et poésie douce-amère.

Dans les mains d'un amateur, l'appareil devient l'instrument rituel qui lui permet de se survivre, de perpétuer les heureux moments dont il a été l'acteur ou le spectateur. Rien n'est en effet plus sélectif que la photo de famille : son inventaire des choses de la vie ignore le plus souvent le malheur et les larmes. Les dizaines de milliers d'épreuves rassemblées par une quarantaine de « collecteurs » parmi lesquelles ont été sélectionnées les trois mille photographies de cette exposition en témoignent.

Banales et d'apparence insignifiante, imprévisibles et naïves, spontanées et conformistes, ces photographies constituent en fait une précieuse archéologie du quotidien. Décors familiers, objets usuels, clichés de vacances - occasion de relations affectives plus intenses - illustrent symboliquement les moments culminants de la vie familiale tandis que les « rituels sociaux » (baptêmes, mariages), célébrés par les acteurs eux-mêmes éternisent quelques-uns des instants cruciaux de l'existence.

L'enfant, bien entendu, tient une place primordiale dans cette imagerie. Sa présence soude la famille autour du foyer et suscite une abondance de clichés. Trait d'union entre les générations, il est présent dans les images qui tentent d'aller au-delà de l'apparence et

des circonstances pour décrire ce lien secret : « l'esprit de famille ».

La photographie de famille, avec ses conventions, ses stéréotypes, semble indifférente aux lois de la technique et de l'esthétique. C'est sans doute pourquoi Pierre Bourdieu et quelques autres se sont attachés surtout aux significations sociologiques de ces images. L'une des originalités de l'exposition de la Grande Halle est de tenter de mettre à jour, au travers des gestes, des regards, des décors ou des lumières, cette invention instinctive et innocente, dont l'absence de maîtrise s'avère être un facteur de liberté.

L'arithmétique et la géométrie donnent souvent du rythme à ces duos, trios, alignements et pauses ludiques... Et on constate l'apparition d'un esthétisme involontaire, d'une création naïve et inconsciente qui révèle un univers de formes nouvelles, d'audaces visuelles qui ne sont pas sans références avec certaines tendances contemporaines.

D'autres photographies sortent, elles aussi, de l'anonymat : celles d'amateurs célèbres du passé, souvent issus de classes aisées et cultivées, comme Regnaud ou Louis Robert. Les portraits d'Hugo et des siens comptent parmi les pièces essentielles de cette démonstration, tout comme les vues de Vuillard, Bonnard ou Zola. Tous, passionnés de photographie, ont abondamment constitué, comme les frères Lumière, ou Jacques-Henri Lartigue, les événements de leur vie de famille. C'est aussi le cas des créateurs qui puisent une inspiration parallèle dans leur cercle familial. Comme Raymond Depardon, qui, en dehors de son

activité de reporter, photographie assidûment sa famille. Ou Max Pam, grand voyageur qui trouve le repos en photographiant ses enfants et leur monde de jouets. Ou encore Xavier Lambours qui met en scène son entourage dans des images drôles et insolites.

D'autres s'impliquent totalement dans ce genre et leurs images privées ne peuvent être dissociées de l'ensemble de leur travail. Bernard Plossu les mêle à sa production quotidienne qui tient presque du journal intime. Shelly Mann ne photographie exclusivement que ses enfants dans de grandes images mises en scène. Diana Block théâtralise ses proches entièrement dénués. Emmett Gowin insiste sur le côté dérisoire des choses. Le Japonais Araki révèle ses fantasmes fous. Ralph Eugene Meatyard n'a cessé d'utiliser les siens dans ses images mystérieuses. Son récit autobiographique est le calque parfait de sa vie brutalement interrompue et sa vision est celle d'un au-delà auquel il appartenait déjà de son vivant.

Les visiteurs de « Photos de famille » devraient se sentir encouragés à poursuivre l'exploration de leur quotidien, à mieux regarder leur propre image et à comprendre combien cette mémoire visuelle est vivante et précieuse.

JEAN-CLAUDE GAUTRAND

* « Photos de famille ». Exposition conçue par Jean-Claude Gautrand, Marie-Françoise George et André Rouillé. Grande Halle de La Villette, 21, avenue Jean-Jaurès, 19^e. Du 20 novembre au 17 février 1991. Catalogue, éd. Grande Halle de La Villette, 30 pages, 187 illustrations, 120 F.



Ci-contre à gauche : sans titre.

Ci-contre : « En vacances en 1935 à Houlgate avec des amis. »

Ci-dessous à gauche : « Cevennes 1958 : nos trois garçons se suivent mais ne se ressemblent pas. »

Ci-dessous : « Jeux de plage, Le Tréport. Ma mère et sa sœur, années 30. »



La France pose

هكذا امننا لامل

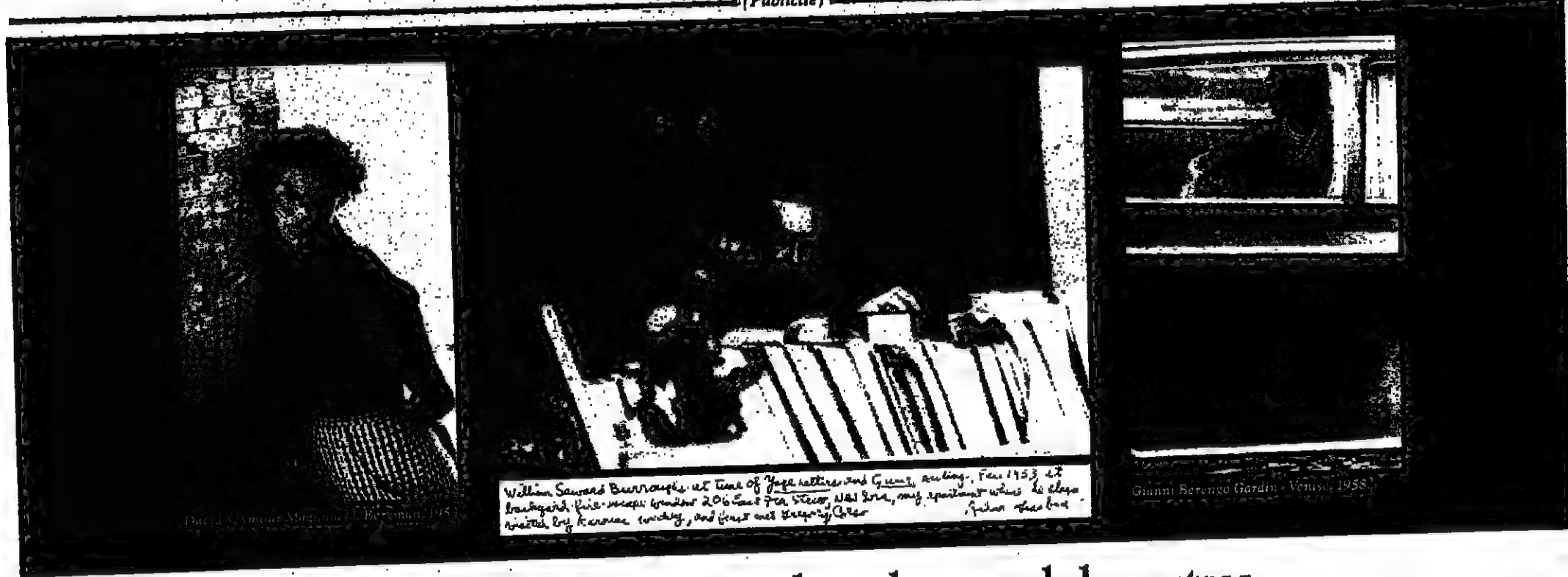
PARIS/LE MOIS DE LA PHOTO

« Montrez vos photos à quelqu'un : il sortira aussitôt les siennes », disait Roland Barthes. Captivé par toutes les figurations du jeu social, il s'intéressait plutôt aux clichés anodins, ceux des albums de famille, qui le touchaient. Tout l'art du créateur, lorsqu'il aborde un domaine aussi référentiel, consiste à déjouer subtilement l'imagerie convenue en la traitant sur le mode esthétique. Ou, mieux, fictionnel, tel que le fit Ralph Eugene Meatyard, opusculier de métier, mort à quarante-six ans en 1972, qui sortait son appareil le dimanche et passait les quinze premiers jours de février à tirer les négatifs pris durant le reste de l'année. Fasciné par l'étrangeté et le mystère de la vie quotidienne, il affublait de masques de vieillards grimaçants ses enfants en les priant de se livrer à des rituels inconnus dans des endroits sinistres. Entre foire, cirque et carnaval, un côté démoniaque s'avance, dans une recherche innocente, d'autant plus dramatique qu'elle tente de sauver les apparences dans la réalité même de la mort. Ralph Eugene Meatyard disait que « le plus réel que le réel » est le domaine particulier du photographe. Dans ce théâtre du double, tout n'est que jeu de miroirs et d'inversions. Mais, si grotesques, si terribles soient-ils, ces masques n'en restent pas moins qu'un autre, révélateur de la face au rictus tragi-comique de ces trois gnomes hilares. Roland Barthes aurait-il écrit : « Combien me déplaît ce parti scientifique de traiter la famille comme si elle était uniquement un tissu de contraintes ; on dirait que nos savants ne peuvent concevoir qu'il y a des familles où l'on s'aime » ?



R. E. MEATYARD

(Publicité)



La Fnac pose son regard sur le regard des autres

Expositions

"Allen Ginsberg, photographe"
Portrait de la "Beat Generation" par l'auteur de Howl : Kerouac, Burroughs, Bowles... et les autres amis du poète.
Fnac Montparnasse - 136, rue de Rennes - Paris 6^e, du 30 octobre au 29 décembre 1990.

"Photographies, 1953-1990" par Gianni Berengo Gardin
Invité officiel du Mois de la Photo 90. Un des photographes italiens les plus importants de l'après-guerre.
Fnac Forum - Forum des Halles - Niveau 3 - Paris 1^{er}, du 6 novembre 1990 au 6 janvier 1991.

"Ingrid Bergman, album d'une vie"
Photographies de René Burri, Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, Philippe Halsman, Inge Morath, David Seymour, de l'agence Magnum. Souriants ou graves, une série de portraits fidèles à l'image double d'une des plus grandes actrices du cinéma mondial.
Fnac Étoile - 26, avenue de Wagram - Paris 8^e, du 7 novembre au 1^{er} décembre 1990.

Rencontres

Allen Ginsberg
Le pape de la "Beat Generation" avec Christian Bourgois, éditeur et François Bort, directeur du "Monde des Livres", présentés par Jean-Jacques Lebel, écrivain et traducteur des œuvres de Ginsberg.
Fnac Montparnasse - mardi 6 novembre à 18h (Auditorium - 2^e étage).

Gianni Berengo Gardin
Le célèbre photographe et Roger Doloy, fondateur du Club des 30x40, présentés par Guy Mandery.
Fnac Forum - lundi 5 novembre à 17h 30 (Auditorium).

Nicole Wisnlak
La Directrice et Rédactrice en Chef d'"Egoïste" interviewée par François Baudot de ELLE.
Fnac Forum - mercredi 14 novembre à 18h (Auditorium).

Lecture

Allen Ginsberg au Centre Georges-Pompidou
Allen Ginsberg lira une sélection de ses œuvres, présenté et accompagné par Jean-Jacques Lebel. En collaboration avec la Revue Parlée du Centre Georges Pompidou et de l'Association Polyphonix.
Centre Georges-Pompidou - Grande salle 1^{er} sous-sol - 19, place Georges-Pompidou - Paris 4^e - Mercredi 7 novembre à 20h 30.

LA FNAC, PARTENAIRE DU MOIS DE LA PHOTO DEPUIS 1980.

Le mois de la photo sur internet : 3015 Fnac. Point d'information du mois de la photo : Accueil Fnac Forum, du 1^{er} au 30 novembre.



PARIS/LE MOIS DE LA PHOTO

Visite guidée

Première manifestation photographique de France (500 000 visiteurs en 1988), le Mois de la photo n'est pas seulement un festival grand public. C'est aussi un agréable moyen de visiter une ville. Parmi les soixante-quatre expositions présentées dans une cinquantaine de lieux, nous avons sélectionné celles-ci, réparties par quartiers et dotées d'une appréciation susceptible de guider votre choix :

* à voir ;
** à ne pas manquer ;
*** à voir absolument.

SAINT-PAUL

BOUBAT***

Paris du temps qui passe et des visages aimés, fêté par un poète éternel qui préfère sentir que voir : *Le Paris de Boubat*, de 1946 à nos jours. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. Du 6 novembre au 3 février 1991.

LEWIS HINE**

Des taudis à la pointe de l'Empire State Building, un hymne critique à la gloire des temps modernes : *Photographies de 1905 à 1932*. Musée Carnavalet. Du 6 novembre au 6 janvier 1991.

PARIS-SOIR/FRANCE-SOIR**

Du Front populaire à Mistinguett, de Grock à Kennedy, la vie vue par deux journaux parisiens du soir : *50 ans de photographie de presse, les archives de Paris-Soir/Match/France-Soir*, photographies d'agences diverses et de Brassai, Roger Schall, Maurice Tabard, Raymond Voimquel... Bibliothèque Historique, 24, rue Pavée, Paris 4^e. Jusqu'au 24 novembre.

STRIP-TEASE DE L'INTIME***

Du transvestisme au fétichisme, du voyeurisme à l'exhibitionnisme, huit façons de montrer ce qu'est voir : *Brassai, Gilles Berquet, Sophie Calle, Larry Clark, Donigan Cumming, Nan Goldin, Pierre Molinier, Helmut Newton*. Galerie Urbi & Orbi, 48, rue de Turane. Du 13 novembre au 6 décembre.

JUN SHIRAOKA**

Un univers sombre, émotionnel et mental qui concilie la tradition japonaise et la culture occidentale : *Bris de fin d'après-midi*. Galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine, Paris 4^e. Du 6 novembre au 22 décembre.

BETTINA RHEIMS*

Entre Avedon et Van Glogden, l'ambiguïté sexuelle d'une génération androgyne fichée par une ethnologue



Joan Crawford, 1946, par John Engstead.

« in » et soft. *Modern Lovers*. Maison européenne de la photographie. Hôtel Hénault de Cantorbe, 82, rue François-Miron, Paris 4^e. Jusqu'au 2 décembre.

LES HALLES

BILL BRANDT***

De la « high society » aux abris du « Blitz », un épisode mythique de l'histoire de la Grande-Bretagne : *L'Angleterre des années 30 à 45*. Espace photographique de Paris. Nouveau Forum des Halles, place Carrée, 4-8, Grande Galerie, du 23 novembre au 3 février 1991.

STARLIGHT***

La mémoire, l'histoire, le strass et les stars du septième art lorsque Hollywood était une usine à rêves : *Les magiciens des stars*. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. Du 17 novembre au 15 janvier 1991.

SAM LEVIN**

Les monstres du cinéma français - Bardot, Gabin, Gérard Philipe - magnifiés par un glorieux artisan du septième art : *Le cinéma français des années 35 à 60*. Vidéotheque de Paris. Nouveau Forum des Halles, Paris 1^{er}. Jusqu'au 15 novembre.

KENNEDY**

Envers de l'effigie du candidat, de la figure héroïque, tout un style d'être saisi par l'opérateur attiré du président : *Les années Kennedy : portrait d'un président*, par Jacques Lowe. Espace photographique de Paris. Nouveau Forum des Halles, Paris 1^{er}. Jusqu'au 18 novembre.

PHILIPPE CHANCEL*

Dans un dispositif spécial, la saga des « média-critiques » orchestrée par un zappeur de l'image : *L'art éclaté*. Espace Emergence, 16, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9^e. Du 10 novembre au 8 décembre.

BEAUBOURG

LA CHOSE EXORBITÉE*

Dilatation des formes, extrême proximité, un ensemble thématique conçu tel un fragment dilaté de Barthes : *Rien que la chose exorbitée*, carte blanche à Régis Durand. Galerie Michèle Chomeu, 24, rue Beaubourg, Paris 3^e. Jusqu'au 24 novembre.

FRIEDLANDER, KLEIN, SNELSON*

Des graduations fines au grand angulaire et au panoramique, trois composantes optiques du langage photographique. Galerie Zabiskie, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Du 10 novembre au 13 décembre.

ALMA

JAPON ENTRE-DEUX-GUERRES***

En quelque 200 tirages précieux et rares, l'effervescent panorama d'un âge d'or : *Du pictorialisme au modernisme*. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Du 16 novembre au 4 février 1991.

IMAGES INVENTÉES*

Dans la lignée d'Otto Steinert, 80 tirages abstraits spécifiques au médium : *La photographie créative belge dans les années 50*. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Du 17 novembre au 3 février 1991.

MONTPARNASSE

ALLEN GINSBERG**

Intensités vécues, sensations datées et commentées au fil des ans par un des pères de la « beat generation » : *Allen Ginsberg*. FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes, Paris 6^e. Jusqu'au 29 décembre.

TAISHI HIROKAWA*

Parés d'habits luxueux, plagiste et vendeur de cochons forment un amusant défilé qui travestit la vérité du modèle : *Sonamama*. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine, Paris 15^e. Jusqu'au 24 novembre.

FOC KAN*

La faune des nuits parisiennes épinglée au vol par un chasseur de papillons : *Paris, showbiz, la société du spectacle*. Closerie des Lilas, 171, bd du Montparnasse, Paris 6^e. Du 1^{er} au 30 novembre.

SAINT-GERMAIN

BETTINA**

Par Charbonnier, Horst, Penn ou Sabine Weiss,

L'hommage rendu à un mannequin star : la mode perçue comme un art noble. J.G.M. Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot, Paris 6^e. Du 9 au 20 novembre.

JOHN FRANKLIN KOENIG*

Les « feuilles de route » d'un peintre qui procède à coups de notations cursives, aussi épurées qu'un haïku. Galerie Erval, 16, rue de Seine, Paris 6^e. Du 8 au 24 novembre.

ÉTOILE

INGRID BERGMANN***

D'Inge Month à Philippe Halsman, l'histoire d'une femme contée par les rois de Magnum : *L'album d'une vie*. FNAC Étoile, 26, av. de Wagram, Paris 8^e. Du 7 novembre au 1^{er} décembre.

PALAIS-ROYAL

OBJECTIFS CIPANGO**

Inspirée par la peinture et le théâtre, tirée des trésors de la B.N., l'iconographie racontée de l'empire du Soleil Levant. Ensemble de photographies du XIX^e siècle. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 4, rue Vivienne, Paris 2^e. Du 8 novembre au 9 décembre.

ROGER PIC**

En 250 images, la trace fidèle des spectacles montés par la Compagnie Renaud-Barrault, le mime Marceau, Béjart ou Planchon. *Mémoire des autres*, photographies de théâtre de 1955 à 1970. Bibliothèque nationale. Du 6 au 30 novembre.

JEAN-MICHEL YOGÉ*

Livres de pizzas, prêtres shinto ou lutteurs de sumo face à un Européen méthodique et courtois. *Des Japonais*. Espace A.G.F.-Richelieu, 87, rue de Richelieu, Paris 2^e. Jusqu'au 27 novembre.

OPÉRA

SIEFF*

De Sagan à Truffaut, un coup d'œil rétro sur les égéries et la mythologie des années 60. Crédit foncier de France, 11, rue des Capucines, Paris 1^{er}. Du 8 au 30 novembre.

BASTILLE

ARIELE BONZON**

Le quotidien doté d'une dimension plastique étrange par une fabuliste pudique et tendre. *Archéologie photographique imaginaire*. Galerie Arthur, 65, rue de Charanton, Paris 12^e. Du 9 novembre au 8 décembre.

RAUSCHENBERG**

Clichés d'actualité, publicités découpées, le patchwork de l'initiateur du Pop Art, photographe avant d'être peintre. Galerie J.-J. Donguy/J.-P. Haik, 57, rue de la Roquette, Paris 11^e. Jusqu'au 24 novembre.

BALTERMANS*

Vécue comme un « immense malheur », l'odyssée guerrière d'un amateur paisible et désarmé, mort le 12 juin dernier. Comptoir de la photographie. Cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris 12^e. Jusqu'au 2 décembre.

ITALIE

DANIEL BOUDINET**

Sur une ligne de crête entre deux abîmes, le salut de l'artiste de la *Chambre claire* à l'ami récemment disparu : *Daniel Boudinet/Roland Barthes*, carte blanche à Viviane Esders. Mairie du 13^e arrondissement. Place d'Italie, Paris 13^e. Du 6 au 23 novembre.

SAINT-SÉBASTIEN

ISABELLE MUNOZ**

Attrait des contraires, fièvre, rythme et passion, l'univers sensif d'une Carmen jubilante et belle. Une révélation : *Tango*. Cour intérieure, présenté par Jean-Pierre Lambert, 109, bd Beaumarchais, Paris 3^e. Du 7 novembre au 6 décembre.

LA VILLETTE

LA FAMILLE***

Miroir familial du connu, la photo familiale est l'objet pour la première fois d'une immense rétrospective. Grande Halle de La Villette, 211, av. Jean-Jaurès, Paris 19^e. Du 21 novembre au 17 février 1991.

JANE EVELYN ATWOOD**

Des prostituées aux jumelles aveugles, un regard sans fard sur l'étrangeté, la déviance et la souffrance des exclus. Grande Halle de La Villette. Du 21 novembre au 17 février 1991.

DÉFENSE

PUBLICITÉ JAPONAISE*

La « rhétorique » publicitaire nipponne à l'écran.



Ouvrier, Empire State Building, 1930-1931, par Lewis W. Hine.

sa production dans la presse, la mode et dans la rue. Grande Arche de la Défense (en collaboration avec Camera International). Accès par le socle de la Grande Arche. Du 7 novembre au 3 décembre.

BELLEVILLE

WILLY RONIS**

D'allées en passerelles, le parcours sensible d'un topographe ambulant qui arpente au présent ses souvenirs. *La traversée de Belleville*. Mairie du 20^e arrondissement. Place Gambetta et Espace Floral, 43, rue des Couronnes, Paris 20^e. Du 10 au 30 novembre.

AUTRES QUARTIERS

REGARDS SUR LA VILLE**

La muse d'une mégapole dont Barthes disait : « Elle possède bien un centre, mais ce centre est vide ». *Tokyo 1945-1990*. Mairie du 16^e arrondissement, 71, av. Henri-Martin, Paris 16^e. Du 6 au 26 novembre.

CHATEAU D'EAU*

Un aperçu de la collection bâtie par Jean Diezauide, qui a façonné le regard de sa ville à son image. *L'humanisme social à travers la collection de la galerie du Château d'eau de Toulouse*. Mairie du 8^e arrondissement, 3, rue de Lisbonne, Paris 8^e. Du 2 novembre au 1^{er} décembre.

BRICAGE*

La théâtralité saisie dans son essence par un calligraphe de la mise en scène et du mouvement. *Schnepo*, 91, quai de la Gare, Paris 13^e. Du 9 au 25 novembre.

RODEO*

Enfant de l'Amérique, le cow-boy incarne le mythe de la conquête de l'Ouest. Mais quel rapport avec Barthes ? Photos de Susan Felter. Galerie Viviane Esders, 40, rue Pascal, Paris 13^e. Du 30 octobre au 8 décembre.

* Le Mois de la photo est organisé par Paris Audiovisuel avec la participation de la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris, de la Délégation aux arts plastiques du ministère de la culture et de la communication et le concours d'Air France et d'Assénie 2. Signalez le soutien de partenaires privés tels que la FNAC, les AGF, Dal Nippon Printing, Black and White, la fondation Hewlett-Packard, Publilmod/Photo, Iford, Agomat papiers graphiques et Carier.

* Points d'information : FNAC Forum, du 2 au 30 novembre. Programme : Minitel Ville de Paris (3615 CAPITALE), Minitel FNAC (3615 code FNAC). Pour tous renseignements : 40-14-40-17. * L'affiche du « Mois » a été réalisée par le peintre Corneille. Le catalogue général, conçu par Jean-François Coqueret, reprend par thèmes la totalité des expositions ainsi que l'ensemble des activités annexes. Editions Paris Audio-visuel, 210 p., 150 F.

Récompenses

Le Mois de la photo est une compétition à laquelle participent pas les expositions organisées par la ville. Elle se place sous la tutelle d'un jury dont voici la composition : Nina Companeez, cinéaste (France), présidente ; Denis Roche, écrivain (France) ; Peter Galassi, conservateur pour la photographie au Musée d'art moderne de New-York (Etats-Unis) ; Jan Saudek, photographe (Tchécoslovaquie) ; Roland Topor, dessinateur et écrivain (France). Le jury se réunira le mercredi 21 novembre pour décerner les récompenses suivantes :

1. - Le grand prix de la Maison européenne de la photographie (100 000 francs), attribué sous forme d'achat à une galerie privée pour son travail artistique.
2. - Le grand prix du mois (100 000 francs), attribué à un photographe vivant dont le renom n'a pas encore atteint un vaste public.
3. - Le prix spécial du jury (20 000 francs), destiné de préférence à un jeune créateur.

ILFORD
ASSOCIÉ
AUX PLUS GRANDES
EXPOSITIONS DU MOIS

34. Le parlement du nord sous le Marchoir
La stratégie sociale du CSEF

35. M. Ricard défend la vision social-démocrate de la Revitalité
36. Les politiques

40. Marchés financiers
41. Bourse de Paris

L'Etat reprend le contrôle de Framatome

Apparences

Les ministres ouvertement en désaccord, une présidence pesant de tout son poids, des cadres se payant des pages de pub pour défendre leur patron, deux chefs d'entreprise se querellant publiquement, des députés brandissant la menace d'une nationalisation, des plaintes devant les tribunaux et un ardent avocat, la vulgate du « ni-ni » invoquée... le dossier Framatome aura donné une pittoresque image de la politique industrielle française.

C'est vrai que le président de Framatome, M. Jean-Claude Leny, l'homme qui avait « fait » l'entreprise, pouvait légitimement s'insurger contre la tentative de mainmise d'un groupe « riche et puissant » qui « prenait le train en marche » et avait été son rival dans le passé. C'est vrai, aussi, que le patron de la CGE, M. Pierre Suard, avait trouvé à son arrivée un pacte lui donnant le droit de contrôler Framatome. C'est vrai que l'on peut se demander si le nucléaire, vu son poids en France, doit être sous la tutelle du privé ou sous celle du public, et si il convient d'« adosser » Framatome à un groupe industriel puissant alors qu'elle réussit toute seule.

Qui aura posé les vrais problèmes de la légitimité d'un patron, de l'industrie face à l'argent, des pactes d'actionnaires, des structures industrielles propres à gagner la bataille mondiale, du nucléaire ?

L'accord ne fait que sauver les apparences. Contraints de reculer sous la pression du public, la CGE vend cher sa « défaite » : au fond, elle encaisse une plus-value (elle la reconnaît) pour accroître sa participation de 40 % à 44 % et mieux faire reconnaître ses droits de minoritaires. Quant à Framatome, après plusieurs aller et retour entre le public et le privé, elle réintègre le giron de l'Etat... jusqu'aux prochaines privatisations. Certes, son patron sauve son siège, mais son mandat prend fin dans trois ans. Et d'ailleurs qui paie ? Pour moitié, CEA Industrie, qui tire ses ressources notamment des dividendes versés... par Framatome. Vous avez dit apparences ?

F. V.

Retour au secteur public

Suite de la première page

Au prix de la cession des 7 % s'ajoute une prime de contrôle de 210 millions de francs, payée pour le transfert du contrôle de l'entreprise et son passage du public au privé. Cette somme se répartira entre le CEA (317,5 millions de francs dont 184,5 millions en titre de la prime) et le Crédit lyonnais (382,5 millions).

Ce paiement appelle deux commentaires : d'une part, les 490 millions de francs versés pour 7 % de Framatome valorisent le constructeur de chaudières à 7 milliards de francs pour 100 % du capital, soit le double du prix déterminé lors de la privatisation de la CGE, il y a trois ans et demi. En fait, ce montant est supérieur à la valeur de l'actif net réévalué de l'entreprise, déterminé par le Crédit lyonnais, l'Etat et la CGE (6,8 milliards) et inférieur au rendement estimé par le marché de la capitalisation boursière de Framatome (7,4 milliards). Mais, la prime de contrôle ne représente que 3 % de la valeur de l'entreprise, soit moins que ce qui est retenu traditionnellement (10 % à 30 %).

Ce pourcentage bas s'explique par les droits d'actionnaires minoritaires reconnus à la CGE, qui ont fait l'objet d'un débat : elle participera à un comité d'orientation stratégique composé de trois membres (les présidents de Framatome, du CEA et de la CGE), dont le rôle sera consultatif, mais qui « proposera » la stratégie industrielle de Framatome au conseil d'administration (qui, lui, sera décisionnaire).

Déjà, les deux parties font une lecture diverse de l'accord. Côté CGE, on se félicite que le texte précise que l'un des objectifs est de « garantir à la CGE un rôle d'actionnaire important, préservant ses intérêts légitimes ».

Diversification et renforcement

De bonnes sources, on indique d'ailleurs qu'en cas de différend industriel reconnu par un tribunal arbitral, la CGE peut vendre ses actions aux actionnaires publics (en fait au CEA, chargé d'en faire le portage avant un reclassement dans le privé) au prix de marché diminue de 10 %.

Chez Framatome, en revanche,

on se congratule de voir que le même texte confirme noir sur blanc les grandes orientations de Framatome à l'intérieur et en dehors du nucléaire, en particulier la diversification dans la connectique et le « renforcement des positions internationales » de l'entreprise « notamment dans le cadre des accords déjà conclus » (en clair, l'alliance avec l'allemand KWI-Stemens). Politique dont certains aspects avaient été critiqués par la CGE. Et on souligne chez le constructeur de chaudières que la décision reviendra au conseil d'administration.

La composition de celui-ci a également fait l'objet de subtiles dosages. Une des questions qui ont été soulevées par le retour d'une majorité publique au sein de Framatome a été de savoir si l'entreprise devait ou non être soumise à la loi de démocratisation du secteur public (ce qui l'aurait contrainte à avoir un tiers de ses administrateurs salariés). Finalement, ce ne sera pas le cas, mais les salariés qui n'avaient pas d'administrateur en auront un face à la CGE (4 sièges, soit un de plus que par le passé) et aux actionnaires publics (6 dont 1 pour le Crédit lyonnais et 5 pour CEA-Industrie sur lesquels seront pris les sièges des présidents de Framatome et d'EDF).

Sauver les apparences

Mais les raisons invoquées pour exclure Framatome de la loi de démocratisation divergent : pour les uns, la présence du Crédit lyonnais au tour de table l'explique (car les banques ne sont pas « très » démocratisantes). Pour les autres, c'est grâce au maintien d'EDF dans l'actionariat que l'on a évité l'application de cette loi.

D'autres raisons sont avancées pour la création de cette holding (en fait une société « en participation ») et la présence d'EDF au tour de table : les salariés ont demandé un maintien de l'électricité, qui avait d'abord souhaité en sortir pour, en fin de parcours, changer son fusil d'épaule au nom de l'indispensable coopération avec Framatome à l'exportation. Autre motif invoqué : si EDF avait revendu ses 10 % dans Framatome, la facture des actionnaires publics aurait augmenté d'autant.

Enfin, et surtout, cette holding permet de sauver les apparences pour plusieurs raisons : un maintien d'EDF à 10 % aurait eu pour effet de laisser à la CGE le titre de « plus gros actionnaire » avec 44 %, largement devant le CEA (36 %). La formule retenue, tout en reconnaissant une « autonomie de gestion » à Framatome, n'en permet pas moins au CEA d'affirmer sa présence en tant qu'actionnaire essentiel de l'entreprise. D'autre part, si EDF se maintenait sans qu'une holding soit créée, l'accord était en contradiction avec le vœu de l'Elysée de voir la participation publique réunie « en une seule main ».

Un autre souhait du « Château » — aboutir à un montage pérenne — est-il satisfait ? On peut s'interroger. Certes, en cas de privatisation du Crédit lyonnais, les actionnaires publics ont une option d'achat. Mais si le gouvernement d'alors leur donne instruction de ne pas la faire jouer, Framatome rebasculera dans le privé... Tout au plus, ce mouvement ne sera-t-il pas opéré dans le silence.

Tout au long de ce dossier — qui aura mis dix-huit mois à être décodé — le politicien aura vu : car lorsqu'il s'est trouvé en guerre ouverte avec le patron de la CGE, M. Pierre Suard, le président de Framatome, M. Jean-Claude Leny, n'a pas hésité à jouer de tous ses appuis pour infléchir le cours des événements. Notamment à l'Elysée, lorsqu'un premier montage échoué par le ministre de l'Industrie, puis soutenu par Mitterrand, donnait la part trop belle — à ses yeux — au patron de la CGE dont il a su rappeler les sympathies RPR.

Une des grandes habiletés de M. Leny aura été de politiser le dossier, en le faisant glisser vers la question des privatisations nationales tout en faisant monter au créneau ses cadres et le comité d'entreprise. Les positions tranchées adoptées par son adversaire — encouragées par les hésitations qu'il percevait du côté du gouvernement — l'ont rétrospectivement aidé : en tenant en mars de passer en force, par le rachat des 12 % détenus par Dumez, M. Suard a traqué l'Elysée qui a confié le dossier au ministre des finances.

Celui-ci a mis six mois à mettre sur pied un accord qui permet à chacun de sauver la face. Mais, pendant ces dix-huit mois de tergiversations, la France a donné aussi une nouvelle illustration des déviations auxquelles peut parfois aboutir « l'économie mixte ». Sans se demander si elle ne « méduse » pas les observateurs étrangers, stupéfaits par ce mauvais vaudeville industriel franco-français.

FRANÇOISE VAYASSE

Avec une progression de 1,8 % du PNB au troisième trimestre

Rebond inattendu de la croissance aux Etats-Unis

La production nationale des Etats-Unis a sensiblement progressé au cours du troisième trimestre, démentant encore une fois les analyses faites par la plupart des conjoncturistes qui estiment que l'économie américaine est entrée dans une phase de quasi-stagnation. Exprimée en terme de PNB (produit national brut), la croissance a atteint 1,8 % en rythme annuel au troisième trimestre alors que les prévisions portaient généralement sur une progression de 0,8 %.

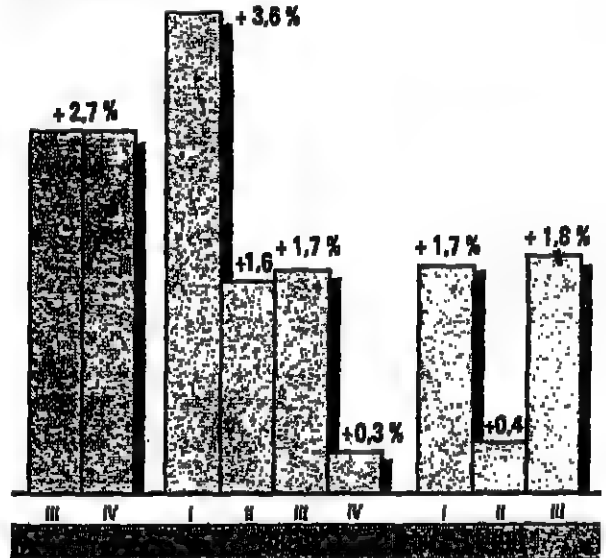
Ce surprenant résultat, qui avait permis à M. Nicholas Brady secrétaire au Trésor de déclarer dès lundi 29 que l'économie américaine « n'est pas en récession mais connaît seulement une période de ralentissement », s'explique par un rebond des dépenses des ménages pour leur consommation (+ 3,6 % en rythme annuel). Les achats des automobiles ont augmenté de 3,4 milliards de dollars alors qu'ils avaient baissé de 6,1 milliards de dollars au deuxième trimestre.

Les entreprises ont elles aussi contribué au rebond du troisième trimestre en effectuant beaucoup de dépenses d'investissement.

AL. V.

CROISSANCE DU PNB AUX ETATS-UNIS

(en rythme annuel)



Après sept années de croissance ininterrompue, l'économie américaine a vu ralentir son rythme d'activité. Cela s'est passé plus tôt et sur une période plus brève qu'on ne le croyait : dès le deuxième trimestre 1989 on ne s'attendait plus à la croissance. Depuis cette date et au fil de révisions souvent très importantes des statistiques officielles, l'économie américaine semble continuer de croître à un rythme annuel d'environ 1 % à 2 %.

Septième budget « réservé »

GIAT Industries veut reprendre les activités d'armement du groupe belge FN

La société française GIAT Industries, qui fabrique notamment le char Leclerc, des matériels d'artillerie et les munitions correspondantes, a confirmé, mardi 30 octobre, qu'elle était prête à reprendre certaines des activités d'armement du groupe belge FN (Fabrique nationale) à Liège-Herstal, qui est en crise depuis 1986. Une assemblée générale extraordinaire de FN sera convoquée le 30 novembre pour s'informer et se prononcer sur l'offre de GIAT Industries.

Désireux de devenir un pôle de développement en Europe de l'industrie d'armement terrestre avec l'accord du ministère français de la défense, GIAT Industries a déjà acquis en location-gérance la société Luchaire Défense, achetée à Matra ses parts dans Manurhin Défense et pris possession de l'usine FRB de munitions en Belgique.

Le groupe français a aussi conclu des accords de coopération industrielle ou commerciale avec Renault Véhicules Industriels et Creusot-Loire Industrie en France, Royal Ordnance en Grande-Bretagne, Rheinmetall en Allemagne et avec le groupe General Electric aux Etats-Unis.

En août dernier, FN avait conçu un plan de redressement de ses activités, qui prévoyait le départ de 1 200 de ses 2 800 salariés en Belgique. GIAT Industries, la Société générale de Belgique (qui est actionnaire de FN à 76 %) et la Fabrique nationale doivent fixer le montant des engagements du groupe français dans le plan de sauvetage de l'entreprise belge. Le fait de savoir si GIAT Industries reprend ou non tout ou partie des dettes de FN est notamment en discussion.

Les crédits de l'agriculture jugés insuffisants par la majorité des députés

Faute de pouvoir dégager une majorité en sa faveur, le gouvernement a recouru pour la septième fois à la réserve, dans la nuit de mardi 30 à mercredi 31 octobre, après la discussion du budget de l'agriculture présenté par M. Louis Mermaz. Comme de coutume, la discussion de ce budget, qui s'élève à 38,4 milliards de francs, soit une hausse de 2,3 % par rapport à celui de 1990, a donné l'occasion à de très nombreux députés de se faire les avocats des agricultures de leurs territoires.

Le budget de l'agriculture, qui, d'ordinaire, mobilise de nombreux parlementaires, a déçu, cette année, les attentes : une soixantaine de députés intervenant dans le débat et quarante-sept questions, au total, étant posées au ministre. « Nous entamons une procédure maratonienne », s'est inquiété M. Georges Hage (PC, Nord), qui présidait, mardi, la séance du matin. De fait, pendant plus de dix heures, M. Mermaz a été

assailé par les observations de députés soucieux de défendre les intérêts locaux et qui ont brodé à loisir, sans craindre les redites, sur les trois « plaies » dont souffrent, selon eux, l'agriculture française : les calamités naturelles, la politique agricole commune et les négociations commerciales de l'« Uruguay Round ».

La hausse des cotisations sociales

M. Yves Tavernier (PS, Essonne), rapporteur spécial de la commission des finances, en a fait une présentation sobre et peu enthousiaste. « Il est en hausse de 2,3 % : c'est moins que modeste, et l'on criait à l'insuffisance si l'on se base sur les dépenses dont le budget de l'agriculture ne représente, en réalité, une hausse de 5,8 %, a-t-il indiqué. En dépit d'insuffisances parfois graves, il matérialise une politique en progrès de façon sûre et durable ».

Cette analyse n'a pas été partagée par les députés de l'opposition, non plus que par les communistes,

qui, en termes presque identiques, ont vu dans le « recul des crédits » la preuve que l'agriculture n'est plus une « priorité » pour le gouvernement. MM. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais) et Ambroise Guellac (UDC, Finistère) ont insisté sur le désengagement de l'Etat dans le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA). « Les cotisations professionnelles, quant à elles, augmentent de plus de 7 %, c'est un taux difficilement supportable », a précisé M. Guellac, avant de déplorer l'absence d'allègement des charges fiscales, « en particulier pour ce qui est du foncier non bâti », et de conclure, au nom de son groupe, par le rejet des crédits.

MM. Paul Chollet (UDF, Lot-et-Garonne) et Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) ont exprimé leur déception devant les perspectives ouvertes par ce projet de budget. M. Godfrain s'est inquiété plus particulièrement de l'installation en France d'agriculteurs allemands, hollandais ou anglais. Ces deux députés ont été rejoints, dans leurs critiques, par M. Pierre Goldberg (PC, Alier), selon qui « ce budget reflète les choix fondamentaux de la Communauté écono-

que européenne : éliminer toujours plus d'agriculteurs chez nous pour favoriser des agricultures concurrentes à la nôtre, les multinationales de l'agroalimentaire et les Etats-Unis ».

Soutenu sans grande énergie par le groupe socialiste — M. Alain Bruze (Jura), exprimant de nombreuses réserves, notamment sur la dotation aux jeunes agriculteurs et sur l'allègement de la taxe sur le foin domestique —, M. Mermaz s'est efforcé, sans succès, de rompre la coalition adverse en énonçant les principes fondamentaux de son action. Il a indiqué qu'il entendait se montrer ferme dans les négociations internationales, ce dont les députés lui ont volontiers donné acte, et qu'il avait la volonté de s'attaquer au problème des charges des agriculteurs, comme la taxe sur le foncier non bâti. « Ce budget permet de faire face aux besoins de notre agriculture, a-t-il affirmé. Avec 143 milliards de francs (soit l'ensemble des dépenses dont bénéficie l'agriculture, tous ministères confondus), on peut, tout même, faire beaucoup de choses ». Le ministre n'est pas parvenu à en convaincre la majorité des députés.

GILLES PARIS

GEREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MONDIE

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LE MONDE

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Un rapport parlementaire réclame une « politique industrielle européenne » dans l'automobile

« Dans le contexte industriel actuel, il est clair que la réalisation du marché unique de l'automobile comporterait un risque majeur pour les constructeurs européens : celui de voir les Japonais être les grands bénéficiaires de 1992. Les députés français viennent au secours de MM. Calvet et Lévy, les patrons de Peugeot et Renault, dans leur campagne contre les groupes japonais. »

Un rapport d'information de l'Assemblée, présenté le mercredi 31 octobre à la presse par M. Maurice Adevah-Pouf, député socialiste du Puy-de-Dôme, demande que la France fasse preuve d'une grande détermination. « Il ne s'agit pas, est-il écrit, de partager les tenants du protectionnisme et ceux du libéralisme, controverses scolastiques (...) mais plus simplement et plus pratiquement d'avoir conscience qu'en matière d'automobile la France et l'Europe ont des intérêts très importants à défendre. »

Il faut, selon les députés, instaurer la période de transition que les constructeurs européens réclament et qui limiterait la pousse des voitures japonaises pendant environ huit ans. Mais « encore faudrait-il que ces années soient mises à profit pour faire

des efforts beaucoup plus considérables que ceux déjà entrepris et dans tous les domaines ». Ainsi est-il urgent d'engager un soutien « très important en faveur de la recherche et la formation » et de mettre en œuvre « une véritable politique industrielle » dans l'automobile.

Les députés dénoncent à cet égard les incohérences de la politique conduite par la Commission européenne. Dans ce qui est sans doute la partie la plus originale du rapport, M. Adevah-Pouf relève que la Commission interdit les aides aux constructeurs en Europe mais que Chrysler reçoit des subventions en Autriche pour y fabriquer des voitures réexportées sur le marché des Douanes. Il souligne aussi que la Commission soutient le principe d'une distribution sélective (exclusivité territoriale, réservée aux concessionnaires) mais admet les importations parallèles qui en sont l'opposé.

En réalité chaque constructeur fait, avec plus ou moins de zèle, son travail dans son coin, sans aucune coordination générale puisque personne n'en est chargé. Et les députés de conclure qu'on ne peut ouvrir les frontières avant que cette politique européenne ne soit mise en place.

E. L. B.

La BBC choisit les décodeurs Thomson

Après quelques hésitations, la BBC a choisi la firme française Thomson pour lui fournir les décodeurs dont ses abonnés auront besoin pour capter, à partir de septembre 1991, la chaîne thématique que lancera pendant les heures de nuit sa filiale BBC Subscription Television Ltd aux deux canaux de transmission terrestre BBC 1 et BBC 2.

Une importante commande

Le système d'accès conditionnel utilisera les décodeurs Thomson, développés par Thomson Consumer Electronics et fabriqués dans l'usine de sa filiale britannique à Gosport (baie de Portsmouth). Ces appareils seront associés à des cartes à puces produites par la firme londonienne Iwata Datacom. En fonction du type d'abonnement, ils permettront de commander automatiquement l'enregistrement sur magnéscope. Le nombre de décodeurs à livrer n'a pas encore été fixé, mais il s'agit pour Thomson d'une importante commande.

Concept annonce des pertes de 500 millions de francs pour 1990

On a beau être le numéro trois français des services informatiques, on ne fait pas pour autant des prévisions de résultats parfaitement exactes. Le groupe Concept a enregistré au premier semestre 1990 une perte de 181,4 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,233 milliard de francs, selon un avis financier de la société, publié mardi 30 octobre. A la mi-septembre, la SSI s'annonçait dans le rouge à hauteur seulement de 40 millions de francs sur les six premiers mois de 1990. L'écart va du simple au quintuple et suscite des interrogations au côté des autorités boursières. La COB avait déjà décidé le 26 octobre de suspendre la cotation au règlement mensuel du titre Concept dans l'attente de la publication des résultats semestriels dans leur version définitive.

Concept — qui prévoit un déficit total de 500 millions de francs sur l'ensemble de 1990 — paie aujourd'hui sa croissance boursière, financée en grande partie par endettement. La direction du groupe pense pourtant pouvoir renouer avec les bénéfices dès 1991.

TRANSPORTS L'accord de Bruxelles sur la constitution du groupe Air France suscite des réactions mitigées

En attendant de connaître les termes exacts de l'accord intervenu à Bruxelles sur le rapprochement d'Air France, d'UTA et d'Air Inter autorisé par la Commission en échange d'une concurrence accrue dans le transport aérien français (le Monde du 31 octobre), les réactions vont de la satisfaction pour le président d'Air France, le ministre de l'Équipement et le commissaire européen à la concurrence jusqu'à l'hostilité de la CGT d'Air Inter, qui condamne l'abandon du service public au profit de la concurrence.

M. Jacques Maillet, PDG de l'agence Nouvelles Frontières, annonce que sa compagnie charter Corse Air demandera le droit d'effectuer des vols Paris-Ajaccio et Paris-Bastia. M. Fernand Meyer, PDG de la compagnie charter Mincere, estime que les assouplissements envisagés dans les monopoles d'Air France, d'UTA et d'Air Inter sont ridiculement insuffisants, et il envisage d'engager des procédures judiciaires contre l'accord entériné par Bruxelles. M. Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée, et actionnaire de Mincere, aimerait se persuader qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle manœuvre d'Air France pour refuser la concurrence et plaider pour un « libéralisme intelligent et raisonnable ».

Les compagnies aériennes discutent d'une augmentation de 4 % de leurs tarifs

Les compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) discutent, à Genève, depuis le 31 octobre, d'une nouvelle augmentation de leurs tarifs afin de faire face à la hausse de 120 % du prix du kérosène depuis l'invasion du Koweït par l'Irak. La précédente augmentation, appliquée le 1^{er} octobre, avait été échelonnée de 5 % à 8 % selon les transporteurs et les destinations. Le plus grand nombre souhaiterait 4 % supplémentaires, mais certains, comme British Airways, parlent d'une augmentation à deux chiffres.

L'unanimité indispensable ne sera pas aisée à obtenir, car la concurrence est vigoureuse et certaines compagnies souhaiteraient attendre une évolution de la situation dans le Golfe. D'autre part, les gouvernements auront leur mot à dire car, dans tous les pays du monde, ce sont eux qui avalent les tarifs aériens et ils ne sont pas toujours favorables aux augmentations demandées par les transporteurs qui n'ont jamais fait profiter leurs passagers des baisses des prix du carburant, notamment au printemps 1990.

SOCIAL

Aux Assises nationales de la modernisation négociée

M. Michel Rocard défend la version social-démocrate de la flexibilité

Ouvertes par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, les Assises nationales de la modernisation négociée, organisées le 30 octobre à La Défense, ont été conclues par M. Michel Rocard.

Autour de ce thème cher à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, le premier ministre a englobé dans sa définition une série de sujets qui vont des conditions de l'organisation du travail à la gestion prévisionnelle des effectifs et des qualifications, en passant par la formation professionnelle. Par diverses mesures, le gouvernement y a consacré 1 milliard de francs en 1990 et ajoutera 300 millions de francs en 1991.

M. Rocard entend défendre l'idée d'une adaptation souple des entreprises grâce à « un dialogue social de qualité ». La logique entrepreneuriale et la logique syndicale peuvent aboutir à des « compromis positifs », dont certains accords récents, chez Thomson ou chez Renault, donnent l'exemple. Au-delà, le premier ministre milite pour un dosage social-démocrate, opposé au « libéralisme sauvage », entre la flexibilité externe, synonyme de « compression des effectifs » ou de développement du travail précaire, et la flexibilité

interne, « toutes deux nécessaires ». « Leur poids respectif » correspond à « un choix de société ». « Nous privilégions, quant à nous, la flexibilité interne, la mobilité, la formation et, bien sûr, la négociation », a-t-il déclaré.

A l'avenir, d'autres éléments devront entrer dans ce champ, selon le premier ministre, dont la représentation du personnel, le sort des salariés âgés, le « co-investissement » dans la formation, les salaires de base et les classifications. « La prudence s'impose quant à l'évolution du salaire minimal d'embauche, a-t-il précisé sur ce point. En revanche, il est inacceptable que des salariés restent durablement rémunérés au SMIC, sans perspectives de formation ni d'évolution de carrière. »

La méthode suppose toutefois « un syndicalisme fort, uni et responsable », a poursuivi M. Rocard en rappelant que la France est « la lanterne rouge en Europe pour la syndicalisation ». Pour tenter une correction, il a indiqué qu'il avait « décidé de porter en 1991 de 20 à 30 % la déduction fiscale des cotisations syndicales », instaurée en 1989, et que les subventions à la formation syndicale seraient augmentées de 10 %.

A. L.

FINANCES

Mount Charlotte : succès d'une OPA inattendue

L'homme d'affaires néo-zélandais (Sir) Ron Brierley, vient, en obtenant 52,5 % de Mount Charlotte Investments, propriétaire du groupe hôtelier du même nom, de gagner l'OPA la plus inattendue de l'année : « Une OPA qu'il n'avait pas cherchée et qu'il ne s'attendait pas à gagner », comme l'écrit le Times de Londres.

Depuis qu'il a racheté, il y a un an, les Thistle Hotels au brasseur Scottish and Newcastle, Mount Charlotte est devenu le deuxième hôtelier britannique, derrière Trust House Forte, avec une centaine d'établissements totalisant 14 000 chambres, réalisant un bénéfice imposable de 47,6 millions de livres (environ 471 millions de francs). Sir Ron en était déjà actionnaire, lorsqu'il a repris, le mois dernier, les 10,1 % détenus par le Kuwait Investment Office (KIO). Cela a porté sa participation à 38,9 %, franchissant allégrement le seuil de 30 % au-delà duquel le lancement d'une OPA devient oblige-

toire selon la législation britannique.

Les responsables de BIL (Brierley Investment Limited), qui n'avaient pas réussi à reclasser leur acquisition, aient beau clamer que l'OPA était « amicale », celle-ci provoqua une vigoureuse résistance des dirigeants de Mount Charlotte : ceux-ci évaluaient leurs actifs à 122 pence par action, alors que BIL en offrait 73 pence et l'OPA représentait un total de 644 millions de livres, chiffre respectable, mais inférieur à ce que Mount Charlotte avait payé pour l'acquisition des trente-trois Thistle Hotels.

Mais la différence de 7 pence par rapport au cours de l'action a séduit assez de porteurs de parts pour donner la victoire à l'homme d'affaires néo-zélandais. Consolation pour les dirigeants de Mount Charlotte : BIL, contraint de prouver ses bonnes intentions, paraît décidé à ne pas modifier le management de la chaîne...

G. H.

La COB transmet le dossier Tuffier au parquet

Le collège de la Commission des opérations de Bourse (COB), réuni mardi 30 octobre, a décidé de transmettre au parquet un deuxième rapport d'enquête sur Tuffier et Associés, holding de la société de Bourse Tuffier-Ravien-Py, qui a fait faillite en juillet dernier. Les investigations menées sur le marché des titres à compter du 1^{er} juillet 1989 ont révélé que la firme avait « gravement manqué à ses devoirs d'information à l'égard du public, et que, pendant toute la période, cette société et l'une de ses filiales étaient intervenues massivement à l'achat sur le marché de ses titres, à des cours manifestement supérieurs ne reflétant pas la libre confrontation des ordres d'achat et de vente. Par ailleurs, certains de ces achats ont permis à des administrateurs de céder leurs titres dans des conditions critiques ».

Selon la COB, ces faits constatés peuvent recevoir une qualification pénale « d'abus de biens sociaux, de manipulation de cours et de délit d'initié ». C'est la deuxième fois que la COB saisit la justice à propos de Tuffier. Le 18 septembre, elle avait transmis un rapport d'enquête sur les modalités de gestion de trois OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières). Neuf jours plus tard, le parquet de Paris ouvrait une information judiciaire contre X... pour abus de confiance, escroquerie et abus de biens sociaux.

L'Albanie pourrait adhérer au FMI

L'Albanie, où les emprunts à l'étranger étaient interdits par la constitution jusqu'à cette année, aurait l'intention de déposer une demande d'adhésion au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. « Nous avons engagé des discussions avec la Banque mondiale International et la Banque mondiale en juin à Bâle. Nous avons évoqué les conditions nécessaires pour devenir membre du FMI », a déclaré à l'agence Reuters M. Dhimitër Gazdha, responsable des banques d'Etat et du Trésor.

« Nous n'avons pas seulement besoin d'aide financière, mais également de conseils sur tous les sujets touchant à l'investissement, etc », a ajouté M. Gazdha. — (Reuters).

□ Nomination d'un secrétaire général néerlandais à la BERD. — M. Bart le Blanc, qui fut directeur général du budget aux Pays-Bas entre 1980 et 1983, a été nommé secrétaire général et membre du comité exécutif de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) de l'Europe de l'Est, a fait savoir le siège de l'organisation mardi 30 octobre. Les Pays-Bas avaient proposé, il y a quelques mois, leur ancien ministre des finances, M. Onno Ruding, au poste de président de l'organisation, mais c'est la candidature de M. Jacques Attali, conseiller du président de la République française, qui avait été retenue. La BERD doit entamer ses activités au printemps prochain.

BELFOND / PARIS AUDIOVISUEL

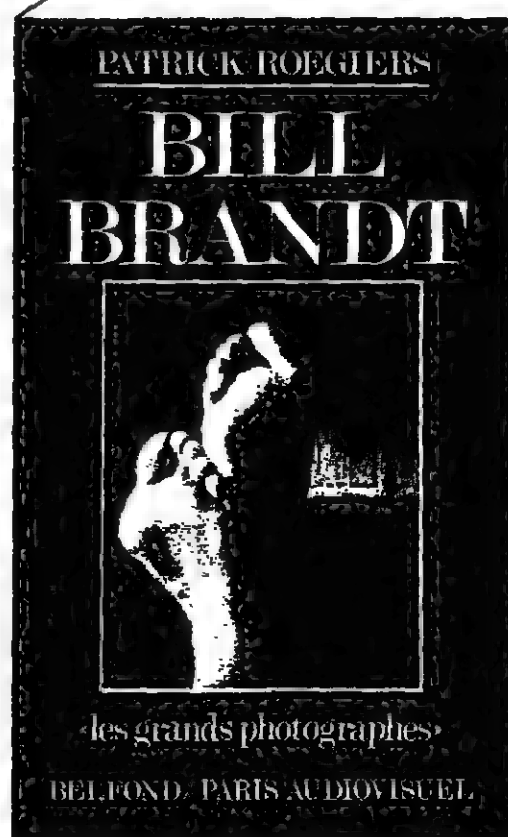
“LES GRANDS PHOTOGRAPHES”

Collection dirigée par Jean-Luc Monterosso

vient de paraître
BILL BRANDT
par
PATRICK ROEGERS
un volume de 210 pages
+ 12 pages de photos hors-texte
98,00 F

dans la même collection :

BOUBAT
ROBERT DOISNEAU
WALKER EVANS
BERNARD FAUCON
KERTESZ
LARTIGUE
MAN RAY
WILLY RONIS



EN BREF

□ L'Agence internationale de l'Énergie (AIE) ne prévoit pas de réunion commune avec l'OEPEP. — L'AIE a indiqué le 30 octobre qu'elle ne prévoyait pas de réunion commune début novembre à Vienne, contrairement à ce qui avait été annoncé lundi par le Venezuela (le Monde du 31 octobre). En revanche, M. Helge Steeg, directeur exécutif de l'AIE, a été invité à participer à un séminaire d'experts de plusieurs pays producteurs et consommateurs de pétrole, dont certains sont membres de l'AIE et de l'OEPEP, qui se déroulera du 6 au 8 novembre à Genève, sous l'égide des Nations unies.

□ L'URSS livrera treize millions de tonnes de pétrole à la Tchécoslovaquie. — Le premier ministre tchécoslovaque, M. Marian Čalfa, a obtenu que l'URSS livre treize millions de tonnes de pétrole à son pays en 1991, à l'issue de discussions qu'il a qualifiées de « longues et difficiles » avec son homologue soviétique, M. Nikolaï Ryjkov, mardi 30 octobre à Moscou. — (AFP, UPI).

DESIGN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

TECHNOLOGIES

Ils aiment le jeu, l'entraide et l'argent

Les parrains de l'innovation

Dans les secteurs de pointe, les jeunes entrepreneurs ont du mal à trouver des capitaux. Pour les aider, quelques rares individus placent leurs économies dans ces firmes à haut risque. Souvent par plaisir. Ils n'en réussissent pas moins à multiplier leur mise. Mais certaines modifications de la fiscalité prévues dans la dernière loi de finance pourraient tempérer leurs appétits.

Plutôt que d'investir en Bourse ou dans l'immobilier, des particuliers choisissent de placer leurs économies dans des entreprises innovantes sur les fonds baptismaux. Ces parrains de l'innovation ne sont pas légion. Les Britanniques les appellent les "angels des affaires" (business angels). En France, aucun terme générique ne les caractérise encore.

Inutile de chercher une quelconque association les regroupant. Ces individualistes se font connaître par le bouche-à-oreille. Les sommes qu'ils mettent en jeu ne s'élèvent parfois qu'à quelques dizaines de milliers de francs. Auxquelles s'ajoutent un petit nombre d'heures de travail pour conseiller leurs fileuls dans les premières années de leur vie. Car leurs motivations sont multiples : financières pour certains, mais aussi intellectuelles pour d'autres, par goût du jeu et de l'aventure, ou sentimentales, par sympathie pour de jeunes entrepreneurs.

Peu nombreux, ils n'ont que l'embaras du choix pour sélectionner leur futur poulain, souvent boudés des investisseurs institutionnels, plus prêts à financer le développement de firmes déjà existantes que de parier sur des idées.

François Lacoste, fils du joueur de tennis et donc héritier de l'entreprise qui porte son nom, est devenu un inconditionnel du parrainage, une activité qu'il occupe aujourd'hui à temps plein. Scientifique de formation, il travaillait dans la physique nucléaire, puis dans l'aéronautique, l'automobile, l'instrumentation optique et la plomberie avant de se lancer dans le capital-risque.

Autant d'expériences qui lui permettent aujourd'hui de sélectionner les dossiers en faisant essentielle-

ment confiance à son intuition. « Il faut que le créateur soit un homme honnête, compétent techniquement, à même de travailler dur. Le mieux est de lui demander tout ce qu'il sait sur le marché et de voir s'il est convaincant. Un business plan complet ne sert à rien ; il y a beaucoup trop d'incertitudes. Quand il est possible de faire une vraie étude de marché, c'est déjà trop tard. Il suffit de faire les calculs sur une feuille de papier, et de juger si le projet permet de dégager une marge brute importante, représentant au moins 75 % du chiffre d'affaires. »

Une méthode qui lui a plutôt bien réussi. François Lacoste, qui a investi en sociétés non cotées la moitié de son portefeuille, en a obtenu un rendement bien supérieur à celui dégagé par son portefeuille boursier. Il estime que la valeur en a été multipliée par plus de dix en dix ans. « Normal », explique-t-il, « on est en amont de l'information. » Pour y parvenir, il ne ménage pas son temps : « Si un dossier ne marche pas, il faut travailler dessus et éviter d'en prendre d'autres, ce qui limite à huit ou dix le nombre de dossiers que l'on peut mener en parallèle. »

Ses secteurs de prédilection sont l'industrie médicale et les nouveaux matériaux. « Si on réussit un produit dans le domaine médical, mais que l'entreprise ne marche pas bien, on a au moins servi à soigner des gens », explique-t-il, philosophe, alors que dans d'autres secteurs, quand ça ne marche pas, on a tout gâché. »

Un altruisme bénéfique

Cet altruisme lui a porté chance. La société System International, dans laquelle il avait investi, à la fin des années 70, a été entre-temps revendue à un groupe américain ; elle emploie plus de deux mille personnes. Ses autres fileuls médicaux ont pour nom Technomed et Bio Ethica.

Dans le domaine des matériaux, il fut l'un des premiers actionnaires d'Extramat, une société de recherche, sous contrat, située à Annemasse. A cinquante-sept ans, François Lacoste se réjouit du nouveau tour qu'il a donné à sa carrière.

« Dans une grande entreprise, je serais en préretraite. Là, je peux réguler mon activité ; et je m'amuse bien ! » Son souhait : que chaque



chef d'entreprise averti accepte de prendre en tutelle une ou deux sociétés naissantes.

Fernand Israel, un autre parrain de l'innovation, se fie lui aussi à son intuition pour choisir ses fileuls. Ses critères sont pourtant encore moins nombreux. Pas question pour cet autodidacte qui commença à travailler « dans le textile » dès la sortie de l'école communale, avant de faire fortune dans l'immobilier, d'avoir la moindre prétention technique sur les dossiers dans lesquels il prend des participations.

La haute technologie ne lui fait pourtant pas peur : il est actionnaire de Gimeor, une société de logiciels de maintenance industrielle qui commercialise le programme Archirion, l'un des best-sellers des logiciels pour architectes. Ce qui l'a convaincu, il y a quatre ans, d'investir 250 000 francs dans cette entreprise fut « le sérieux » de son PDG. Fernand Israel lui louait ses bureaux. « Quand il m'a téléphoné quelques mois après avoir signé le contrat de location, je croyais qu'il allait me demander un délai pour

payer le loyer ! Quand j'ai compris qu'il cherchait des investisseurs pour augmenter son capital, je n'ai pas hésité. Ensuite, je lui ai conseillé financièrement. Ses banquiers lui refusaient un prêt. On les a envoyés balader. » La valeur de son placement initial a été multipliée par plus de dix en quatre ans. « D'ici un an ou deux, ça va être la sortie et on va ramasser la pacotille », projette-t-il. Un espoir qui lui donne envie de renouveler l'expérience : il est sur le point d'investir dans une deuxième société, elle aussi locataire d'un immeuble qui lui appartient.

Jacques Margnat est lui aussi un spécialiste de l'immobilier. C'est pourtant dans la chimie que cet ancien élève de HEC a choisi de placer son argent, provenant en partie de la vente à Parnod-Ricard des vins Margnat, alors société familiale. Pour lui aussi, le rendement a été excellent. Il y a dix ans, il rachetait la Sopha, une petite société de cosmétiques de Grasse, pour 1 franc symbolique.

Cette firme réalise maintenant un chiffre d'affaires de 100 millions de

francs avec quatre-vingts personnes. Il lui consacre environ une demi-journée par semaine. Il est sur le point de réitérer l'opération avec une autre société en dépôt de bilan. Pour sélectionner les dossiers, Jacques Margnat compte, lui, sur l'intuition et les connaissances des spécialistes : les adhérents du Centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT-Chimie) de Marseille, dont il est administrateur.

Patrice Noailles est un autre actionnaire de Gimeor. Lui aussi, investisseur pour le plaisir. Ingénieur-conseil à la Société générale, ce trentenaire de Sciences-Po, est un spécialiste de la chimie. Rien à voir avec l'immobilier, secteur dans lequel il a choisi d'investir personnellement. Outre Gimeor, il est aussi actionnaire de Elexys, une société spécialisée dans la conception assistée par ordinateur, et de CAO Diffusion, qui commercialise un système destiné à alléger le travail des opérateurs de gros ordinateurs.

S'il ne mise que quelques dizaines de milliers de francs à chaque fois, il espère bien lui aussi « faire un gros multiple » lorsque le jour de la sortie sera venu. En attendant, il satisfait ainsi son « goût de la création », et s'adonne au plaisir d'influencer les gens sans les manipuler. Tout en ayant la satisfaction de combler un vide du capital-risque à la française : « On entend souvent dire qu'il y a trop d'argent et pas assez de sujets, alors qu'en fait la société financière étouffe les projets dans l'œuf. »

Reste à espérer que le projet de loi de finance pour 1991 actuellement en discussion au Parlement ne réduira pas l'intérêt de ces investisseurs. Jusqu'à présent, leurs plus-values réalisées sur des sociétés non cotées n'étaient pas imposées quand ils détenaient moins de 25 % du capital : une mesure destinée à compenser le fait que leurs participations sont incluses dans l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes (à la différence des chefs d'entreprises actionnaires à moins de 25 %). La remise en cause par le gouvernement de l'avantage fiscal alloué aux sociétés non cotées est-il bien opportun ?

ANNIE KAHN

REPÈRES

Les dirigeants de l'informatique rencontrent les jeunes

La formule de la Cré de la réussite, qui réunissait il y a dix jours pour un week-end à la Sorbonne étudiants et dirigeants d'entreprise, fait des émules. Le 10 novembre prochain, c'est en effet autour du thème de l'informatique et des télécommunications que sera organisé le Forum Sioob Jeunes. Des débats permettront à des responsables de firmes informatiques de dialoguer avec des lycéens et des étudiants. Quatre thèmes seront abordés : « Vers une vision de l'informatique de l'an 2000 » ; « Du plaisir au savoir ou de la micro à la société d'information du vingt et unième siècle » ; « Informatique, métier d'avenir » ; « Quelle informatique pour faire progresser les pays de l'Europe de l'Est vers une économie de marché ? ». Deux cents stagiaires en entreprise seront également offerts aux participants. Ce forum aura lieu au siège de l'Unesco, 9, place Fontenay, 75007 Paris.

Des camions blindés pour papiers japonais

Les entreprises japonaises qui utilisent des ordinateurs relient peu leur matériel par des réseaux. Selon le magazine spécialisé *01 Informatique* - références du mois d'octobre 1990 - seulement 1 % des ordinateurs personnels de l'archipel sont connectés, contre 15 à 20 % aux États-Unis ou en Europe. Conséquence : les firmes nipponnes croulent sous le papier d'ordinateurs. Une entreprise de camionnage exploite ces vieux filons. Ses quarante véhicules sillonnent Tokyo pour y ramasser les débris créés par les ordinateurs des banques et des industriels de la capitale japonaise. Ce précieux matériel est convoyé jusqu'à un centre de recyclage dans des camions blindés sous escorte de vigiles, confidentialité oblige. A raison de 1 500 francs la tonne, la firme ramasse ainsi 2 500 tonnes de papier et... un chiffre d'affaires de 3,750 millions par mois !

Heurs et malheurs d'un Salon technologique régional

Faust n'a pas séduit Toulouse

Les régions rivalisent d'imagination pour faire connaître la technologie à un large public. Mais les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des moyens déployés tant par les entreprises que par les collectivités locales concernées. Le Forum des arts, de l'univers scientifique et technique (Faust), organisé pour la troisième année à Toulouse, vient d'en faire la triste expérience.

TOULOUSE

de notre correspondant

Le Forum des arts, de l'univers scientifique et des techniques, qui s'est tenu à Toulouse du 23 au 28 octobre 1990, laisse penser que, à vouloir souper avec Belzébuth, Satan ou Méphistophélès, il faut prendre quelques élémentaires précautions et ne jamais jurer de rien. Toulouse, qui n'a pas, au travers des âges, pris l'habitude de vendre son âme à n'importe qui, peut encore légitimement se demander si ce Faust vaut tout le bien qu'on en a dit au travers de ses éditions antérieures.

« Le salon Faust est la conjonction de la tradition culturelle de Toulouse avec son destin de ville des technologies avancées », l'explication est de M. Dominique Baudis, le maire, porteur d'un projet qui n'a jamais cherché à sentir le souffre. M. Francis Balagna, chef d'orchestre et, pour l'occasion, metteur en scène, estime que « Faust, avec son salon, ses spectacles, ses expositions, ses conférences-débats et ses stages, n'a jamais été autant d'actualité ».

Mais, à vouloir être tout, Faust est peut-être passé à côté de ce qu'il devrait être : un lieu de découverte, de rencontres, de débats, de rencontres. Il est vrai que la page est de taille : installer, dans une ville nourrie au biberon de la culture classique, une manifestation qui emprunte à la modernité dernière, qui suppose les orances, les expériences même sans lendemain, les folies créatrices. Si Toulouse peut, en effet, légitimement s'enorgueillir de ses réussites technologiques, elle le doit pour beaucoup aux grandes entreprises publiques

qui, un jour, pris le chemin de la décentralisation, parce que le pouvoir politique en avait décidé ainsi. La ville leur a donné le cadre qu'il leur fallait pour se développer et prospérer.

Comment, dans ces conditions, ne pas se sentir les obligés d'un pouvoir régional qui ne ménage pas ses peines pour faire leur réputation et la sienne en même temps. « Tout cela est trop institutionnel », n'hésitent pas à dire certains.

Appré, qui met, pour la première fois, les pieds à Faust, est venu montrer ses nouveaux produits, afficher ses nouveaux prix, vérifier que le public la suit dans sa démarche commerciale et présenter ses solutions CAO (conception assistée par ordinateur). Rien de très neuf dans tout cela, comme si la firme considérait Faust à l'égal de n'importe quel salon et de n'importe quelle foire commerciale.

Un forum à deux entrées

La société Site, qui fait de l'image à haute définition, en est à sa deuxième participation. La première n'avait pas été vraiment concluante. Site préfère le Site, le grand frère, qui tient en alternance avec Faust le haut du pavé technologique toulousain.

Le CNES, le Centre national des études spatiales, justifie sa présence par la place économique qu'il occupe en Midi-Pyrénées. « Il faut être là », dit-on sur son stand, et, pour bien affirmer cette volonté et rester au diapason du Forum, il présente des photographies du satellite Spot promues au rang d'œuvre d'art.

L'Aérospatiale, le vrai géant de l'économie toulousaine, fait de la figuration. Mais la société nationale sait bien qu'elle se suffit à elle-même et que ses avions, qui se vendent en ce moment comme des petits pains, sont la meilleure vitrine de son savoir-faire, de son art.

Le problème est exactement l'inverse pour l'IRCAM, qui veut sortir de la confidentialité, qui tente de nouer le dialogue avec un public qui n'a pas toujours entendu parler de lui ou qui s'en est fait une image un peu poussiéreuse, un peu compassée.

Mais le premier contact des chercheurs avec le sol toulousain a plutôt été décevant. La dynamique attendue n'était pas au rendez-vous et certains pensent même que Toulouse n'a pas les épaules assez larges pour porter avec succès une telle manifestation.

L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) est beaucoup plus optimiste. Sa première participation dans un salon de cette nature vise à faire se rencontrer la recherche scientifique et la recherche culturelle. Ici, on cultive l'esthétique du vivant, tout en cherchant à échapper à ses univers, à donner du chercheur une « image nouvelle ».

Mais, chacun le sait, l'enfer est pavé de bonnes intentions ; et il n'est pas certain que le grand public ait trouvé son compte dans ce dédale de stands qui ont bien du mal à cacher la surprise après des visiteurs. Jus- qu'aux bornes interactives censées guider les curieux dans les allées savamment et joliment dessinées par les architectes, qui ne se sont pas toujours montrées à la hauteur. Créées par des étudiants bordelais, elles se sont révélées d'une consultation longue et complexe, au point d'obliger leurs concepteurs à remettre sur le métier leur ouvrage. Seules les petites sociétés, les défricheurs de nouveaux segments de marché, auront finalement tiré leur épingle du jeu de ce Faust 90 vu côté cour.

En effet, il y a bien deux entrées à Faust. Celle du marché, où exposants, entreprises, institutions, viennent offrir à un public qu'ils ont un peu de mal à cibler quelques aspects de leurs productions. Et celle des chercheurs, côté jardin, avec son catalogue de colloques, conférences, spectacles, débats et autres stages.

« L'intérêt de Faust est là », explique le biologiste Gérard Grassy, spécialiste de la modélisation moléculaire à l'université Paul-Sabatier de Toulouse. D'autres, comme ceux qui ont participé aux Rencontres internationales de la haute définition, ne sont pas loin de penser la même chose. « C'était, après tout, le premier débat européen sur ce thème. »

Mais la question demeure : Faust résisterait-il à un concurrent qui élit ses quartiers à Paris ? Il ne faut pas tenter le diable.

GÉRARD VALLÉS

En composant le

36.29.11.11. sur votre Minitel, vous pouvez connaître en un instant la vérité sur les entreprises avec qui vous allez traiter, leur état civil et aussi leurs bilans et comptes annuels.

Avec le 36.29.11.11, Infogreffe, groupement de Greffiers de Tribunaux de Commerce, vous donne l'accès libre et direct à la source de toute l'information sur les Entreprises. Cette information, fiable et objective, est actualisée quotidiennement, ce qui dans certains cas, est primordial (une déclaration de cessation des paiements par exemple).

Avec le 36.29.11.11, il est possible de commander les extraits du Registre du Commerce et des sociétés ou les

LE BILAN DE VOS CLIENTS ?
LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS ?
LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT NET DE VOS CONCURRENTS ?
36.29.11.11. INFOGREFFE LA MINUTE DE VERITE.

Consultez le Registre du Commerce et des sociétés sur le Minitel. Connaissez les détails financiers de vos fournisseurs et concurrents. Commandez un extrait du Registre du Commerce et des sociétés. Composez au téléphone ou à votre minitel. 36.29.11.11 et appuyez sur la touche INFOGREFFE

LA SOURCE DE L'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES. SCM INFOGREFFE - 1, quai de Corse 75181 Paris cedex 04 - Tél. : (1) 43.29.06.75



36.29.11.11 INFOGREFFE



*Savez-vous combien
l'assurance recrute chaque année
de cadres et de jeunes diplômés ?*

Quelle que soit votre formation, vous devez vous informer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'Assurance. Chaque année, les Sociétés d'Assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

Si vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez développer et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe, intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

Découvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur International, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'informatique dans l'Assurance ? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGF, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FFSA, Lloyd Continental...

"PASSEPORT POUR L'ASSURANCE"

LE PREMIER FORUM

DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

LE 23 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 21 H

LE 24 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 17 H

AU CNIT - PARIS LA DÉFENSE
RER LIGNE A - ARRÊT LA DÉFENSE - PARKING CNIT

ENTRÉE GRATUITE



A.E.
Espace Cadres

L'ARGUS

Le Monde

36 15
T.M.

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

B R U X E L L E S

Important Groupe Français (700 personnes, 600 MF de CA), spécialisé dans la promotion et la gestion de cliniques, hôtels et résidences pour personnes âgées, recherche un

**INGENIEUR
BATIMENT
H/F**

Afin d'autoriser la bonne réalisation de l'extension d'un hôtel existant à Bruxelles et d'une importante unité hôtelière à Amsterdam, vous prendrez en charge durant environ 2 ans :

- la négociation technique et commerciale des marchés des entreprises,
 - le pilotage et la coordination des chantiers,
 - les relations avec le maître d'ouvrage.
- Ingénieur de formation, votre expérience internationale a fait de vous un véritable professionnel du bâtiment. Vous êtes, bien entendu, parfaitement bilingue anglais et maîtrisez si possible le néerlandais ou le flamand.

Poste basé de préférence à BRUXELLES.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 6978, à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex
qui transmettra

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours pour son département de génie civil un poste de

PROFESSEUR DE GÉOLOGIE

Orientation : géologie appliquée au génie civil.

Délai d'inscription : 31 décembre 1990.

Entrée en fonction : 1^{er} septembre 1991 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander la formule de candidature à :

Secrétariat général de l'École polytechnique fédérale de Lausanne - CE-Echelle,
CH 1015 LAUSANNE/Seisme.

**845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)**

**634 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde est
la première source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)**

**LA BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT**

est l'institution bancaire de la Communauté européenne chargée du financement de projets à long terme dans la Communauté, dans certains pays de l'Europe de l'Est, dans les pays du bassin méditerranéen ainsi que les pays signataires de la Convention de Lomé.

Actuellement, la Banque recherche, pour sa Direction des Etudes à Luxembourg des :

Economistes (h/f)

Fonctions : évaluation au sein d'une équipe pluridisciplinaire des aspects économiques de projets d'investissement, localisés principalement en Afrique. Elaboration des études macro-économiques et sectorielles tendant à apprécier la situation économique et financière de ces pays et les programmes d'investissement.

Qualifications : spécialisation en économie du développement. Expérience professionnelle d'au moins 5 ans des études de projets et des secteurs dans les pays en voie de développement et des études macro-économiques, de préférence sur le terrain.

Ces postes requièrent une formation supérieure en économie sanctionnée par une maîtrise ou un doctorat et de solides qualités de jugement, sens pratique, goût pour le travail en équipe, disponibilité pour des missions à l'étranger, aptitude à l'analyse rapide et à la rédaction de notes de synthèse concises et claires.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, de nombreux avantages sociaux et pratique une politique d'égalité des chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres, maîtrisant 2 langues de la Communauté dont l'anglais ou le français, et n'ayant pas plus de 35 ans, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae ainsi qu'une photographie, à la :

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Directeur du Département Personnel (Réf. : ET 9051),
100, boulevard Konrad Adenauer,
L-2950 LUXEMBOURG. Fax: 437704.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



estuder

La société «estuder» est réputée dans le monde entier pour sa technologie de pointe en matière de rectification cylindrique. Plus de 600 collaborateurs contribuent à conserver et à défendre cette renommée.

Nous cherchons pour renforcer notre réseau international des

électro-mécaniciens

pour notre service après-vente.

Profil : - formation d'électro-mécanicien avec expérience des machines NC/CNC
- connaissance des machines-outils (rectification)
- bon niveau en allemand et/ou anglais
- domicile en région bien desservie (Paris, Tours, ...)

Vous êtes intéressés ? N'hésitez pas à nous appeler ou envoyez-nous votre dossier de candidature. Merci.

estuder

Fritz Studer SA, CH-3602 Thoune
Tél 1941 / 33 - 39 11 11

Société Ingénierie portuaire
recherche pour contrat deux ans
Afrique Francophone - Domaine Transports

- **EXPERTS HAUT NIVEAU**
10 ans expérience
- **EXPERT EN GÉNIE CIVIL**
- **EXPERT EN MARKETING
ET STRATÉGIE COMMERCIALE**
- **EXPERT ÉCONOMISTE PLANIFICATION**

Expérience en pays africains et aptitude au transfert des connaissances au niveau cadres supérieurs souhaitée.

SALAIRES MOTIVANTS - AVANTAGES EXPATRIATION

Adresser C.V. sous n° 8106 - *Le Monde Publicité*
5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

Corporate Identity Consulting

Live in London - Work in Europe

Wolff Olins is the world's largest independent consulting firm specialising in corporate identity. Our clients are some of Europe's most influential corporations, ranging from Akzo, British Telecom and Chargeurs ... to Repsol and Volkswagen.

We are planning a number of senior appointments to our successful European consulting team, based in London and working for clients in Benelux, France, Germany, Scandinavia, Spain and the UK.

In return for a progressive work environment, we expect you to have the intelligence, self-confidence and individual

presence to operate convincingly at Chairman/Chief Executive level.

You will already have the consulting skills to build profitable long-term client relationships. At the same time, you will have the interpersonal skills to work as a member of a multidisciplinary team with the potential (which we will help you develop) to lead major corporate identity programmes.

If you are fluent in French and English, have a first class track record in management consulting and would like to find out more, please send your CV to:

Christopher Davies: Personnel Director

WOLFF OLINS

22 Dukes Road London WC1H 9AB

السلامة

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			20^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
4^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
2 PIÈCES 63 m², 3 ^e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	6 500 + 940 + 4 625	3 PIÈCES 92 m², 1 ^{er} ét. Balcon, cave Disp. 01-02-91	52-55, rue des Haies CIGIMO 48-00-89-89 Frais de commission	6 000 + 1 100 + 4 590	3 PIÈCES 70 m² Rez-de-chaussée Cave	NEUILLY 9, bd Victor-Hugo AGF 42-44-00-44 Frais de commission	5 783 + 980 + 4 101
4 PIÈCES 111 m², 4 ^e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	12 210 + 1 833 + 8 688	92 - HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES 113 m² 5 ^e étage	NEUILLY/BAGATELLE 19, rue Ernest-Delion AGIFRANCE 47-47-83-81 Frais de commission	12 200 + 1 624 + 8 681
7^e ARRONDISSEMENT			MAISON Garage, 5 pièces 111 m²	GUYNACOURT 3, allée des Ajoncs SAGGEL 48-08-95-70 48-08-90-38 Frais de commission	5 900 + 201 + 4 198	3 PIÈCES 128 m² 4 ^e étage	SAINT-CLOUD 1, rue des Gato-Caps AGIFRANCE 48-02-39-81 Frais de commission	10 880 + 1 911 + 7 742
3 PIÈCES 60 m², rdc.	195, rue de l'Université SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	7 200 + 428 + 5 123	4 PIÈCES 92 m², 1 ^{er} étage 2 park., cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 quater A, rue des Usines AGF 42-44-00-44 Frais de commission	7 024 + 830 + 4 998	3 PIÈCES Neuf, 68 m² 4 ^e étage Parking	SÈVRES 41, Grande-Rue SOLVES 40-67-06-89 Frais de commission	5 500 + 797 + 4 228
8^e ARRONDISSEMENT			STUDIO Parking, 44 m², 3 ^e étage	VERSAILLES 27, rue Champ-Lagarde AGIFRANCE 47-42-17-81 Frais de commission	2 600 + 819 + 2 220	3 PIÈCES Neuf, 68 m² 2 ^e étage Parking	SÈVRES 31, Grande-Rue SOLVES 40-67-06-89 Frais de commission	5 500 + 830 + 4 600
7 PIÈCES 247 m², 6 ^e étage	63, bd des Batignolles SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	32 000 + 2 578 + 22 771	4 PIÈCES Parking, 110 m² 4 ^e étage, asc.	VERSAILLES 5, bd du Roi LOCARE 40-61-86-10 Frais de commission	7 112 + 1 228 + 8 076	4 PIÈCES Parking 60 m² 1 ^{er} étage	SÈVRES 10, route des Pavillons SAGGEL 48-08-95-70 Frais de commission	4 600 + 908 + 3 273
11^e ARRONDISSEMENT			6 PIÈCES Parking, 118 m² 1 ^{er} étage	VERSAILLES 55, avenue de Paris SAGGEL 48-08-95-70 48-08-90-38 Frais de commission	7 900 + 1 041 + 5 621	4 PIÈCES Parking 68 m², 3 ^e étage Cave	SURESNES 9, av. Georges-Pompidou AGF 42-44-00-44 Frais de commission	7 000 + 1 310 + 4 981
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00 Frais de commission	5 500 + 825	92 - HAUTS-DE-SEINE			94 - VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m² sur jardin	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23 Frais de commission	8 500 + 1 276	STUDIO Parking, 33 m² r.-de-ch.	BOULOGNE 3, rue de l'Abreuvoir AGIFRANCE 46-05-81-85 Frais de commission	3 080 + 554 + 2 520	4 PIÈCES 87 m², 1 ^{er} étage Parking	CHARENTON 21, rue de Valmy LOC INTER 47-45-19-97 Frais de commission	6 381 + 1 118
12^e ARRONDISSEMENT			STUDIO Parking, 58 m² 4 ^e étage, cave	BOULOGNE 33-35, rue Arna-Jacquin AGF 42-44-00-44 Frais de commission	3 700 + 1 140 + 2 633	3 PIÈCES Parking 68 m², 3 ^e étage	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVES 40-67-06-89 Frais de commission	6 606 + 825 + 5 356
4 PIÈCES Parking, 88 m² 5 ^e étage	32, rue de Picpus SOLVES 40-67-06-89 Frais de commission	7 502 + 1 412 + 6 027	2 PIÈCES Parking, 47 m² 1 ^{er} étage	BOULOGNE 24, rue des Abandonnés LOC INTER 47-45-19-97 Frais de commission	4 400 + 497	MAISON 5 PIÈCES 145 m², jardin garages	ORMESSON 11, avenue des Toulouses CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location	6 915 + 150 + 5 247
4 PIÈCES Parking, 90 m² 5 ^e étage	62, cours de Vincennes AGF 42-44-00-44 Frais de commission	7 800 + 1 290 + 5 406	4 PIÈCES Parking, 93 m² 1 ^{er} étage	CLAMART 1, rue de Sévres SAGGEL 48-08-95-70 48-08-90-38 Frais de commission	6 300 + 749 + 4 483	3 PIÈCES Parking, 67 m² balcon, 2 ^e étage	VINCENNES 44, rue de Fontenay LOC INTER 47-45-19-97 Frais de commission	5 750 + 700
15^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES Park., 65 m², 1 ^{er} ét. Disponible 15-01-91 Balcon, cave	GARCHES 70-72, rue du D-Débat CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location	4 410 + 580 + 3 445	3 PIÈCES Parking, 72 m² 1 ^{er} étage, balcon	VINCENNES 88, rue Defrance LOC INTER 47-45-19-97 Frais de commission	6 152 + 870
STUDIO Park., 42 m² 6 ^e ét., terrasse	21, rue Belard SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	4 750 + 497 + 3 380	3 PIÈCES Parking, 70 m² 3 ^e étage immeuble neuf	MEUDON 2, rue des Capucines SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	6 100 + 776 + 4 340	4 PIÈCES Parking, 88 m² 7 ^e étage, balcon	VINCENNES 83-85, rue Defrance LOC INTER 47-45-19-97 Frais de commission	7 517 + 870
2/3 PIÈCES 88 m², 6 ^e étage	3, place Violet SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	8 100 + 1 314 + 5 784	3 PIÈCES Parking, 73 m² 3 ^e étage immeuble neuf	MEUDON 89-90, rue de la République SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	5 800 + 1 097 + 4 127	4 PIÈCES Parking, 82 m² 2 ^e étage, balcon	VINCENNES 38, rue Massenet LOC INTER 47-45-19-97 Frais de commission	6 567 + 800
16^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES Parking, 85 m² 4 ^e étage immeuble neuf	MEUDON 89-90, rue de la République SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	7 000 + 1 285 + 4 981	4 PIÈCES Parking, 83 m² 2 ^e étage, balcon	VINCENNES 84, rue Defrance LOC INTER 47-45-19-97 Frais de commission	7 228 + 800
2 PIÈCES Park., 54 m² 4 ^e ét., asc.	12, avenue Boudin LOCARE 40-61-86-10 Frais de commission	6 651 + 767 + 5 717	18^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES Parking, 100 m² 1 ^{er} étage, balcon	VINCENNES 86, rue Defrance LOC INTER 47-45-19-97 Frais de commission	8 061 + 1 000
18^e ARRONDISSEMENT			STUDIO Park., 23 m² 1 ^{er} ét., asc.	95, rue Demérumont LOCARE 40-61-86-10 Frais de commission	2 349 + 393 + 2 352	19^e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES Parking, 77 m² 1 ^{er} étage, imm. neuf	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	6 400 + 853 + 4 554	19^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES Parking, 88 m² R-de-ch., imm. neuf	48 bis, rue de Mouzaie SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	6 950 + 948 + 4 945	19^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT		

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE









MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 31 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 47

[illegible]

COMPTANT

(selection)

[illegible]**SICAV**

(selection)

30/10

VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net
A.A.A.	967 11	943 82	Franch-Association	30 88	30 88	WALERS	6957 40	1317 12
Active	181 39	181 39	Franch-Compt.	26 41	26 41	WALERS	1317 12	1317 12
Aggrégation	719 71	688 72	Franch-Compt.	12947 71	12947 71	Pontus Gustave	5688 30	5688 30
Aggrégation	7023 35	7023 35	Franchier	22 16	228 73	Prévost-Obier	10081 19	10079 32
Aggrégation	106 20	106 28	Franch-Sergent	28 86	28 16	Prévost-Obier	107 73	106 96
ASB	850 31	850 33	Franchier	775 84	768 82	Prévost-Obier	26434 88	26434 88
ASB 1000	576 11	576 11	Franchier	10030 38	10030 38	Prévost-Obier	100 33	100 33
ASB 1000	900 32	900 32	Franch-Prévost	10030 38	10030 38	Prévost-Obier	117 30	114 44
ASB 1000	100 54	100 57	Franchier	4717 45	4765 89	Rebinder	831 81	807 58
ASB Invest-Bras	102 16	106 88	Franchier	121 81	1162 25	Rebinder	128 19	158 58
ASB Invest-Bras	401 3	396 50	Franchier	12657 88	12628 31	Rebinder	5291 24	5298 85
ASB Invest-Bras	302 37	302 37	Franchier	142 72	142 72	Rebinder	1102 87	1102 87
ASB Invest-Bras	1000 56	1100 56	Franchier	10671 41	10125 25	Rebinder	642 70	642 70
ASB Invest-Bras	605 19	580 43	Franchier	1062 84	1061 01	St-Henri-Grat	234 07	223 48
ASB Invest-Bras	5508 36	5421 89	Franchier	100781 07	67847 67	St-Henri-Grat	153 74	184 65
Amphibie	157 57	950 34	Franchier	1978 01	1421 15	St-Henri-Grat	546 42	529 69
Amphibie Court-T.	1132 57	1132 57	Franchier	486 42	486 42	St-Henri-Grat	12984 35	12942 62
Amphibie Court-T.	336 59	326 38	Franchier	246 27	246 50	St-Henri-Grat	470 54	452 44
Amphibie Court-T.	1100 48	1088 43	Franchier	198 74	188 67	St-Henri-Grat	884 48	882 97
Amphibie Court-T.	1546 38	1519 08	Franchier	258 88	228 21	St-Henri-Grat	923 13	1025 13
Amphibie Court-T.	142 07	142 07	Franchier	227 81	227 81	St-Henri-Grat	12372 81	12372 81
Amphibie Court-T.	117 07	112 03	Franchier	313 23	212 32	St-Henri-Grat	1210 85	1210 85
Amphibie Court-T.	106 16	106 16	Franchier	359 52	383 23	St-Henri-Grat	884 30	884 30
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	906 61	938 14
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	359 52	359 52	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	1118 20	1118 20	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	114 86	107 78	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	549 19	549 19	Franchier	136 57	130 04	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.	658 28	658 28	Franchier	177 79	177 79	St-Henri-Grat	1002 51	1002 51
Amphibie Court-T.								

	Marché libre
--	---------------------

Marché libre de l'or

Cours des Changes							Recevez	
MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/10	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/10	
			achat	vente				
Etats-Unis (1 unit.)	5 093	5 098	4 890	5 300			257	
Esc.	33 727	33 945	32 450	34 550	Or fin (en barre)	61500	62360	
100 francs (100 fr.)	10 267	10 278	16 750	16 750	Or fin (en lingot)	61450	62300	
100 pesetas (100 p.)	298	298	290	300	Napoleon (20 fr.)	384	389	
100 lire (100 l.)	4 468	4 468	4 230	4 760	Place Fr (10 fr.)	400	425	
1000 krona (1000 k.)	87 890	88 000	84	90	Place Suisse (20 fr.)	434	437	
1000 roubles (1 l.)	3 317	3 317	3 250	3 410	Place Londres (20 fr.)	368	364	
1000 couronnes (1 l.)	394 610	394 610	391	406	Souverain	490	496	
Suède (100 kr.)	88 900	88 900	88 500	94 500	50 dollars	2202	2202	
1000 couronnes (1000 c.)	89 140	89 140	82 500	90 500	50 francs	1225	1225	
Norvège (100 kr.)	5 542	5 542	5 100	5 550	Place 10 dollars	385	385	
Autriche (100 sch.)	47 640	47 640	3 800	4 300	Place 5 dollars	762	760	
1000 florins (1000 f.)	3 810	3 810	3 800	4 300	Place 60 pesos	2380	2370	
Portugal (100 esc.)	4 268	4 268	3 800	4 300	100 florins	388	370	
Canada (15 cent.)	3 840	3 840	3 800	3 860				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

Les affaires concernant M. Jacques Médéric

La chambre régionale des comptes étirle les associations paramunicipales de Nice

NICE

de notre correspondant régional

Dans une annexe confidentielle à un rapport sur la ville de Nice, la chambre régionale des comptes critique sévèrement le fonctionnement des associations paramunicipales, qui a déjà donné lieu à plusieurs enquêtes de l'administration fiscale et des douanes. Après avoir épluché les comptes des plus importantes, elle constate que celles-ci, presque toutes présidées de droit par le maire de Nice, manquent totalement de transparence. Elle relève ainsi que les mêmes élus siègent dans le bureau de la plupart d'entre elles et que, comme par exemple pour Nice-Opéra, « l'ensemble du dispositif paraît parfaitement verrouillé au bénéfice de l'exécutif communal ».

Entre autres abus, elle mentionne notamment le fait que, dès 1982, M. Lucien Salles, directeur général de Nice-Opéra, a installé gratuite-

ment la SARL Europe-Show, entreprise d'organisation de spectacles ayant son siège officiel à Fréjus (Var) et dont il est également le gérant, dans les locaux mêmes de l'Opéra. D'autre part, M. Pierre Médéric, frère de M. Jacques Médéric, dont le salaire mensuel s'élevait, en 1987, à 83 818 F, a été rémunéré jusqu'ici à la fois par l'association en tant que directeur artistique et par la ville comme conseiller artistique de l'orchestre. L'institution régionale souligne également que les subventions accordées à Nice-Opéra « pour des équipements à réaliser pour un bien communal permettent à la ville d'échapper au code des marchés publics ».

Par ailleurs, l'atelier de décors de cette même association a été édifié par la Société immobilière de la ville de Nice (SIVN), présidée par M. Michel Falicon, deuxième adjoint au maire, « aux frais du département, sur un terrain appartenant à la ville, mais que celle-ci donne à bail emphytéotique au département... ». La chambre régionale des comptes estime encore que des avances très importantes consenties par la ville à Nice-Acropolis, l'association qui gère le palais des congrès, ont eu pour objet réel de « permettre à la commune de placer des fonds publics en dehors du circuit du trésor, en contrevenant avec l'article 43 du règlement général sur la comptabilité publique ». « Il doit y être mis fin, déclare-t-elle. A défaut, la chambre pourrait être amenée à considérer que l'opération est une extraction irrégulière de fonds publics ».

Le budget prévisionnel des sept principales associations paramunicipales de la ville de Nice était, au total, pour l'exercice 1990, de 338 343 000 F, dont 101 000 000 de francs pour Nice-Acropolis (subventionnée à 40,3 %), 83 980 000 francs pour le comité des fêtes (88,5 %), 67 470 000 F pour Nice-Communication (99,5 %) et 60 000 000 de francs pour Nice-Opéra (60,6 %). La nouvelle municipalité, dirigée par le sénateur (RPR) Honoré Baillet, s'est d'ores et déjà décidée à la dissolution de Nice-Communication, qui devrait être effective le 9 novembre. M. Baillet et son premier adjoint (s.ét.), M. Paul Guerrier, délégué aux finances, ont également préconisé la gestion en régie directe de Nice-Opéra et l'établissement d'une convention avec les six cents associations subventionnées par la ville « pour contrôler l'emploi des deniers publics ». Le conseil municipal a, enfin, décidé la création d'un groupe de travail ad hoc sur les associations paramunicipales, constitué exclusivement d'élus de la majorité.

GUY PORTE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Les crédits de la coopération adoptés

Les députés ont adopté, lundi 29 octobre, par 324 voix contre 221, le budget de la coopération et du développement, présenté par le ministre de la coopération, M. Jacques Pelletier (1). D'un montant de 7 864,4 millions de francs, ces crédits sont en augmentation de 7,5 % par rapport à 1990, alors que l'ensemble du budget de la nation progresse de 4,8 %. Ils représentent 2,6 % du budget de l'Etat.

Selon M. André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence), rapporteur de la commission des affaires étrangères, qui s'est prononcée à l'unanimité en faveur du budget de la coopération, celui-ci se caractérise par quatre priorités : la volonté d'alléger la dette des pays du tiers monde ; la rénovation du système d'enseignement français à l'étranger ; le soutien de la coopération décentralisée ; le passage d'une coopération de substitution à une coopération par projets.

La première et la plus importante de ces priorités est la conséquence logique de la décision prise par le président de la République, lors du sommet franco-africain de La Baule, en juin 1990, de ne plus accorder que des dons, et non des prêts, aux pays les plus pauvres. Cela se traduit par une forte augmentation des concours financiers (+ 43,6 %) et par une hausse de 66,6 % des autorisations de programmes du Fonds d'aide et de coopération.

Pour M. Théo Vial-Massat (PC, Loire), cette évolution reste cependant insuffisante. Evoquant « la plus grande opération d'urgence », le député communiste rappelle que, quand il le veut, le gouvernement sait trouver les mil-

liards nécessaires : « Prendre cinq milliards sur les crédits d'armement servirait plus, à long terme, notre sécurité, en évitant d'acculer au désespoir un certain nombre de peuples ». La critique des principaux porte-parole de l'opposition, M. Richard Cazenave (RPR, Isère) et Jean-Paul Fuchs (UDC, Haut-Rhin), porte sur l'émiettement des crédits de la coopération. « Ce budget continue à consacrer des sommes importantes à l'ajustement structurel, alors que nous savons que ce type d'aide ne parvient pas aux véritables acteurs du développement », affirme ainsi M. Cazenave, qui préconise un privilège des projets de proximité « en court-circuitant les voies étatiques ».

Dans sa réponse, M. Jacques Pelletier a fait valoir que les crédits en faveur de la coopération décentralisée, des volontaires et des organisations non gouvernementales doivent augmenter de près de 12 %. C'est là un moyen de sensibiliser l'opinion publique qui ne lui paraît pas encore assez motivée. « C'est notre devoir à tous de bien lui faire comprendre la nécessité d'aider plus encore le tiers monde, et en particulier l'Afrique », précise M. Pelletier. C'est aussi une question de réalisme. « Si nous échouons, prévient le ministre, nos enfants ne réussiront pas à contenir le désespoir incontrôlable de ces populations en nombre sans cesse croissant. »

J.-L. S.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Arbitres en soldes

M OI, quand j'ai appris hier qu'il suffisait de fourrer une pouffe sous le coussin d'un arbitre pour truquer un match de foot, je suis resté sans voix. Enfin, c'est insensé ! Ils touchent quoi ? A peine 2000 balles par rencontre entre des joueurs qui, eux, se feraient facilement 500 000 F par mois. Et ils se font siffler dans les tribunes parce qu'ils ont négligé d'en faire autant sur le terrain ?

Et ils se mettent à dos des millions de fans exaspérés en se mélangeant les pinceaux : Qu'est-ce qu'il a fabriqué de si grave, ce Bastois ? Il a envoyé Cantona à l'hôtel pour deux mois ? Bon ! Carton jaune. Et l'autre, là ? Il a poussé son adversaire du coude ? Oh là là ! Carton rouge. Il a été marqué à la main, ce but ? Vous êtes sûr ? Curieux, j'ai rien vu.

Et tout ça pour le plaisir ! Ils sont franchement nuls, ces mecs ! Des amateurs, des vrais. Accepter de fermer les yeux sur une passe au stade en échange d'une passe au lit, c'est minable, avouez ! Surtout quand on connaît le prix des amours tar-

tées. Et encore, vous ne savez pas tout. Il y en a qui se contentent d'être arrosés au champagne !

Allons, messieurs, secouez-vous ! Vous valez quand même plus que ça. Qu'est-ce que vous attendez pour piquer du fric dans les caisses noires au lieu de vous contenter de faire cliqueter le misérable tiroir d'une épicerie de quartier avec trois francs six sous. Vous gâchez le métier.

Pensez un peu aux malheureux joueurs que certains présidents de club essayent de gagner, parait-il, à leur cause en leur demandant de refiler le ballon à l'adversaire, ni vu ni connu. Comment voulez-vous qu'ils se fassent gratter le pied si vous vous contentez de prendre le vôtre à l'issue d'un match arrangé à l'amiable ?

Et ne venez pas me dire que certains d'entre vous ont des exigences un peu plus rupestres qu'une partie de jambes en l'air ou une bouteille de pinard. C'est quoi ? c'est rien ! Un chrono en or, histoire d'ajouter une minute ou deux à une prolongation. Un cadeau utile, c'est ça votre petit cadeau ?

DAVID SHIFF - CLUB DES DIX
ouvre sa solderie royale
au 13 rue Royale Paris 8ème
7/7 même le
jeudi de Toussaint 1 Novembre

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

SCIENCE & VIE MICRO

SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

LE MACINTOSH POUR TOUS
MAC CLASSIC,
MAC LC et MAC II SI
AU BANC D'ESSAI

Les trois nouveaux venus dans la gamme du constructeur californien devraient constituer, d'après les responsables d'Apple France, 80 % de leurs ventes en 1991. Pari audacieux pour les trois machines testées pour vous par SVM.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- Les bases de données sur PC.
- NEXT : tous les nouveaux modèles, tous les nouveaux logiciels.
- Pratique : réussir des photos d'écran.

24H/24 : 3615 SVM

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Huitième partie : nulle

Karpov laisse passer sa chance



70 % de chances de gain pour Karpov, 30 % de chances de faire partie nulle pour Kasparov. C'était le « verdict » de la plupart des grands maîtres, à New-York, avant la reprise, mardi 30 octobre, de la huitième partie ajournée lundi.

Kasparov ayant mis sous enveloppe le coup attendu (le seul possible d'ailleurs) : 41. Tg3, suivi de Dg4, on s'attendait que Karpov annihilerait assez vite les menaces sur son Roi puis fasse parler les pions passés. C'était sans compter sur Kasparov - qui jouait gros dans cette finale - et qui va manœuvrer avec maestria sa Dame et sa Tour, lançant sans cesse des banderilles en direction du Roi adverse.

Mais, cruelle ironie, c'est surtout le temps qui va faire défaut à Karpov. Génial lundi en plein « zeitnot », le challenger ne va pas retrouver cette fois sa lucidité. A la reprise d'une partie ajournée, chaque joueur dispose d'une heure pour jouer seize coups. Au 33^e coup, Karpov n'avait plus qu'une minute pour arriver au contrôle de temps du 56^e coup. Il joua d'4 alors que D22 lui donnait une forte chance de gains.

Rebelote pour les seize coups suivants où il piétine, prend du retard et, avant le deuxième contrôle du 72^e coup, joue 70... h5, un affaiblissement inutile dont profitera plus tard Kasparov. Au 77^e coup, Karpov paraît à un pas du bonheur, son pion passé arrivant à d2. Illusion. La Dame de Kasparov va foncer sur le Roi noir et provoquer un échange forcé avec celle des Blancs. La nullité devenait inévitable.

Après quatre-vingt-quatre coups et dix heures deux minutes de jeu, Karpov se résignait à partager le

point. Une quasi défaite pour lui, un beau rétablissement pour Kasparov dans cette longue partie, la plus longue entre les deux joueurs depuis la quinzième partie de leur premier match à Moscou en 1984, qui dura quatre-vingt-trois coups et se termina aussi par la nullité.

Les deux joueurs sont donc toujours à égalité (4-4) avant la neuvième partie qui devait se jouer mercredi 31 octobre.

S. de C.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPov

Huitième partie

Position à l'ajournement :
BLANCS : Ra2, Da4, Tg4, Pfs, Pfs, g2, h1
NOIRS : Rb8, Dd8, Td8, Pfs, g6, h7

41. Tg3	42. Dg4	43. Dd4	44. Rb1	45. Dg4	46. Td3	47. Rb2	48. Dg3	49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1
42. Dg4	43. Dd4	44. Rb1	45. Dg4	46. Td3	47. Rb2	48. Dg3	49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1	
43. Dd4	44. Rb1	45. Dg4	46. Td3	47. Rb2	48. Dg3	49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1		
44. Rb1	45. Dg4	46. Td3	47. Rb2	48. Dg3	49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1			
45. Dg4	46. Td3	47. Rb2	48. Dg3	49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1				
46. Td3	47. Rb2	48. Dg3	49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1					
47. Rb2	48. Dg3	49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1						
48. Dg3	49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1							
49. Td3	50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1								
50. Dd4	51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1									
51. Rb1	52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1										
52. Dd4	53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1											
53. Dd4	54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1												
54. Tg3	55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1													
55. Td3	56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1														
56. Rb2	57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1															
57. Rg1	58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1																
58. Rb2	59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1																	
59. Rg1	60. Td4	61. Dd4	62. Rb1																		
60. Td4	61. Dd4	62. Rb1																			
61. Dd4	62. Rb1																				
62. Rb1																					

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

OUVERT
demain
TOUSSAINT
CAPELOU
Le livre de la semaine
à 19,90 F
chez tous les libraires

57, av. de la République (11^e)
NP-Parmentier, 43.57.46.55